

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- Points de repère marxistes sur l'impérialisme et le terrorisme 1
- Propriété et capital (2)
 - V. La légalité bourgeoise. L'économie capitaliste dans le cadre juridique du droit romain 8
- *Histoire de la Gauche Communiste.*
Les premiers pas du Parti Communiste d'Italie 20
- *Annexes à l'«Histoire de la Gauche Communiste».*
 - La fonction de la Social-Démocratie en Italie («Il Comunista» n° 3 - 6/2/1921) 32
 - La bataille communiste pour le Congrès de la Confédération du travail («Il Comunista» n° 4 - 10/12/1921) 33
 - Le problème du pouvoir («Il Comunista» n° 5 - 13/11/1921) 36
 - La marche au pouvoir («Il Comunista» n° 6 - 17/12/1921) 38
 - L'usage de la violence («Il Comunista» n° 7 - 24/12/1921) 39
- **Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (2) 42**
- **En défense de l'incendiaire du Reichstag 51**
 - Van der Lubbe. Les fascistes exécutent. Socialistes et centristes applaudissent («Bilan» n° 3 - Janvier 1934) 53
 - Pour les funérailles des victimes du «Diana» («Bilan» n° 3 - Janvier 1934) 57
- **Note d'actualité.**
Réforme des allocations de chômage et réduction du temps de travail: les grandes escroqueries de la bourgeoisie européenne 59
- **Notes de lecture**
 - «Marxist» n°5 (2004) 68
 - «L'Internationaliste» 74

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qu va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

PROGRAMME COMMUNISTE
Revue théorique du
Parti Communiste International
ISSN - 0033 -037 X

Administration et diffusion :
Editions Programme - 3 rue Basse Combalot -
69007 Lyon - F

Prix au numéro: 8 €, 15 FS, £ 5, 2000 CFA,
USA + Cdn US \$ 8, Amérique latine US \$ 2 -
Abonnement simple: Le prix de 4 numéros -
Abonnement de soutien: Pour 4 numéros:
50 €, 100 FS, £ 30, 16000 CFA, USA + Cdn
US \$ 50, Amérique latine US \$ 20

Paiement par mandat ou chèque:

A l'ordre de **DESSUS**,
Toute correspondance doit être envoyée à
l'adresse des Ed. Programme

« le prolétaire »
Journal bimestriel

Le numéro: 1 €, 3 FS, £ 1, 350 CFA
Abonnement annuel (5 numéros): 7,5 €, 30 FS
/ £ 10 / 1500 CFA - Abonnement de soutien: 15
€, 60 FS / £ 20 / 3000 CFA

« il comunista »
Journal bimestriel en italien

Le numéro: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5 - Abonnement:
8 €, 25 FS, £ 6 - Abonnement de soutien: 16 €,
50 FS, £ 12

«el programa comunista»
Revue théorique en espagnol

Le numéro: 3 €, 8 FS, £ 3 / 20 Krs. / America
latina: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 3 - **Prix de
soutien, le numéro:** 6 €, 16 FS, £ 6 / 40 Krs. /
America latina: US \$ 3 / USA et Cdn: US \$ 6
Imprimé par nos soins.

CORRESPONDANCE

France: Editions Programme, 3 Rue Basse
Combalot, 69007 Lyon
Suisse: Editions Programme, Ch. de la
Roche 3, 1020 Renens
Italie: Il Comunista, C.P. 10835, 20110
Milano

PROGRAMME COMMUNISTE
Theoretical Review in french
of the International Communist Party

Editorial office: Editions Programme
3 Rue Basse Combalot 69007 Lyon - F
Payment by eurochek or international money
order to: DESSUS

All correspondence should be sent to the
above address.

**LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ
LA PRESSE
INTERNATIONALE DU PARTII!**

«le prolétaire»
«programme communiste»
«il comunista»
«el programa comunista»

le prolétaire

M2414 - 465 - 1 € organe du parti communiste international

Le numéro: 1 € - Abonnement: 5 € - Abonnement de soutien: 15 €
Le numéro: 1 € - Abonnement: 5 € - Abonnement de soutien: 15 €
Le numéro: 1 € - Abonnement: 5 € - Abonnement de soutien: 15 €

Vers la deuxième guerre du Golfe

En 1917, à l'époque de la première guerre du Golfe, nous avons vu que la grande victoire révolutionnaire se réalisait dans les pays du tiers monde...
Le 11 septembre 2001 a été l'événement qui a marqué le début d'une nouvelle ère...
La Russie s'efforce de restaurer son rôle de grande puissance...
Le monde est en train de vivre une période de transition...
La Chine s'efforce de restaurer son rôle de grande puissance...
Le monde est en train de vivre une période de transition...
La Chine s'efforce de restaurer son rôle de grande puissance...

**LES LUTTES DE CLASSES ET D'ETATS DANS LE MONDE
DES PEUPLES DE COULEUR, CHAMP HISTORIQUE VITAL
POUR LA CRITIQUE REVOLUTIONNAIRE MARXISTE**

La doctrine des modes de production s'applique à toutes les races humaines...
Le monde est en train de vivre une période de transition...
La Chine s'efforce de restaurer son rôle de grande puissance...
Le monde est en train de vivre une période de transition...
La Chine s'efforce de restaurer son rôle de grande puissance...
Le monde est en train de vivre une période de transition...
La Chine s'efforce de restaurer son rôle de grande puissance...

il comunista
organo del partito comunista internazionale

Le numéro: 1,5 € - Abonnement: 8 € - Abonnement de soutien: 16 €

**I contrasti interimperialisti
si acuiscono e si va verso la seconda
Guerra del Golfo**

Le monde est en train de vivre une période de transition...
La Chine s'efforce de restaurer son rôle de grande puissance...
Le monde est en train de vivre une période de transition...
La Chine s'efforce de restaurer son rôle de grande puissance...
Le monde est en train de vivre une période de transition...
La Chine s'efforce de restaurer son rôle de grande puissance...

**L'attacco del padronato Fiat
alle condizioni di vita e di lavoro operaie
trova i proletari orgogliosamente in lotta**

Le monde est en train de vivre une période de transition...
La Chine s'efforce de restaurer son rôle de grande puissance...
Le monde est en train de vivre une période de transition...
La Chine s'efforce de restaurer son rôle de grande puissance...
Le monde est en train de vivre une période de transition...
La Chine s'efforce de restaurer son rôle de grande puissance...

**Massacro degli ostaggi a Mosca:
uno «Stato forte» attacca sempre
innanzitutto la propria popolazione**

Le monde est en train de vivre une période de transition...
La Chine s'efforce de restaurer son rôle de grande puissance...
Le monde est en train de vivre une période de transition...
La Chine s'efforce de restaurer son rôle de grande puissance...
Le monde est en train de vivre une période de transition...
La Chine s'efforce de restaurer son rôle de grande puissance...

Points de repère marxistes sur l'impérialisme et le terrorisme

Au moment où nous bouclons cette revue l'impérialisme américain se dirige à vive allure vers sa deuxième guerre contre l'Irak, l'impérialisme russe poursuit ses ravages en Tchétchénie, l'impérialisme français accroît son intervention militaire dans son ancienne colonie de Côte d'Ivoire, Israël continue ses attaques dans les Territoires Palestiniens, tandis que des soldats d'une ribambelle de pays sont impliqués dans des opérations de contrôle militaire dites de «maintien de la paix» sur les points chauds du globe. Alors

même qu'il montre ainsi avec une criante évidence son caractère impitoyablement agressif, l'impérialisme n'hésite pas à se présenter comme le défenseur de la paix, de la civilisation, du progrès humain face aux terribles menaces d'un ennemi barbare, mystérieux et multiforme, le terrorisme. Les points qui suivent entendent remettre brièvement les choses au point.

Pour le lecteur intéressé à approfondir ces questions, nous donnons à la fin de cet article les références d'autres travaux du parti sur ces sujets.

1. Par «impérialisme» les marxistes entendent la phase ultime du développement du capitalisme, qui ne peut déboucher que sur la révolution prolétarienne ou sur le renforcement de la dictature bourgeoise, réactionnaire sur tous les plans. La meilleure explication en a été donnée par le fameux ouvrage de Lénine sur ce sujet, auquel nous nous référons.

«Le capitalisme s'est transformé en système mondial d'oppression coloniale et de domination financière de l'écrasante majorité de la population du globe par une poignée de pays "avancés". Et le partage du butin a lieu entre 2 ou 3 pillards (Angleterre, Amérique, Japon) de puissance mondiale, armés de pied en cap, qui entraînent le monde entier dans leur guerre pour le partage du butin» (1).

A son stade impérialiste le capitalisme tend à transformer la concurrence en monopole, déterminant de cette façon un immense élargissement du processus de socialisation de la production à l'échelle mondiale. *«La production devient sociale, mais l'appropriation reste privée. Les moyens de production restent la propriété privée d'un petit nombre d'individus. Le cadre général de la libre concurrence nominalement*

reconnue subsiste, et le joug exercé par une poignée de monopolistes sur le reste de la population devient cent fois plus lourd, plus tangible, plus intolérable». Le capital financier, les banques deviennent en vertu du développement capitaliste les véritables acteurs de la centralisation du capital, accroissant la puissance de gigantesques monopoles. Au stade impérialiste du capitalisme, c'est le capital financier qui domine les marchés, les entreprises, toute la société, et cette domination conduit elle-même à la concentration financière jusqu'au point où *«le capital financier, concentré en quelques mains et exerçant un monopole de fait, prélève des bénéfices énormes et toujours croissants sur la constitution de firmes, les émissions de valeurs, les emprunts d'Etat, etc., affermissant la domination des oligarchies financières et frappant la société toute entière d'un tribut au profit des monopolistes».* **Le capitalisme qui naquit du minuscule capital usuraire, termine son évolution sous la forme d'un gigantesque capital usuraire.**

2. *«Le propre du capitalisme est, en règle générale, de séparer la propriété du capital de son application à la production, de séparer le*

capital-argent du capital industriel ou productif, de séparer le rentier, qui ne vit que du revenu qu'il tire du capital-argent, de l'industriel, ainsi que de tous ceux qui participent directement à la gestion des capitaux. L'impérialisme, ou la domination du capital financier, est ce stade suprême du capitalisme où cette séparation atteint de vastes proportions. La suprématie du capital financier sur toutes les autres formes du capital signifie l'hégémonie du rentier et de l'oligarchie financière; elle signifie une situation privilégiée pour un petit nombre d'Etats financièrement "puissants" par rapport à tous les autres».

Le vieux capitalisme, à l'époque de la libre concurrence, était caractérisé par l'**exportation des marchandises**; le capitalisme moderne, à l'époque des monopoles, est caractérisé par l'**exportation des capitaux**. Le capital financier étend ses tentacules dans tous les pays du monde. *«Les pays exportateurs de capitaux se sont, au sens figuré du mot, partagé le monde. Mais le capital financier a conduit aussi au partage direct du globe».*

La concurrence s'élève donc au niveau d'une lutte entre gigantes-

ques monopoles à l'énorme puissance financière. Le théâtre de cette lutte n'est plus le marché national, mais, dès les dernières décennies du dix-neuvième siècle, il est devenu toujours plus le monde entier.

«Les cartels internationaux montrent à quel point se sont développés aujourd'hui les monopoles capitalistes, et **quel est l'objet** de la lutte entre les groupements capitalistes. Ce dernier point est essentiel; lui seul nous révèle le sens historique et économique des événements, car les **formes** de la lutte peuvent changer et changent constamment pour des raisons diverses, relativement temporaires et particulières, alors que l'**essence** de la lutte, son **contenu** de classe, ne **saurait** vraiment changer tant que les classes existent».

«L'époque du capitalisme moderne nous montre qu'il s'établit entre les groupements capitalistes certains rapports basés sur le partage économique du monde et que, parallèlement et conséquemment, il s'établit entre les groupements politiques, entre les Etats, des rapports basés sur le partage territorial du monde, sur la lutte pour les colonies, la "lutte pour les territoires économiques"».

3. Le partage économique et territorial du monde est le motif principal de la lutte entre les groupes de capitalistes, entre leurs cartels, entre leurs Etats.

Que cette lutte soit menée de façon pacifique ou *manu militari*, cela dépend des rapports de force entre les concurrents, des situations économiques mais aussi politiques; mais il est certain que la paix capitaliste prépare la guerre, et que la guerre se termine par un repartage économique et territorial du monde, base à son tour de nouveaux heurts et de nouvelles guerres. La spirale capitaliste de l'époque de la libre concurrence paix-guerre-paix se transforme à l'époque impérialiste en guerre-paix-guerre. Sous les cieux de l'ultime étape du développement capitaliste, il n'y a, en réalité, jamais de paix.

Dans la réalité les alliances entre Etats impérialistes «ne sont inévitablement, quelles que soient les formes de ces alliances, qu'il s'agisse d'une coalition impérialiste dressée contre une autre, ou d'une union générale embrassant toutes les puissances impérialistes, que des "trêves" entre des guerres». L'évolution des rapports entre les groupes de capi-

talistes peut déboucher sur une union générale entre tous les Etats impérialistes, comme c'est le cas en particulier après la chute de l'alliance réunie autour de Moscou. Mais «les alliances pacifiques préparent les guerres et, à leur tour, naissent de la guerre; elles se conditionnent les unes les autres, engendrant des alternatives de lutte pacifique et de lutte non pacifique sur **une seule et même base**, celle des liens et des rapports impérialistes de l'économie mondiale et de la politique mondiale».

4. «L'impérialisme est l'époque du capital financier et des monopoles, qui provoquent partout des tendances à la domination et non à la liberté. Réaction sur toute la ligne, quel que soit le régime politique, aggravation extrême des antagonismes dans ce domaine également: tel est le résultat de ces tendances. De même se renforcent particulièrement l'oppression nationale et la tendance aux annexions, c'est-à-dire à la violation de l'indépendance nationale (car l'annexion n'est rien d'autre qu'une violation du droit des nations à disposer d'elles-mêmes)».

Alors que l'oppression salariale tend à augmenter, dans la mesure où le capitalisme ne peut arrêter sa course frénétique à l'accumulation de richesses entre les mains d'une poignée de capitalistes, augmente aussi l'oppression des nationalités, qui a pour but de garantir la pleine soumission de populations entières aux exigences du capital financier des grandes puissances impérialistes, d'obtenir de gigantesques surprofits par l'exploitation d'une force de travail à un coût dérisoire et aussi de maintenir à un bas niveau la moyenne générale des salaires des ouvriers de la métropole. Ce système est employé par toutes les bourgeoisies; les bourgeoisies les plus faibles, qui souffrent de l'oppression nationale des pays impérialistes font retomber sur les classes inférieures de leur société les conséquences les plus terribles de cette oppression; en conséquence les prolétaires et les masses paysannes de ces pays sont particulièrement exploités et opprimés: elles n'ont bien souvent d'autre droit que de mourir de faim ou d'épuisement.

Le cadre général de la situation des anciennes possessions coloniales a totalement changé depuis le début du XXe siècle. Les peuples autrefois soumis au joug colonial des puissances

européennes ont appris du capitalisme lui-même, des nations européennes, les méthodes de leur libération. Beaucoup de ces peuples sont arrivés à constituer des Etats indépendants. Mais cela ne change pas le processus de centralisation et de concentration financière caractéristique du capitalisme impérialiste. C'est toujours un petit nombre de grands Etats impérialistes (à l'Angleterre, le Japon et les Etats-Unis que citait Lénine plus haut, il faut ajouter d'autres grandes puissances comme la Russie, l'Allemagne, la France, l'Italie, etc.) qui se disputent le marché mondial, les «territoires économiques»; et c'est sur la base de cette domination sur les autres pays que la lutte entre les monopoles capitalistes aggrave la concurrence entre ces grands pays impérialistes. Et cette concurrence est la base des oppositions entre Etats et de leur transformation en guerre ouverte.

5. La perspective politique qu'offre l'impérialisme n'est pas l'autodétermination des peuples, ni l'épanouissement des cultures de ces divers peuples, ni le libre progrès économique, ni le développement pacifique des divers groupes humains.

L'avenir que l'impérialisme réserve aux populations du monde - des pays impérialistes comme des pays dominés par ces derniers - est un avenir d'oppression toujours plus grande, de guerres, de famines, d'épidémies, de destructions, de misère croissante, de réaction politique et de répression policière et militaire. La terreur qu'inspirent les puissances impérialistes vient de cette terrible perspective; elle naît du manque de moyens de survie et de la peur d'être écrasés par une oppression plus grande encore que celle dans laquelle vivent ces populations ou dans laquelle elles ont vécu dans le passé.

L'évolution historique du capitalisme rend objectivement irréalisable l'aspiration des populations encore aujourd'hui soumises au joug des puissances impérialistes à s'en émanciper par le moyen de la lutte de «libération nationale». La possibilité d'émancipation ne peut pas venir d'orientations politiques bourgeoises, mais uniquement des orientations politiques de la seule classe sociale qui d'un point de vue historique est l'antagoniste irréductible de la bourgeoisie et de toute son organisation sociale, la classe prolétarienne; celle-ci est la seule qui a intérêt à en finir avec tout type d'oppression,

qu'elle soit nationale, raciale, sexuelle, religieuse ou salariale.

Le cycle des grandes luttes nationales, des guerres anti-coloniales, s'est terminé avec la victoire du Vietnam sur les Etats-Unis et de l'Angola et du Mozambique sur le Portugal. Les nations qui n'ont pas eu la force de se «libérer» du joug politique colonial au moment où existait une possibilité de le faire, en particulier parce que les antagonismes inter-impérialistes au niveau mondial et les alignements rigides découlant du partage du monde après la guerre, gênaient les possibilités d'action des colonisateurs, n'ont plus aujourd'hui aucune possibilité de conquérir leur autodétermination. Ce n'est qu'à l'occasion de graves déséquilibres inter-impérialistes provoqués par des guerres ou de très fortes crises économique-politiques qu'il est possible que de nouvelles nations parviennent à un semblant d'indépendance politique. Mais à notre époque de développement impérialiste extrême où toutes les nations sont soumises à la colonisation financière et à la domination politique des plus grands Etats capitalistes dont dépendent prêts, subventions, commerce, restrictions, embargos, interventions en tout genre, il est pratiquement impossible qu'une nationalité opprimée puisse effectivement obtenir son indépendance politique, même si elle mène une lutte armée de libération, y compris depuis longtemps. Face à la ligue générale des puissances impérialistes cette «indépendance» est ou une chimère ou une concession arrachée à un prix extrêmement élevé en termes de morts, de destructions, de misère et d'exploitation pour les masses. Il suffit de songer à la situation des masses palestiniennes ou des populations qui se combattent sur le gigantesque territoire congolais, pour ne pas parler du Sud-est asiatique, de l'archipel indonésien ou du sous-continent indien, etc. Si l'on veut rester en Europe, on peut rappeler la situation de l'Irlande du Nord que la Grande-Bretagne ne résoudra jamais que par la répression et l'occupation militaire, ou de celle des Balkans avec leur enchevêtrement de nationalités.

6. Parmi les **droits bourgeois** que les prolétaires et à plus forte raison les communistes révolutionnaires sont historiquement tenus à respecter, se trouve le fameux droit à l'autodétermination des peuples opprimés par le colonialisme hier ou l'impérialisme

aujourd'hui. C'est un problème qui est posé par Lénine exclusivement du point de vue prolétarien, c'est-à-dire **du point de vue des intérêts généraux de la révolution prolétarienne** actuelle et future.

Les prolétaires des pays oppresseurs doivent démontrer en pratique et pas seulement sur le plan des déclarations, qu'ils ne sont pas partie prenante mais combattent l'oppression et l'exploitation infligées par leur bourgeoisie aux populations dominées. Cette attitude implique la rupture de la collaboration interclassiste, c'est-à-dire la rupture de toute complicité avec les intérêts et les exigences bourgeois. C'est indispensable pour faire la démonstration de la solidarité de classe avec les prolétaires des pays opprimés qui, soumis à l'oppression des pays plus puissants, sont enclins à confondre leurs aspirations propres avec celles de leur bourgeoisie. Soutenir le droit à l'autodétermination ne doit pas signifier soutenir la cause de la bourgeoisie dominée, ni avoir comme objectif que chaque peuple, chaque ethnie, chaque groupe humain arrive à se doter de son Etat national. L'histoire de la société humaine est une histoire de guerres et de révolutions, une histoire de la force, de la violence et de la dictature que les classes utilisent sur d'autres pour défendre ou imposer des intérêts bien précis.

Mais l'histoire de la lutte des classes dépasse les aspirations des populations particulières et détermine objectivement les époques et les endroits où ces aspirations peuvent ou non se réaliser. L'histoire de la lutte des classes a porté sur le devant de la scène un acteur bien particulier, le prolétariat, que le développement du capitalisme a répandu sur le monde entier. La caractéristique du prolétariat est que ses aspirations et ses tâches historiques ne sont pas compatibles avec une société divisée en classes, mais impliquent au contraire la disparition des classes sociales, c'est-à-dire la disparition de l'oppression et de la domination de la majorité de la population par une minorité privilégiée.

Unique classe révolutionnaire de la société moderne, la classe des sans-réserves, la classe des prolétaires, est constituée par la force de travail que les capitalistes exploitent pour tirer leurs profits. C'est la classe dont la bourgeoisie extorque la plus-value, la richesse sociale dont l'appropriation

privée représente l'oppression inhérente à sa société.

Parce que c'est de son exploitation que naît la richesse sociale, la classe prolétarienne a la force potentielle de révolutionner la société capitaliste et d'entraîner derrière elle **dans sa lutte révolutionnaire** toutes les couches déshéritées et opprimées y compris des pays capitalistes peu développés. Mais il lui faut être politiquement clairvoyante: dans les pays capitalistes industrialisés le problème de l'oppression nationale est grosso modo dépassé (même s'il existe toujours le racisme vis-à-vis des membres des nations plus faibles), et la question de la lutte pour la prise du pouvoir politique se pose directement; à l'inverse dans les pays faiblement développés où, même si domine le mode de production capitaliste, subsistent encore des formes sociales et économiques précapitalistes (par exemple dans les rapports entre famille et société, à l'intérieur de la famille, dans l'existence de castes, de formes religieuses, etc.), l'arriération économique et sociale s'accompagne d'oppression nationale, voire ethnique, de la part des classes dominantes locales et impérialistes.

L'opposition des prolétaires des pays industrialisés à tout type d'oppression signifie aussi l'opposition à l'oppression nationale que leur bourgeoisie exerce contre ces populations. Et s'opposer à cette oppression, soutenir le droit de ces populations à ne plus être opprimées par d'autres peuples, soutenir leur droit à l'indépendance, veut dire utiliser la force de classe pour obliger la bourgeoisie à cesser cette oppression; cela veut dire lutter ouvertement contre sa bourgeoisie de façon à lui rendre plus difficile ses opérations d'oppression et de répression; mais cela veut dire aussi lancer au prolétariat de ces pays, même s'il est peu nombreux, le mot d'ordre de la solidarité de classe entre prolétaires au-dessus des frontières, le mot d'ordre d'unité de lutte contre toutes les bourgeoisies.

L'attitude prolétarienne classiste est donc dialectiquement unifiante, et cela parce qu'elle se situe dans la perspective de la révolution communiste internationale. Tel était le message de Lénine, et telle était l'action du parti bolchevik dans les toutes premières années de la dictature.

7. Le défaitisme révolutionnaire

re qui caractérise l'activité pratique des prolétaires conscients dans la guerre impérialiste trouve sa réalisation et sa préparation y compris en temps de paix. La classe dominante bourgeoise appelle toujours le prolétariat à la **collaboration** pour le bien de l'entreprise, de l'économie nationale, de la patrie, des intérêts nationaux à défendre contre les divers concurrents. Au cours de son développement le capitalisme a accumulé une telle quantité de profits qu'il peut en utiliser une petite partie pour lier les prolétaires à la défense des exigences du capital et à la défense de l'Etat bourgeois. L'impérialisme tend à constituer parmi les prolétaires des catégories privilégiées et à les détacher des la grande masse; il a la possibilité économique de diviser le prolétariat en couches inférieures et couches supérieures qu'il corrompt. C'est ainsi qu'il crée et renforce ce qui s'appelait dans le mouvement ouvrier l'**opportunisme** et que nous préférons appeler désormais le **collaborationnisme**. L'**aristocratie ouvrière** est constituée par ces couches privilégiées qui lient leur sort aux intérêts des capitalistes; ces travailleurs sont des prolétaires, mais ils ont un rôle collaborationniste, donc bourgeois, antiprolétarien, au sein des masses ouvrières. Ces couches d'aristocratie ouvrière, assimilables par leur rôle social à la petite-bourgeoisie, fournissent le gros du personnel politique et syndical de l'opportunisme, **véritables lieutenants de la bourgeoisie au sein du prolétariat!**

Il est caractéristique de ces couches sociales de reprendre à leur compte la défense des formes de la domination bourgeoise qui leur permettent d'agir, d'«*exercer leur fonction sociale d'influence et de contrôle des masses prolétariennes*»: la démocratie, le parlementarisme, le cirque électoral, le partenariat social, les négociations permanentes, tout cela dans un climat de paix sociale et de conflictualité réduite au maximum.

La démocratie bourgeoise se modifie à l'époque impérialiste. Ce n'est plus la démocratie libérale où malgré tout le prolétariat a pu conquérir des espaces qui ont permis la diffusion de la propagande socialiste et la constitution d'organisations classistes parfois imposantes. La démocratie est un voile qui camoufle la réalité du pouvoir de la bourgeoisie, la dictature de cette classe qui à l'époque impérialiste s'exerce avec une

force implacable. Dans les pays les plus puissants les capitalistes ont encore suffisamment de réserves pour maintenir en fonction les coûteuses formes démocratiques avec leur série interminable d'institutions, de partis, de syndicats, d'associations les plus diverses dans le but d'huiler les rapports sociaux et de prévenir la reconstitution de la force de classe du prolétariat. Mais à l'époque impérialiste la démocratie est de plus en plus **blindée**, de plus en plus «totalitaire», de plus en plus «dirigée» et à sens unique, de plus en plus prête à utiliser si nécessaire les méthodes répressives et les moyens de force; et le jour où la situation sociale et politique le rendrait nécessaire pour préserver le système capitaliste, elle laissera la place en un clin d'oeil à la dictature ouverte, comme c'est déjà arrivé au moment du fascisme.

De quelle démocratie peuvent donc se faire les champions les Etats impérialistes quand ils prétendent faire adopter dans tous les pays, y compris par la force des armes, des régimes démocratiques? Les prolétaires des pays peu développés ne doivent nourrir aucune illusion sur les avantages qu'ils pourraient retirer de l'administration - y compris forcée! - de doses de démocratie impérialiste. Bien plus favorable pour eux, ne serait-ce que sur le plan de la clarification des rapports entre les classes, est la lutte ouverte contre l'oppression, la guerre de libération nationale, qui aurait pu se transformer en guerre civile contre la bourgeoisie à la condition qu'aient existé des forces organisées et dirigées par le parti de classe. Cela ne s'est pas passé ainsi et il est bien peu probable qu'une telle éventualité se vérifie à l'avenir.

SUR LE TERRORISME

8. Les méthodes de domination bourgeoise, même en plein régime démocratique parlementaire, n'ont jamais exclu les moyens violents de la répression, du terrorisme d'Etat, du coup d'Etat ou de la dictature militaire. Les exemples sont nombreux au XIXe comme au XXe siècle C'est la démonstration que la dictature du capital - du mode de production capitaliste, de ses lois et de son processus d'appropriation privée de la richesse produite - n'a pas toujours la possibilité ou le besoin de s'enjoliver des atours de la démocratie parlemen-

taire, bien au contraire. La guerre elle-même est l'expression suprême du terrorisme étatique. Et nous ne parlons pas seulement des bombes atomiques ou des camps de concentration; dans les guerres impérialistes les classes dominantes utilisent toujours plus le massacre de populations civiles comme un élément stratégique pour affaiblir et démoraliser l'ennemi et hâter ainsi la victoire.

Mais ces méthodes ne sont que le prolongement des guerres coloniales que les puissances capitalistes menèrent sur les divers continents pour s'emparer de sources de matières premières, de voies de communications, de marchés, bref de «territoires économiques». Dans ces guerres les armées coloniales combattaient des populations plus que des armées régulières; détruire des villages entiers avec leurs habitants était la méthode employée pour briser la résistance de ces populations. Celles-ci répondaient à ce terrorisme par tous les moyens à leur disposition, en utilisant toutes les ressources qu'ils possédaient, en faisant combattre femmes et enfants. C'est ainsi qu'est née la guerre de partisans, la guérilla, c'est-à-dire la guerre menée non par des professionnels, mais par des civils transformés temporairement en combattants.

La technique militaire change avec le progrès technique et changent parallèlement les instruments utilisés par les méthodes terroristes: 2000 ans se sont écoulés pour passer du fouet et de la crucifixion à la bombe atomique et à la guerre bactériologique. Mais nous sommes toujours en présence du terrorisme de sociétés divisées en classes, de sociétés fondées sur l'oppression, qu'elle soit esclavagiste ou capitaliste.

9. La propagande bourgeoise démocratique répand la croyance que l'Etat central avec ses diverses institutions est un rempart de la civilisation, de la paix, dont l'objectif fondamental est d'assurer le bien-être de tous les citoyens, quelle que soit leur classe sociale. A cet Etat est confié le monopole de l'usage de la violence, exercée uniquement pour combattre les crimes et faire respecter les lois pour le bien de tous. C'est donc l'Etat qui organise cette violence légale en forces de police et forces militaires chargées d'intervenir à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières pour défendre les intérêts nationaux, censés être communs à tous, et l'ordre constitué, censé

être le meilleur possible. Tout ce qui s'oppose à cet ordre constitué est défini comme un crime; la bourgeoisie utilise ainsi toute sa puissance économique, politique et militaire pour mettre hors la loi toute force, même modeste, qui se constitue pour combattre cet ordre, et tout particulièrement qui utilise la violence.

La démocratie bourgeoise, véritable fétiche moderne, camoufle hypocritement sous un voile d'illusions la réalité de la division de la société en classes, et des antagonismes entre les classes qui mettent en mouvement les forces sociales. La société bourgeoise est en permanence traversée par une lutte incessante que ce soit sur le plan de la concurrence entre bourgeois, entre entreprises, entre États, ou sur le plan de la lutte entre les classes, entre bourgeois et prolétaires, ou entre classes et demi-classes (bourgeois et petit-bourgeois, etc.). La violence qui s'exerce dans cette lutte permanente n'est pas toujours «cinétique», c'est-à-dire ouverte: dans les pays capitalistes développés la menace d'utiliser la violence suffit en temps normal à garantir la paix sociale et la soumission aux exigences du capital. L'efficacité de cette violence «virtuelle» est le signe que la domination de la classe bourgeoise n'est pas encore contestée par les classes dominées.

La lutte ouverte, déclarée, effective, entre les classes qui savent que leur antagonisme est irréductible, n'est pas une situation normale pour les pays impérialistes où la bourgeoisie utilise des miettes de ses profits ou surprofits pour entretenir le collaborationnisme et acheter certaines couches sociales. Ce n'est que dans des situations de graves difficultés économiques où les larges masses prolétariennes souffrent d'une dégradation générale de leur situation et connaissent à nouveau l'insécurité et la peur du lendemain, que peuvent réapparaître à grande échelle des poussées de lutte ouverte.

Les cycles économiques capitalistes avec leurs crises périodiques entraînant l'appauvrissement de couches importantes de populations pas seulement ouvrières, poussent des groupes sociaux à se rebeller jusqu'à susciter des mouvements de lutte de type partisans ou terroristes.

10. Si nous laissons de côté les actions de l'État ou de certains de ses services, le terrain politique où naît le

terrorisme réactionnaire, de droite, reste le terrain de domination de classe bourgeois. Les intérêts que défend ce terrorisme sont des intérêts de fractions bourgeoises particulières qui en combattent d'autres à la tête du pays. Et à l'époque du capitalisme ultra-développé, ces intérêts particuliers ne peuvent pas ne pas avoir ou ne pas chercher à avoir des liens avec d'autres fractions bourgeoises à l'extérieur du pays. L'universalisation du capitalisme est aussi l'universalisation de ses contradictions et de ses rivalités. Elle conduit à la cartellisation des intérêts de groupes capitalistes déterminés et à l'aggravation de leurs oppositions. De ce point de vue il n'est pas faux de parler de terrorisme international parce que ce terrorisme là est lié à des intérêts économiques internationaux. Il s'agit d'un terrorisme bourgeois, même s'il utilise comme masse de manoeuvre - comme le fait toujours la bourgeoisie - des éléments issus des couches pauvres de la société et même du prolétariat.

Le terrain politique d'où est issu le terrorisme de gauche est celui du réformisme. Par réformisme nous entendons la politique qui prétend possible la conciliation entre intérêts prolétaires et bourgeois grâce à une médiation permanente et en utilisant les instruments de la démocratie fournis par la bourgeoisie. L'histoire a fait de manière irréfutable la démonstration que cette politique ne sert en réalité que la bourgeoisie. Les bases matérielles du réformisme - qui est né de la corruption du mouvement ouvrier - se trouvent dans la division que produit le capitalisme dans les rangs prolétaires; il y crée des couches, qui à certaines époques peuvent très larges, relativement ou absolument «privilegiées» par rapport à la masse sur le plan non seulement des salaires mais surtout de «garanties» qui paraissent les faire échapper à la condition prolétarienne.

En périodes de crises économiques ces privilèges s'amenuisent et pour de nombreuses couches prolétariennes tendent à disparaître. Soutenues par les forces des États les classes patronales tendent inexorablement à remettre en cause les avantages concédés autrefois. La politique du réformisme légaliste classique porte de mois en mois de fruits et les manifestations, les actions y compris de grève qu'il est contraint d'organiser, se révèlent incapables de freiner la

détérioration des conditions prolétariennes. C'est alors que certains groupes d'intellectuels et de prolétaires peuvent avoir recours à des formes de lutte armée afin d'intimider les patrons et les forces de l'État ou de pousser le réformisme à la lutte. Il est inévitable que des couches prolétariennes puissent être entraînées dans ce genre de luttes car elles ressentent au premier chef le besoin de riposter aux attaques bourgeoises sur le terrain de la violence.

C'est l'orientation politique de ce terrorisme de gauche - type Brigades Rouges pour prendre l'exemple italien - qui en détermine l'impuissance. Le brigadisme tout en s'affrontant militairement à l'État et à l'impérialisme au travers des grandes multinationales, ne sortait pas du cadre politique du réformisme traditionnel; il demandait au fond «plus de démocratie», plus de respect des «droits acquis», il voulait empêcher le démantèlement du système d'amortisseurs sociaux édifié au cours de la période d'expansion économique et il voulait que le réformisme revienne à la pratique plus «combative» qui était la sienne à cette époque. Il défendait ces revendications les armes à la main, et c'est pourquoi nous l'avons appelé le **réformisme armé**.

Le réformisme armé a fait la démonstration de son impuissance. Mais le mal qu'il a causé dans les rangs ouvriers a consisté essentiellement à paralyser toutes les tentatives de réorganisation classiste qui naissaient alors, tant contre le patronat que contre le collaborationnisme traditionnel des syndicats tricolores et des partis nationaux-communistes. Le réformisme classique qui n'a eu aucune part dans la naissance des BR ou des autres groupes de lutte armée a pu tirer cependant un grand bénéfice de leur insertion dans les luttes ouvrières à un moment particulièrement critique pour le capitalisme (période de la crise capitaliste mondiale de 1974-75), alors que son influence commençait à décliner après les luttes de ces années.

11. La lutte prolétarienne contre l'impérialisme ne peut être conduite sur le terrain et avec les méthodes de la démocratie. C'est l'histoire de toutes les luttes de libération nationale et de toutes les luttes ouvrières qui ont marqué les décennies d'après-guerre qui le démontrent. Aucun peuple ne s'est jamais autodéterminé que par la force, par la guerre nationale contre les puis-

sances coloniales et l'impérialisme. Aucun mouvement ouvrier n'a pu résister à la pression et à la répression capitalistes sinon par la force dans la rue. La violence qui sourd à travers tous les pores de cette société ne pourra jamais être vaincue et éliminée que par une violence supérieure. Mais alors il ne s'agira pas d'une violence épisodique, même si des épisodes de violence minoritaires, d'actes de représailles contre l'ennemi de classe, etc. seront non seulement inévitables mais utiles; il ne s'agira pas de groupes terroristes, ni d'actes de «violence aveugle» dictés par le désespoir ou, pire encore, le mépris de la vie des prolétaires, même si comme nous l'enseignait déjà Engels les révolutionnaires ne peuvent se passer de la terreur que leurs armes infligent à leurs adversaires. Il s'agira de **violence révolutionnaire**, il s'agira des méthodes de riposte et d'attaque que le prolétariat réorganisé en organisations de classe et autour de son parti sera capable de mettre en oeuvre de façon scientifique dans la perspective de l'affrontement ultime avec la classe ennemie.

Si nous jetons un coup d'oeil au monde contemporain, nous constatons d'innombrables cas où la violence étatique se heurte à la violence de groupes armés. L'impérialisme a répandu son oppression aux quatre coins du monde; il a en même temps appris aux bourgeoisies des pays peu développés comment mieux opprimer leurs populations. Il a créé, entretenu et soutenu toute espèce d'organisations terroristes y compris celles qui se basent sur le fondamentalisme religieux pourvu qu'elles puissent être utilisées à un moment ou à un autre contre des concurrents. Cela s'est passé partout, en Europe, en Afrique, en Amérique Latine, en Asie, au Moyen-Orient, et cela continuera à se passer ainsi, même quand demain l'impérialisme devra faire face à la révolution prolétarienne internationale.

L'impérialisme peut utiliser tout type de guerre, tout type de terrorisme, à l'exception de la lutte indépendante de classe des prolétaires. Mais cette lutte est la plus difficile à entamer et à mener jusqu'au bout, jusqu'à la lutte révolutionnaire pour le renversement de la dictature bourgeoise et l'instauration de la dictature prolétarienne exercée par le parti unique de classe. Il faut des conditions historiques déterminées pour que re-

naisse cette lutte et qu'elle puisse s'étendre internationalement. Cette perspective n'est pas une utopie puisqu'elle s'est déjà réalisée, lors de la grande vague révolutionnaire née lors de la première guerre mondiale et de la victoire de la révolution en Russie. Ces conditions historiques réapparaîtront inévitablement; les contradictions du capitalisme ne conduisent pas seulement à une guerre impérialiste générale mais aussi à l'ouverture en même temps d'une période révolutionnaire qui ne pourra se conclure positivement que si le prolétariat réussit à se doter de son parti marxiste compact et puissant.

12. La bourgeoisie a toujours justifié ses guerres au nom de la défense de la paix, de la civilisation et autres principes démocratiques. Au cours des dernières années les puissances impérialistes ont mené leurs guerres de rapines au nom de motifs soi-disant «humanitaires», pour amener la paix dans des régions malheureusement ravagées par des guerres intestines, etc. Le collaborationnisme, même quand il critique le recours à la «solution militaire», donne toujours en fait son soutien à son Etat dans ces guerres. Il est impossible de ne rien attendre d'autre de ces organisations collaborationnistes qui sont inextricablement liées à la bourgeoisie; toute opposition à la guerre qui voudrait s'appuyer, ne serait-ce qu'en partie, sur elles ne serait qu'une triste mascarade. L'Eglise chrétienne elle-même, plus hypocrite que les Eglises islamiques, ne parle jamais de «guerre sainte» mais sanctifie dans les faits l'intervention militaire impérialiste comme hier en Yougoslavie et en Afghanistan.

Le pacifisme caractéristique des mouvements religieux et des mouvements réformistes est toujours prompt à se transformer en soutien aux guerres de son impérialisme, dès que le prétexte juste en a été trouvé. Et le prétexte du terrorisme islamiste est certainement l'un des plus efficaces car il peut s'appuyer sur la compassion envers les populations sans défense frappées par celui-ci et sur la croyance très répandue que le christianisme est plus civilisé que son concurrent islamique, sans oublier la connotation raciste renforcée par le fait que l'Islam est la religion des couches les plus exploitées du prolétariat. Le prétexte du terrorisme islamiste est aussi utilisé pour passer sous silence l'oppression brutale qu'exercent

les grandes puissances impérialistes auxquelles le pacifisme offre en réalité son appui même dans les manifestations anti-guerres, puisque il se borne à prier ces puissances d'avoir pitié des plus faibles. Le pacifisme est sans doute une des manifestations les plus évidentes de l'impuissance face à la domination capitaliste; mais c'est aussi et surtout une entrave à la reprise de la lutte de classe dans la mesure où il diffuse parmi les prolétaires la croyance qu'il est possible de résoudre les contradictions sociales en faisant appel à la bonne volonté, à l'humanité des capitalistes.

Ce ne sont pas les bons ou les mauvais sentiments des capitalistes qui sont en cause; ce sont les lois du mode de production capitaliste qui engendrent nécessairement l'inégalité, l'exploitation, l'oppression, la violence; ce sont ces lois qui **imposent** aux capitalistes eux-mêmes une conduite conforme aux besoins de la conservation et de la défense de ce système. Il n'est pas possible de s'opposer véritablement aux effets inévitables du système capitaliste, si l'on ne combat pas le capitalisme lui-même: c'est précisément ce que le pacifisme ne veut et ne peut pas faire.

13. La reprise de la lutte de classe du prolétariat ne se produit pas à l'improviste, elle n'éclate pas comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Elle ne peut être qu'un processus de maturation long et contradictoire. Les fondements matériels de la lutte de classe résident dans le rapport même qui est au coeur du capitalisme, le rapport entre capital et force salariée; les fondements sociaux résident dans les rapports de force qui s'établissent entre les classes; les fondements politiques résident dans le programme du communisme révolutionnaire qui synthétise toute la trajectoire historique de la lutte entre les classes, de son origine à l'affrontement final avec la bourgeoisie.

Dans la réalité quotidienne du capitalisme l'exploitation et l'oppression notamment nationale provoquent continuellement des luttes de résistance. Tant qu'elles restent dans un cadre bourgeois, ces luttes, même menées par des moyens violents, sont condamnées à être réabsorbées et à recommencer indéfiniment: les malheurs dont souffrent les masses opprimées, prolétariennes ou non, ne cessent jamais parce que le capitalisme ne peut pas changer de nature et se

transformer en mode de production harmonieux, non antagonique. La seule perspective d'avenir de ces luttes de résistance est qu'elles se hissent au niveau de la lutte classiste, qu'elles dépassent les limites bourgeoises auxquelles les restreignent toutes les forces de la collaboration entre les classes.

Les communistes révolutionnaires doivent lutter contre toutes les oppressions bourgeoises ou pré-bourgeoises. Ils ne peuvent en aucun cas et d'aucune façon appuyer la classe dominante, même quand elle est victime d'agression ou de déroute économique. Les coups infligés à la stabilité du pouvoir bourgeois peuvent venir de diverses directions: de l'intervention militaire de puissances plus fortes, d'actes terroristes de divers types, etc. Les communistes sont intéressés à jager les dommages causés au pouvoir bourgeois, non pour voler à son secours mais pour apprécier sa plus faible capacité de résistance à la lutte ouvrière, à la lutte pour la défense des intérêts prolétariens immédiats et à long terme. De son côté la bourgeoisie cherche à utiliser les menaces qui pèsent sur elle ou les coups qu'elle subit pour appeler la classe ouvrière à la soutenir, à sacrifier ses intérêts propres au nom des intérêts bourgeois «supérieurs» dans une union sacrée - au moment même où elle a besoin d'accroître l'exploitation, d'extorquer une part supplémentaire de plus-value pour contrebalancer les pertes subies.

Les prolétaires conscients ne peuvent pas se réjouir devant les massacres commis par les bombardements humanitaires de l'impérialisme et pas davantage devant ceux commis par des actes terroristes d'organisations bourgeoises. Dans ces massacres ce sont leurs frères de classe qui constituent la plupart des victimes. Ils ne s'en réjouissent pas, mais ils ne participent pas à l'union sacrée de tous les citoyens que veut constituer la bourgeoisie en défense de l'ordre établi. Ils rappellent qu'ils sont tous les jours les victimes de cet ordre établi, les victimes de l'esclavage salarié avec son cortège quotidien d'horreurs, de misère et de morts, même dans les périodes idylliques de l'expansion économique.

Les communistes révolutionnaires et les prolétaires conscients savent que la bourgeoisie n'a aucune pitié pour ses victimes, pour ceux qu'elle exploite et affame dans le monde entier afin de s'approprier des richesses toujours plus gigantesques. Quelle

pitié pourraient-ils avoir pour les bourgeois? Que chacun pleure ses morts.

Les prolétaires ont un avenir, les bourgeois et leur système n'ont pas d'avenir à offrir à l'humanité, ils n'ont qu'un passé de misère, de malheurs et de maux en tous genres dans lequel ils voudraient la maintenir éternellement. Indissolublement liés à la propriété privée, à l'argent, dépendants du marché qui les fait vivre ou les condamne à la ruine, ils sont depuis longtemps une véritable **classe superflue** pour l'humanité; pire une classe dangereuse puisque les besoins du profit les pousse toujours plus non seulement à massacrer les êtres humains mais à ravager la planète elle-même. Leur force est directement fonction de la faiblesse du prolétariat qui est appelé à être leur fossoyeur et le fossoyeur de leur système.

Si du point de vue objectif la maturation des conditions générales de la reprise de la lutte de classe ne peut pas être accélérée par des expé-

dients quels qu'il soient, du point de vue subjectif il est possible et nécessaire qu'agissent la volonté et la conscience militante pour que se constitue un véritable **parti communiste international**, capable d'armer les prolétaires d'avant-garde du patrimoine légué par les générations précédentes, capable demain de devenir l'organe dirigeant la lutte révolutionnaire puis l'exercice de la dictature prolétarienne mondiale. L'histoire de la lutte des classes, l'histoire des révolutions et des contre-révolutions a déjà indiqué la voie à suivre, la voie éclairée par le marxisme en dehors de tout révisionnisme, de tout expédientisme, de tout personnalisme.

(1) Cette citation et celles qui suivent sont tirées de l'ouvrage classique écrit par Lénine en 1916 «*L'impérialisme phase suprême du capitalisme*», O.C. Tome 22.

BRÈVE BIBLIOGRAPHIE DE TEXTES DU PARTI

Le parti a consacré de très nombreux textes aux sujets évoqués par l'article; nous nous limiterons à en citer les plus significatifs disponibles en français, en les classant de façon un peu arbitraire en trois thèmes: l'impérialisme, la guerre et les luttes d'indépendance nationale, le terrorisme.

SUR L'IMPÉRIALISME:

Outre le «**Cours de l'impérialisme**» qui a paru sur de nombreux n° de la revue et des études plus particulières sur certaines manifestations de l'impérialisme, nous pouvons citer plus particulièrement: **Questions de l'impérialisme** (P.C. n° 36). **L'impérialisme dans la critique marxiste** (P.C. n° 37). **Impérialisme et sous-développement** (P.C. n° 48-49). **Les perspectives de l'après-guerre** (P.C. n° 84-85). **Impérialisme, chauvinisme et anti-impérialisme de classe** (P.C. n° 90). **Le nouveau désordre mondial. De la guerre froide à la paix froide et, en perspective, vers la troisième guerre mondiale** (P.C. n° 94).

SUR LES LUTTES D'INDÉPENDANCE NATIONALE:

Physionomie sociale des révolutions coloniales (P.C. n° 2). **Le parti prolétarien et communiste et**

les mouvements nationaux et démocratiques (P.C. n° 14). **La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme** (P.C. n° 62 et 63). **Stratégie et tactique révolutionnaires dans les polémiques Lénine - Rosa Luxemburg. 1) La question de l'autodétermination** (P.C. n° 65). **2) Guerres impérialistes et guerres nationales** (P.C. n° 66). **La fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le «Tiers Monde»** (P.C. n° 83)

SUR LA GUERRE:

Sur le fil du temps: Le prolétariat et la guerre. Socialisme et nation - Guerre impérialiste et guerre révolutionnaire (P.C. n° 79). **La guerre révolutionnaire prolétarienne - le roman de la guerre sainte - Etat prolétarien et guerre.** (P.C. n° 80). **La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste** (P.C. n° 90, 91, 92).

SUR LE TERRORISME:

Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe (P.C. n° 77, 78). **Violence, terrorisme et lutte de classe** (Brochure Le Prolétaire n° 8). **Où vont les Brigades Rouges?** (Le Prolétaire n° 398, 399, 400).

Propriété et capital (2)

Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde social contemporain

V. LA LÉGALITÉ BOURGEOISE

L'ÉCONOMIE CAPITALISTE

DANS LE CADRE JURIDIQUE DU DROIT ROMAIN

La révolution bourgeoise a systématiquement la possession de la terre en rétablissant le concept juridique de **liberté de la terre** qui était le fondement du droit civil à Rome.

«Au bas Moyen Age, pratiquement toute l'Europe, occupée par les conquérants germaniques, avait vu se réduire à presque rien le concept de la liberté de la terre qui avait fait la prospérité économique de l'empire romain. Il avait été remplacé par le féodalisme, imposé par le besoin de défense des faibles contre les invasions des Normands, des Hongrois et des Sarrasins: les faibles se **liaient** à un puissant, en lui reconnaissant la possession avec l'obligation de redevances ainsi que de services personnels pour que celui-ci les protège contre des malheurs plus grands; c'est de là qu'était venue de bonne heure la maxime: **nulle terre sans Seigneur**. Au contraire, dans le droit romain l'origine de la possession résidait dans le titre, c'est-à-dire dans le contrat librement stipulé entre les ayant droit» (1).

Au dicton français «l'argent n'a pas de maître» que nous avons déjà trouvé dans Marx cité en opposition à la devise de l'économie mobilière, s'oppose, dans les pays où le féodalisme ne s'est pas implanté, la devise romaine: «pas de propriété sans titre». Il n'est pas inutile de signaler que le pays où la parenthèse séculaire des droits personnels propres au féodalisme a été la moins profonde est justement l'Italie.

L'italien n'a jamais eu en effet de mot qui corresponde au terme français *Suzeraineté*, qui signifie la propriété du seigneur féodal sur la terre. En Italie «toutes les formes du droit romain ne périrent pas; au contraire, elles persistèrent sans

interruption dans certaines régions du Mezzogiorno non envahies par les barbares et restées sous la domination de l'empire byzantin gardien de la tradition romaine, ou qui y retournèrent après le démembrement du duché de Bénévent».

(...) «La jouissance de la terre en liberté absolue de la part de ses possesseurs ne date pas ailleurs d'une époque aussi ancienne que chez nous. En France par exemple elle n'eut une complète application que par l'**abolition des privilèges féodaux lors de la fameuse nuit du 4 août 1789**. L'Assemblée Nationale abolit simplement alors et avec les lois qui suivirent, les servitudes personnelles (**corvées**), mais elle rendit les droits réels (**cens, champarts, lods, ventes, rentes foncières**, etc.) rachetables de droit. Mais les insurrections des paysans et les divers incendies de châteaux seigneuriaux contraignirent à les abolir sans compensation même si beaucoup n'étaient pas d'origine féodale. Les petites et moyennes propriétés déjà existantes furent ainsi libérées d'une infinité de liens et de coparticipations qui étaient autant d'entraves».

Laissons maintenant l'auteur que nous venons de citer, un économiste agraire d'orientation **non socialiste**, pour lire les paroles avec lesquelles Marx évoque cette révolution agraire française dans «*Les Luttes de classes en France*»:

«La population rurale - plus des deux tiers de la population française - se compose en majeure partie de **propriétaires fonciers dits libres**. La première génération, affranchie gratuitement des charges féodales par la Révolution de 1789, n'avait rien payé pour la terre. Mais les générations suivantes payèrent sous forme de **prix du sol** ce que leurs aïeux demi-

serfs avaient payé sous forme de rente, de dîme, de corvées, etc. Plus, d'une part, la population s'accroissait, plus, d'autre part, augmentait le partage des terres, et plus le prix de la parcelle montait, car la demande croissait avec son exigüité».

Le texte continue par un examen détaillé de l'appauvrissement du paysan dans le système parcellaire: celui-ci diminue la technique agricole et le produit brut, augmente le prix de la terre et tous les coûts d'hypothèques, intérêts bancaires et usuraires, impôts, etc.; il condamne le propriétaire en titre à perdre au bénéfice des capitalistes jusqu'à la part du salaire qui aurait payé son travail s'il avait été juridiquement un sans réserve. Marx conclut :

«Seule la chute du capital peut élever les paysans; seul un gouvernement anticapitaliste, prolétarien, peut briser sa misère économique, sa déchéance sociale. La **République constitutionnelle**, c'est la dictature de ses exploités; la **République social-démocrate**, la **République rouge**, c'est la dictature de ses alliés».

Telle est la position politique que Marx, écrivant en 1850, attribue aux socialistes révolutionnaires français de **1848**. Et c'est dans ce passage que se trouve la sentence classique: **les révolutions sont les locomotives de l'histoire**.

Pour démontrer que dans l'analyse marxiste correcte, la parcellisation extrême de la propriété paysanne est vue comme l'un des multiples agents de l'accumulation expropriatrice capitaliste et non comme la mise en oeuvre de prétendus principes de justice sociale, nous pouvons donner la citation suivante d'un texte d'Engels de 1850 relatif à l'Angleterre:

«La tendance de toute révolution bourgeoise à démanteler la grande propriété foncière pouvait donner un certain temps l'impression aux ouvriers anglais que ce morcellement de la terre avait quelque chose de révolutionnaire, bien que son corollaire régulier soit la tendance inévitable de la petite propriété à se concentrer et à succomber devant la grande agriculture. La fraction révolutionnaire des chartistes oppose à cette revendication du morcellement la revendication de la confiscation de la totalité de la propriété terrienne, et elle exige que celle-ci, loin d'être partagée, reste propriété nationale» (2).

A l'inverse la révolution bourgeoise en France avait déversé sur le marché une immense quantité de biens nationaux provenant des confiscations et appropriations des propriétés de l'Eglise.

Sur le processus différent qui, bien après la défaite du féodalisme et la suppression du servage, conduisit en Angleterre à la formation de la grande propriété agraire **bourgeoise** des **landlords** actuels, voir le chapitre XXIV du *Capital* et l'étude sur les éléments d'économie marxiste que cette revue est en train de publier.

Au lieu de reprendre les apologues démocratiques des Grandes Révolutions, et tout en acceptant dialectiquement les nouvelles conditions créées par celles-ci, le marxisme dévoile les infamies de la naissance du régime capitaliste, aussi bien là où il se lance dans le morcellement de la terre que là où il fonde au contraire la grande propriété bourgeoise, propriétés «**libres**» l'une et l'autre.

«La spoliation des biens d'Eglise, l'aliénation frauduleuse des domaines de l'Etat, le pillage des terrains communaux, la transformation usurpatrice et terroriste de la propriété féodale ou même patriarcale en propriété privée moderne, la guerre aux chaumières, voilà les procédés idylliques de l'accumulation primitive» (3).

Cette citation est fondamentale et elle a été très souvent répétée; mais cela n'empêche pas que le socialisme actuel, disons à la Scelba (4), ne voit la réaction, l'usurpation et la terreur, et donc n'appelle à la lutte pour sauver la liberté capitaliste, que lorsque, drogué par les fumées de la démagogie électorale, il fantasme sur un retour freudien du féodalisme venu de l'histoire intra-utérine de notre société moderne - et

bien plus obscène que celui-ci.

* * *

La fameuse conquête bourgeoise de la **liberté de la terre** et de la libération des serfs de la glèbe, équivalente en fait à la conquête par le capital monétaire de la possibilité d'acquisition illimitée des sources de profits immobiliers, trouva dans le droit civil son expression avec le retour au mécanisme romain classique du code Napoléon. Décrit comme un monument de sagesse, ce code a servi de modèle à la législation de tous les États modernes. Il repose sur le principe de la propriété découlant d'un titre et accessible à tout citoyen, au fameux «quiconque» avec lequel commencent tous les articles des codes bourgeois. Le maître de la terre n'appartient plus nécessairement à une caste ou à un ordre privilégié oligarchique. Pour acquérir ce **titre** il suffit à «quiconque» d'apporter la somme adéquate d'argent liquide. Lorsque la locomotive rugissante de la révolution bourgeoise se mit en branle, l'occupation physique du lopin de terre par qui depuis des années et des générations l'avait durement travaillé, pouvait encore suffire comme titre de propriété. Mais dès que la révolution eut codifié sa victoire dans un nouveau système de règles fixes, il devint nécessaire pour acquérir la propriété et son titre, d'en hériter ou de le payer au prix du marché. La terre devint donc libre puisque quiconque pouvait l'acheter, ce qui signifie bien sûr **quiconque** possédait l'**argent** suffisant.

Ce retour à l'échafaudage juridique propre au droit romain qui suivit l'abolition des systèmes de droit féodal et germanique, ne signifiait évidemment pas du tout un retour aux rapports de production et à l'économie sociale de l'époque antique. Il suffit de rappeler qu'en Grèce, à Rome et dans les pays dominés par ces deux villes, à côté de la démocratie qui rendait égaux devant le droit les **citoyens libres**, l'esclavagisme était en vigueur; il existait donc toute une classe contrainte au travail de la terre dont les membres, non seulement ne pouvaient pas aspirer à la posséder, mais étaient eux-mêmes considérés comme la propriété d'un maître, échangeables contre argent et transmis avec l'héritage familial de leurs maîtres. Bien qu'il existait différentes classes parmi les citoyens libres devant la loi - celle des grands propriétaires patriciens, celle des paysans propriétaires de leurs pe-

tits lopins, dans leur majorité sans esclaves et donc travailleurs eux-mêmes, celle des artisans et même celle des marchands et des premiers capitalistes possesseurs d'argent -, il est évident que la présence d'une classe exploitée à la base de l'échelle sociale créait des rapports complètement différents de ceux qui existent dans la société moderne; elle provoquait jusqu'à de grandes tentatives révolutionnaires de la part des esclaves.

Par conséquent le droit écrit classique qui réglait la propriété en titre de la terre et en général des biens immeubles, et la transmission par héritage, par achat-vente, etc., ainsi que tous les autres rapports fonciers complexes, doit être compris avec la réserve suivante: le sujet que désigne le fameux pronom **quiconque** n'était pas, même virtuellement, un membre quelconque de l'ensemble social; il faisait partie de la classe supérieure restreinte et privilégiée des citoyens libres, des non esclaves.

Cela signifie que c'est seulement dans l'abstrait que le droit réel, expression théorique d'un rapport physique entre homme et chose, et dans notre cas entre homme et terre, a semblé céder le pas au système de droits personnels de l'époque médiévale et féodale, expression d'un rapport de force entre homme et homme (comme l'interdiction de quitter la terre ou de changer de métier). En effet dans le monde romain le droit personnel régnait dans le vaste champ social constitué par la production esclavagiste, le rapport de patron à esclave allant jusqu'au droit de vie et de mort. Cependant le patron avait directement intérêt à la vie, à la force et à la santé de l'esclave, et Marx souligne que dans l'antique Rome, le **villicus**, le fermier à la tête des esclaves agricoles, recevait une ration inférieure à la leur, car son travail était moins pénible (citation de Théodor Mommsen) (5).

La révolution qui se place entre les deux ères sociales, représentée du point de vue économique par la disparition de la rentabilité du travail des esclaves par rapport à leur coût, du point de vue politique par des révoltes formidables, dont celle classique de Spartacus tombé après deux années de guerres civiles dans la bataille près du Vésuve où six mille des ses partisans furent tués, du point de vue idéologique par l'égalité morale des hommes prêchée par les chrétiens - cette révo-

lution élimina vraiment dans une large mesure le jeu des droits personnels en interdisant que la personne humaine puisse être traitée comme une marchandise.

La révolution bourgeoise reprit le droit romain théorique pour réguler les rapports entre l'homme et les biens immobiliers, avec une innovation importante: le nouveau droit réel concerne tous les citoyens membres de la société et pas seulement une partie privilégiée comme dans l'antiquité. Ce droit moderne se vante d'avoir complété l'abolition de l'esclavage par l'abolition de la servitude de la glèbe et des entraves corporatistes; il se vante d'avoir rendu tous les membres de la société égaux et libres des liens personnels devant la loi. Dans le domaine de la propriété du sol et des biens immobiliers qui nous occupe, les nouveaux codes élaborés par les juristes napoléoniens, ou copiés, selon la dialectique de l'histoire, par les juristes des puissances battues par Napoléon, règlent les rapports des citoyens devant la terre libre.

Mais en réalité les formes juridiques garanties par le pouvoir d'État et ses forces matérielles sanctionnent et protègent toujours des rapports de force et de dépendance entre les hommes et le droit réel de l'homme sur les choses reste une forme abstraite. Le citoyen X a pu devenir propriétaire du terrain Y parce qu'il disposait de la somme d'argent nécessaire pour en obtenir le titre de propriété qu'il a payé au citoyen Z puisque, la liberté de la terre étant en vigueur, le terrain pouvait être cédé selon le libre vouloir du précédent propriétaire. Que signifie le titre de droit réel de X, libre citoyen d'une libre république bourgeoise, sur le libre terrain qu'il a acheté? Il signifie qu'il peut le clôturer, que sans avoir même à payer les frais d'une clôture matérielle, il peut interdire à tous les libres citoyens, y compris à Z, d'y pénétrer. Et si certains transgressent cette interdiction, son titre de propriété lui permet d'en appeler aux forces de l'État, voire même, dans certaines conditions, de tuer ceux qui la transgressent. La liberté de X et son libre droit de propriété, une fois laissés de côté la philosophie et le droit théorique, s'expriment dans la possibilité personnelle de limiter, y compris par des moyens violents, les initiatives d'autrui.

Le nouveau régime de liberté bourgeoise est un régime de propriété consacré dans les tables du droit, même

si cette propriété n'est plus interdite à des castes d'esclaves, de serfs ou de villageois. Il est donc toujours un régime de rapports de force entre les hommes; socialement parlant, tous les «quiconque» du code se divisent en deux classes, celle des possédants et celle des non possédants du sol, dépourvus de titre juridique et dépourvus des moyens économiques nécessaire à se le procurer.

* * *

Le christianisme a aboli les **castes**, la révolution libérale a aboli les **ordres**; restent les classes, non dans le droit écrit, mais dans la réalité économique. Marx n'a pas découvert leur existence ou leur lutte, qui étaient connues et constatées avant lui; mais il a découvert qu'entre ces classes il y a, à un degré bien plus élevé qu'entre les castes de l'antiquité et les ordres médiévaux, un fossé économique, un antagonisme et une guerre sociale.

Dans le chapitre II, paragraphe 3, de «L'État et la Révolution», Lénine met en évidence de manière magistrale comment Marx lui-même a précisé, dans une lettre du 5 mars 1852, le contenu original de sa théorie:

«Ce que je fis de nouveau, ce fut de démontrer: 1) que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases déterminées du développement historique de la production 2) que la lutte de classe conduit nécessairement à la dictature du prolétariat; 3) que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à la suppression de toutes les classes et à une société sans classes».

Lénine conclut alors, et c'est le fondement de son écrasement historique des opportunistes, que l'essentiel dans la doctrine de Marx n'est pas la lutte des classes mais la dictature du prolétariat:

«C'est avec cette pierre de touche qu'il faut vérifier la compréhension et la reconnaissance effectives du marxisme» (6).

Le troisième point, en relation avec le premier, est également essentiel: en effet la dialectique de Marx y établit que les grands faits historiques que sont la lutte des classes et la dictature de classe n'existent pas dans toutes les sociétés et à toutes les périodes historiques; ils ne peuvent pas être déduits de raisonnements vides sur la «nature de l'homme» ou sur la «nature de la société». L'homme n'est par nature ni bon ni mauvais, ni proprié-

taire ni serf, ni autoritaire ni libertaire; l'espèce humaine n'est pas classiste ou égalitaire, étatique ou anarchique, en vertu d'une implacable prédestination! Loin de toutes ces stupidités philosophiques, l'école marxiste établit par l'étude des développements successifs des phases productives, qu'étant donné les rapports sociaux dans lesquels elle se trouve, la classe prolétarienne moderne est conduite à se servir de la lutte de classe, de la violence révolutionnaire, de l'État dictatorial, pour pouvoir aller vers un système de production et de vie collective toujours plus exempt de servitude, de violence et de structure étatique autoritaire.

Pour revenir à la constitution initiale de la société capitaliste, tout ce que nous avons dit sur le changement révolutionnaire dans les rapports entre le capital monétaire et la propriété foncière démontre que négliger ce domaine fondamental et ne considérer que la diffusion victorieuse de la manufacture et de l'industrie capitaliste et la constitution de la classe des entrepreneurs en classe dominante dans la société et dans l'État, reviendrait à avoir une vision partielle du processus historique.

De même qu'ils évitaient de parler d'abolition de la propriété en général, les anciens socialistes - et nous rappellerons entre tous le bon Constantin Lazzari bien qu'il n'ait jamais été un théoricien - ne se limitaient pas à la seule opposition entre les ouvriers salariés des entreprises et leurs patrons. Ils utilisaient la formule (les formules ont une grande importance, et il suffit pour le prouver de songer à la clarification déjà citée de Lénine): **lutte contre l'ordre constitué de la propriété et du capital.**

Dans la lettre à Brake où il critique féroce le programme de Gotha de la social-démocratie allemande, Marx condamne l'expression: «dans la société actuelle les moyens de travail sont un monopole de la classe des capitalistes». Il y fait cette objection décisive:

«Dans la société actuelle, les moyens de travail sont le monopole des propriétaires fonciers (le monopole de la propriété foncière est même la base du monopole capitaliste) et des capitalistes. Les statuts de l'Internationale, dans le passage en question, ne nomment ni l'une ni l'autre classe des monopolisateurs. Ils parlent de "monopole des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de la vie"».

L'addition des mots "sources de la vie" montre clairement que la terre est comprise parmi les moyens de travail» (7).

Il y aussi dans ce texte une phrase de Marx d'une très grande importance pour l'analyse que nous voulons faire: «*En Angleterre, dans la plupart des cas, le capitaliste n'est même pas le propriétaire du terrain sur lequel est bâtie sa fabrique*». Ce rappel est dirigé contre Lassalle qui négligeait en Allemagne la lutte contre les propriétaires fonciers, et qui pensait même que l'État de Bismarck pouvait ne pas s'opposer à la lutte des ouvriers d'usine contre les industriels des fabriques. Toute la lettre est dictée par la préoccupation de la confusion théorique qui découle de l'unification du parti avec les lassalliens: «*on sait à quel point le seul fait de l'unification donne satisfaction aux ouvriers, mais on se trompe si l'on pense que ce résultat du moment n'est pas payé trop cher*». Le bilan de la prévision faite par Marx le 5 mai 1875 peut être tiré de la condamnation de l'opportunisme social-démocrate signée par Lénine le 30 novembre 1917, quand il interrompit son texte sur **L'État et la Révolution** pour cause d'*empêchement* constitué par la révolution russe.

* * *

Le régime bourgeois représente donc la domination de la classe des entrepreneurs d'usine, des capitalistes du commerce et de la banque, et des propriétaires de biens immobiliers. **Ces derniers sont tout aussi bourgeois que les autres; ils n'ont rien à voir avec l'aristocratie féodale**, déjà dispersée socialement et politiquement. Ils descendent des anciens possesseurs d'argent, marchands, financiers et usuriers qui ont finalement pu acheter la terre devenue juridiquement accessible au capital et concentrer ensuite leurs acquisitions de lopins de dimensions différentes..

Comme le dit «Le Manifeste», le prolétariat ne peut se soulever sans briser toute la masse des couches supérieures qui constituent la société officielle.

Nous avons déjà rappelé que la société bourgeoise distingue qualitativement les trois revenus: la rente foncière, l'intérêt du capital monétaire, le profit de l'entreprise. Pour nous marxistes, leur ensemble constitue le produit de l'exploitation du travail prolétarien. A la fin de ce chapitre sur la régulation juridique bourgeoise du

privilège foncier, nous poserons une distinction qualitative essentielle sur l'importance des trois éléments du revenu patronal qui permet de démontrer que la troisième forme, la plus moderne, le profit d'entreprise, est la plus efficace et la plus virulente, et tend toujours plus à constituer quantitativement la masse centrale de l'oppression capitaliste.

Le produit de la rente foncière a une limite assez basse relativement à la grandeur du patrimoine (montant de l'argent converti dans l'achat, valeur vénale en libre commerce); cette limite découle de la nature saisonnière de la production agricole. Le produit brut ne peut être augmenté dans le temps que jusqu'à une certaine limite, qui est réduite même pour les rares terrains très fertiles et les cultures les plus intensives. L'économie doit donc parler toujours de la rente brute et de la rente nette **annuelles**, cette-dernière ne dépassant pas en général les 5-6% de la valeur capital, patrimoniale, du terrain.

En reflet de la convertibilité effective entre possessions foncières et argent, même l'intérêt que retire le possesseur d'un capital liquide ne peut dépasser cette limitation temporelle et ces taux annuels de 5-6% quand il se borne à le prêter à des spéculateurs, à des propriétaires, à l'État lui-même, sauf cas exceptionnels et aléas particuliers causant la perte du patrimoine.

Les deux formes traditionnelles qui caractérisent le propriétaire bourgeois ou *rentier* ont donc une possibilité d'exploitation et d'extorsion de la plus-value limitée, car elles sont liées à l'obstacle insurmontable du cycle annuel.

Bien différente est au contraire la puissance de reproduction du capital et la grandeur du bénéfice dans l'entreprise moderne - que nous devons envisager dans un sens plus large encore que la simple organisation productive en grands établissements et usines. Aucune limite saisonnière ou temporelle n'est ici mise au cycle créateur du produit brut et donc du profit net. Le rapport entre ce dernier et la valeur patrimoniale de l'entreprise peut dépasser toutes les limites, et la régénération de tous les facteurs du cycle reproductif peut avoir lieu à de nombreuses reprises au cours de la période annuelle classique.

Marx a donc bouleversé radicalement l'algèbre économique bourgeoise lorsque dans sa formidable analyse il a mis le profit en rapport

non avec la commode fiction bourgeoise de la valeur patrimoniale de l'usine, mais avec la valeur du produit brut lui-même, et ensuite avec la seule partie de cette valeur constituée par les paiements des salaires aux travailleurs.

Une quantité déterminée de produits (nous avons déjà souligné que la caractéristique véritable du privilège capitaliste est bien plus la propriété du produit que celle du terrain, du bâtiment et des machines, qui peut prendre les formes les plus variées), d'une valeur par exemple d'un million de lires sur le marché, pourra contenir, mettons, neuf cent mille lires de coûts (loyers, intérêts, usure, dépenses générales, traitements et salaires): le profit de l'entreprise sera alors de cent mille lires, soit de 10 % du produit; selon Marx, si les salaires représentent deux cent mille lires, le taux de plus-value sera de 50%.

Mais le cycle qui a conduit à cette masse de produits peut se répéter d'innombrables fois au cours d'un exercice annuel; le bénéfice de l'entreprise s'accroîtra de façon vertigineuse, alors que la dépense annuelle pour les locations d'immeubles et pour les intérêts bancaires restera la même. La valeur patrimoniale de cette entreprise est une grandeur difficile à évaluer dans le dédale des innombrables trucs et astuces comptables de la spéculation affairiste moderne; elle disparaît même puisque la valeur des installations et celle de l'encaisse apparaissent déjà rémunérées par les loyers et les intérêts portés au passif.

Si le bourgeois entrepreneur-spéculateur peut donc tirer un million du néant (de son habileté!), le bourgeois propriétaire foncier ou d'argent liquide doit pour obtenir le même bénéfice avoir réuni près de vingt millions; en outre il lui faut attendre un an, alors que le premier peut parfois boucler son cycle dans les délais les plus brefs, et même parfois anticiper la réalisation de la production.

Il faut déchiffrer avec ces critères de distinction entre le bilan patrimonial et les bilans de gestion - ce qui n'est pas facile! - la tendance historique de l'entreprise mobilière capitaliste dans toute la complexité de ses formes modernes; ainsi que les rapports de cette entreprise avec les formes de propriété titulaire foncière et les sources de financement. Ces formes étaient déjà connues par des économies à la fois plus anciennes et moins féroceusement exploiteuses des

classes pauvres, moins porteuses de désordres, de contrastes, et d'incessantes destructions de moyens socialement utiles dans le mécanisme productif, et qui étaient aussi les bases de sociétés moins voleuses, moins sanguinaires et moins féroces que la très moderne société capitaliste.

(A suivre)

Note :

Le mirage de la réforme agraire en Italie

Il y a une équivoque fondamentale dans tout ce qui s'écrit ou se dit pour des objectifs politiques à propos de la transformation agraire, que ce soit quand elle est présentée comme une révolution parallèle à la révolution bourgeoise ou à la révolution ouvrière, ou quand elle est présentée comme une réforme dans le cadre de l'ordre établi.

Les révolutions brisent les anciens rapports de propriété et de droit qui empêchent les forces productives déjà existantes avec leurs prémisses techniques déjà développées, de se développer en leur sein. Du point de vue historique général, nous pouvons appeler réformes les mesures radicales ultérieures que prend le nouveau pouvoir révolutionnaire pour rendre possible en pratique cette transformation technique; mais dans l'acception commune actuelle, les réformes ce sont les replâtrages perpétuellement promis pour camoufler ou éteindre les contradictions, les conflits et les inerties d'un système entré depuis longtemps dans sa phase conformiste.

Dans l'agriculture comme dans tous les autres secteurs de l'économie, quand on cherche à élaborer un programme innovateur, de quelque façon et de quelque point de vue que ce soit, il est nécessaire de distinguer entre propriété et entreprise. La propriété est un fait de droit, protégé par l'État, système d'obligations surmontant les faits sociaux. L'entreprise et son fonctionnement sont un fait d'organisation productive, déterminé à la base par les conditions et les possibilités techniques.

Le féodalisme balayé par les grandes révolutions agraires n'était pas un réseau d'organisations d'entreprises; il ne disposait pas ni ne gérait

techniquement la production agricole. Il l'exploitait seulement, en prélevant les tributs dus par les paysans qui pourvoyaient à tous les facteurs de la production: travail, instruments, matières premières, et ainsi de suite. Les domaines étaient grands et même immenses; mais les entreprises étaient très petites quand elles étaient tenues par des familles rurales, moyennes quand il s'agissait des premiers paysans propriétaires, les premiers bourgeois de la terre, qui étaient eux aussi alors une classe opprimée.

La révolution - qui dans certains pays ne fut qu'une grande réforme - traita le problème juridique à la racine en supprimant le droit du seigneur à prélever ces tributs. Elle ne changea rien dans l'organisation technique de l'entreprise dans la mesure où n'y jouait aucun rôle le seigneur, qui ne connaissait ni ne pratiquait en aucune façon l'agriculture ou le commerce: sa fonction personnelle était militaire, de cour ou de magistrature.

Commença alors une évolution, et dans certains pays une série de réformes de la technique de l'exploitation agricole; non pas dans le sens où la petite propriété se serait beaucoup éloignée des méthodes séculaires de culture, mais dans le sens où le capital investi dans la terre permit la formation de la nouvelle propriété bourgeoise; sur les superficies les plus étendues se constituèrent des entreprises moyennes et grandes gérées par des fermiers capitalistes, possédant cheptel et machines, et dans certains cas par des propriétaires entrepreneurs disposant à la fois de la terre et du capital mobilier.

En tant que grand événement révolutionnaire, l'émancipation des paysans du joug féodal se produisit d'un coup dans la France de 1789 et dans la Russie de 1917, accompagnant dans le premier cas la révolution des capitalistes et dans le second cas celle des ouvriers. A partir de là, l'évolution de l'organisation agricole s'est déroulée selon des formes différentes et sous l'influence de forces différentes; l'analyse du cas russe avec ses avancées et ses reculs est particulièrement intéressante. Il nous suffit ici de rappeler qu'en France la formule juridique révolutionnaire fut la **liberté de commerce de la terre** et en Russie la **propriété nationale de la terre et la concession en gestion aux paysans**. Mais même dans ce second cas, cela n'empêcha pas l'apparition d'une classe de bourgeois paysans moyens et

riches, et la lutte contre ceux-ci connu des hauts et des bas parce qu'il fallait tolérer dans une très large mesure le **libre commerce des denrées**.

Un trait distingue les deux grands événements historiques: pour la France, production intensive et forte densité de la population pour la Russie production extensive et faible densité. Un autre les rapproche peut-être: diffusion harmonieuse de la population rurale sur la surface cultivée.

Nous avons déjà dit que l'Italie n'a pas connu une grande et générale émancipation du servage de la glèbe, celui-ci n'ayant jamais été socialement dominant. D'après les données techniques des différentes régions, tous les types d'entreprises rurales ont vécu dans une relative liberté, des petites aux moyennes et grandes, de celles fondées sur la culture intensive à celles fondées sur les cultures extensives; toutes les formes de propriétés privées: petite, moyenne et grande, collective, dans des domaines publics et dans des communautés rurales, s'y sont entremêlées. Il n'y eut pas de grande bataille pour libérer les entreprises et les classes agricoles du poids du système des droits seigneuriaux parce que cela n'était pas nécessaire; là où apparurent des formes féodales, elles furent à chaque fois combattues par des Communes, des Seigneuries, des Monarchies et par les administrations étrangères elles-mêmes.

La succession des événements est assez compliquée et nous nous contenterons de citer encore une fois le même auteur certes pas marxiste et dont le nom importe peu, car il n'a pas travaillé toute sa vie sur les problèmes de l'agriculture italienne - en montrant que ces problèmes sont ceux des **agriculteurs** - dans le but d'acquiescer des places politiques pour lui ou pour les siens.

Il y a de nombreuses preuves historiques de la continuité en Italie, dans le domaine du régime foncier, de l'application du droit romain: «*Il est indubitable qu'à côté des possessions régies par le droit romain il devait exister une vaste extension de terres sujettes aux liens féodaux et dont les possesseurs n'étaient pas motivés pour l'améliorer, parce qu'ils auraient dû faire participer aux bénéfices des tiers qui n'y donnaient aucune contribution, et à vrai dire les résidus de ces servitudes furent liquidés par les législations des XVIIIème et XIXème siècles. Mais la plus grande partie des*

terres fût libérée des liens en question, comme [le furent] les serfs de la glèbe, lors de la période communale, pendant laquelle ont été possibles les grandes transformations agraires de bonification et d'irrigation dans la Vallée du Pô et les plantations en Toscane qui connurent justement un si grand développement du XII^{ème} au XV^{ème} siècle. Dans cette période se développa et se fortifia l'institution de l'association foncière, impossible sans la liberté absolue de la terre, qui aujourd'hui, à de rares exceptions près, est à peu près complète dans la quasi totalité des pays civilisés, éliminant ainsi l'obstacle de l'ingérence d'un tiers dans les seuls bénéfices de l'amélioration de la terre ou des cultures [l'auteur, partisan ouvert de la propriété personnelle de la terre, insiste sur le fait que le privilège féodal devait disparaître parce qu'il empêchait le développement des forces productives agricoles, c'est-à-dire de l'investissement en capital et travail dans des améliorations foncières, qui était arrivé à maturité pour l'époque, nous donnant ainsi un bon argument de la validité de la méthode marxiste].

L'application du code napoléonien consolida ce régime dans tout notre pays et l'abolition du régime féodal dans le Mezzogiorno en 1806, en Sicile en 1812 et en Sardaigne de 1806 à 1838 y contribua tout autant. La législation civile de l'Italie nouvelle affirma avec plus de force cette orientation en supprimant les fidéicommiss et les majorais, puis en cherchant à liquider toutes les formes de coparticipation à une seule propriété. Il subsista cependant d'importants restes de propriétés collectives, même si prévalait la tendance à l'abolition de toute espèce de confusion dans la possession de la terre; et le recouvrement de la rente foncière fut particulièrement privilégiée par la loi. [Toutes mesures caractéristiques de la révolution bourgeoise libérale dont les abrutis finis attendent toujours la venue et espèrent les effets!]. La libération de la propriété foncière aida ainsi particulièrement l'amélioration des cultures commencée dans notre pays à partir du XII^{ème} siècle [sans attendre le ministre Segni et l'expert de l'opposition Ruggero Grieco, voyez-vous ça!], rendant possible la formation d'une culture capitaliste [ca-pi-ta-lis-te, écrit tel quel et non qualifié comme pourrait le faire quelqu'un qui comme nous a une telle phobie du capitalisme qu'il pourrait

sourire au féodalisme l'instant de fugaces accès de contingentisme] aux rendements très élevés, qui n'aurait certainement pas été possible sous un autre régime».

Nous espérons ne pas avoir trop ennuyé le lecteur avec la méthode historique, mais qu'y faire? Quand la presse de toutes tendances, parle, toutes les dix lignes, de baronnie, de féodalité et de la pauvre bourgeoisie, du malheureux capitalisme, qui n'arrive pas à se développer librement dans ce pauvre pays médiéval (tu parles!), les clous doivent être battus et rebattus...

Voyons aujourd'hui où nous en sommes dans les choses essentielles.

«La richesse agraire provient de la terre qui produit sur sa superficie une certaine quantité de denrées ayant une valeur fixée par leur marché respectif [...]. C'est là que joue le phénomène fondamental de sa limitation, et en effet, par exemple dans notre pays, avant les dernières annexions [de 1918], sur une superficie de 287 mille kilomètres carrés, 22.600 en étaient ou naturellement impropres ou soustraits pour des raisons diverses à la production; il en restait donc à peu près 264 mille, soit 92,17%». La population à l'intérieur de ces frontières était, d'après les données de 1921, de plus de 37 millions d'habitants, «c'est-à-dire de 130 par kilomètre carré de territoire et de [bien] 141 par kilomètre carré de superficie agricole ou forestière [...]. Nous avons en effet une forte proportion de régions montagneuses (de 800 à 1000 mètres d'altitude) qui dans les Alpes comprennent de vastes superficies recouvertes par les neiges éternelles, ou qui, là comme dans les Apennins, se situent de 1500 à 2000 mètres ou plus, altitude qui ne permet que de maigres pâturages et des bois. La région des collines comprend à la fois de vastes étendues de terres instables, les plaines littorales sablonneuses et recouvertes de dunes, des zones marécageuses, etc. C'est ainsi que la partie la plus fertile des terres, où se concentre la plus grande partie de notre population est considérablement réduite, avec des territoires qui alimentent 3, 4, 500 habitants par kilomètre carré et parfois même de 7 à 800.

C'est pourquoi l'affirmation trop souvent répétée par des étourdis de l'existence encore chez nous de vastes étendues de terres non culti-

vées susceptibles d'une colonisation avantageuse ne peut être acceptée que sous bénéfice d'inventaire. Il y a certainement beaucoup de terres mal cultivées et la production agricole italienne est encore susceptible de s'accroître. Mais les chiffres rapportés ci-dessus prouvent que la question des «terres non cultivées» a une importance très relative, autrement il ne serait pas possible qu'une population si dense vive chez nous».

Même les étourdis savent que de 1921 à 1949 les chiffres ont changé. En effet sur 301 mille kilomètres carrés, 278 mille sont en production, c'est-à-dire le même pourcentage de 92 %, tandis qu'il y a désormais 45 millions d'habitants; et les chiffres de la densité de population sont passés 150 à 162, soit une augmentation de 15 %!

Entre les sacrifices alimentaires des années de guerre et les dons intéressés de denrées agricoles à l'époque de l'UNRRA et de l'ERP (8), il paraît évident que la productivité agricole de cette botte italienne décharnée, a connu une certaine augmentation de rendement, en ligne avec ce que permettait l'état de son outillage. Quant à la population, elle ne songe pas à arrêter sa croissance: en 1948 elle a dépassé le demi million d'unités pour arriver à une augmentation relative de 10 à 12 pour mille. L'excédent annuel des naissances sur les décès dépassait de peu les huit pour mille à l'époque des exhortations démographiques de Mussolini à qui la fumisterie actuelle attribue des facultés et des pouvoirs, bons ou mauvais, qui lui étaient complètement étrangers. Il passa pour celui qui interdisait l'émigration, mesure qui n'était qu'une faible rétorsion tactique vis-à-vis des grandes puissances capitalistes qui fermaient leurs portes au nez des travailleurs italiens. De toute façon même cette soupape de sécurité ne fonctionnait pas comme dans le passé: entre 1908 et 1912 l'émigration atteignit le maximum de 600 mille travailleurs par an (vingt pour mille); elle reprit après la guerre pour atteindre dans les années 1920-1924 un peu plus de 300 mille avant de diminuer ensuite fortement. Il semble qu'en 1948, la dernière année, elle soit remontée à 137 mille, mais avec une grande partie de travailleurs temporaires (trois pour mille).

Pour ce qui est de la proportion de la population employée dans l'agriculture, elle était à peu près de 25% selon les statistiques du premier avant-

guerre (1911); elle serait aujourd'hui d'au moins dix millions, mais il faut noter qu'il s'agit de dix millions de personnes productives, en excluant les jeunes gens de moins de dix ans, les vieux incapables de travailler, une partie des femmes, de sorte qu'il est évident que la grande majorité de la population italienne vit encore de l'économie agricole. Il est plus important de voir la répartition de la population agricole active; après la première guerre l'estimation était la suivante: 19% propriétaires, 8% fermiers, 17% métayers, 56% journaliers et ouvriers agricoles. Ces derniers constituaient donc la majorité et il faut tenir compte que la plus grande partie des propriétaires, fermiers et métayers vivent dans des conditions économiques qui sont proches de l'indigence. Il est important de noter que la proportion des prolétaires agricoles purs était plus forte dans le Midi que dans le nord et le centre: à peu près 79% dans les Pouilles, 70% en Sicile, 69% en Calabre.

Cette situation quasiment originale de l'agriculture italienne par rapport aux autres pays d'Europe montre quelle grave erreur sociale et politique il y a à la considérer comme pré-bourgeoise. Elle suffit aussi à faire comprendre à quel point le problème des modifications (grandes ou petites) du dynamisme des entreprises productives est posé de façon absurde quand on le réduit à dessein au problème d'une redistribution générale ou exceptionnelle de la propriété juridique et personnelle de la terre.

Il n'est pas facile de se promener dans le jardin des statistiques... Dans les récentes discussions sur la réforme Segni et sur les contrats agricoles, les contradicteurs se sont mutuellement accusés de ne pas savoir lire. Il faudrait savoir comment ces statistiques sont manipulées. A l'époque de la **bataille du blé** le ministère de l'agriculture demandait aux inspecteurs provinciaux les chiffres des superficies emblavées et des récoltes, tandis que le parti [fasciste-NdT] prescrivait aux fédéraux les chiffres à atteindre. Fédéraux et inspecteurs n'avaient aucune envie de se casser la tête ni de perdre leur poste. C'est toujours la même histoire et tous les «bureaux du plan» débitent des mensonges. Alors ce que peuvent valoir aujourd'hui en Italie toutes les statistiques recueillies par l'administration publique pléthorique, désarticulée et ondoyante, il est facile de le deviner. Il

suffit de penser que nous sommes dans un régime de pluralisme des partis, or le degré de fausseté dans les affaires publiques croît comme le carré du nombre des partis en lice.

Les chiffres les plus récents de Serpieri (9), source indubitablement autorisée quand elle était consultée avant et après le *Risorgimento*, augmentent beaucoup le nombre des propriétaires en y ajoutant un nombre important d'usufruitiers emphytéotiques et autres; confirmant plus ou moins la proportion de fermiers et de métayers, ils réduisent le pourcentage des journaliers et des ouvriers agricoles à seulement 30% de la population active agricole.

Si on laisse de côté les recensements de la population, il faut prendre en compte les recensements fascistes qui avaient essayé d'établir un classement socio-corporatif des professions et des situations économiques. Mais il n'est pas facile de lire dans les déclarations le nombre des propriétaires, il n'est pas facile de faire la distinction entre les propriétaires urbains et ruraux, il n'est pas facile de calculer si, pour la même propriété, tous les membres de la famille du propriétaire, femmes et mineurs compris, sont déclarés agriculteurs propriétaires.

Si l'on veut se tourner alors vers le cadastre, établi sans aucun doute sur des éléments exacts, on se trouve en présence d'une statistique non pas d'individus mais d'entreprises. Parmi elles il y a des personnes morales très variées: communes, coopératives, sociétés, et ainsi de suite. Restent les entreprises privées; mais alors que d'un côté dans de nombreux cas, à une propriété encore indivise ou dont la division n'est pas encore transcrite, correspondent des legs collectifs compliqués aux héritiers familiaux, de l'autre il est absolument impossible de savoir si une personne a plusieurs propriétés dans différentes communes de l'État car les registres des propriétaires n'existent que par commune. Il existe 7.800 communes et chacune enregistre des milliers d'entreprises. Si l'on voulait dresser le registre national des propriétaires de terres, ce serait un travail tel qu'avec quelque plaisanterie de calcul **combinatoire**, il serait possible de démontrer que les employés du super-bureau occupé à cette tâche consommeraient une fraction non négligeable du produit agricole du pays. Comme dans la spirituelle observation faite aux ministres Fanfani et Tupini: vous ne construisez

que les bâtiments pour les bureaux de vos plans respectifs.

C'est la raison pour laquelle les meilleurs spécialistes dressent des tableaux de pays imaginaires quand ils veulent expliquer la signification des statistiques sur l'étendue des propriétés par rapport au nombre des propriétaires, avec les proportions relatives de têtes, de superficies, ou de valeurs agricole, etc. (qui se prêtent à la petite propagande classique: 1 % possède les 50 % de la terre et ainsi de suite jusqu'aux 80 % qui doivent se partager à peine les 20 % de superficie restants). Posez le système de la propriété titulaire du sol, du libre commerce de la terre et de la transmission héréditaire, et vous ne pourrez pas avoir une répartition différente de celle-là, ou tendant irrésistiblement à y revenir si des interventions extérieures l'en avaient écarté. De sorte que la progression alarmante vers le beaucoup de terres à peu et de le très peu de terres à beaucoup, si elle est d'un côté un effet de perspective arithmétique, elle est de l'autre la caractéristique du régime civil de la terre libre dans un pays libre.

La très grande variabilité de la répartition de la possession de la terre en Italie par rapport aux différents types d'entreprise organisée, nous donne le tableau régional bien connu: on trouve parfois à quelques kilomètres de distance la grande exploitation extensive et la minuscule propriété familiale, la grande ou moyenne propriété moderne bien équipée et la petite exploitation de colline. Les différences régionales sont incontestables si on veut en déduire la nécessité de traiter le problème technique région par région; mais, même sans vouloir prendre au sérieux la politique agricole contingente actuelle, il serait possible de conclure que la variété des situations régionales et leur étonnante diversité sont précisément une raison pour combattre les inconvénients des cas extrêmes avec un programme national unitaire...

Il paraît évident que les propriétés de superficie moyenne et de grande valeur de la vallée du Pô, avec leurs élevages florissants et leur culture irriguée, de même que les propriétés un peu moins étendues de l'Italie moyenne où règne la culture arborée à haut rendement, ainsi que des nombreuses propriétés analogues du Sud et de la Sicile, ont un rendement productif proche du maximum. Il nous reste alors à traiter pas seulement le

problème du fameux «latifundium», qui ne pourra jamais être liquidé par les malheureux impuissants actuels; il y a aussi le problème de l'extrême parcellisation, de la minuscule propriété inséparable de la minuscule entreprise, qui est la véritable maladie de notre agriculture, cause majeure de marasme, de misère, de conformisme social et politique, comme de gaspillage incommensurable de pénibles efforts du travail.

Nous allons examiner un peu les véritables données de ces deux calamités. Mais il faut souligner d'abord combien il est absurde que l'opposition, même seulement à des fins polémiques ou pour des manœuvres parlementaires, ne sache opposer à l'orientation du parti majoritaire démocrate-chrétien en faveur du fractionnement des propriétés, selon la stupide utopie du «tous propriétaires» et à sa perspective creuse de distribution aux paysans pauvres des terres incultes (qui sont en réalité les terres incultivables que tout paysan même analphabète mais doté des rudiments du métier refusera même si on les lui donne), la critique solidement fondée de la fragmentation de la terre en exploitations minuscules et figées séculairement dans des méthodes de travail primitives.

Tous propriétaires: prenons donc les 270 mille kilomètres carrés et répartissons les entre les 45 millions d'Italiens. Chacun aura trois cinquièmes d'hectare, soit un espace équivalent à un carré d'un peu moins de quatre-vingts mètres de côté. Le maillage imbécile que le régime de la libre propriété et le relevé géométrique cadastral ont inscrit sur la superficie de la terre, mesurerait 300 mètres pour chaque propriété; si l'on voulait poser des clôtures même simples, leur coût économique serait proche de la valeur réelle du lopin... Et ce n'est là que l'une des causes de la diminution de productivité engendrée par l'exiguïté des champs à travailler, qui courbe l'homme à la dure servitude de la pioche.

Notre raisonnement n'est pas absurde, car les statistiques effectives donnent des taux de fragmentation encore plus élevés.

Les statistiques de la superficie moyenne de la parcelle cadastrale, c'est-à-dire de la zone de terrain qui non seulement appartient à une même exploitation mais qui a la même culture et la même catégorie du point de vue de la valeur, donnent évidemment une

surface inférieure à celle moyenne du lot, c'est-à-dire de l'ensemble de parcelles d'une même exploitation; mais elles donnent une meilleure idée de l'extrême fragmentation pour ce qui est de l'exploitation technique. Alors que nous avions supposé que chaque italien dispose de 0,60 hectare, c'est-à-dire 60 ares, il existe des régions où la parcelle moyenne est encore plus petite: Aquila et Turin avec 35 ares, Naples avec 25, Imperia avec 22.

L'auteur déjà cité défend le régime de la libre acquisition de la terre et de la propriété familiale car elle «constitue un stimulant très efficace pour la bonification de la terre et l'amélioration de la culture par l'utilisation maximale du travail du propriétaire et des membres de sa famille» et elle «produit une meilleure répartition des richesses et diminue le nombre d'indigents et (...) tout ce qui est produit par le petit paysan propriétaire, à la différence de la rente et parfois même du profit capitaliste agricole de la grande propriété, reste en totalité sur place et concourt à l'amélioration de la terre et de ses cultivateurs»: il ne peut donc être soupçonné de tendances socialistes. Voici ce qu'il dit de l'émiettement du foncier:

«À l'émiettement de la propriété correspond celui analogue de la culture, oeuvre en règle générale du propriétaire lui-même et des siens, ce qui complète ainsi l'insuffisance de la rente et du profit à assurer le minimum nécessaire à l'existence [...]. La classe des plus petits propriétaires, comme en général toutes les classes travailleuses, a une natalité très élevée; de là vient qu'il y a en moyenne un plus grand nombre d'héritiers que dans les grands domaines. En outre la durée de vie moyenne de ces paysans, travailleurs acharnés et qui ne s'épargnent point, est fatalement inférieure à celui des classes aisées. Dans cette classe des petits propriétaires, les transferts de propriété pour cause d'héritage y sont donc plus fréquents et chaque héritier obtient son lot de terre, et il y manque d'autre part, en règle générale, la richesse en biens mobiliers avec lesquels, dans les classes aisées, on peut donner leurs parts à certains cohéritiers. [...]. Pour ces raisons la petite propriété tend à se diviser beaucoup plus rapidement que la grande, avec le grave inconvénient qu'ensuite chaque cohéritier prétend à sa part de semences, de vignes, d'oliviers, etc., de telle façon que se

forment des lopins de terre de peu d'ares voire réduits à quelques mètres carrés et des lots qui comprennent différentes parcelles du territoire communal situées en des endroits très éloignés les uns des autres. On comprend tout de suite quel énorme gaspillage de temps, d'énergie et de travail est causé par un tel émiettement.

Il provoque aussi une véritable perte de terrain productif le long des limites des parcelles qui, si on estime à environ 0,30 mètres de large l'espace pour le passage des personnes, pour une clôture ou autre, représente 12% de la superficie d'un lopin carré d'un are, alors que si la superficie est d'un hectare la perte ne représente que 1,2%. Cette multiplication des lignes de séparation entre les propriétés accroît en outre d'autant les causes de procès pour usurpations, violation de limites, déplacement des bornes, plantations abusives, etc., dans lesquelles se gaspille de façon improductive une grande partie des maigres ressources des petits propriétaires. Ce n'est peut-être pas par hasard si la Sardaigne, qui à côté de vastes étendues de pâturages, de bois, de biens communaux, etc. connaît une réduction à l'extrême de la taille des propriétés, est la région la plus chichetière de notre pays».

Il existe des propriétés foncières tellement exigües en Sardaigne qu'avant-guerre on a eu le cas d'une expropriation fiscale pour une dette de 5 lire d'impôt! »

Et aujourd'hui l'Etat exproprieait les nababs?

«L'inévitable parcellisation de la propriété, conséquence des faits que nous avons examinés, peut être défavorable à l'augmentation de la production agricole, surtout parce que le petit propriétaire ne peut pas se constituer un capital suffisant d'exploitation en raison de la faiblesse de ses revenus. C'est la raison pour laquelle il n'a en général pas de bêtes de somme ni de bétail; il est donc condamné à la bêche et à la pioche même quand il serait possible d'utiliser la charrue; il rechigne à l'introduction d'un outillage plus perfectionné, d'engrais artificiels ou d'autres nouveaux moyens de production agricole, avant tout parce qu'il n'a pas de quoi se procurer et ensuite parce qu'il est en général conservateur et traditionaliste par manque d'éducation. S'il arrive à épargner il préférera acheter, à qui sait quel prix, un bout de terrain,

plutôt que de se constituer un capital d'exploitation».

Pour être bref nous arrêtons ici le tableau, qui continue avec les inévitables endettements usuraires, la misère, le manque de logements, et la description des régions très pauvres qui se trouvent non seulement dans des zones de la Campanie, des Abruzzes, ou de Calabre, mais aussi dans les régions montagneuses d'Emilie et de Vénétie *«qui du fait de la division de la propriété pourraient être appelées des pays de véritable démocratie rurale»*. Démocratie très apte en fait à être chrétienne et terrain très fertile pour les semailles politiques du gouvernement actuel...

C'est au tour maintenant de l'autre inculpé, le latifundium, de prendre place sur le banc des accusés. Il faut noter tout d'abord que si le latifundium représente la grande propriété foncière, plus des trois quarts du temps il ne représente aucune unité d'exploitation ou de culture, mais se décompose en petites fermes ou en petites métairies. Tous les méfaits ou presque de la parcellisation peuvent aussi lui être reprochés.

Ce que l'on ne veut pas comprendre, c'est qu'en abolissant éventuellement le titre juridique de propriété, on ne crée pas une unité de culture plus petite organisée en lotissements productifs, car toutes les causes qui ont donné naissance au phénomène du latifundium persistent. On ne pourrait que retomber dans une parcellisation qui, déjà nocive dans une région fertile, est catastrophique dans les régions stériles et conduirait à une situation pire que celle actuelle, voire, si la liberté d'achat et de vente n'était pas supprimée, à la reconstitution du latifundium.

Les conditions qui ont donné naissance au latifundium sont complexes et nous ne pouvons pas les approfondir ici. Elles commencent par des conditions naturelles insurmontables car dues à la nature géologique des terrains (par exemple les vastes formations en Sicile d'argile éocène sont inaptées aux cultures ligneuses et ne permettent que la culture extensive du blé; non loin de ces contrées la province de Messine reposant sur des formations granitiques, et celle de Catania au terrain volcanique, voient dominer les cultures intensives et fractionnées). Ont joué également la présence endémique du paludisme due au désordre hydraulique des flancs des montagnes et des fleuves des plai-

nes, la faible densité de population, ainsi que les raisons historiques plusieurs fois rappelées, avec les invasions des côtes et l'insécurité régnant jusqu'à des époques pas très éloignées. Ces époques sont si peu éloignées que les libérateurs et bienfaiteurs américains eux-mêmes, à peine arrivés en Calabre et après avoir liquidé la milice forestière fasciste pour d'évidentes raisons de morale démocratique, se lancèrent comme prise de guerre dans une coupe dévastatrice des forêts séculaires des Apennins calabrais. Ils aggravèrent ainsi de façon irréparable la plaie du ravinement des eaux non régulées vers les malheureuses plaines infestées du littoral. Il leur fallut accourir ensuite avec le D.D.T...

Sur le plan économique le rapport est en général le suivant: le propriétaire foncier donne la gestion à un fermier capitaliste spéculateur qui n'a besoin que d'un capital d'exercice réduit car il exploite la terre en sous-louant les pâturages à des bergers et les terres à blé à de petits paysans; à cause de la concurrence, ces derniers abandonnent au grand fermier la plus grande partie du profit de l'entreprise.

«Ils ne résident pas sur le terrain cultivé, mais ils s'y rendent de très loin quand les exigences de la culture et des récoltes le réclament; ils se réfugient alors dans la paille, dans des cavernes, des grottes, des espèces de hangars ou sous des abris avec les conséquences que nous avons déjà illustrées... ».

Ces paysans vivent dans des conditions pires que celles des ouvriers agricoles, alors même qu'ils n'arriveront jamais à organiser une agriculture moins extensive par manque de capital d'exploitation.

La proposition de résoudre le problème du latifundium par son morcellement forcé est très ancienne. Elle a une série de précédents qui allèrent dès les premiers temps jusqu'à des cas d'expropriation pour ne pas avoir amélioré des terres non cultivées. Mais ils se sont presque toujours soldés par des échecs, surtout dans des périodes économiques difficiles. Il ne suffit pas en effet d'expulser le propriétaire négligent, à qui d'ailleurs dans le régime actuel on paye une forte indemnité aux frais du public; il faudrait fournir aussi aux paysans non seulement un capital d'exercice mais également un capital correspondant aux travaux nécessaires: cela dépasserait de beaucoup le coût déjà payé pour l'expropriation. Il faut en effet prévoir le financement

d'habitations, de routes, de la bonification de terres, des conduites d'eau et ainsi de suite, pour rendre possible l'habitation des paysans sur ces terres; il faudrait de plus prévoir des crédits pour attendre les résultats de la transformation qui est à longue échéance. En 1894, après les émeutes des «faisceaux» siciliens, il y eut le projet de loi Crispi; dès 1883 une loi spécifique à la campagne romaine avait reconnu le principe «révolutionnaire» actuel de l'expropriation des grands terrains non cultivés; ce principe passa ensuite dans les lois Serpieri de 1924 à celle de Segni aujourd'hui. Ils ont tant osé, les libéraux, les fascistes, les démocrates-chrétiens, mais depuis toutes ces années les cas d'application se comptent sur les doigts de la main.

Nous ne passerons pas en revue les propositions de lois italiennes ou étrangères qui ont pour but à l'inverse de freiner la parcellisation des terres agricoles car nous n'avons évidemment pas l'intention de proposer une réforme alternative à celle du gouvernement; mais nous voulons simplement faire remarquer que les fameux partisans du concret et des mesures **techniques** des oppositions n'y ont pas pensé. Persuadés que la révolution dans les campagnes russes a consisté à partager la propriété foncière, ils ne vont pas plus loin que le bout de leur nez; ils ne savent que revendiquer la distribution des terres aux paysans, et même, c'est vrai, aux ouvriers agricoles, non pas en gestion collective, mais carrément en tant que propriété personnelle, oui, oui, en propriété privée absolue, c'est le dernier mot d'ordre du Cominform, comme on peut le voir dans les nombreux articles de l'«Unità» sur la question agraire et les problèmes méridionaux. Mais qu'en Russie on n'ait absolument rien partagé et rien exproprié mais seulement aboli les privilèges féodaux de la noblesse et du clergé, supprimant ainsi la chape étouffante qu'ils représentaient pour les petites exploitations rurales existantes qui dans un premier temps conservèrent leurs dimensions et qu'ensuite on essaya avec un succès douteux de regrouper en exploitations plus grandes, d'État ou coopératives; que donc le problème historique soit bien différent, tout cela ne dit rien aux journalistes de l'«Unità». De même que ne leur disent rien la proportion des montagnes et des plaines en Russie; la différence de densité de la population qui est de 9 habitants par

kilomètre carré, et de 30 dans la partie européenne de la Russie au lieu de nos 150; la différence du rapport des terres cultivées à la superficie totale qui est de 25 % au lieu de nos 92 % en dépit de l'immense plaine et à part la Russie asiatique, alors que c'est seulement dans les terres noires ukrainiennes que ce pourcentage monte à 60 %; la quasi inexistence des salariés agraires non fixes, etc., etc. Et tout cela parce que ces messieurs ne suivent plus d'objectifs généraux et de principe, mais se sont voués à l'étude des conditions de vie **concrètes** immédiates du «peuple»!...

Arrêtons-nous un moment sur la proposition démocrate-chrétienne, dont la démagogie creuse est évidente - entre parenthèses, il était facile de prophétiser aux gros propriétaires épouvantés que les social-communistes ne leur auraient fait aucun mal au cas où ils se seraient retrouvés au pouvoir, mais qu'ils devaient s'attendre à recevoir un certain coup des démocrates-chrétiens. Nous touchons dans toute l'Italie, disent ces derniers, à peu près quatre-vingts grandes propriétés de multi-milliardaires, dont nous prendrons une partie. Il s'agissait de fixer les plafonnements... Il fallait tenir compte non seulement de la taille de la propriété mais aussi de la richesse qu'elle représente; pour cela il semble qu'ils fixent un plafonnement non de superficie mais d'imposition cadastrale dont on présume qu'il est un indice de la valeur du fonds. Mais à superficie égale un grand domaine exploité de façon moderne peut valoir jusqu'à 15 fois de plus que des terres de montagne ou des pâturages, surtout à cause de l'ensemble des installations fixes. Il ne serait pas juste d'exproprier cent hectares où il n'y a rien à améliorer plutôt que 1.500 hectares désertiques ou presque. A ce point il y avait deux critères sur le plan juridique: frapper les propriétés de valeurs les plus grandes et celles aux rendements **moyens** les plus faibles, indice d'une culture négligée. Les super-techniciens devaient donc soumettre à Segni une liste des quatre-vingts Crésus à égorger, liste établie par le score obtenu en multipliant le montant imposable de la grande propriété par sa superficie en hectares ou, ce qui est la même chose, en divisant le carré du montant total imposable par le montant imposable moyen. Algèbre? Algèbre réformiste et concrétiste.

Mais le critère pour choisir les quelques richards à pressurer importe

peu. La question est de savoir que faire de la terre qui leur est enlevée, même si ce n'est qu'en partie - dans ce cas il est facile de prévoir qu'ils toucheront une bonne indemnisation et qu'ils se débarrasseront des mauvaises terres qui se trouvent dans toute grande propriété - et comment l'équiper pour en rendre l'exploitation possible par le «libre» paysan, dans la nouvelle démocratie rurale chrétienne. Quelqu'un devra fournir le capital d'exercice et le capital encore plus important pour l'amélioration de l'exploitation. Voilà le point central. Ce n'est certainement pas le paysan bénéficiaire individuel ou collectif, qui pourra le faire. L'État se défaussera sur les lois spéciales habituelles, comme celles sur l'amélioration foncière, aux budgets limités, à la disposition des combinards habituels. D'ailleurs l'Etat n'est en mesure de subvenir ni à de nouveaux investissements pour des installations agricoles, ni même à la réfection des installations détruites par la guerre. Le capital international, celui des fameux fonds et plans américains encore moins, puisque leur critère fondamental est le court terme - le plan Marshall prend fin officiellement en 1952 - et la rentabilité totale.

Le problème se ramène à des questions d'économie générale et de politique mondiale. Le remaniement de la propriété foncière, même s'il se produisait, ne résoudrait rien. Les réformes agraires sont réalisables dans les périodes de prospérité et d'offres de capitaux à des taux favorables et remboursables à long terme. Pour un pays comme l'Italie il n'y a que deux solutions. **Premièrement.** Autarcie économique, tentée par notre bourgeoisie après la victoire lors de la première guerre, qui lia le capital national et l'obligea partiellement à améliorer l'agriculture. Une telle éventualité, conditionnée par l'autonomie politique, la force militaire et un solide pouvoir intérieur, est historiquement liquidée; le fascisme en a obtenu certains résultats, notamment celui indéniable de la bonification des marais pontins tant de fois tentée dans l'histoire par les Césars et les papes. **Deuxièmement.** Soumission à un pouvoir mondial qui ait intérêt à une grande production de denrées alimentaires pour le peuple italien sur le marché intérieur, à des fins commerciales ou militaires. Ce n'est pas le cas pour l'Amérique; notamment en vue de crises productives, celle-ci compte beaucoup sur la planification de la

production alimentaire qui est désormais passée des cycles locaux de consommation directe, à un vaste mouvement mondial tout aussi fécond en profits spéculatifs que celui des produits industriels. En cas de guerre, l'Amérique lancera des bombes atomiques tout en distribuant des boîtes de conserve à ses mercenaires.

C'est encore moins le cas de la Russie qui n'aura pas l'Italie dans sa sphère et qui d'ailleurs n'a économiquement aucun intérêt à y inclure des pays avec une grande quantité de bouches à nourrir. De toute façon la Russie n'exporte pas de capitaux mais doit en importer, et elle joue militairement et politiquement à exploiter les investissements du capital occidental en marge de la guerre froide. Et c'est encore moins le cas enfin si l'Italie était assujettie à une constellation mondiale fondée sur l'entente des deux ou trois grands qui se lanceraient dans la colonisation de tous les continents et de tous les océans plutôt que des côtes osseuses de la Péninsule.

La réforme agraire aujourd'hui en Italie tourne donc autour de l'émission de stupidités démagogiques; elle ne dépasse pas le niveau de querelles politiques subalternes entre groupes et intérêts qui, en s'assurant une influence sur les masses populaires à l'intérieur du pays, espèrent vendre cher leurs services à des maîtres étrangers.

Le ministre Segni se vante de créer avec son fameux «démembrement» - digne terme de sorcellerie - des très grandes propriétés, près de deux cent mille petits propriétaires, c'est-à-dire des crève-la-faim bons pour la paroisse ou la caserne et qui seront la risée des pays capitalistes civilisés des deux rives de l'Océan. Il crée des milliers de cierges et de baïonnettes dans les nuits des campagnes italiennes comme Napoléon dans celles de Paris et Mussolini dans celles de nos villes industrielles à faible démographie avaient prétendu le faire. Mais admettant qu'il réussisse effectivement à démembrement, à parcelliser et à peupler ses lopins, comment compte-t-il régler le processus de transfert et de regroupement de la propriété? Que fera-t-il du principe sacro-saint du droit civil moderne: celui du **libre** commerce de la terre? Contrôlera-t-il la concentration, le «remembrement» de celle-ci avec des limites arithmétiques à vérifier chaque fois qu'un notaire rédigera un acte d'achat et de vente de terres ou d'héritage? La seule pensée

d'une telle réglementation devrait suffire à faire dresser les cheveux sur la tête au plus fervent partisan du «dirigisme» économique.

Croyez-vous que les socialo-communistes, pourtant aujourd'hui, mais pour bien d'autres raisons, ennemis farouches des réformateurs de la Démocratie Chrétienne après le flirt d'hier, jettent à la face des Segni l'argument selon lequel tout effort réformiste ne peut que confirmer que le régime capitaliste ne doit pas être amendé mais anéanti? Pensez donc! Ils leur crient qu'il faut réformer davantage, démembrer davantage, parcelliser encore plus, augmenter encore le nombre de démocrates ruraux qui, en diminuant le nombre des forces rouges de la lutte des classes dans les campagnes, fierté de l'histoire prolétarienne italienne, créera des légions d'électeurs pour les listes du gouvernement et des armées de conscrits pour l'état-major de l'Amérique dans l'Expédition de Russie.

L'histoire enseigne que c'est avec des chefs d'oeuvre de ce type que les renégats ont toujours servi leur nouveau patron.

La réforme des contrats agricoles est tout aussi édifiante sur la nature de la réforme foncière. Les antifascistes de toutes nuances se sont présentés avec de formidables promesses de réformes lorsque les fascistes leur remirent entre les mains l'Italie meurtrie; ils ne savaient pas que le réformisme dans le monde actuel n'est possible que sur la base de politiques totalitaires. Ni le nazi-fascisme, ni le stalinisme ne sont des révolutions; ce sont cependant des réformismes sérieux et ils en ont donné des exemples probants. Le réformisme de la nouvelle Italie ne fait suer que les rhinocéros. On avait promis l'étude des trois grands secteurs: réforme de l'Etat, réforme industrielle et réforme agraire. La majorité et l'opposition, en lesquels s'est brisée l'union antifasciste d'hier, font tous les jours la démonstration de leur vacuité par leurs orientations contradictoires et enchevêtrées et leur incapacité à les réaliser dans les faits; et dans leurs crêpages de chignons, ils n'arrivent même pas seulement en paroles à suivre la boussole des positions sociales et politiques.

En un mot, croyant défendre, pour obtenir des voix, les intérêts des travailleurs, ils se retrouvent soutenir ceux des patrons; pensant peut-être briser des lances en faveur de la bourgeoisie et de la moyenne bourgeoisie,

ils n'arrivent qu'à jeter un pavé dans la mare.

Le contrat de fermage agricole, au sujet duquel les démagogues défendent la position simpliste du blocage, c'est-à-dire l'interdiction de la mise à la porte du fermier par le propriétaire, cache derrière un même schéma juridique des rapports économiques et sociaux très différents. Plagier la position du blocage des loyers pour les habitations - qui, comme nous pourrions le montrer une autre fois, est aussi une sottise - ne signifie pas avoir donné une solution sérieuse au problème. Dans la petite ferme, face au propriétaire foncier, qui peut de son côté être un grand, un moyen ou un petit propriétaire, se trouve le fermier qui, outre un capital d'exploitation insignifiant, utilise son propre travail manuel: c'est donc un travailleur bien qu'il verse de l'argent au lieu d'en recevoir. Dans la grande ferme au contraire, face au propriétaire foncier se trouve un entrepreneur capitaliste qui dans les exploitations modernes emploie des ouvriers agricoles salariés, et dans les exploitations où l'agriculture est arriérée sous-loué à des petits colons. Se mobiliser en faveur de cet entrepreneur capitaliste plutôt que contre lui est une erreur épouvantable, un suicide des partis ouvriers, même modérés, un reniement de la lutte de classe historique des ouvriers agricoles italiens; ces derniers, à l'époque des **faisceaux** de Sicile, se jetaient sur le **gabbellotto**, le **versurero**, c'est-à-dire le grand fermier, marchand de campagne, authentique bourgeois pourri. Et encore auparavant, en 1884, ils se soulevèrent dans la Polesine contre les entrepreneurs avec leur fameux cri de bataille: *la boje!* - ça bout! et ça va verser - et toujours, comme d'ailleurs aujourd'hui encore malgré l'ignominie des chefs, contre les fusils de l'Etat national italien démocratique.

Le capitalisme agricole italien a beaucoup spéculé, même au dépens du propriétaire, bourgeois lui aussi, mais aux ongles moins crochus, sur le protectionnisme des fermages par une législation faite en dépit du bon sens. Exemple, les célèbres décrets Gullo qui ont réduit de moitié les loyers des contrats de fermage à grain. Qu'est-ce que ce contrat? Le loyer est habituellement payé au propriétaire en argent. Mais on a pu convenir qu'il soit payé en denrées alimentaires: tous les ans le fermier remet une quantité donnée d'une ou plusieurs denrées (quel que

soit le produit brut: nous sommes toujours dans le cas du fermage et non d'une colonie partiaire). Cela permet ainsi au propriétaire de se protéger des variations de la valeur de la monnaie et d'éviter la baisse de son revenu réel à la suite d'une augmentation générale des prix, comme c'est le cas après les guerres. Mais pour de nombreux propriétaires il n'est pas intéressant de recevoir des denrées car, quand il s'agit de grands fermages, cela constituerait une masse gigantesque de marchandises difficiles à transporter, à conserver, etc.

Pour se protéger quand même des changements de valeur de la monnaie, on décide que le loyer sera bien payé en argent, mais sans que la somme soit fixée; elle correspond en effet au cours annuel d'une quantité donnée, proportionnelle à la superficie du fond, d'un produit conventionnel - blé, riz brut, chanvre - le plus souvent un de ceux qui sont officiellement cotés avec un prix d'Etat. On dit ainsi qu'on a loué à quatre quintaux de blé l'hectare; le fermier ne fournit pas blé, il peut même ne pas en avoir cultivé et récolté un seul grain, mais avoir élevé du bétail ou semé d'autres plantes. Le contrat pouvait aussi bien être stipulé en dollars ou en livres d'or bien que personne n'ait encore trouvé l'arbre qui donne ces fruits. Eh bien, lorsqu'on a réduit de moitié ce loyer aucun paysan travailleur n'y a rien gagné puisque par principe le système ne s'applique pratiquement jamais au petit fermage. Mais des entrepreneurs agricoles beaucoup plus riches que leurs propriétaires, au point d'être parfois propriétaires eux-mêmes d'immeubles urbains et agricoles immenses, vont toucher des millions. Ce simple fait, il est à croire que les Solon d'aujourd'hui ne l'ont pas encore compris.

Pour ce qui est du métayage, on a brisé toutes les lances populaires en faveur des métayers sans tenir compte que dans le nombre certains ont du personnel salarié et sont donc des patrons. Pour les défendre on a voulu augmenter la quote-part du produit alloué au métayer. Mais en Italie les contrats de colonie partiaire sont de type très variés selon les cultures, avec des proportions diverses de partage de répartition et diverses charges d'anticipation de frais et de taxes pour les contractants, si bien qu'on a abouti au pire embrouillamini. A un moment donné la gauche se mit à affirmer que ce genre de contrats devait disparaître parce qu'ils étaient de type **féodal**.

Nous revenons toujours au même point, à la conception selon laquelle le parti socialiste prolétarien n'est pas fait pour transformer - avec des caresses ou à coups de nerfs de bœuf, c'est une autre question - le capitalisme en socialisme, mais pour veiller à ce que le capitalisme ne redevienne pas féodalisme. Donc non pour démasquer mais pour vanter l'idole capitaliste purifiée...

De toute façon l'argument, faux dans son principe, est aussi faux dans les faits:

«*Le contrat de métayage est d'origine très ancienne et ils est propre à tous les pays où dominait le droit romain; c'est pourquoi il est si répandu chez nous, en France et dans les pays ibériques...*».

Le métayage s'est beaucoup développé après l'émancipation des serfs de la glèbe et en Italie, dès la fin du XIII^{ème} siècle... Savoir ensuite si le métayage a contribué ou non au développement technique de l'agriculture et comment il a influé sur les différents types de culture, est une question assez difficile à résoudre. Du point de vue social l'important est de comprendre que la figure du métayer fait face non seulement au propriétaire terrien, mais aussi au travailleur prolétarien: il est alors un donneur de travail, un bourgeois, un ennemi. Et il trouve des gens qui veulent faire des lois en sa faveur, qui croient les avoir faites alors qu'elles se retournent contre lui... après qu'ils l'aient pris tantôt pour un serf de la glèbe, tantôt pour un camarade prolétaire.

De nouveaux cris au retour du féodalisme ont éclaté quand les démocrates-chrétiens ont proposé le réajustement des loyers emphytéotiques. Le rapport d'emphytéose consiste à ce que le propriétaire reçoit un loyer fixe perpétuel de l'exploitant; il ne peut ni le mettre à la porte ni lui demander des augmentations, c'est au contraire ce dernier qui peut racheter le bail en payant en argent vingt fois le loyer quand il le juge bon. Le droit de rachat se transmet et se vend comme un droit de propriété. Que diable ce rapport strictement mercantile a-t-il à voir avec le féodalisme? Il est vrai que certaines législations bourgeoises nées ont voulu supprimer cette forme en même temps que bien d'autres formes féodales, mais :

«*L'emphytéose naît, à l'époque du bas empire, de la transformation graduelle des concessions des terres publiques sous forme de*

vectigal, c'est-à-dire à perpétuité au colon avec l'obligation de les cultiver et de payer un loyer, etc.».

Cette idée fixe du féodalisme peut être une méprise historique due à une phobie infectieuse, mais l'erreur la plus grossière est celle du réformateur qui ne voit pas que les bénéficiaires vont dans la poche opposée à celle de celui qui l'intéresse. En votant contre l'augmentation du loyer dans un rapport de un à dix, la gauche social-communiste était persuadée d'agir en faveur d'une masse de paysans travailleurs qui sont débiteurs du loyer ou du bail emphytéotique envers les gros propriétaires. Ces cas existent bien, mais les emphytéoses ne sont que quelques milliers, et les loyers sont si bas en réalité qu'ils sont en fait relativement privilégiés par rapport aux autres types d'exploitation agricole puisque la nouvelle charge n'a rien de prohibitif. Mais dans la plupart des cas ce sont des propriétaires qui possèdent certaines terres en bail emphytéotique et qui les donnent en fermage ou en colonat comme les autres. Le faible loyer emphytéotique va aux communes, aux institutions d'assistance, ou aux communautés religieuses, qui ont vu dans de nombreux cas leur rente annulée par l'inflation. S'il avait été possible de bloquer le décret logique du gouvernement, la grande masse des loyers qui auraient été payés en plus cette année [1949 - NdT] serait allée justement dans les poches des propriétaires fonciers, dont on voulait au contraire réduire les revenus, que l'on voulait mortifier et frapper en tant que classe rétrograde et parasitaire...

Ces réformateurs législatifs ou techniques qui vantent tant leur clairvoyance avisée face à notre fidélité aveugle aux grands principes, n'oublient qu'un détail: c'est qu'ils ont les yeux derrière la nuque, pour ne pas les localiser de façon plus grossière.

Ils nous bassinent depuis trente ans qu'ils se consacrent à étudier les problèmes concrets, mais dans tous les cas ils font piètre impression. Ils ne savent pas, par exemple, combien de grosses propriétés méridionales extensives sont nées en accumulant des quotes-parts emphytéotiques achetées à bas prix par des paysans pauvres, et combien il convenait aux propriétaires que le loyer soit encore payé en lires du premier avant-guerre - parfois même stipulé en fraction de lires. Le moindre apprenti des estimations rurales mettait dès le début en compte ce

réajustement prévisible des loyers. Tous produits du régime civil de la liberté de la terre, tous effets qui continueront tant que ne sautera pas la libre baraque du capitalisme bourgeois.

Depuis les eaux du Potomac, le grand charlatan du capitalisme (10) a consacré toutes les libertés. Il en est une qu'il a oublié d'énoncer, mais ses dignes partisans, élèves et alliés, la pratiquent avec largesse, avec enthousiasme et, pire encore, souvent avec une délicieuse bonne foi: la **liberté d'être bête**.

(1) Oreste Bordiga, «*Traité d'économie rurale*», Ed E. Délia Torre, Portici, 1926, p. 74-75, puis plus loin p. 75 et p. 78.

(2) «*Revue*» (De mai à octobre 1850). cf Karl Marx, Oeuvres, Politique I, Ed. Gallimard, p.409. Ces textes parus dans la «*Neue Rheinische Zeitung. Politisch-ökonomische Revue*» sont en fait le fruit du travail commun de Marx et Engels.

(3) cf K. Marx, «*Le Capital*», Livre 1, ch. 24, § 2.

(4) Ministre de l'Intérieur à l'époque.

(5) cf K. Marx, *ibidem*, ch. 4, note 39. Le même point est développé au chapitre 23 du Livre III.

(6) cf Lénine, «*L'Etat et la révolution*», ch. 2, 3. Oeuvres complètes, Tome 25, p. 445.

(7) cf «*Gloses marginales au programme du Parti ouvrier allemand*», Ed. Spartacus 1971, p. 15.

(8) UNRRA (United Nations Relief and Rehabilitation Administration) organisme des Nations Unies pour venir en aide aux pays ravagés par la guerre, dissous en 1947. ERP (European Recovery Program): plan de reconstruction européen.

(9) Arrigo Serpieri (1877-1960), spécialiste des questions agricoles, auteur d'une loi sur la «*bonification intégrale*» (1929). Par «*Risorgimento*», Bordiga fait allusion non à la «*Renaissance*» de l'époque de la fondation nationale de l'Italie, mais à la renaissance agricole projetée par le fascisme avec ses différentes mesures: augmentation du nombre de paysans et de la superficie des terres, «*bataille du blé*», etc. Les chiffres sont probablement tirés du livre de Serpieri: «*La réforme agraire en Italie*» (1946).

(10) Allusion à Harry Truman, président des Etats-Unis de 1945 à 1953.

Histoire de la Gauche communiste

Les premiers pas du Parti Communiste d'Italie

*Le partie précédente de cette étude, tirée du volume III de la **Storia della sinistra comunista**, relatait la gestation et la naissance du Parti Communiste d'Italie. Nous allons voir maintenant les tous premiers pas du jeune parti.*

Ce n'est pas l'existence d'une homogénéité idéologique **totale** parmi les membres du nouveau parti qui distingue la scission de Livourne de celle de Tours et du Congrès d'unification de Halle (pour ne pas parler des congrès constitutifs des autres sections nationales de l'I.C.). Et d'ailleurs, croire que c'est là la condition **obligatoire** pour la naissance du parti de classe, reviendrait à donner raison aux «unitaires» qui reprochaient précisément ce manque d'homogénéité aux délégués d'Imola; ces derniers provenaient en effet de groupes hétérogènes, tant du point de vue de leur formation théorique et de leurs traditions politiques et organisationnelles, que de leur conception des buts ultimes de la société communiste et des voies et moyens pour y parvenir.

Et dans ce cas les vestales du parti «pur», c'est-à-dire né d'un tronc **unique** et demeuré intact à travers toutes les vicissitudes, auraient raison demain de repousser **par principe** toute contamination par des fragments de groupes d'origine impure.

A posteriori, il est évidemment facile de spéculer sur la possibilité théorique que la scission de 1921 se soit faite plus à gauche. Mais il ne suffit pas de constater que notre courant avait accepté que les choses ne se déroulent pas ainsi (1); il faut aussi comprendre que même dans cette hypothèse extrême, toute hétérogénéité n'aurait pas complètement disparu, sauf à partager les thèses des «camarades turinois» selon lesquelles la

Fraction abstentionniste aurait dû se changer elle-même en Parti Communiste d'Italie. En réalité ce qui s'est produit - et qui est resté un cas **unique** en Occident - c'est que dès la période de la préparation du Congrès, les divergences de formation théorique et d'orientation politique n'ont pas empêché les groupes convergents avec la Fraction d'adopter une **plate-forme unique**, non sujette à négociations, approuvée sans réserves, sans désaccords sur tel ou tel point avec celle de l'Internationale, appliquée **en bloc** dans une action de prosélytisme et de propagande effectuée au grand jour, donc contraignante aussi bien vis à vis de l'intérieur de l'organisation que par rapport aux masses. C'est aussi que la présence du noyau «abstentionniste» né sur **cette** base, formé à **cette** école et discipliné, au cours d'une période brève dans l'absolu mais riche de manifestations de vie active, à un «style de travail» pleinement cohérent avec l'orientation générale - donc radicalement différent du mode de travail des regroupements dont provenait le gros des nouveaux militants -, permit d'**encadrer** dès le début les capacités, les tendances, les habitudes mentales et pratiques si diverses, en les mettant au service d'une ligne d'action **unique**, suivie rigoureusement en vue d'objectifs précis à court comme à long terme, parce que reconnue comme adéquate aux exigences supérieures de la lutte révolutionnaire.

Dans un parti né sur de telles bases il devenait donc **inconcevable**,

quelle que soit la *forma mentis* de tel ou tel dirigeant, non seulement qu'existent et que soient tolérés des courants dotés de leurs organes propres et défendant des perspectives et des programmes en désaccord notoire avec ceux du parti et du Komintern, comme ce fut le cas dans le PCF dès sa naissance; mais également que soit reconnue à l'occasion la liberté à tel ou tel militant de prendre publiquement des positions **personnelles**, comme cela arriva dans le VKPD dès sa fondation; et nous disons **inconcevable** pour souligner qu'il s'agit d'un phénomène d'autodiscipline **librement et naturellement consentie**, d'une discipline ni formelle, ni superficielle, ni bureaucratique, mais - comme on commençait alors à le dire - **organique**, par le simple fait que personne n'aurait pu songer à appartenir à un groupe, à un courant ou à une fraction personnelle. Il devenait ainsi **naturel et spontané** que le parti agisse comme un tout **unique**, présente aux prolétaires un seul visage, donne aux problèmes surgissant au fur et à mesure une réponse **uniforme**, et s'organise sur la base d'un encadrement souvent stupidement qualifié de militaire, alors qu'il était simplement **le même partout**. Ainsi, si une bavure se produisait, sa correction n'entraînait aucun traumatisme néfaste, en dépit de la persistance des inerties du passé.

Dans les années 1923-24, Gramsci expliquera cette compacité des cadres dirigeants du parti par la domination de la «vigoureuse person-

nalité» de Bordiga; mais un tel facteur personnel (dont nous sommes loin d'exclure le poids) ne pouvait agir dans ce sens et avec ces résultats, que dans la mesure ou il s'exerçait selon une ligne d'orientation théorique et programmatique **constante et impersonnelle** et avec la plus grande **rigueur** possible dans l'**encadrement du travail collectif**. C'est précisément dans la synthèse de ces deux termes que consiste l'«art de la direction» qui rend possible un degré quasi parfait d'**homogénéisation de l'hétérogénéité**, comme ce fut le cas dans une très grande mesure pendant les cinq années qui suivirent Octobre pour le Parti Bolchevique, où il se développa en remodelant groupes et individus de formation très diverses, et comme ce fut le cas pour le PC d'I. durant ses deux premières années de vie. L'homogénéisation ne tombe pas du ciel, c'est une conquête: c'est l'un des enseignements de Livourne (2). C'est aussi le point dont il faut partir pour saisir les véritables caractéristiques distinctives du parti de classe dans la situation d'alors.

Le parti, dont la constitution est annoncée le 21 Juin à Livourne par Fortichiari au nom du C.C. de la fraction communiste (3), avec le salut et l'approbation du représentant de l'Internationale, était composé dans sa grande majorité de militants de la gauche maximaliste (4) qui avaient afflué dans PSI au cours des deux années d'après-guerre; et cette composition ne pouvait pas ne pas se refléter dans ses organes dirigeants. Il est faux que le «courant bordiguiste» s'y soit assuré la prédominance: seuls 4 des 15 membres du CC (Bordiga, Grieco, Parodi, Tarsia), et 2 (Bordiga et Grieco) des 5 membres du CE (formé de Bordiga, Fortichiari, Grieco, Repposi, Terracini) venaient de la Fraction communiste abstentionniste. Il est exact par contre que **les deux organes** fonctionnèrent suivant une ligne d'action et une méthode de travail que, faute d'autres adjectifs, nous ne pouvons que définir que «bordiguiste». Ainsi, quand lors de la réunion restreinte au Congrès de Marseille entre le sous-comité du PCF sur la politique générale et la délégation de l'Internationale Communiste, le 27 décembre 1921, Bordiga expliqua qu'«en Italie il n'y a pas de secrétaire général mais un noyau de direction centrale composé de cinq personnes interchangeables qui assurent au Parti une continuité dans le travail de

tous les jours» (5), il n'exprimait pas seulement un critère organisatif essentiel, qui ne consistait pas à prétendre que tous les membres du CE avaient des capacités identiques et pouvaient exécuter les mêmes tâches (6), mais que tous travaillaient sur la base d'une **même** méthode et des **mêmes** fondements programmatiques et tactiques, chacun pouvant et devant donc se considérer comme le porte parole de l'ensemble; il exprimait aussi la certitude **politique** que puisqu'il n'existe pas de garantie absolue contre les erreurs ou les improvisations hasardeuses individuelles, (7) la correction de celles-ci pouvaient être faite grâce à l'homogénéité et la continuité de la ligne **générale** du parti.

Fidèle aux engagements pris, Amadeo Bordiga présenta à la réunion du Comité Central qui se tenait le même soir, l'ordre du jour voté la veille par l'assemblée des délégués de la Fraction communiste abstentionniste:

«Considérant que la Fraction s'était constituée pour résoudre le problème historique de la constitution du Parti Communiste en Italie par la lutte contre les tendances opportunistes et réformistes; constatant que ce problème a été résolu par le résultat du Congrès de Livourne; affirmant que la question de la tactique parlementaire des communistes, telle qu'elle a été exposée et soutenue au niveau international par la Fraction par une contribution critique qui conserve sa valeur dans l'élaboration de l'action et de la méthode communiste, doit être considérée comme résolue dans le domaine de l'action par les résolutions du IIe Congrès de l'Internationale Communiste; affirmant qu'aucune fraction autonome n'est permise au sein du Parti communiste, où doit exister au contraire l'homogénéité et la discipline la plus strictes», l'assemblée décidait «la dissolution de la Fraction».

Il reste que c'est précisément sur la base des principes et des méthodes que celle-ci avait défendus au cours d'une longue bataille, et en conformité avec une ligne d'action et des méthodes de travail qui grâce à **elle seule** avaient pu être diffusés et appliqués en Italie, que le parti put agir pendant les deux ans suivant sans que jamais apparaisse l'hypothèse d'une autre voie à suivre; au contraire, le parti agit dans la conviction générale qu'il n'y avait qu'**une seule voie, celle** définie centralement.

Pour les historiens à la page, tout épisode de vie interne du parti (quel que soit le parti) doit avoir une explication «ésotérique» (dans ce cas les facteurs personnels déjà cités, ou alors les «manoeuvres» plus ou moins souterraines de X ou Y), soit une explication banalement profane: et les voilà qui «expliquent» la forte centralisation, la stricte discipline, la structure hiérarchique basée sur la conscience d'appartenir à une armée révolutionnaire internationale, à l'unité non formelle mais réelle entre la théorie et de la pratique, qui caractérisaient le jeune PC d'I, par le fait supplémentaire qu'il était né et avait grandi sous les coups de l'offensive fasciste et dans l'effort d'y riposter. Et ce sont les mêmes historiens qui accusent rituellement la direction «bordiguiste» d'avoir sous-évalué la menace et, pire encore, la réalité du fascisme! La vérité est que si, à l'évidence, le déchaînement de la réaction en chemise noire dont la férocité coûta la vie à quelques uns des meilleurs militants du parti **dans les mois** qui suivirent immédiatement, posait dès le début de façon urgente le problème d'une organisation centralisée, disciplinée et de type **tendanciellement** militaire, il est tout aussi vrai que pour notre courant le fascisme arrivait comme forme **ouvertement déclarée** de la dictature bourgeoise en remplacement de son **déguisement** démocratique; loin d'imposer un «changement de programme» y compris sur le plan organisationnel, son apparition ne faisait donc que rendre **plus explicite** le lien indissoluble entre le rôle dirigeant du parti par rapport à la classe et le centralisme de sa structure, entre la fermeté dans la doctrine et la rigueur dans l'action pratique et dans l'organisation; il en était la **confirmation**, non la cause. On pourrait soutenir au même titre que la structure rigoureusement «pyramidale» du parti d'alors répondait à l'exigence de «guérir» le gros des militants d'origine maximaliste des tares d'une telle hérédité: laxisme et fédéralisme en matière d'organisation, flou en matière de théorie et absence de principes en matière de tactique. Ce qui est vrai; mais c'était seulement une confirmation que seule la fidélité aux principes marxistes dont le IIe Congrès de Moscou avait fait la base de l'adhésion à l'Internationale (8), pouvait permettre de résoudre les graves problèmes de l'action révolutionnaire. En d'autres termes, le parti de Livourne serait né **de la même façon**,

même si ces deux circonstances historiques n'avaient pas existé: exiger qu'il naisse ainsi était une **question de principe** et non le résultat d'une analyse de la situation contingente.

D'autre part, si en 1924, parmi les rares mérites qu'elle daignait lui attribuer, la minorité de droite du PC d'I reconnaissait à la direction de gauche exécutée de 1921-1922 la «*création d'une "tradition" politique nettement distincte de celui du parti que nous avons quitté*» en ayant «*inspiré aux camarades un sens vraiment communiste de leurs devoirs de militants*» (9), c'est parce qu'une telle «tradition» avait été mise en avant avec une extrême détermination tant au sommet qu'à la base, en donnant «d'en haut» à tout le parti un exemple peut-être unique en Europe de cohérence dans les prises de position programmatiques, de continuité dans l'action, de discipline organisationnelle, d'absence de manoeuvres personnelles ou de groupes et de la vieille maladie du carriérisme (10), qui rendaient obligatoires mais non oppressives les directives (et, si nécessaire, les ordres) émanant d'une structure qui ne craignait pas d'être et de se déclarer **hiérarchique**, et transparents les rapports internes d'un réseau de parti aux mailles pourtant si étroites.

Dans une telle organisation il n'était nullement scandaleux (pas plus qu'il ne serait aujourd'hui légitime d'y voir un signe précurseur du... stalinisme) mais il allait **de soi** que la direction effective du parti soit assurée non par un organe lourd et quasi parlementaire comme le *comité directeur* français ou la *Zentrale* allemande, mais par un Exécutif restreint, souple, de travail, permanent, investi des responsabilités politiques les plus complètes, sans autre limite que d'en répondre devant le Comité Central et, si nécessaire, devant l'I.C. comme instance suprême (11).

«*L'interprétation et l'exécution des principes acceptés par les congrès sont toujours de la compétence du C.E. du Parti*», déclarait ainsi l'article 48 des Statuts approuvés à Livourne, précisant que le CE assume la direction de l'organe central communiste, nomme et «*peut remplacer à tout moment les rédacteurs des quotidiens du parti et des organes fédéraux et de tous les autres organes politiques des organismes dépendant du PC*», tient sous son **contrôle** et sous sa **direction** l'Exécutif de la Fédération de la jeunesse et sous une **dépendance**

directe les CE des Fédérations provinciales du Parti (la nomination de ses secrétaires n'est valide qu'**après** sa confirmation) et «*peut dissoudre à tout moment une section du Parti pour des motifs disciplinaires et politiques*», tandis qu'elle «*prend la direction du travail parlementaire tant en ce qui concerne l'activité du Groupe parlementaire*» (qui est nommé par lui) «*que celle de ses membres*» (articles 47, 51, 36, 33, 67, 62).

En somme, c'est le véritable organe central de travail (avant tout d'un point de vue **politique**) du parti: c'est donc sous sa **direction** que l'article 3 des «*dispositions transitoires*» votées à Livourne le soir du 21 janvier établissait qu'il doit être procédé à «*la révision de la composition de toutes les charges électives du Parti dans les communes, les provinces et au parlement, avec possibilité de dissoudre ces organismes*»; ce même article statuait que l'activité de ces organismes, s'ils étaient conservés, devaient être contrôlés et dirigés **en permanence**.

Jeune parti dirigé par de jeunes militants (12), le PC de Livourne conditionne l'acceptation des nouveaux inscrits à l'«*adhésion inconditionnelle au programme, ainsi qu'à l'observation des statuts et de la discipline la plus rigoureuse envers les délibérations du parti et de l'Internationale communiste*»; s'il ne vient pas d'une section de la Jeunesse, il est soumis à une période de candidature de 6 mois durant lesquels «*il ne peut pas occuper des fonctions de responsabilité, mais a toutes les obligations de tous les autres inscrits*»; il doit présenter des garanties pratiques de «*fidélité et d'esprit de discipline*»; l'adhérent est tenu, sous peine de sévères mesures, de s'acquitter de devoirs bien précis - aussi bien envers la **section** (13) et le **parti**, dans toute la gamme de leurs activités, qu'envers la **classe**: par exemple, il doit «*adhérer aux organisations professionnelles et syndicales respectives*» et faire partie des groupes communistes constitués en leur sein. La perspective d'une vérification, et donc d'une éventuelle révision de ses cadres peu de temps après leur formation, non seulement ne les effrayait ni ne les humiliait pas, mais paraissait inscrit dans le processus normal de développement du militantisme révolutionnaire dans les conditions historiques données:

«*Notre parti est un petit parti*, écrivait Amadeo Bordiga dans l'article «*Notre parti*» publié sur «Il

Comunista» le 7 avril. *Ceux qui hésitent au départ sur notre activité et nos positions, ne sont pas tous passés dans nos rangs; ils sont restés en dehors de notre parti et du parti socialiste. C'est une bonne chose. D'autres s'éloigneront lors de la première révision, pour laquelle nous allons donner les normes (14). Les camarades solides et fidèles seront encouragés par notre sérieux. Il est bien difficile de trouver un parti qui - au moment même ou il s'organise - accomplit amputations et révisions. Seuls les communistes peuvent accomplir des actes de ce genre sur leur propre organisme: ils n'ont aucune aspiration éphémère, ils abhorrent le grand nombre, le trop grand nombre d'inscriptions: ils ont besoin de vérifier attentivement la **qualité** de ceux qui veulent s'inscrire dans les rangs révolutionnaires (...). Comme notre parti ne recrute pas sur la base de la **coercition**, celui qui ne se sent pas de faire tout ce que le parti lui demande peut librement nous quitter tout de suite. Mais ceux qui acceptent de rester signent, en entrant dans le Part communiste, une **déclaration de renoncement à de nombreuses libertés** (...). En raison de l'urgence des événements et de la nécessité de l'accélération de notre préparation, il est inadmissible que les communistes perdent une seule minute dans le travail de consolidation de leurs propres rangs. Nous voulons avoir l'assurance que personne ne manquera à son devoir quand le parti exigera sacrifices et renoncements. La composition de notre parti, à **quatre vingt dix pour cent ouvrier**, conforte notre espoir que le PC fera sentir au prolétariat qu'il est le vrai, le seul parti de la classe ouvrière. Les camarades et tout particulièrement les chefs, doivent méditer sur les énormes responsabilités que nous assumons en ce moment et que nous ne pouvons ni ne devons éviter. Nous sommes en état de **guerre ouverte**, et pour nous et nos militants le code de guerre est en **vigueur**».*

Les tâches que le parti devait affronter apparaissaient énormes, mais tous étaient d'avis qu'il arriverait à les accomplir d'autant mieux qu'il resterait lié aux critères qui avaient présidé à sa constitution, en cherchant à trouver dans la situation d'isolement **initiale**, acceptée courageusement comme inévitable, un motif non de faiblesse mais de **force**. Les prolétaires - notre courant le rappellera à

l'Internationale - nous jugent à nos actes, non selon ce que nous déclarons vouloir faire en agissant de manière incompréhensible pour eux ou en contradiction avec nos affirmations quotidiennes. Il était essentiel que les prolétaires voient dans le «nouveau» parti quelque chose de plus et de mieux qu'une édition revue et corrigée du «vieux» parti.

Il était nécessaire de tourner le dos au passé, et de ne pas remettre en cause la scission; c'est pourquoi les groupes déjà adhérents à la Fraction communiste reçurent à Livourne l'ordre de se constituer immédiatement en sections du PC d'I et de fonctionner comme telles, sans procéder à des convocations plénières du parti socialiste, même motivée par la demande d'un compte-rendu du travail au Congrès par les délégués communistes, et en indiquant aux autres membres du PSI favorables à l'Internationale et à sa section italienne la voie de l'adhésion à la section territoriale locale du PC, qu'elle soit majoritaire ou minoritaire.

La scission devait être présentée, et apparaître clairement dans **tous** les épisodes même minimes de l'action du parti, comme un fait irrévocable - car «non voulue ou provoquée par des motifs invouables, ou par les égarements fanatiques de petits groupes de personnes» (15). Il ne suffisait pas de l'expliquer avec le *Manifeste aux travailleurs d'Italie* du 30 janvier dans les 36 réunions tenues dans toute l'Italie le 20 février pour les objectifs indiqués dans la *Proclamation* (16); il fallait le **démontrer dans la pratique**, surtout dans les secteurs les plus difficiles de l'activité et de l'intervention organisée du parti, comme, pour donner un exemple, dans le cas des **municipalités**, où il fut immédiatement décidé:

1) que les prolétaires ne doivent pas avoir d'illusions sur la possibilité de s'en servir comme instruments de conquête du pouvoir, plutôt que de simples moyens pour empêcher la classe bourgeoise de renforcer ses privilèges;

2) d'éviter la formation et le maintien en vigueur de coalitions et de délégations mixtes de communistes, socialistes et autres, en rendant ainsi clair à tout le monde que le «principe de l'intransigeance et de l'anti-collaborationnisme s'applique autant vis-à-vis du PSI que par rapport aux autres partis, parce que le PCI se distingue des uns comme des autres

dans son programme, dans son analyse de la situation historique et dans les solutions qu'il donne aux situations immédiates» (17).

Il était urgent de mettre de l'ordre dans la délicate question des **rapports internationaux** (comme indiqué dans le communiqué du 13/3) en réagissant à la mauvaise habitude traditionnelle dans les sections du PSI d'accueillir et de croire quiconque se vantait d'une accréditation de Moscou ou qui, s'il n'en avait pas, prétendait donner des preuves concrètes de connaissance du mouvement international (quitte à ce qu'on s'aperçoive, toujours trop tard, qu'il s'agissait d'un *commis voyageur* de ses propres affaires, d'un founiard, d'un agent provocateur, etc...). Il fut donc statué que «pour ce qui concerne les relations et les communications avec l'I.C. et les partis communistes à l'étranger, elles doivent passer exclusivement par l'intermédiaire CE du PC d'I » et que quiconque prétendait représenter une organisation communiste, nationale ou internationale, «sans s'être mis d'abord en rapport avec la CE et avoir été accrédité par lui, doit être considéré comme un élément suspect et doit être rigoureusement tenu à l'écart» (18).

Devant le développement de l'**offensive fasciste**, il fallait rendre les prolétaires conscients de l'inévitabilité de cette contre-attaque bourgeoise en chemises noires en évitant, les pleurnicheries à la manière social-démocrate sur la violence cynique ou sur la loi et la justice violées; il fallait leur redonner confiance en eux en leur montrant la **nécessité** et en même temps la **possibilité** d'affronter l'ennemi **sur son terrain**, sans pour cela tomber dans la phrase creuse des maximalistes. Nous verrons plus loin comment le problème fut affronté par le parti dans les mois suivants, mais il est intéressant de souligner ici la double directive émise **dès février**: éviter «tant que ce sera possible, et dans la mesure du possible» de «se laisser entraîner dans des actions isolées, où, sans une organisation spécifique, le prolétariat sera le seul à recevoir les coups; mais préparer les armes et les instruments» pour faire front **aussi** à des attaques isolées et périphériques et, **dans certains cas, en prendre l'initiative**. «Economie des forces, donc», mais «organisation solide et discipline de fer» comme condition préalable (19).

«La nouvelle organisation de

lutte du prolétariat italien, qui se distingue par la solidité des liens internationaux, doit se forger de façon à éviter toujours plus les **pernicieux défauts traditionnels** de la **superficialité, du désordre, de personnalisme qui ont été fatals au vieux parti, et les remplacer par les nouveaux critères de sérieux, de froide pondération en même temps que d'engagement sans réserve de tous les militants pour la cause commune**» (20).

Il régnait dans le PSI une habitude invétérée d'**autonomie de décision** des sections en matière de manoeuvres tactiques, qui servait de couverture providentielle à des accords entre partis, même conclus avec les meilleures intentions et toujours justifiés comme des initiatives ayant pour but de donner une résonance ou de gagner la sympathie au parti ou d'assurer la défense de la classe et de ses organisations. Pour le PC d'I il n'existait aucun motif absolu et obligatoire pour refuser des accords **limités et temporaires** avec des partis politiques «ouvriers», à **condition** qu'ils soient passés, s'ils étaient jugés opportuns, pour des objectifs et avec des modalités et des limites établies **centralement**, et non selon l'arbitraire de la section intéressée, et en privilégiant **dans tous les cas les organisations économiques** du prolétariat. Avec une opportunité soulignée tant par les épisodes significatifs de la guerre de classe qui suivirent que par les événements politiques importants comme les élections générales de Mai, un communiqué du 20/3 sur les **Rapports avec les autres partis et courants politiques** affirmait:

«Les Fédérations provinciales et les Sections du Parti communiste sont averties que, sans autorisation spéciale du C.E, elles ne doivent pas conclure d'accords avec d'autres partis et courants politiques (républicains, socialistes, syndicalistes, anarchistes) pour des actions communes permanentes ou momentanées, comme des réunions, manifestations, publications de manifestes ou numéros spéciaux, constitution de comités d'étude, de propagande, d'agitation sur la vie chère, le chômage, contre la réaction, pour les victimes politiques etc., pour la conquête et la direction d'institutions variées d'assistance, culturelles, de solidarité, etc, etc.

On n'entend pas établir ainsi que tout accord de ce type soit interdit, mais seulement s'assurer qu'ils

ne soient établis que dans les limites, pour les objectifs et avec les modalités que la centrale du parti établira et communiquera le cas échéant, afin d'éviter les actions désordonnées et non centralisées (21).

On n'entend pas exclure non plus l'intervention des communistes dans des manifestations dont l'initiative appartient à d'autres partis, pour y prendre la parole et exposer le programme précis du parti, dans le but d'obtenir l'adhésion des masses à nos principes et nos méthodes.

Ces dispositions ne concernent pas les rapports avec les organismes **syndicaux**, qui seront réglés par d'autres communications spécifiques de l'Exécutif.

En ce qui l'assistance **matérielle juridique** aux victimes politiques il peut se constituer des comités mixtes, mais il est recommandé d'en demander la nomination aux organismes syndicaux (Bourses du Travail), toujours en en donnant l'information au CE».

Prenant acte de l'enthousiasme avec laquelle se menait le travail d'organisation interne du parti, le CE devait écrire dans une circulaire de mi-Février: «Il est nécessaire que cette splendide floraison de centres communistes ne se fasse pas sans ordre et sans direction; il faut organiser sans retard toutes les forces en un réseau dense de liens réciproques de manière à ce qu'aucun effort ne se perde et ne reste ignoré» (22). En l'espace de quelques mois un Exécutif qui ne disposait que de peu de moyens matériels et de peu de bras, mais qui était doté par contre d'une dose exceptionnelle d'énergie et de dynamisme et qui était appuyé avec ferveur et enthousiasme par une base composée à 98 % d'ouvriers, pouvait dire qu'il avait réalisé dans ses grandes lignes le processus de constitution à l'échelle nationale (23) des fédérations, des **sections**, des **groupes syndicaux d'usine**, des **cercles communistes** (24). Il avait fait de son siège de Milan (où le 30/1 commença à paraître deux fois par semaine «Il Comunista») le centre d'une intense activité de liaison, de coordination, d'orientation du travail de diffusion dans la classe. Il impulsait un Comité central syndical efficace et un premier embryon de Bureau central féminin; il veillait sur la rigoureuse application de la tactique du «*parlementarisme révolutionnaire*» par le Groupe parlementaire (18 députés avaient adhéré à Livourne) et les mem-

bres des municipalités, conseils communaux et provinciaux; il liquidait les différents financiers avec le PSI en évitant les séquelles fastidieuses et les polémiques irritantes; tout en publiant régulièrement les grands quotidiens «L'Ordine Nuovo» à Turin et «Il Lavoratore» à Trieste, il jetait les bases de la publication mensuelle de «Rassegna comunista» et du contrôle d'une série de mensuels et bimensuels de provinces destinés à diffuser largement la propagande et les mots d'ordre communistes dans les secteurs les plus importants du mouvement ouvrier italien tout en mettant le centre en contact plus étroit et permanent avec les problèmes y compris locaux et quotidiens de la classe.

C'est à cette époque que se forme ce qui sera la physionomie caractéristique de l'ensemble du parti au cours des deux années suivantes, avec tout ce qu'elle comporte de positif mais aussi de relativement négatif. Le nombre des inscrits se retrouva dans les faits inférieur au nombre des voix récoltées à Livourne: à la fin de l'année il dépassait de peu les 43.000 (la baisse fut encore plus importante pour la Fédération de la jeunesse, presque divisée par deux au cours de l'année 1921) (25). Cela ne doit pas étonner: le phénomène des militants qui se déclarent pour le communisme à la veille du Congrès mais qui sont pris d'hésitation une fois la scission réalisée, se retrouve aussi dans les partis français et allemand, et, à un niveau encore plus élevé, dans les fragments restants des partis socialistes; par rapport à ces derniers les cadres des sections nationales de l'I.C. montrèrent d'ailleurs une toute autre capacité de résistance à la pression des facteurs externes (comme, en Italie, l'offensive des forces légales et illégales de la répression bourgeoise). Plus que d'affaiblissement ou de raréfaction des effectifs, il s'agit d'une dure **sélection** à l'épreuve des lourdes exigences demandées par le parti à ses militants. Si ce phénomène et d'autres qui lui sont liés dont nous parlerons, ne donna jamais lieu à des reproches ou des regrets, cela posa au parti la tâche qu'il affronta rapidement et avec décision, de combler les vides et dépasser les obstacles créés par la situation objective; **personne ne pensa à idéaliser cette situation, même si l'on s'efforçait d'en souligner les côtés positifs.**

En fait la difficulté tant de «percer» dans les forteresses des grandes organisations économiques, que de

gagner une influence parmi les couches petites-bourgeoises, notamment intellectuelles et paysannes, confirmait le jugement sur la résistance particulière que les conditions historiques et sociales de l'Europe hautement capitaliste offraient à l'attaque prolétarienne et qui, selon notre courant, imposait une tactique à la fois plus rigide et fermée sur le plan politique, et extrêmement souple et ouverte à la compréhension des exigences des différentes couches sociales sur le plan revendicatif.

La forte composante ouvrière constituait pour le parti une garantie solide de sérieux, de fermeté et d'esprit militant, mais elle ne contribuait pas à résoudre, mais aggravait plutôt les difficultés causées par le manque de forces disponibles sur le plan tant de la propagande orale et écrite (journalistes, orateurs), que de l'organisation (permanents, etc.).

Si le Parti était présent partout au plan national, 89 % de ses adhérents se concentraient dans le Piémont, en Vénétie julienne, Emilie, Lombardie, Toscane, Ligurie, Marche (26); il devait se consolider dans ces places fortes d'origine (et le faire dans les conditions toujours plus difficiles créées par le déchaînement de la réaction) avant, sinon de partir à la conquête du *Mezzogiorno*, du moins d'aller vers sa pénétration graduelle. Ce n'est que par la suite et que de façon **marginale** qu'il pourra attirer dans ses rangs une représentation un tant soit peu significative de petits et très petits paysans sans pour cela se travestir en parti «national», héritier et continuateur du *Risorgimento*, etc. (comme, à la suite de Gramsci, le feront les stalinien), appliquant ainsi fidèlement les rigoureuses thèses marxistes du IIe Congrès sur la question agraire (27).

Se distinguant dès l'origine de tous les autres PC d'Europe occidentale par la quantité et l'intensité de son intervention dans les luttes revendicatives, le parti ne se développa **rapidement** que dans les catégories ouvrières et les Fédérations de métiers très combatives mais relativement secondaires comme celle des travailleurs du bois - tant continuaient à être fortes parmi les grandes masses l'emprise des organisateurs professionnels de la CGL et le prestige du vieux parti. Ce phénomène était d'ailleurs parallèle à celui du développement plus rapide en province que dans les capitales, dans les villes petites et moyennes que dans les grandes (28), qui peut s'expliquer

par le poids matériel d'inerties sociales et politiques et de facteurs retardants de nature économique contre lesquels il fallait **se battre** et non les prendre comme des faits immuables. Le pourcentage enfin de femmes était faible, aspect spécifique d'une «réalité italienne» dont le parti a combattu la néfaste influence dès le début, en consacrant une large place dans sa presse aux problèmes des femmes prolétaires et en donnant une forte impulsion à la constitution de **groupes** féminins **dans** les sections, avec si possible une représentation dans les comités fédéraux et de sections, comme cela avait été indiqué à Livourne dans la déclaration de constitution du parti.

Homogénéité dans l'orientation, fermeté dans la direction, rigueur dans la tactique et l'organisation: tout ce qui, pour les historiens bourgeois est la marque d'un parti sectaire et «élitiste», reclus dans sa tour d'ivoire, était en réalité (et ceci pour le marxisme n'a pas besoin de confirmation) la condition et le moyen d'une politique d'**initiative** énergique par rapport à la classe, qui n'attendit pas que s'achève la structuration organisationnelle du parti, mais l'accompagna dès le début, en l'alimentant tout en s'en nourrissant - la politique d'un **parti d'action révolutionnaire** comme le IIIe Congrès appellera toutes les sections nationales de l'I.C. à le devenir.

Une succession serrée de réunions d'organiseurs communistes, d'assemblées des principales Bourses du Travail et Fédérations de Métiers où le parti était fort, d'appels de la Commission syndicale communiste aux prolétaires organisés et d'articles de clarification et d'orientation précédèrent les interventions au Ve congrès de la CGL et au Xe de la Résistance, tenus à Livourne du 26/2 au 3/3, auxquels le PC d'I participa en force, non pas avec «l'illusion puérile d'obtenir un succès quelconque, mais avec l'intention d'exposer de manière claire son point de vue et d'attirer sur lui l'attention des masses et de tous ceux qui ont des yeux pour voir et l'impartialité d'esprit pour juger» (29). Il ne s'agissait pas seulement de combattre l'accusation des réformistes et des centristes selon laquelle la tactique des communistes consistait à «former des syndicats minoritaires à leur image» en montrant au contraire qu'ils cherchaient à «pénétrer et conquérir les syndicats existants, où se trouve la grande majorité des travailleurs, dont on ne peut s'éloigner, au sein de la-

quelle il faut travailler pour l'arracher à l'influence des chefs réformistes actuels» (30) - tout le contraire, donc, de ce que préconisaient les tribunistes hollandais ou le KAPD allemand.

Comme le firent au congrès Repossi et Tasca, Vota et Azzario, il fallait aussi opposer à la tentative des chefs confédéraux de réduire les questions en discussion à de simples questions techniques et organisationnelles, l'exigence d'un changement radical d'orientation de l'activité revendicative. Il ne s'agissait pas, bien entendu, de nier ou de sous-évaluer les luttes et les revendications immédiates des travailleurs, mais de les orienter et de les diriger vers la préparation des masses à l'assaut révolutionnaire; pour cela il fallait briser les racines du pacte d'alliance avec le PSI, et adhérer sans réserves à l'Internationale des Syndicats rouges en rompant tout lien avec Amsterdam. Il s'agissait en même temps de mettre en avant la nécessité d'un changement tout aussi radical de la structure des organisations syndicales, afin d'y permettre une vie interne plus riche, une participation plus directe des adhérents aux débats et aux décisions d'intérêt politique collectif, un contrôle plus strict des chefs par les syndiqués - non pas au nom d'une «plus grande démocratie», mais parce qu'il aurait été ainsi plus facile de conquérir les organisations de «résistance ouvrière» à la cause révolutionnaire.

Les lignes directrices de l'intervention communiste au Congrès confédéral furent exposées avec une particulière clarté dans l'article de Bordiga «La bataille communiste pour le Congrès de la Confédération du Travail», paru dans le n° 4 du 10/2/1921 de «Il Comunista» que nous reproduisons en annexe et auquel nous renvoyons donc le lecteur (31). Ce ne furent pas directement les réformistes, mais les maximalistes qui formulèrent la motion Bensi d'approbation (point premier) du travail des dirigeants sociaux-démocrates (32) et les deux motions Ramella en faveur (second point) de «rapports toujours plus solides entre le PSI et la CGL» et d'«adhésion inconditionnelle à l'initiative pour la création de l'Internationale des syndicats rouges, avec l'engagement (à propos d'... adhésion inconditionnelle !) de maintenir les rapports de la CGL avec le PSI et pourvu que soit reconnu pour l'Italie le principe de l'unité syndicale confédérale (que personne, dans le

camp communiste, ne mettait en discussion)», ainsi que de la «sortie de l'Internationale des syndicats d'Amsterdam à la suite (et ceci voulait dire: après avoir pris connaissance des, et avoir validé l'opportunité d'adhérer à) des résolutions qui seront prises au Congrès syndical de Moscou». A l'inverse la motion présentée par les communistes (unique, mais séparable en deux parties, comme ce fut fait en conformité avec l'ordre du jour) posait de manière tranchante l'ensemble des problèmes rendus brûlants par la situation interne et internationale:

Motion communiste au Congrès de Livourne de la CGL

«Le Congrès de la Confédération générale du Travail, après discussion à propos des rapports internationaux et des rapports avec le parti prolétarien, considérant:

que la situation causée dans tout le monde capitaliste par la grande guerre de 1914-1918 ne peut se résoudre que par la lutte révolutionnaire du prolétariat de tous les pays contre la bourgeoisie, pour lui arracher la direction de la société;

que la structure et les méthodes des vieilles organisations prolétariennes, tant syndicales que politiques, face aux problèmes de la guerre et de l'après-guerre, se sont révélées inadaptées à la lutte pour l'émancipation des masses, dégénéralant dans la collaboration larvée ou ouverte avec la classe dominante;

que de la situation et des expériences révolutionnaires provoquées par la guerre sont nées les directives pour la réorganisation du mouvement prolétarien mondial, avec l'organisation de la nouvelle Internationale communiste;

que l'unique voie qui puisse mener à l'émancipation des travailleurs du joug du salariat est celle qui est tracée par le programme et les méthodes de l'Internationale communiste, par le renversement violent du pouvoir bourgeois et l'instauration de la dictature prolétarienne au travers du régime des Conseils de travailleurs, qui réalisera la démolition du système économique capitaliste et la construction de la nouvelle économie communiste;

que l'instrument principal de la lutte prolétarienne pour réaliser ces objectifs est le parti politique de classe, le parti communiste, qui dans chaque pays constitue la section de la

troisième Internationale;

que les syndicats ouvriers, voués par la politique social-démocrate des dirigeants réformistes et petit-bourgeois à une pratique contre-révolutionnaire de collaboration de classe, peuvent et doivent être des facteurs de très grande importance du travail révolutionnaire, quand en seront radicalement renouvelés la structure, la fonction, les orientations, en les arrachant à la domination de la bureaucratie des fonctionnaires actuels;

que la tactique adoptée par la troisième Internationale pour atteindre ces objectifs exclut et condamne la sortie des minorités révolutionnaires des rangs des syndicats dirigés par les réformistes, mais leur prescrit de travailler et lutter en leur sein, par la propagande des principes communistes, par la critique incessante du travail des chefs, par l'organisation d'un réseau de groupes communistes d'entreprises et de syndicats strictement liés au Parti communiste, dans le but de conquérir la direction du mouvement syndical et de l'ensemble des actions de classe du prolétariat;

reconnaît comme indispensable la création, aux côtés de l'Internationale communiste de Moscou d'une Internationale des syndicats révolutionnaires; but ne pouvant être atteint que par la sortie des confédérations syndicales conquises par les communistes, de l'Internationale syndicale jaune d'Amsterdam, organisme où se perpétuent les pratiques défaitistes de la Seconde Internationale, et à travers lequel les agents dissimulés de la bourgeoisie, et de son organisation de brigandage qui s'appelle la Société des Nations, tendent à conserver une influence sur les grandes masses prolétariennes;

estime que la Confédération syndicale nationale, ainsi que les minorités communistes organisées au sein des syndicats réformistes, doivent adhérer à l'Internationale syndicale rouge de Moscou, qui au flanc de l'Internationale politique rassemble tous les syndicats qui sont pour la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie. En conséquence, le Congrès délibère que la Confédération générale du Travail italienne:

a) rompt avec l'Internationale syndicale d'Amsterdam;

b) rompt le pacte d'alliance avec le Parti socialiste italien, tant parce que ce pacte est inspiré de critères tactiques social-démocrate dépassés que parce que ce parti est en

dehors de la troisième Internationale; c) adhère sans conditions à l'Internationale syndicale de Moscou et participe à son imminent Congrès mondial pour y soutenir les directives syndicales rappelées ci-dessus, c'est-à-dire celles qui sont contenues dans les thèses sur la question syndicale approuvées par le second congrès mondial de l'Internationale communiste;

d) aligne sur ces directives ses rapports avec le Parti communiste d'Italie, unique section italienne de la troisième Internationale, en y reconnaissant l'organisme à qui revient la direction de l'action de classe du prolétariat italien».

En dépit du peu de temps disponible pour la préparation du Congrès et en dépit de l'absurdité des critères du comptage des votes - par Fédérations et par Bourses du travail - , ceux-ci donnèrent les résultats suivants sur les deux points à l'ordre du jour: **Point 1**, Bourses du travail, motion socialiste: 598.241 voix, motion communiste: 293.428 voix, abstentions: 17.371. Fédérations de métiers, motion socialiste: 836.932 voix, motion communiste: 139.130, abstentions: 4.815. **Point 2**, Bourses du travail, motion socialiste: 556.608, motion communiste: 287.966, abstentions: 6.000; Fédérations de métiers, motion socialiste: 797.618, motion communiste: 130.499, abstentions: 15.347.

Le résultat des communistes représentait un succès notable obtenu en dépit de tous les obstacles de la procédure et de la situation; c'était en particulier un succès d'avoir obtenu de tels résultats précisément là où, comme dans les Bourses du travail, les débats politiques et la représentation proportionnelle étaient le plus souvent possibles, alors que dans les Fédérations de métier, il était difficile sinon quasiment impossible que s'affirme une tendance opposée à celle de la bureaucratie dominante. C'est donc à bon droit que le Compte-rendu du Comité central au IIe Congrès national du PC d'I, Rome, 20-24 Mars 1922, observe: «Il faut se rappeler que, selon les statuts confédéraux, tant les Bourses du travail que les Fédérations de métiers votent au congrès seulement pour la moitié de leurs inscrits, ceci pour que lors des votes le nombre d'inscrits n'apparaisse pas doublé.(...) Pour évaluer de manière plus objective la réalité, il faut mesurer les forces communistes existant au

sein de la CGL uniquement sur la base des résultats des Bourses du travail selon lesquels 586.856 travailleurs s'étaient prononcés pour les directives communistes» tandis que 1.155.549 votaient pour les directives non tant socialistes proprement dites que plus précisément **confédérales**).

L'intervention des communistes au Congrès marqua le début d'une dure bataille à l'intérieur de la CGL dont les étapes suivantes seront les Conseils nationaux confédéraux des 22-25 Avril à Milan et de début Novembre à Vérone, et d'une intense activité à l'intérieur et à l'extérieur des confédérations (CGL et USI) tant pour l'unité syndicale que pour l'organisation d'une riposte de l'ensemble du prolétariat italien à l'offensive conduite sur tous les fronts par le patronat. Dans cette perspective une nouvelle réunion d'organisateur communistes est organisée le 4 Mars pour compléter le Comité central Syndical provisoirement constitué à Livourne avec comme secrétaire Luigi Repossi (le C.S. où entreront aussi deux travailleurs agricoles) à la fois pour la coordination de la propagande et de l'agitation, et pour la «préparation des modifications statutaires» à proposer au Congrès national suivant de la CGL. Si l'on songe à la résistance opposée par le PCF à une action systématique au sein des syndicats, à sa répugnance à intervenir sur le terrain des organisations économiques (ce qui était une façon de se laisser les mains libres pour privilégier le travail... parlementaire ou municipal), ou à l'oscillation perpétuelle du VKPD entre un minimalisme myope et un «offensivisme» poussé à l'absurde, on ne peut pas ne pas constater que nous nous trouvons ici, pour ainsi dire, dans un autre monde - peut-être moins spectaculaire d'un point de vue immédiat, mais plus solide et plus réaliste à longue échéance.

Un aspect secondaire mais non sans intérêt de la bataille conduite dès sa naissance par le PC d'I pour la conquête des grandes masses, est l'intense action menée au sein de la *Ligue des Locataires* et de la *Ligue prolétarienne des mutilés et invalides de guerre*. Fondée en 1919, cette dernière avait tout de suite adhéré à l'I.C. avec d'autres organisations analogues d'autres pays, sans que cela empêche les réformistes et les maximalistes d'en garder le contrôle et d'en limiter l'activité à la défense des revendications économiques des anciens combattants.

Dès le début, les communistes avaient au contraire compris l'importance qu'un tel organisme aurait pu revêtir pour la préparation militaire du prolétariat (33). Un appel des «*communistes adhérents à la Ligue prolétarienne*» paru dans «*Il Comunista*» du 20 février trace ainsi le programme que les groupes communistes au sein de la Ligue se proposaient de mettre en avant:

«*1) Stricte subordination de la Ligue au PC, unique et exclusive section en Italie de l'Internationale communiste, à laquelle la Ligue a donné son adhésion enthousiaste cette année; 2) action énergique de la Ligue prolétarienne pour développer l'action du Bureau International des anciens combattants (...); 3) élargissement des bases de la Ligue jusqu'à comprendre tous les anciens militaires et tous les militaires sans aucune distinction; 4) propagande résolue et tenace pour faire comprendre aux anciens combattants l'absolue nécessité de se préparer à devenir les combattants de l'armée révolutionnaire contre la dégénérescence malsaine de la lâcheté social-pacifiste*» (34).

Au cours des deux années suivantes le Parti Communiste saura faire de la Ligue un des fiefs de son travail de pénétration dans les organisations intermédiaires et dans les rangs du prolétariat, combattant d'un côté les infiltrations social-pacifistes et de l'autre les tendances à la neutralité politique, même si il ne réussit pas, sur le plan immédiat, à la mettre au service de l'autodéfense prolétarienne, ni, dans une perspective plus vaste, de la préparation de l'«encadrement de la garde rouge pour la guerre civile».

Par ailleurs le travail d'organisation du nouveau parti ne devait pas se faire au détriment d'un patient travail de clarification théorique. La nécessité de ce travail fut trop souvent alors mal comprise; il était pourtant indispensable étant donné que chez nombre de nouveaux adhérents persistaient les préjugés, les incertitudes et les ambiguïtés issus du passé maximaliste: l'adhésion par instinct à la IIIe Internationale, plus que par conviction au PC d'I, ne signifiait pas l'assimilation, même approximative, des fondements du communisme.

* * *

Les articles d' Amadeo Bordiga (35) que nous publions en annexe étaient destinés à ce travail d'orienta-

tion et de clarification théorique, toujours envisagé sous l'angle de la préparation **pratique** des militants. Le premier («*La fonction de la social-démocratie en Italie*») combat l'illusion qu'un gouvernement social-démocrate puisse représenter un anneau intermédiaire entre le régime bourgeois et la révolution et la dictature prolétarienne, et donc l'idée que les communistes devraient faciliter sinon directement appuyer sa formation.. Comme le confirment les expériences allemande, hongroise et bavaroise, non seulement l'arrivée au pouvoir de la social-démocratie ne constitue pas une étape obligatoire vers la révolution, mais elle est en réalité un moyen ultime de défense du pouvoir bourgeois, n'hésitant pas à prendre en charge la répression violente et sanglante des masses en révolte. Par conséquent, explique l'article, si nous n'avons pas encore la force, comme ce serait bien préférable, d'empêcher cette funeste expérience en abattant l'Etat bourgeois en même temps que ses laquais, nous devons nous préparer à sa réalisation en conservant une indépendance politique et organisationnelle absolue.

Les articles suivants («*Le problème du pouvoir*», «*La marche vers le pouvoir*», «*L'utilisation de la violence*») sont dirigés contre une variété bien «italienne» de social-démocrates (en pratique la grande majorité des réformistes) qui se croit marxiste **par le seul fait** qu'elle utilise les concepts de lutte de classe, d'intransigeance politique, d'arrivée au pouvoir sans participation bourgeoise; la réalité est que ces déclarations ne valent rien si elles ne sont pas complétées par la reconnaissance que «*le pouvoir d'Etat reste de fait dans les mains de la bourgeoisie tant que subsistent les institutions parlementaires et exécutives de l'Etat actuel*», c'est-à-dire par la reconnaissance de la **nécessité inéluctable** de les abattre par la violence révolutionnaire et de les remplacer par les institutions (aux buts inverses) de la dictature prolétarienne. Ces articles réfutent en même temps la thèse maximaliste qui tout en admettant en paroles la nécessité de la violence, en renvoie l'emploi aux conditions soit disant favorables qui se présenteraient à un moment donné futur: elle empêche ainsi le prolétariat et son parti de se préparer, **y compris dans les situations les plus défavorables**, à l'assaut inévitablement violent ou de l'adversaire contre ses organisations, ou de

ces organisations contre l'ennemi et ses institutions étatiques.

L'article «*La clef de la diffamation du bolchevisme*» que pour des raisons de place nous n'avons malheureusement pas pu reproduire en annexe était une première réponse aux principales variantes de la propagande diffamatoire des social-démocrates contre la révolution russe et en particulier de ceux qui, partis «en mission» dans la République des soviets à l'époque du IIe Congrès mondial, revenaient à la charge avec des «arguments» en faveur de la voie pacifique, graduelle, anti-révolutionnaire et anti-dictatoriale au socialisme. L'article démontre que jamais le programme communiste n'a soutenu que la forme politique instituée par le prolétariat après la prise du pouvoir sera fondée sur un principe abstrait d'égalité (au contraire, il a toujours indiqué que ce serait un régime d'**inégalité**, puisque **de classe**): «*L'égalité politique, tant qu'existe le système de l'économie privée, est une illusoire fiction bourgeoise; il ne sera possible d'y arriver qu'en conséquence d'une égalité économique, résultat ultime du processus révolutionnaire. (...) il est préférable de dire que le pouvoir, la domination, la dictature du prolétariat conduiront à l'élimination de l'exploitation économique et de toute forme de domination politique. De sorte que, puisqu'il y aura inégalité politique tant qu'existera une fonction politique, la phrase égalité politique est une absurdité du point de vue marxiste; elle n'a jamais figuré dans les programmes à appliquer au régime révolutionnaire russe qu'il plaît à Bianchi de dire d'exception peut-être parce que pour ses pairs la règle est... la contre-révolution. Il est donc logique que la bourgeoisie n'ait en effet aucun droit politique dans le régime soviétique et que le semi-prolétariat rural en ait moins que le prolétariat urbain, classe dirigeante de la révolution*».

L'article rappelle aussi que jamais l'objectif de la dictature prolétarienne en économie a été la gestion des entreprises par leurs conseils ouvriers respectifs et selon leurs exigences plutôt que par le pouvoir d'Etat **central**, et selon les intérêts généraux de la **collectivité**; et que les bolcheviks n'ont jamais cru que «*l'égalité des conditions matérielles des hommes*» puisse être atteinte, et vice-versa que les tares propres au mode de production capitaliste - la corruption, la spéculation, etc. - puissent être éli-

minés, du jour au lendemain par... décret. Il démontre au contraire que la critique basée sur l'absence de telles «réalisations» dans la Russie révolutionnaire révèle, dans la meilleure des hypothèses, une ignorance complète du communisme marxiste, et dans la pire, une parfaite mauvaise foi.

* * *

La qualité des articles d'orientation théorico-programmatiques et de polémique générale avec les partis adverses, qui ne tombaient jamais dans la pure abstraction mais traitaient toujours les problèmes brûlants et les expériences vivantes de la lutte de classe, ne doit pas faire croire que la presse du parti était de tonalité essentiellement «doctrinaire». Bien au contraire, sa caractéristique nettement marquée était d'être une presse de **combat**. Elle se nourrissait d'un contact très étroit avec les développements de la situation de la classe ouvrière, d'une référence constante aux questions brûlantes de l'affrontement y compris physique avec la classe ennemie en Italie et dans le monde, d'une information détaillée sur les vicissitudes du mouvement ouvrier en général et du parti en particulier, et d'une attention vigilante aux problèmes d'organisation et à leur résolution sur tous les plans de l'intervention et de la discipline des forces communistes. Nous le disons non parce que nous ressentons le besoin de «justifier» le parti d'alors, de le «laver» de ce que seuls les super-opportunistes d'aujourd'hui peuvent considérer comme une honte - l'importance fondamentale donnée aux questions de principe -, mais tout simplement parce que ce serait défigurer la vérité que de l'ignorer.

Pas l'ombre d'un nuage n'assombrissait alors les relations entre ce parti et Moscou. Le 23 janvier, le CC avait envoyé de Milan à l'Internationale le message suivant (36):

«Chers camarades, nous supposons que vous avez reçu les premières nouvelles sur ce qui s'est passé au congrès de Livourne du PSI.

Après un très vif débat, qui a démontré une fois encore que la droite du parti était opposée tous les principes du communisme et de la Troisième internationale, et que sous le nom de Fraction communiste unitaire le centre faisait cause commune avec la droite, et par conséquent repoussait ouvertement les décisions et les conditions du IIe Congrès de

l'Internationale; après des manifestations continues de ces deux tendances contre la politique de l'I.C. et contre vos représentants, la motion proposée par notre Fraction avec votre accord et votre soutien, a été repoussée, bien qu'elle ait atteint un score flatteur. Dans cette situation, après avoir déclaré que la majorité du congrès s'était mise par son vote en dehors de l'I.C., les délégués communistes se sont réunis séparément et dans le plus grand enthousiasme ils ont déclaré la constitution du Parti Communiste d'Italie, Section de l'Internationale communiste.

Au nom des délégués communistes réunis à Livourne, au nom des 60.000 camarades qu'ils représentent, au nom des masses prolétariennes qui déjà se pressent autour de nous, nous vous envoyons, camarades du CE, représentants des travailleurs communistes du monde entier, un salut vibrant de foi et de volonté communiste comme premier acte du nouveau Parti pour attester le lien de solidarité et de discipline avec lequel les communistes italiens se rattachent aujourd'hui à l'Internationale communiste.

Nous saluons en même temps le glorieux prolétariat de la Russie des Soviets, avant-garde de la révolution mondiale.

Vive la République universelle des Soviets! Vive l'Internationale communiste!»

Le 25 janvier 1921, le CE de l'Internationale répond par un radiogramme, curieusement rendu public par l'agence «Stefani» avant d'arriver au bureau central du parti. On y lisait:

«Au Parti communiste d'Italie et aux camarades Bombacci, Bordiga, Terracini et autres.

Le CE de l'I.C. exprime sa profonde solidarité et envoie son salut fraternel. Votre Parti est le seul accepté par l'Internationale communiste en Italie. Nous sommes profondément persuadés que les ouvriers conscients de votre pays passeront de jour en jour de votre côté. L'unité de Serrati et de sa fraction avec la fraction réformiste adversaire de la révolution prolétarienne montrera à tous que la fraction italienne des unitaires centristes est plus proche des éléments bourgeois réformistes que des communistes prolétariens. Toute l'I.C. tirera de ces faits la conclusion inévitable.

Soyez fermes, camarades, parce qu'en ce moment toutes les forces

bourgeoises et leurs innombrables agents se concentrent contre votre parti. Les travailleurs communistes du monde entier sont avec vous. L'avenir sera vôtre, et non à ceux qui, sous une forme ou une autre, veulent s'entendre avec la bourgeoisie, les réformistes étant leurs intermédiaires.

Vive le Parti communiste d'Italie! Vive le prolétariat italien!»

Après avoir signalé que le message démentait toute dissension entre l'I.C. et les communistes italiens, «*Il Comunista*» écrivait dans un bref commentaire:

«De Moscou, glorieuse capitale de la révolution, l'organe central suprême de l'immense armée prolétarienne en lutte pour le communisme, tout en confirmant que nous sommes les interprètes de sa pensée et les soldats de son action, rappelle contre quels nombreux ennemis nous devons lutter, et il assure que tous les travailleurs communistes du monde sont avec nous.

C'est pour être dignes de ces derniers que nous devons consacrer toutes nos forces à la lutte contre les innombrables ennemis, en réussissant à abattre tous les obstacles et à dépasser toutes les difficultés. C'est ce point du message de Moscou qui, nous semble-t-il, nécessite à l'heure actuelle la plus vive attention de tous nos camarades, en leur rappelant que, si ce message nous confirme lumineusement que nous sommes sur la bonne voie, il reste à accomplir la partie la plus dure et la plus difficile de notre chemin. Et nous répétons avec une foi indéfectible ce qu'affirment les camarades de Moscou: l'avenir est à nous et à personne d'autre, parce que l'avenir est au communisme et à la révolution».

C'est dans cet esprit, étranger à toute rhétorique, que le Parti entamait sa dure bataille.

(1) On pourrait nous objecter que cela avait été accepté par discipline envers Moscou. Mais ce n'est vrai que pour ce qui est du **degré** à gauche avec lequel la scission s'est faite, non pour ce qui est du critère général suivi au cours du processus de scission qui impliquait nécessairement l'acceptation d'un minimum de «risque calculé», au sens d'une concordance imparfaite

entre les différences parties. Du reste, que la gauche n'ait pas pensé «construire» le parti par une **simple** expansion «en tâche d'huile», cela est prouvé par son attitude, dès avant le IIe Congrès, vis-à-vis des groupes avec lesquels elle était en polémique ouverte, comme l'«*Ordine Nuovo*»: celui-ci avait été invité à la Conférence nationale de Mai en qualité pas seulement d'«observateur», ou comme le KAPD dont elle n'excluait pas le retour au sein du parti allemand, exactement comme l'Exécutif de l'Internationale qui essaiera par la suite d'y arriver.

(2) Si nous voulions avancer une formule inédite, nous pourrions dire que, si le parti est toujours une minorité, et seulement en tant que minorité peut être l'**organe** et pas simplement une **partie** de la classe, l'existence d'une **minorité de la minorité** est nécessaire pour sa constitution, à savoir un noyau restreint qui permette à l'organe de fonctionner de la manière la plus homogène et donc la plus efficace possible. En 1921 ce concept général se manifeste dans le fait - contradictoire seulement en apparence - que la fraction abstentionniste fut le seul groupe à ne pas se dissoudre **avant** la constitution du parti.

(3) La formule était: «*L'assemblée des délégués de la Fraction Communiste déclare constitué le Parti communiste d'Italie, Section de l'Internationale Communiste, et passe à la discussion sur l'organisation interne du Parti*».

(4) Quoi que puissent dire rétrospectivement les historiens, les représentants les plus en vue du «groupe» de «L'Ordine Nuovo», à part Gramsci et quelques uns de ses collaborateurs les plus directs, appartenaient **eux aussi** à cette gauche maximaliste: c'est le cas des Terracini, Togliatti, Tasca, etc.

(5) cf les procès verbaux de la réunion dans «*The Comintern, Historical Highlights*», p.377.

(6) Officiellement, Bordiga était en charge de la politique générale, Grieco de l'organisation, Terracini de la presse et de la propagande, Repposi de l'activité syndicale, Fortichiari du «premier bureau», chargé de l'organisation illégale du parti. Il est évident qu'un Bordiga, qui selon Gramsci avait la capacité de travail de quatre, pouvait également diriger le travail de toute l'équipe dans les divers secteurs, sans que jamais ne surgissent... des conflits de compé-

tes, ni sans que règne un sentiment de solidarité et de camaraderie dont même les pires adversaires de notre courant ont reconnu l'existence mais qui est si rare dans les partis à la structure aussi fortement «hiérarchisée».

(7) Au IIIe Congrès mondial la délégation italienne fut, au moins en partie, responsable d'une «fausse note» que notre courant attribua à «*la grande facilité d'improvisation d'un des centristes actuels* (nous sommes en 1925!- NdIR), *qui ferait bien d'en prendre enfin la responsabilité*» (cf. «*Le danger opportuniste et l'Internationale*», «*l'Unità*», 30/9/1925. Voir aussi le paragraphe 4 de la IIIe partie des «Thèses de Lyon», dans notre brochure «*En défense de la continuité du programme communiste*», Textes du P.C.Int. n°7). Il s'agissait d'Umberto Terracini: inutile de dire que la responsabilité des «erreurs de type infantile» commises alors n'a jamais été reconnue par celui qui deviendra président de l'Assemblée constituante après la guerre.

(8) P.Spriano, historien quasi officiel de feu le Parti Communiste Italien, écrit que la section italienne de l'I.C. uniformisa rapidement sa structure organisationnelle sur le modèle de parti communiste élaboré lors du IIe Congrès du Comintern («*Storia del Partito comunista italiano*», vol. I, op.cit., 1967, p.167). En réalité le IIe Congrès n'avait «élaboré» aucun «modèle»; il avait fixé les bases de **principe** sur lesquelles, en cohérence avec la doctrine marxiste, devaient se fonder les sections nationales de l'I.C. C'est **en cela** que résidaient la force et la vitalité de ses Thèses.

(9) Voir le point 30 du *Schéma de thèses de la minorité du CC du PC d'I*, rédigé pour la conférence de Côme et publié sur «*Lo Stato operaio*» n°6 du 15/5/1924.

(10) Les militants d'aujourd'hui devraient méditer à ce propos la lettre de Bordiga à Ambrogi du 16/9/1922, reproduite dans Mettewie-Morelli, «*Lettere et documents d'Ersilio Ambrogi*», *Annales Feltrinelli* 1977, pp. 193-194. On n'y trouve aucune trace de rhétorique: les «chefs» d'alors démontraient vraiment qu'ils occupaient des «*postes de direction du parti - sans vouloir faire de sentimentalisme ou jouer au preux chevalier - pour travailler sérieusement et austèrement* (souligné par nous -NdIR) et (en étant) *prêts à tout moment à rentrer dans l'ombre du simple militant et à reprendre le tra-*

vail pour se procurer les moyens nécessaires à leur modeste niveau de vie» car ils ne ressentaient pas la «*nécessité d'être rivaux à ces postes*» et ne suffoquaient pas s'ils étaient «*privés de l'insidieuse atmosphère de la notoriété et de l'autorité*».

(11) Ce n'est pas un hasard si en Décembre 1921, l'Internationale avait délégué Bordiga et Walecki, membres de deux partis étrangers aux traditions anticentralistes du fameux «communisme occidental», pour enseigner aux principaux dirigeants du PCF (à la réunion de Marseille déjà évoquée) la vérité élémentaire - comme disait le premier, et le second répétait les mêmes positions - que «*les décisions sérieuses ne peuvent être prises que dans un cercle restreint. Il faut les laisser à quatre, cinq ou six camarades qui méritent la confiance du parti*», sans commettre, sous le prétexte d'éviter un «*centralisme oligarchique*» (comme le prétendaient aussi bien le Comité Directeur parisien que la puissante Fédération de la Seine) «*l'erreur de diminuer le rôle de ces camarades en les confinant à l'examen des questions secondaires. Naturellement le petit bureau doit comparaître devant le comité directeur à intervalles réguliers, pour recevoir un programme et des directives générales de travail et rendre compte de son action; mais, entre chaque réunion du comité, il doit avoir les pouvoirs de celui-ci - plus grands en réalité, parce qu'il est composé de spécialistes qui se consacrent entièrement au parti*».

Et encore: «*Ainsi en une semaine il peut surgir des problèmes qui exigent une décision immédiate. Le petit bureau doit avoir la possibilité sans réserve de prendre ces décisions, dont il devra ensuite rendre compte*». Une des «*leçons du fascisme*» en Italie était que «*si le parti doit être une armée en lutte contre la bourgeoisie, réunir un comité nombreux devient impossible*». Et s'il était vrai, comme le soutenait Rappoport, que plus on est nombreux, mieux on peut accomplir la tâche de diriger l'ensemble du parti, pourquoi alors n'être pas 240 plutôt que 24? («*The Comintern...*», op.cit., pp.336 et 343).

(12) Cela aussi est un produit du mode de constitution particulier du PC d'I, que l'on ne retrouve ni dans PCF, ni dans le VKPD. L'âge moyen des membres du CC était de 36 ans; celui du CE de 32; à Livourne, Bordiga n'a pas encore 32 ans, Grieco en a

28, Terracini 26, seuls Fortichiari et Reposi en ont 39. (cf. Martinelli, *Il grupo dirigente nazionale (...)*, 1921-1943, in *Il PCI - Struttura e storia dell'organizzazione, 1921-1979*, Annali Feltrinelli 1981, pp. 364-366).

(13) En 1921, la base du parti dans toutes les sections nationales de l'I.C est la section territoriale. Sans l'idéaliser, parce que «**la révolution n'est pas une question de formes d'organisation**», notre courant a toujours considéré que c'était la structure qui répondait le mieux à la nature et à la fonction du parti de classe. Comme celui-ci «*est l'organe qui synthétise et unifie les impulsions des individus et des groupes provoqués par la lutte de classe*», il est évident que «le type» de son organisation «*doit être capable de se placer au-dessus des catégories particulières et par conséquent rassembler de façon synthétique des éléments qui proviennent des diverses catégories du prolétariat, de la paysannerie, des déserteurs de la classe bourgeoise, etc.*» («*La plate-forme de la Gauche*», «*L'Unita*» du 7/7/1925). A l'inverse le **groupe communiste** d'usine ou de syndicat - déjà prévu dans le Rapport Bordiga-Terracini -, est subordonné à la section, il en est l'organe sur le lieu de travail ou dans le syndicat. Spriano ment donc tout à fait consciemment quand il écrit (op.cit. I, p.170) que dans le parti de 1921 «*il n'y a pas d'organisation par cellules, sur le lieu de travail*» et donc (p.119) que manque «*le lien nécessaire entre parti et classe sur les lieux de production*». L'opposition au futur tournant de l'Internationale en matière d'organisation, ne sera pas fondé sur un refus du «groupe», ou comme on dira de la «cellule» (il faut savoir que les groupes communistes furent en 21-22 des centres extrêmement actifs de diffusion des mots d'ordre du parti), mais sur le refus d'enfermer dans l'horizon forcément limité et sectoriel du lieu de travail, **la base même du parti**; sur le refus de transformer un organe subordonné en organe dirigeant, qui plus est en en faisant le modèle et la garantie de la «bolchévisation». A noter par ailleurs que le «groupe communiste» d'usine ou de syndicat figurait déjà, avec exactement les mêmes caractéristiques et les mêmes fonctions que celles assignées en 21, tant dans le *Manifeste-Programme* que dans la *Motion* de la Fraction communiste du PSI.

(14) Les normes (*Première révision des inscrits*) seront émises le

27/5. Les commissions de contrôle établies dans chaque section devaient présenter au CE de la section un état complet des adhérents effectifs, en précisant ceux qui «*parce qu'ils ont démontré la faiblesse de leur activité dévolue au parti, ou la faiblesse de leur discipline, ou leur fidélité douteuse, ne sont pas jugés dignes de rester dans le parti*»; ces états, validés par les commissions de contrôle, approuvés ou modifiés par les CE des sections et transmis au CE fédéral pour examen et jugement ultérieur, devaient être définitivement approuvés par le CE du parti, lequel était confiant «*que les camarades coopéreront à cette première purification des rangs communistes, en faisant ainsi une démonstration de force et de renforcement de leur esprit révolutionnaire*». L'opération se conclut en novembre avec un nombre limité de radiations.

(15) Cf «*Premiers commentaires*» (sur la scission), «*Il Comunista*» n°1 du 30/1.

(16) Le premier des deux textes reprenait en substance les mêmes thèmes que le Rapport du congrès de Livourne (cf. le volume *Manifesti ed altri documenti politici*, édité par le PC d'I, Rome, 1922, reprint Feltrinelli, dont une reproduction en a été publiée récemment par la section de Schio de «*Il Programma Comunista*»). Les réunions du 20/2 pour «*la propagande et la presse communiste*» servirent aussi à vérifier la discipline et l'efficacité organisationnelle du parti un mois après sa constitution. Un communiqué du CE paru le 27/2 avec le titre «*Les enseignements*» jugeant «*satisfaisante l'organisation*», n'hésita pas à dénoncer sans fausse pudeur «*certain managements de camarades et d'organisations du parti*» (bien qu'ils soient dus essentiellement au manque d'«entraînement») et à nommer, quelle que soit la position qu'ils occupaient dans la hiérarchie interne, ceux qui avaient manqué à l'appel. Un autre communiqué, paru sur «*Il Comunista*» du 10/2, combattait l'habitude venant du vieux parti de permettre à qui que ce soit de se présenter «*pour parler dans des meetings, réunions, assemblées, en s'auto-proclamant représentant*» du parti. Précisant que «*le champ immense et fertile de la propagande ordinaire est ouvert à tous ceux qui sont dans nos rangs (...), seuls ceux reconnus effectivement idoines au travail de vulgarisation de nos principes doivent parler au nom et*

par délégation de notre organisation», il donnait l'avertissement suivant: «*Le CE prévient à l'avance avec un délai raisonnable les camarades propagandistes quand il aura besoin de leur travail; ces derniers ne pourront pas prétexter d'empêchements aux dispositions qui leur parviendront, sauf pour des raisons très graves et impérieuses*».

(17) «*Tactique dans les administrations locales*», communiqué du CE sur «*Il Comunista*» du 24/2. La directive était de démissionner quand on était en minorité dans les conseils municipaux ou les députations, et de provoquer à l'inverse la démission des socialistes lorsqu'on était majoritaire. Sur le même thème, voir aussi «*Les communistes au parlement et dans les municipalités*» sur «*Il Comunista*» du 17/2, ou sont reprises et développées les thèses du IIe Congrès mondial.

(18) Il était précisé en outre que «*l'I.C. et le PC d'I ne reconnaissent et ne soutiennent que les périodiques et journaux autorisés par le CE du PC d'I comme organes officiels du parti en Italie. Toute autre publication, quelles qu'en soient le titre et l'orientation, n'a rien à voir avec l'I.C. et sa section italienne*». Serrati n'était pas le seul, en effet, à publier des revues, périodiques, textes ou brochures, se réclamant de l'étiquette de la IIIe Internationale.

(19) Cf «*Qu'est-ce que le fascisme?*», «*Il Comunista*» du 3/2. Sur les origines et la signification historique du fascisme, et sur la réponse prolétarienne et communiste à son offensive, voir les articles parus dans chaque numéro de «*Il Comunista*» (par exemple les 3, 6, 17 Février et les 3, 6 et 10 mars).

(20) «*Notes sur les thèses de la Gauche*», «*Stato operaio*» n° XVII du 22/5/1924.

(21) Un cas typique (et, pour ce qui est des résultats, unique) d'une alliance conclue localement pour la «défense contre la réaction» fut la constitution à Imola - à l'occasion d'un coup de main fasciste - d'un «front unique» avec les social-démocrates, accompagné du lancement en son nom d'un manifeste «*inspiré de critères qui ne sont pas ceux suivis par le PC, alors même que la municipalité socialiste locale lançait un autre manifeste dicté, malgré le «front unique» avec les communistes, par des critères pacifistes et soporifiques, que le PC reprochera aux social-démocrates comme un oeuvre de défaitisme prolé-*

tarien». Le CE déplora le 9/6 qu' «une section dirigée par de vieux camarades éprouvés» ait pris une telle décision contraire aux résolutions officielles et publiques du parti, et l'invitait à «s'en tenir aux directives et à la discipline du parti qui sont définies par les organes compétents avec l'accord unanime de tous les communistes». De quoi faire hurler nos trotskystes d'aujourd'hui!

(22) *Communiqués du CE*, «L'Ordine Nuovo» du 17/2.

(23) Les sections de nationalité et langue italienne en Suisse constituaient un cas à part. Bien qu'ayant voté en majorité pour la motion communiste à Livourne, elles hésitaient cependant à traduire en actes la scission et continuaient à être organisées sous forme mixte. Cet état de fait était évidemment inacceptable pour le PC d'I et il donna lieu à d'énergiques mises en demeure de la part de ce dernier (cf. l'*Appel du CE aux camarades de Suisse* paru sous le titre «Contre certaines déviations» dans «*Il Comunista*» du 6/3). Le problème général de l'encadrement organisationnel des communistes émigrés et réfugiés (des dispositions précises furent prises en avril-mai pour leur prêter assistance) se posait encore à l'époque du IIIe Congrès de l'Internationale. Il fut alors décidé que les sections à l'étranger des différents partis devaient se fondre dans les sections locales de l'I.C., avec la possibilité pour celles-ci d'autoriser la constitution en leur sein de groupes de langues étrangères.

(24) Le *Statut des cercles de quartier et des cercles éducatifs communistes* paraît le 9/6 sur «*Il Comunista*». De leur côté, les objectifs et la composition des groupes communistes seront de mieux en mieux précisés au cours de l'année 1921. Mais dès mars, un communiqué du Comité central Syndical précisait: «*Les groupes se composeront des camarades inscrits au Parti communistes et à la Fédération de la jeunesse communiste, qui en seront membres effectifs. Les groupes maintiendront en outre un lien et un contact cordial avec les éléments qui sympathisent avec les orientations communistes*». Ils devaient se constituer «*dans toute entreprise dotée d'une unité bien précise*» et au sein des ligues professionnelles de

chaque localité, donner des preuves «*de leur volonté de transmettre au sein de la masse de leurs camarades les résultats du travail du parti: propagande communiste, communication des normes d'action décidées par les organisations du parti dans des situations particulières, attitude face à la bureaucratie syndicale dirigeante, etc.*» et fonctionner «*comme un réseau d'encadrement des masses pour toutes les formes d'action collective*». Cf. «*L'Ordine Nuovo*» du 11/3/21.

(25) Selon un texte de 1922, le nombre des membres de la FJC étaient, pour l'année précédente: «*25.000 qui payent régulièrement les cotisations, et 10.000 autres répartis entre candidats, inscrits aux cercles de quartier et aux cercles culturels communistes. En tout 35.000 jeunes qui constituent une riche réserve d'énergie et d'activité pour notre mouvement*». On note que nombre des meilleures sections des jeunes s'étaient transformées en section du parti. Le Mezzogiorno et les îles ne comptaient que 3.525 inscrits au total.

(26) cf. A. De Clementis, «*Radiografia del Partito dopo la scissione di Livorno*», op.cit. *Annali Feltrinelli* 1981, pp. 906-907.

(27) La série d'articles «*La question agraire - éléments marxistes du problème*», fondamentale pour l'orientation du travail dans ce secteur, commença à paraître sur «*Il Comunista*» à partir du 29/5/1921; elle fut ensuite publié en volume à part.

(28) A la fin de 1921 il y avait 42.956 adhérents, répartis en 1.200 sections. Il y en avait 3.858 à Turin mais 3.338 à Novarre, 2.314 à Milan mais 2.672 à Forli et 2.147 à Ravenne (Florence dépassait Milan avec 2.505 adhérents), 1.516 à Gênes mais 1.130 à Crémone.

(29) Cf «*La combativité des communistes*», «*L'Ordine Nuovo*», 27/2/1921. Pour une des assemblées des organisateurs communistes, tenue les 4 et 5 février à Milan, toujours en vue du congrès confédéral de Livourne, voir le compte-rendu des travaux dans «*Il Comunista*» du 10/2.

(30) Cf «*Le problème syndical*», «*Il Comunista*», n°1, 30/1/1921.

(31) On peut aussi consulter «*Vers le congrès confédéral*» et «*Les groupes communistes et le pacte d'al-*

liance», d'Umberto Terracini, sur les n°2 et 4 des 3 et 10 Février de «*Il Comunista*». Le second article dénonce vigoureusement le caractère contre-révolutionnaire du vieux «pacte» qui réglait les rapports entre parti et organisation syndicale à la manière d'un traité entre puissances souveraines. Voir également l'«*Appel du Comité syndical communiste*» paru sur «*L'Ordine Nuovo*» du 11/2, qui insiste sur les principaux points de l'intervention des délégués du PC d'I au Congrès.

(32) L'orateur déclara durant le débat qu'il était le porte-parole d'une «*opposition raisonnable*»: En réalité sa motion se limitait à faire «*quelques réserves sur des activités particulières de la CGL*» (sans préciser lesquelles), tout en approuvant «*l'ensemble du travail accompli*» par la CGL malgré «*les faibles moyens à sa disposition*», prenant acte de «*l'énorme développement réalisé*» et estimant qu' «*une accentuation toujours plus forte (sic !) de son action sur le terrain de la lutte de classe et une réorganisation technique plus adaptée*» auraient permis de «*la rendre plus forte et plus respectée*».

(33) Voir en particulier les articles de R. Grieco («*Les anciens combattants*») et de S. Seassaro («*L'éducation militaire*») sur «*Il Comunista*» des 20/2 et 3/3, qui soutiennent bien sûr les revendications économiques de la Ligue, mais qui indiquent comme tâche principale «*le travail d'éducation militaire des prolétaires (...) afin de préparer moralement et techniquement le prolétariat à l'accomplissement de son devoir le plus haut, le plus difficile et le plus noble envers la révolution et l'humanité: le devoir militaire révolutionnaire*».

(34) Un programme plus ample et plus détaillé sera présenté au congrès national de la Ligue (18-21/9/1921), cf «*Il Comunista*» n°5/6.

(35) Participent aussi de façon intensive au travail de l'organe central du parti: Terracini, Grieco, Arcuno, Seassaro; occasionnellement: Reposi, Gennari, Scoccimaro. il n'y a aucun problème du mouvement ouvrier et communiste national et international qui n'y soit traité.

(36) Cf. «*Il Comunista*», 6/2/1921.

Annexes à «Histoire de la Gauche Communiste»

La fonction de la Social-Démocratie en Italie («Il Comunista» n° 3, 6/2/1921)

Les révolutions russe, allemande et d'autres pays, ont montré que la conquête du pouvoir par le prolétariat et la période de la dictature prolétarienne étaient précédées par une phase historique au cours de laquelle le gouvernement passe aux mains des partis sociaux-démocrates ou d'une coalition de ceux-ci avec les partis bourgeois. Après ces expériences, la question se pose de savoir si une phase similaire se présentera aussi dans les pays occidentaux comme prologue de la révolution prolétarienne. Certains soutiennent qu'en Italie aussi il nous faudra passer par cette période pour pouvoir aller plus loin; il serait donc de bonne tactique, y compris du point de vue révolutionnaire, de provoquer cette fameuse expérience social-démocrate afin de pouvoir accélérer ce développement historique nécessaire vers ses ultimes conclusions. Au contraire, selon les affirmations d'autres, de nos camarades communistes, cette période n'a aucun caractère de nécessité historique chez nous et le mouvement révolutionnaire doit viser directement à l'instauration de la dictature du prolétariat, par la lutte directe contre le régime bourgeois actuel.

Cette seconde opinion est naturellement la réponse la plus exacte d'un point de vue communiste. Il nous semble cependant qu'une appréciation plus précise des caractères et de la fonction du mouvement social-démocrate est nécessaire pour pouvoir donner une réponse complète du point de vue critique, et pour pouvoir en tirer les conclusions tactiques qui nous intéressent.

Un régime démocratique bourgeois ayant un programme de réformes radical-socialistes représente une véritable phase intermédiaire entre l'ordre en vigueur et l'ordre prolé-

rien là où la venue au pouvoir de la classe capitaliste bourgeoise proprement dite n'a pas encore eu sa complète réalisation historique, et où existent encore des formes politiques et sociales arriérées, correspondant à des époques généralement dépassées par la société actuelle. Tout en comprenant et en reconnaissant du point de vue théorique que la constitution d'un régime parlementaire est un pas vers un développement plus large de la lutte prolétarienne, il n'a jamais fait aucun doute pour les marxistes que, même dans ces conditions, les communistes doivent combattre non seulement la vieille classe dirigeante et ses partis, mais aussi la nouvelle qui prend sa place; refusant de conclure une trêve avec celle-ci, ils doivent s'efforcer de la renverser le plus rapidement possible, afin de ne pas laisser échapper la courte période pendant laquelle le pouvoir d'Etat n'a pas encore de base stable et où la prise du pouvoir est plus facile. Quoique puissent en dire ceux qui ignorent le marxisme, telle fut bien la pensée de Marx et des communistes face à la situation en Allemagne et ailleurs en 1848, et tel est le grand enseignement de la révolution russe.

En ce sens on ne peut ni on ne doit parler d'une fonction historique de la social-démocratie dans les pays d'Europe occidentale, où le régime intégralement bourgeois démocratique existe depuis longtemps, au point d'avoir épuisé sa vie historique et d'être entré dans sa décadence. Pour nous, il ne peut y avoir d'autre passage révolutionnaire du pouvoir que de la bourgeoisie dominante au prolétariat, de même qu'il ne peut y avoir d'autre forme du pouvoir prolétarien que la dictature des conseils.

Mais faire cette constatation

évidente ne revient pas à nier que la social-démocratie exerce ou puisse exercer une fonction y compris dans les pays dont nous parlons. Les partis sociaux-démocrates soutiennent que la période de la démocratie n'est pas encore close et que le prolétariat peut encore se servir des formes politiques démocratiques pour ses objectifs de classe. Mais comme il est évident que ces formes sont en vigueur et que le prolétariat n'en retire aucun avantage, surtout dans les conditions actuelles héritées de la guerre, les sociaux-démocrates sont amenés à imaginer et à proposer des formes démocratiques meilleures et plus perfectionnées selon eux, prétendant que le système actuel agit contre le prolétariat parce qu'il n'est pas vraiment et intimement démocratique. De là tous ces projets de nouvelles institutions sur la base de la République, d'élargissement du suffrage, de suppression de la Chambre Haute, d'extension des fonctions et des pouvoirs du Parlement, etc.

Tant l'expérience des dernières révolutions que la critique marxiste démontrent que tout cet attirail politique n'est que le masque d'un mouvement qui se révèle être l'ultime programme et la seule méthode de gouvernement possibles pour la classe bourgeoise dans les conditions critiques actuelles; elles démontrent que tous les gouvernements formés sur ces bases non seulement ne constituent pas le point de passage vers la véritable conquête du pouvoir, mais représentent l'ultime obstacle et le plus difficile élevé par le système en place contre la menace de son renversement; elles démontrent que le contenu théorique démocratique de ce mouvement cède la place à une pratique de dictature et de terreur, mais contre le prolétariat et le communisme - confir-

mation logique de notre doctrine communiste qui proclame que la démocratie est historiquement morte.

La social-démocratie a donc une fonction spécifique, dans le sens où il y aura probablement dans les pays occidentaux une période pendant laquelle elle sera au gouvernement, seule ou en collaboration avec les partis bourgeois. Mais là où le prolétariat n'aura pas eu la force de l'éviter, cet *intermède* ne constituera pas une condition positive, une condition nécessaire de l'avènement des formes et des organisations révolutionnaires; il ne sera pas une préparation utile à celui-ci, mais une tentative bourgeoise désespérée pour affaiblir et détourner l'attaque du prolétariat, et pour l'écraser impitoyablement sous les coups de la réaction blanche au cas où il lui resterait assez d'énergie pour oser se révolter contre le légitime, l'humanitaire, le civilisé gouvernement social-démocrate.

On ne peut donc prévoir aucune espèce de transition entre la dictature bourgeoise actuelle et la dictature prolétarienne; mais il est prévisible, et il doit être prévu par les communistes, qu'apparaisse une forme ultime et insidieuse de la dictature bourgeoise qui, sous la forme d'un changement institutionnel formel quelconque, justifiera la remise de la direction de tout l'appareil étatique de défense capitaliste à l'action complice des sociaux-traîtres. Du point de vue de la tactique, en faisant cette prévision les

communistes ne s'y résignent pas, justement parce qu'ils lui déniaient le caractère de nécessité universelle historique. Forts de l'expérience internationale, ils se proposent au contraire de démasquer par avance le jeu insidieux de la fonction démocratique, et de commencer immédiatement l'attaque frontale contre la social-démocratie sans attendre que celle-ci ait révélé avec éclat dans les faits sa fonction réactionnaire. Ils doivent s'efforcer de préparer la force et la conscience prolétarienne à étouffer dans l'oeuf ce produit monstrueux de la contre-révolution, sans exclure que l'attaque finale soit lancée contre un gouvernement socialisant, ultime gérant du régime bourgeois.

Quant aux propositions tortueuses de soi-disant communistes passés de l'autre côté de la barricade, qui consistent à favoriser l'arrivée au pouvoir de nos sociaux-démocrates, non seulement elles montrent une incompréhension absolue de la méthode communiste pour résoudre les problèmes tactiques, mais elles dissimulent en outre le pire piège. Il faut détacher le prolétariat du parti et des individus destinés à remplir la fonction social-démocrate contre-révolutionnaire, en séparant par avance les responsabilités de la façon la plus tranchée. Naturellement, cela découragera ces groupes et ces individus, et retardera le moment où ils accepteront l'invitation bourgeoise à assumer le pouvoir; mais il serait bon qu'ils ne s'y résignent qu'au dernier moment, quand

même cette manœuvre ne pourra plus enrayer le processus de décomposition de l'appareil d'Etat bourgeois. Nous savons de manière presque certaine que la bataille finale sera livrée à un gouvernement d'ex-socialistes; cependant notre tâche n'est pas de faciliter leur arrivée au pouvoir mais au contraire de préparer le prolétariat à les accueillir d'emblée par une déclaration de guerre, au lieu d'y voir la promesse d'une trêve dans la lutte de classe et le début d'une solution pacifique des problèmes de la révolution. Cela ne pourra se réaliser qu'à la condition d'avoir dénoncé à l'avance aux masses le mouvement social-démocrate, ses méthodes, ses desseins - et ce serait donc une erreur colossale que d'apparaître consentir à une tentative d'expérience social-démocrate. Pour toutes ces raisons nous disons que la tactique révolutionnaire doit être fondée sur les expériences internationales et pas seulement nationales, et que, grâce au travail infatigable des partis de l'Internationale Communiste, le martyr des prolétariats de Hongrie, de Finlande et d'autres pays doit suffire à épargner au prolétariat d'occident la nécessité d'apprendre de ses propres yeux, au prix de son propre sang ce qu'est la fonction de la social-démocratie dans l'histoire. Celle-ci suivra inévitablement sa propre voie, mais les communistes doivent se proposer de la lui barrer le plus tôt possible, et avant qu'elle ait réussi à planter le poignard de la trahison dans les reins du prolétariat.

La bataille communiste pour le Congrès de la Confédération du travail («Il Comunista», n° 4, 10/12/1921)

Le congrès de la Confédération Générale du Travail, qui est de la plus grande importance pour le travail entrepris par le Parti communiste dans les rangs du prolétariat italien, se rapproche. Malheureusement la très courte période de temps qui le sépare du récent congrès de Livourne, qui a évidemment occupé l'essentiel de l'activité des communistes, a empêché une préparation adéquate à la bataille

difficile qui va se dérouler dans la même ville et dans le même théâtre.

Cependant, conforté par l'accord de très nombreux militants et organisations, un groupe actif d'organisateur membres du parti communiste travaille déjà à regrouper, sur la base de mots d'ordres clairs et d'orientations solides, les forces syndicales qui sont sur la plate-forme communiste, pour livrer une bataille

acharnée contre le réformisme confédéral dominant et aussi contre le comportement tortueux des anciens maximalistes d'hier, aujourd'hui réunis sous la bannière unitaire du PSI autour de la politique contre-révolutionnaire des D'Aragona.

Bien entendu, le journal du parti communiste, ainsi que toute la presse communiste, contribueront largement à la préparation et à la polémique

concernant le congrès syndical; nous avons déjà consacré différents articles à cet important sujet.

Aujourd'hui, nous voulons exposer les positions de principe et de tactique des communistes sur les différentes questions de politique syndicale qui seront traitées par le congrès, et autour desquelles l'opposition entre la droite et la gauche se manifesterà de la manière la plus tranchée .

Il y a une question préalable. Comme on le sait, les statuts de la Confédération, selon la caractéristique des grandes organisations dominées par la pratique minimaliste dans tous les pays, sont ainsi faits qu'ils garantissent à priori la majorité pour tous les votes à la petite clique des dirigeants, c'est à dire des permanents des organisations les plus fortes et les plus nombreuses. En premier lieu, il y a la question bien connue du double vote, celui des Chambres du Travail et celui des Fédérations de métiers; et surtout, sans vouloir entrer ici dans les détails de la question, il y a l'habitude enracinée depuis longtemps de désigner comme représentants des différentes organisations leurs permanents, sans que les adhérents soient au préalable le moins du monde consultés sur les questions où ceux-ci voteront en leur nom.

La conséquence de cette situation est qu'il aurait fallu laisser le temps et la possibilité aux communistes de faire campagne pour attirer l'attention des masses sur les tâches du congrès confédéral, pour obtenir d'elles qu'elle réclament d'être informées et de donner leur délégation à ceux qui respectent le mieux les opinions et les perspectives de la majorité de chaque organisation après une consultation adéquate. Ce résultat ne pourra donc être obtenu que partiellement; alors qu'il est certain que les positions communistes sont victorieuses dès qu'il y a un débat sérieux et complet, on peut facilement prévoir que la plus grande part des votes sera jetée sur la balance par les petits chefs habituels des grandes organisations, et surtout de certaines fédérations de métiers, qui ne se sont pas souciées le moins du monde de demander leur avis à ceux qu'ils vont représenter.

La réforme des Statuts ne pourra, au mieux, qu'être la conséquence d'une des dernières décisions du congrès, et les votes ne pourront donc se faire que suivant les modalités actuelles.

Mais laissons tout cela de côté et venons en aux questions qui vont être traitées par le congrès.

En premier lieu le congrès du prolétariat italien organisé, qui se tient sept bonnes années après le précédent, devra examiner et juger le travail effectué par la Confédération pendant une période de temps aussi longue et d'une importance historique aussi grande, en passant au crible de sa critique l'orientation politique et syndicale suivie face aux différents événements. C'est une discussion que les communistes mèneront à fond et sur laquelle, évidemment, ils présenteront une motion de désaccord total avec l'orientation politique et syndicale, théorique et pratique, suivie constamment par les réformistes qui dirigent la Confédération, et donc de désapprobation et de rejet de leur action. Les représentants de la tendance communiste devront faire une critique complète de cette action pendant et après la guerre, à travers les épisodes les plus importants de la lutte de classe en Italie; ils montreront que la Confédération générale du travail doit être rangée parmi ces grandes organisations économiques prolétariennes démesurément grossies après la guerre qui font à merveille le jeu contre-révolutionnaire de la bourgeoisie, à cause de leur structure pourrie, et parce qu'elles sont aux mains d'individus et de groupes représentant politiquement les doctrines, les tendances réformistes, collaborationnistes, social-démocrates.

Il faudra le démontrer en rappelant le comportement de la Confédération avant guerre, quand, manifestant d'énormes réticences envers l'attitude intransigeante du parti, elle maintenait des contacts y compris électoraux avec des individus et des partis adverses, y compris avec des renégats du socialisme; quand elle brisait ou étouffait tout mouvement qui tendait à dépasser l'interminable voie de la conquête des habituelles petites améliorations, en usant et en abusant des contacts et des accords avec tous les organes de l'état bourgeois pour obtenir des concessions; durant la guerre, quand elle feignait de soutenir les positions neutralistes du parti socialiste, alors qu'en réalité elle appuyait de toutes ses forces l'aile droite qui jetait constamment des bâtons dans les roues des opposants à la guerre; quand, ne dissimulant pas son social-patriotisme que seules des conditions particulières rendirent différent de celui

d'autres pays, elle, la Confédération, menait un travail pratique de collaboration avec la bourgeoisie dans ses exigences internes de guerre, en participant aux comités d'organisation civile et de mobilisation industrielle; après la guerre, quand elle se rangea ouvertement contre les orientations de la révolution russe et de la Troisième Internationale, acceptant le fameux pacte d'alliance avec le parti, mais seulement pour fonctionner en réalité comme un autre parti, grâce à la complicité de la représentation parlementaire du prolétariat, en opposant son programme politique, sa propagande politique au programme et à la propagande maximalistes; jouant avec ses alliés maximalistes la comédie habile de faire semblant de les suivre de manière disciplinée tout en sabotant leurs actions par son obstructionnisme obstiné, et leur chantant sur tous les tons leurs déficiences et leurs échecs, pour arriver ainsi au résultat brillant - pour la contre-révolution - que nombre de ces maximalistes de la première heure, convaincus que les orientations qu'ils avaient embrassées dans un premier élan ont échoué, refluent aujourd'hui précipitamment à droite. En réalité ce ne sont pas ces orientations mais la pratique réformiste et social-démocrate décennale qui a été suivie par le prolétariat italien dans l'après-guerre, et c'est cette pratique qui a échoué, c'est à dire qui s'est révélée contre-révolutionnaire.

Tout cela doit être et sera dit avec la clarté de la critique marxiste, de manière à arriver jusqu'à la rude âme prolétarienne, en se servant largement de ce qu'ont dit et écrit à mille occasions beaucoup de ceux qui aujourd'hui sont aux côtés des chefs confédéraux et qui les défendront comme représentants de leur parti - de ce parti qui est finalement prisonnier du réformisme syndical et parlementaire -, mais sans que le prolétariat soit tombé dans le piège, grâce au travail et à la bataille des communistes pour le tirer de l'ornière et du danger.

Passant du jugement sur l'action passée au programme d'action pour le futur, le congrès confédéral traitera, outre diverses questions mineures, deux grands problèmes politiques liés entre eux: les rapports internationaux et le rapport avec le parti socialiste.

Sur ces questions la tâche des camarades de notre parti sera d'exposer de manière complète et efficace ce que sont les méthodes syndicales pro-

posées par les communistes. Le parti communiste d'Italie a une vision claire et unanime de ces problèmes parce que d'une part, il se place sur le terrain marxiste de l'analyse de la question syndicale, et que de l'autre il accepte non seulement par discipline mais aussi par intime conviction les solutions définies par le IIe Congrès de la Troisième Internationale. En effet, si, tout en reconnaissant la discipline inconditionnelle aux décisions du Congrès, les éléments qui constituent aujourd'hui notre parti ont pris des positions différentes sur d'autres questions examinées, sur la question syndicale l'accord était complet: il n'existait et il n'existe pas dans le mouvement communiste italien de tendance en opposition aux positions syndicales des thèses de Moscou - à la différence de ce qui se passe dans de nombreux pays, notamment en Allemagne. Nous nous trouvons donc dans les meilleures conditions pour appliquer consciemment et de façon impeccable les directives de l'Internationale Communiste dans un grand congrès syndical, chose qui aura de grandes répercussions dans les rangs du mouvement prolétarien international, et qui contribuera à la solution des problèmes liés à la constitution de la Troisième Internationale syndicale.

Nous nous réservons de revenir en détail sur ces intéressantes questions et de publier largement les résultats des études qu'ont entreprises à ce propos, avec l'accord du parti, les camarades chargés de la préparation communiste du congrès confédéral. Pour l'instant nous en exposons une brève synthèse.

La méthode marxiste définit les rapports entre syndicats et parti de la façon suivante: le parti politique révolutionnaire, de classe, qui comprend les éléments les plus conscients et les mieux formés idéologiquement et matériellement, doit diriger dans toute l'action révolutionnaire les syndicats ouvriers, où se retrouvent des masses bien plus vastes et préparées à des formes de lutte moins avancées. Pour mener à bien cette tâche, le parti, qui attire dans ses rangs les prolétaires au fur et à mesure qu'ils deviennent mûrs pour la lutte révolutionnaire, doit avoir une stricte homogénéité programmatique et une absolue intransigeance de méthode. Le syndicat ne peut pas se substituer au parti et mener à lui seul la lutte révolutionnaire prolétarienne; mais d'autre part, pour effectuer sa préparation, le parti a besoin que les

syndicats existent et qu'ils comprennent la plus grande masse prolétarienne possible, au sein de laquelle il peut et doit mener son travail.

La réaction au fait historique constitué par la dégénérescence du mouvement prolétarien et de la chute des partis et des syndicats aux mains d'éléments petit-bourgeois social-pacifistes, a conduit à la reconstitution du mouvement révolutionnaire dans la Troisième Internationale, en brisant les vieux partis pour donner naissance à des partis communistes constitués sur la base du programme et de l'action révolutionnaires, mais pas en brisant les syndicats. Une fois résolu le problème de la constitution du parti communiste, la lutte contre le réformisme dans les syndicats doit être menée en leur sein, sur la base du contrôle étroit par le parti politique de l'action de tous les adhérents et de toutes les organisations communistes, au moyen de groupes communistes constitués dans tous les syndicats, avec l'objectif de renverser les chefs et de gagner au parti l'adhésion des syndicats et leur direction totale, grâce à cette discipline systématique et non au moyen de pactes d'alliances spéciaux fondés sur la parité des droits entre syndicats et parti, concept qui est entièrement social-démocrate.

En aucun cas, même dans le cas où la Confédération tomberait en des mains encore pires que celles actuelles, les propositions des communistes pour le congrès confédéral ne tendent et ne peuvent tendre à la scinder en deux organisations, dans le but d'avoir immédiatement une organisation syndicale dépendant du parti. C'est uniquement pour des raisons de basse polémique que les réformistes et les unitaires nous attribuent l'intention de vouloir scinder la Confédération, ce qui serait contraire à toutes nos positions théoriques et tactiques et aux thèses de Moscou. Nous resterons, mais nous resterons justement parce que c'est selon nous la meilleure méthode pour abattre le réformisme, pour vaincre les contre-révolutionnaires qui dirigent aujourd'hui les organisations du prolétariat italien, avec la complicité de tant d'anciens maximalistes. C'est une méthode [il manque l'adjectif qualificatif: «défaitiste»? - NdIR] que celle de s'éloigner des masses, en laissant les réformistes libres de mieux les asservir à leur politique.

L'organisation internationale syndicale qui vit au flanc de la Secon-

de Internationale politique a trahi tout autant que cette dernière, et elle a été dispersée par les événements. On peut même affirmer que son naufrage dans les bas-fonds de la collaboration bourgeoise a été encore plus honteux. Toutefois, alors que la Seconde Internationale est définitivement battue, et que l'on peut considérer qu'elle n'existe plus face à la vigueur de la Troisième Internationale communiste, les éléments social-démocrates qui sont la longue-main de la bourgeoisie espèrent encore se maintenir sur le terrain syndical; avec le Bureau et le Secrétariat d'Amsterdam, ils ont organisé une Internationale Syndicale asservie au réformisme et à la politique bourgeoise réactionnaire de la Société des Nations.

L'Internationale communiste a depuis longtemps entrepris d'arracher la direction du mouvement économique prolétarien à cette organisation contre-révolutionnaire par la constitution d'un Conseil International des syndicats rouges, strictement lié aux organes centraux de l'Internationale politique. Selon la convention par laquelle ce Conseil s'est constitué à Moscou ainsi que selon les décisions prises à ce sujet par le Congrès de l'Internationale, adhérent à cette organisation internationale les confédérations syndicales nationales qui ont une direction communiste et qui sont partisans de la dictature prolétarienne et de la révolution soviétiste - et y adhèrent aussi les minorités communistes des organisations syndicales nationales dirigées par les sociaux-démocrates. Alors que, pour les raisons tactiques générales que nous avons exposées, ces minorités ne doivent pas sortir de leurs organisations nationales respectives, les confédérations nationales gagnées par les communistes doivent rompre avec Amsterdam lorsqu'elles adhèrent à Moscou.

Du côté des réformistes confédéraux italiens, et des divers Serrati qui leur prêtent la main, on tente de brouiller les cartes en soutenant la possibilité d'adhérer à Moscou et à Amsterdam simultanément; ce n'est là qu'une manoeuvre grossière que nous démystifierons si nécessaire en reproduisant tous les documents déjà parus dans notre presse y compris avant le congrès de Livourne. Il faut poser nettement aux travailleurs italiens l'alternative: ou avec Amsterdam, ou avec Moscou. Il faut montrer l'absurdité de l'insidieuse supposition que, soit au

prochain congrès international des syndicats rouges, soit au troisième congrès de l'Internationale, il serait possible de tourner ces décisions, pour prendre en considération les dirigeants politiques et syndicaux italiens dépassés.

Si, comme c'est probable, la majorité se prononce pour Amsterdam, la minorité communiste de la Confédération devra se donner une organisation propre, pour poursuivre le travail de l'intérieur de la confédération, et pour intervenir avec tout le bagage de son programme nettement communiste à la réunion internationale des syndicats rouges.

Quant à ce qui concerne les rapports avec le parti politique prolétarien, il est évident que les communistes devront proposer le retrait de l'adhésion au Parti socialiste, et, comme conséquence logique de la proposition d'adhésion à Moscou, l'adhésion au Parti communiste d'Italie, section de l'Internationale Communiste.

Il n'y a pas et il ne peut y avoir de solution intermédiaire. Les communistes qui sont dans la Confédération se compteront sur la proposition d'adhésion à leur parti; ils ne prendront aucunement en compte toute autre proposition ou

expédient.

Le problème des rapports avec le parti est parallèle à celui des rapports avec l'Internationale. Ou avec le Parti Communiste d'Italie et la Troisième Internationale, ou avec le parti socialiste réformiste-unitaire et l'Internationale jaune d'Amsterdam. Même si le Congrès répond par la seconde proposition, nous continuerons la lutte, certains que les masses sont avec Moscou, sont avec nous, sont pour la lutte à fond contre les manœuvres contre-révolutionnaires du réformisme; avec elles et avec Moscou, la victoire sourira à notre drapeau.

Le problème du pouvoir («Il Comunista» n° 5, 13/11/1921)

Le processus qui a vu la conversion du mouvement politique prolétarien en Italie aux positions de principe et de tactique communistes, avec les épisodes connus qui l'ont caractérisé jusqu'à la récente scission minoritaire des communistes d'un parti déjà membre de la Troisième Internationale et qui déclarait adhérer dans sa grande majorité à ces principes et ces méthodes, ce processus avec toutes ses ruptures a donné l'occasion aux adversaires du communisme de dresser des obstacles à la formation d'une authentique conscience et d'une véritable formation révolutionnaire, par leur habile politique mais surtout par la simple critique théorique visant à réfuter les affirmations communistes trop légèrement formulées et défendues initialement. Nous avons déjà dit que le Parti Communiste, poursuivant aujourd'hui de manière organique le travail fécond des courants véritablement communistes nés dans le vieux parti, a avant tout la tâche de rétablir les claires positions de principe qui différencient nettement les communistes des autres écoles socialistes traditionnelles, afin de créer cette incompatibilité, cette opposition de positions et d'actions qui ont partout rassemblé les partis communistes contre les restes des vieux partis de la Deuxième Internationale.

C'est en vain que sur cet abîme, qui semble encore aujourd'hui essentiellement théorique mais qui devient chaque jour davantage une

opposition violente et implacable dans l'action, certains ont tenté de jeter l'illusoire passerelle de l'unité, pont fragile et trompeur qui aurait conduit le prolétariat, s'il s'y était engagé, dans le gouffre de la contre-révolution.

Les conséquences de la guerre et les événements des pays où celle-ci ont d'abord déterminé des convulsions révolutionnaires, ont clarifié le problème de l'émancipation de la classe prolétarienne, en remettant en évidence la géniale solution donnée par le marxisme, et en provoquant une violente polémique, prélude partout d'une lutte sans pitié, y compris les armes à la main, entre les partisans de la méthode révolutionnaire devenue patrimoine de l'Internationale Communiste, et les vieux socialistes restés sur le terrain de la dégénérescence réformiste des positions marxistes.

Le point central de la différence entre ces deux méthodes est la façon de considérer le problème du pouvoir dans les rapports entre les classes, dans le développement qui doit conduire de la domination actuelle de la classe bourgeoise à la victoire définitive du prolétariat.

Les sociaux-démocrates, qui s'efforcent de revendiquer leur lien avec les racines du marxisme, font semblant d'en accepter certaines des positions fondamentales, quand ils affirment être socialistes et expliquent que pour avoir droit à ce qualificatif il suffit, selon eux, d'accepter les critè-

res de la collectivisation économique et de la nécessité que le prolétariat, en vue de cette réalisation, parvienne à s'emparer du pouvoir politique, aujourd'hui détenu par la classe capitaliste. A partir de là commencerait une divergence secondaire d'école et de tendance. Il est de la plus haute importance de démontrer au contraire que de la position prise par rapport à des questions qui semblent se poser logiquement après la prise du pouvoir, par rapport à la manière précise et concrète de comprendre le passage du pouvoir politique de la bourgeoisie au prolétariat, naissent des différences profondes. Ces divergences révèlent l'opposition de principe entre ceux qui suivent la pensée marxiste sans reculer devant ses conséquences extrêmes, et ceux qui la défigurent au point d'en arriver à des conclusions qui démontrent chez eux une mentalité parfaitement anti-révolutionnaire et bourgeoise, prélude à une alliance de fait avec la bourgeoisie lorsque le communisme passe du terrain de la critique à celui de la préparation de l'action décisive.

Il est évident que l'état bourgeois actuel est le protecteur des intérêts et des privilèges capitalistes, et que l'état prolétarien de demain devra être au contraire l'artisan de la démolition des privilèges économiques du capitalisme et le constructeur de l'économie collective, c'est à dire des bases d'une société sans division de classe et sans Etat. Mais affirmer

l'adhésion à ces thèses théoriques du marxisme ne suffit pas: même Turati affirmait s'y rattacher dans son discours de Livourne. Pour pouvoir résoudre les problèmes posés par la crise qui conduira de l'un à l'autre, et établir les orientations tactiques vitales qui guideront l'action du prolétariat, il faut savoir quels sont les caractères de l'Etat prolétarien qui le différencient de l'Etat actuel.

Sur ce point, l'Internationale Communiste, forte d'expériences décisives et de confirmations de l'histoire vivante, et conformément aux travaux irréfutables et à la brillante documentation de Lénine dans sa puissante critique de l'Etat dans la transition révolutionnaire, a émis des thèses qui confirment de manière éclatante l'attitude prise à ce sujet par Karl Marx et Friedrich Engels. L'Etat prolétarien ne pourra conserver ni le système de représentation électorale actuelle, ni son appareil, sa structure exécutive et fonctionnelle, bureaucratique, juridique, policière et militaire. Cela ne signifie pas - nous le disons tout de suite - que l'Etat prolétarien n'aura pas ses représentations électives et ses mécanismes exécutifs avec des fonctionnaires, des tribunaux, une police et une armée. Cela signifie que ce nouvel appareil sera totalement différent de l'ancien, parce qu'il n'aura pas besoin de la distinction existant dans l'Etat bourgeois entre l'appareil représentatif et exécutif, mais surtout en raison des différences fondamentales de structure qui découlent de l'opposition entre les buts historiques à accomplir, que les révolutions prolétariennes, depuis la glorieuse tentative de la Commune de Paris jusqu'au triomphe de la République russe des Soviets, ont mis en lumière de manière irréfutable.

Les soi-disant socialistes qui ne comprennent pas que les institutions de l'Etat bourgeois - parlement, conseils communaux et provinciaux - ne peuvent être le système de représentation de l'Etat prolétarien, ne comprennent rien du contenu central du marxisme: la critique de la démocratie. Ils ne comprennent pas que le principe démocratique fondamental de donner des droits électoraux égaux aux citoyens de toutes les classes est né avec la bourgeoisie et doit mourir avec elle, dans la mesure où son fonctionnement équivaut à la garantie que le pouvoir reste aux mains de la classe capitaliste. Nous ne voulons pas répéter les arguments théoriques de cette démonstration, mais seulement rappeler

que dans la période de convulsions actuelles dans laquelle sont nés des gouvernements de toute sorte, non seulement il n'y a pas d'exemple d'un gouvernement socialiste basé sur la démocratie parlementaire qui prenne en charge la démolition des privilèges bourgeois, mais que des gouvernements de ce type qui existent dans quelques pays sont les plus féroces complices de la bourgeoisie tant nationale qu'extérieure et sont les agents de la pire réaction contre-révolutionnaire.

Précisément parce qu'il ne cherche pas à conserver les rapports d'exploitation d'une classe sur une autre, mais qu'il fait peser sur la bourgeoisie la volonté organisative du prolétariat dans le but de la supprimer le plus rapidement possible et laisser la place à la société sans classes, l'Etat prolétarien doit dès le début nier à la bourgeoisie, dont la fonction économique ne peut être supprimée instantanément, toute forme de droits et d'activité politique.

L'histoire a démontré que la seule forme possible de pouvoir prolétarien est celle qui a pour organe de représentation non pas le parlement et les autres institutions démocratiques, mais les conseils élus par les seuls membres de la classe prolétarienne. On n'arrive à cette forme de pouvoir, à la dictature prolétarienne, en utilisant la démocratie mais en la détruisant.

C'est un point fondamental d'opposition entre les communistes et les sociaux-démocrates, qui pensent marcher au pouvoir dans et avec les parlements. La différence, la contradiction sont strictement liées à la manière de considérer la machine exécutive de l'Etat bourgeois. En effet, toute changement parlementaire de pouvoir, même s'il s'accompagne apparemment de changements de certaines formes constitutionnelles, se résumerait à un changement de ministres, c'est à dire au remplacement de ceux qui au fond influent le moins sur la «routine» du fonctionnement de tout l'appareil d'état. Alors que les communistes se proposent de construire une nouvelle machine de pouvoir fonctionnant totalement à l'opposé de la machine d'Etat bourgeois, les sociaux-démocrates présentent au prolétariat la possibilité de prendre la machine actuelle par la méthode parlementaire, c'est à dire de manière pacifiste et légaliste, et de s'en servir pour les objectifs révolutionnaires de l'expropriation de la bourgeoisie.

Il y a donc deux conceptions diamétralement opposées de la prise du pouvoir par le prolétariat. Même les d'Aragona et les Baldesi se disent pour la **prise du pouvoir**, et ils prétendent avoir abandonné la vieille position réformiste qui consiste à accepter une partie du pouvoir sous la forme d'une représentation socialiste dans un ministère bourgeois. En présentant cela comme l'acceptation des thèses communistes, les communistes unitaires démontrent en réalité qu'ils ne sont pas sur le véritable terrain du communisme. En effet le problème n'est pas dans l'affirmation formelle d'**aller au pouvoir** mais dans le fait de reconnaître ou de ne pas reconnaître l'affirmation communiste fondamentale que **le pouvoir d'Etat reste en fait dans les mains de la bourgeoisie tant qu'existent les institutions parlementaires et exécutives de l'Etat actuel**. Puisqu'une majorité parlementaire et un ministère socialiste ne pourront jamais supprimer le Parlement qui les aura élevés à la direction de l'Etat; puisque même s'il n'était pas évident que cette position soit absurde, il est encore plus évident que ils ne pourraient pas imposer à la machine exécutive un rôle et une fonction différente de celles qui sont dans sa nature, et encore moins l'abattre, puisque c'est précisément elle qui constitue la force organisée de l'Etat qui devrait être à leur disposition pour la réalisation de leurs objectifs; cette marche au pouvoir ne constituerait qu'une illusion dont nous verrons les conséquences pour le prolétariat une autre fois. Entre ce programme et celui des communistes il y a une contradiction telle que tout moyen terme est impossible à envisager. Certains que le prolétariat dans son avancée construira ses propres organes de gouvernement ou retombera sous la domination bourgeoise, certains que sur ce chemin le prolétariat affrontera l'obstacle des forces organisées et armées de l'Etat bourgeois qui n'ont pas comme but la défense d'une liberté constitutionnelle qui pourrait aujourd'hui donner raison à la conservation bourgeoise et demain à la révolution prolétarienne, mais la protection, y compris par la force et avec la trique, du régime capitaliste; les communistes disent au prolétariat que sur la voie de son émancipation se trouve la nécessité de la lutte armée contre le système étatique bourgeois, que la prise du pouvoir par la classe laborieuse ne devient effective que

par la destruction du parlement, de la bureaucratie, de la police, de l'armée bourgeoise, et que donc la lutte doit être entreprise en sachant bien que la force armée sera le moyen décisif indispensable pour triompher.

Le prolétariat doit donc y être préparé: idéologiquement en détruisant les préjugés bourgeois si chers aux sociaux-démocrates sur la possibilité de la victoire prolétarienne par les voies légales; matériellement en organisant l'action violente prolétarienne qui se développe spontanément dans la période actuelle et non en la condamnant et en

la déplorant comme le font à chaque pas les sociaux-démocrates et semi-sociaux-démocrates.

La distinction est donc extrêmement claire: toute confusion entre les deux méthodes est impossible en dépit de tous les efforts du centrisme italien qui fait mine de représenter la gauche du parti socialiste et qui est pour la cause révolutionnaire plus dangereux que la droite elle-même. Aller au pouvoir, prendre le pouvoir, conquérir le pouvoir politique, mais comment? Pas par la voie parlementaire, pas par des actions pacifiques, qui ne

peuvent aboutir qu'à un changement d'étiquette du système d'oppression et de l'Etat bourgeois; mais dans le but de démolir le système de représentation démocratique et l'appareil gouvernemental actuel, avec le seul moyen qui soit adéquat, celui de l'action violente révolutionnaire des masses. Ne sont communistes, ne sont avec l'Internationale de Moscou, que ceux qui soutiennent ce programme et démontrent qu'ils travaillent effectivement pour lui. Tous les autres, du plus à gauche au plus à droite, ne sont que les complices et les laquais de la classe dominante.

La marche au pouvoir («Il Comunista» n° 6, 17/12/1921)

Quand, en réponse aux grandes nouvelles arrivant de Russie, les thèses fondamentales de la pensée marxiste révolutionnaire - avec lesquels, il faut y insister, la gauche anti-révionniste de la Seconde Internationale n'avait jamais perdu le contact, au moins sur le plan de la théorie - furent mises en évidence dans tout le mouvement prolétarien mondial, c'est alors que se posa le problème: accepter ou non la conquête violente du pouvoir, la dictature prolétarienne, la destruction du mécanisme parlementaire et son remplacement par le système des conseils ouvriers. Dans un premier temps, si nous pensons à l'Italie, les adhésions à ces positions se firent tout simplement en avalanche. Mais à la suite d'une série de causes sociales et historiques, commencèrent les doutes et les hésitations, les interprétations personnelles et tendancieuses des points cardinaux des méthodes de l'Internationale renaissante. Ce premier incendie d'enthousiasme s'est désormais révéilé par ses conséquences avoir été tout sauf utile; alors qu'au même moment commençait la construction, plus laborieuse mais plus efficace, d'une véritable conscience de la méthode communiste au sein des groupes organisés aujourd'hui dans notre parti.

Il s'agit maintenant de considérer sérieusement ce qu'il faut comprendre par l'acceptation de la méthode communiste. Cela a été le

problème central qui s'est présenté en Italie et qui a été résolu à Livourne; alors que la solution sur le terrain de l'organisation du parti n'exclut pas la nécessité de clarifications face à toute la campagne anticommuniste consistant en déclarations journalières de foi communiste de la part de ceux qui sont désormais hors du communisme, du point de vue du militantisme comme de celui de la doctrine, et soutenue par les habiles critiques de la part des éléments qui étaient restés à droite même dans la période d'ivresse et qui tentent d'exploiter la liquidation de cette période comme la défaite de la théorie et de la pratique de la Troisième Internationale.

Tout d'abord, on ne peut pas considérer comme étant une adhésion à la méthode communiste, le fait de l'approuver... quand elle est appliquée en Russie, ce qui se réalise indépendamment de l'opinion et de l'autorisation des communistes actuels; ou la déclaration de reconnaissance du droit du prolétariat russe à se doter du régime soviétiste, droit à la protection duquel pourvoient magnifiquement les fusils et les canons de l'armée rouge.

N'est pas non plus communiste celui qui admet la violence, la dictature, les soviets comme des formes et des aspects possibles du développement révolutionnaire, qui daigne renoncer à les condamner absolument comme une dégénérescence anti-socialiste, et qui se risque à ne pas

exclure qu'ils puissent être dans certains cas et dans certains pays une nécessité, pour lui déplorable.

La valeur et la vigueur de ces thèses marxistes résident dans leurs caractères généraux, dans la forme unique sous lesquelles elles ont été formulées, quand elles affirment, comme dans les écrits théoriques de Marx et Engels et dans les thèses de la Troisième Internationale, que la seule voie pour réaliser l'émancipation du prolétariat, la seule qui peut mener du pouvoir de la bourgeoisie au pouvoir réel du prolétariat, est la voie de la lutte violente et de la dictature. Dogmatisme? Schématisme? Ignorance des aspects multiformes que peut prendre dans le temps et dans l'espace, suivant mille raisons particulières, le développement de l'histoire? Non, mais conclusion d'un vaste et formidable examen qui sur la base d'innombrables éléments de doctrine et d'expériences dans l'action, par le travail non d'un homme mais d'une classe et de son mouvement de critique et de bataille, arrive à établir qu'il existe des uniformités fondamentales dans l'évolution historique qui permettent à une classe luttant internationalement pour un problème posé toujours plus universellement - la fin du régime capitaliste - d'en prendre conscience et d'en faire le guide de son action. Si on ne croit pas à ces uniformités, sans comprendre non plus que l'universalité de ces positions n'exclut pas l'étude de chaque problème

de détail dans ses aspects les plus variés, et la résolution de chaque situation de fait avec des moyens multiples et adéquats, mais sans jamais contredire le cadre général de la critique et de la tactique; si on nie cela, il ne reste plus qu'à passer dans les rangs de l'éclectisme sceptique de la bourgeoisie décadente, ce que font d'abord en pensée puis ensuite en pratique les contradicteurs des thèses communistes.

Il existe l'antithèse à la position communiste, et on pourrait l'appeler la position social-démocrate pure. Nous ne voulons pas parler de l'école qui affirme, en dépit de la situation laissée par la guerre, que le capitalisme doit encore connaître développement régulier, que la classe bourgeoise doit encore rester à la direction de la société et conserver le pouvoir. Nous ne voulons pas parler non plus de ceux qui acceptent aujourd'hui encore la participation de représentants de partis prolétariens aux ministères bourgeois. En adoptant l'expression d'école social-démocrate pure, nous voulons nous référer à ceux qui soutiennent que le prolétariat doit - ou simplement peut - accéder au pouvoir sans une lutte violente, sans briser le système parlementaire et la machine exécutive de l'Etat bourgeois, et exercer le pouvoir par la suppression du capitalisme sans dictature et sans le système des conseils ouvriers.

Certains soutiennent que le prolétariat doit éviter tout cela, et que la voie soutenue par les communistes est en contradiction avec... le socialisme. Il n'y a pas besoin de beaucoup de phrases pour montrer que ceux qui voient une contradiction entre leur socialisme et la violence, la dictature,

etc., suivent un socialisme qui n'a rien de commun avec le marxisme et qu'ils ont trouvé dans quelque secte évangélique ou dans les Congrès pour la paix, dans le bric-à-brac donc de la pensée bourgeoise.

Mais même la simple illusion que, dans certaines conditions historiques, la question du passage du pouvoir au prolétariat puisse se résoudre sans ces conditions révolutionnaires, n'est pas une altération tendancielle innocente du marxisme, mais signifie sa négation de principe. Pour qu'on puisse envisager un tel processus, il faudrait que l'adaptation de la structure législative et exécutive de l'Etat tel qu'il est aujourd'hui constitué aux exigences de l'expropriation du capitalisme soit possible. Or cette expropriation implique la destruction de la constitution légale de l'Etat bourgeois. La représentation électorale parlementaire n'a théoriquement pas cette possibilité. Ce n'est pas une question abstraite, car traduite en pratique elle signifie ceci: un ministère élu par le parlement peut compter sur les forces de l'Exécutif pour réaliser son programme dans la mesure où il ne sort pas de la légalité bourgeoise, c'est à dire de la conservation du privilège capitaliste.

Le jour ou le gouvernement sort de cette limite, l'armée, la police et la bureaucratie ne le suivent plus, et le renversent sans aucun doute s'il insiste. Et ils le font non parce que du point de vue juridique leur situation, leurs serments de fonctionnaires de l'Etat bourgeois de respecter et faire respecter la constitution le leur imposent, mais parce que dans la réalité matérielle leur structure constitue l'engrenage d'une machine construite pour le capitalisme, lubrifiée et dirigée par la classe

bourgeoise, et qui n'abandonnera pas celle-ci avant d'avoir jeté sur le plateau de la balance tout le poids de sa force armée organisée. Cette voie social-démocrate pure n'est donc pas impossible; mais il est impossible qu'elle conduise à l'exercice du pouvoir par le prolétariat, pour la destruction du capitalisme. A un certain moment la nécessité de briser violemment la machine d'Etat, ce qui ne peut se faire sans violence matérielle, armée, organisée, se présentera de manière implacable. Nous verrons les conséquences d'une telle situation de nécessité imprévue de la lutte violente, et comment cette situation se résoud par l'alliance entre sociaux-démocrates et bourgeois. Pour l'instant nous avons établi que cette conception social-démocrate renferme une incompréhension de la fonction de l'Etat qui se trouve dans la doctrine communiste marxiste. Donc même quand elle agite la formule de la **marche au le pouvoir** du prolétariat, elle reste étrangère et opposée au marxisme, séparée de nous par un abîme. Il faut l'expliquer comme une filiation théorique de la pensée bourgeoise puisqu'elle abandonne la ligne marxiste, écrasée par les préjugés démocratiques bourgeois dont la démolition est une donnée établie dans le système marxiste.

Une fois établi que ce pur social-démocratie est une pure école théorique bourgeoise, ce qui étaye la prévision que ses représentants travaillent pour la bourgeoisie, nous examinerons, par la méthode marxiste et ses antithèses, les tentatives d'élaborer d'autres solutions intermédiaires, encore plus équivoques et pernicieuses.

L'usage de la violence

(«Il Comunista» n° 7, 24/12/1921)

Dans mes précédents articles concernant le problème de la marche au pouvoir, je me suis proposé, avec la continuité de développement compatible avec la périodicité d'un journal, de remettre à leur place les différences de principes qui séparent les communistes des partisans de l'école traditionnelle social-démocrate. Ce n'est donc pas encore la critique de la tactique social-démocrate et de son

nécessaire développement jusqu'à l'action contre-révolutionnaire ouverte, position que je n'ai fait qu'effleurer et qui mérite un examen plus vaste; c'est seulement pour l'instant la démonstration que la méthode communiste a un contenu propre, si bien défini qu'il ne peut pas être nuancé, accepté en partie, être soumis à une critique qui révélerait et démontrerait son adaptabilité, et diminuerait ainsi

sa distance d'avec les vieilles illusions social-démocrates. Pour cela, j'ai exposé la contradiction entre les positions social-démocrate et communiste, en relevant que le point de départ commun, c'est-à-dire la prise du pouvoir par le prolétariat, ne l'était qu'en apparence: en réalité elles se divisent sur l'importante question de la nécessité ou non de briser la machine d'Etat bourgeoise pour rendre possible le

pouvoir prolétarien destructeur de l'économie bourgeoise. Quand un social-démocrate me dit: l'Etat tel qu'il est constitué aujourd'hui (c'est à dire avec son parlement et son appareil exécutif) peut être conquis et orienté vers les buts de classe du prolétariat, ce qui revient à dire: on peut atteindre cet objectif sans action violente et armée, quand il s'exprime ainsi, peu m'importe qu'il se réclame du marxisme en acceptant en parole les concepts de lutte de classe, d'intransigeance, de marche vers le pouvoir sans participation bourgeoise. Il ne comprend rien au système marxiste, parce qu'il n'a pas assimilé la critique de la démocratie et de l'Etat dans les rapports entre les classes; il n'a pas appris de Marx ni de l'histoire ultérieure qu'une structure étatique particulière naît et meurt en tant qu'instrument d'une classe portée au pouvoir par le développement des moyens de production; que la classe capitaliste bourgeoise possède cet instrument historique dans l'Etat parlementaire moderne, qui existe dans tous les pays qui ont conquis les délices du régime démocratique avec son attirail de bureaucratie, d'armée, de justice de classe. Ce social-démocrate ne voit pas non plus que, lorsque la maturation des rapports économiques la pousse, la bourgeoisie doit, pour assurer la direction de la société, noyer dans le sang et la terreur les vieilles institutions, les personnes, les castes qui y dominaient.

Il accepte la position idiote et spécifiquement bourgeoise selon laquelle la nécessité de l'utilisation de la violence et de la guerre civile et des révolutions s'est historiquement terminée avec la violence légitime de la révolution démocratique, celle-ci ayant ouvert l'ère des luttes civiles pacifiques et électorales. Position bourgeoise car c'est la traduction en langage démagogique de la conception selon laquelle la violence est légitime pour porter au pouvoir la classe capitaliste, mais qu'elle n'est pas légitime pour l'en chasser; position bourgeoise ignoble qui débouche sur la la conclusion - où comme toujours la bourgeoisie, selon la dialectique implacable qui la guide dans l'histoire, renie de manière désinvolte les principes qu'elle a utilisés - que la violence défensive de l'Etat actuel contre tout acte attentatoire à son pouvoir constitutionnel est légitime et est utilisé dans l'intérêt collectif qui serait la conservation du mécanisme démocratique. Celui qui met un doigt dans l'engrenage de l'erreur so-

cial-démocrate donne la victoire à la polémique bourgeoise; il se retrouve aux antipodes de la vérité marxiste selon laquelle l'Etat existe et fonctionne pour les intérêts non de la collectivité sociale mais d'une seule classe. Il ne voit pas plus comment peut se terminer le cycle des révolutions où le pouvoir passe d'une classe à une autre, ni la fonction historique d'un Etat oeuvrant à l'abolition des classes, qui ne peut être que l'Etat prolétarien fossoyeur de la propriété privée; tandis que l'Etat bourgeois entame et décrit son cycle historique dans le cadre d'une société toujours plus divisée en classes. Un tel individu n'est en somme pas seulement un imbécile par rapport à la puissance de la pensée marxiste; mais c'est aussi, par rapport aux affirmations viriles et catégoriques de celle-ci contre tout philistinisme pacifiste, un malheureux châtré du troupeau du Christ, de Tolstoï et de Mazzini; mais il jouera cependant demain les eunuques au service de la violence des sultans du capital, qui ne nourrissent aucun préjugé humanitaire ou de quaker.

* * *

Ayant ainsi rejeté dans le bourgeois social-démocrate ceux qui prétendent surnager à l'aide du radeau usé de la vieille tactique intransigente - qui a eu sa valeur historique comme prémisse logique à l'attitude des communistes actuels -, occupons nous des innombrables inventeurs de programmes qui prétendent à l'étiquette de communistes du seul fait d'être prêts à aller un peu plus avant, avec leurs interprétations particulières des conceptions communistes centrales que sont l'utilisation de la violence et la dictature prolétarienne.

Ces gens là pullulent en Italie; et parmi eux en particulier ceux qui ne sont en rupture, par des déclarations maximalistes enflammées, qu'avec le plus crasse réformisme, mais qui ont besoin pour leurs buts de se présenter aux masses comme adhérents à la doctrine communiste et à l'action de la Troisième Internationale. On peut non seulement prouver que leur pensée se réduit à celle des sociaux-démocrates purs - si on me passe l'expression, représsailles non intentionnelle pour celle plutôt idiote de communistes purs, fabriquée non pas pour une critique argumentée mais dans un but de basse polémique -, mais que leur action est encore plus dangereuse et défaitiste auprès des masses que celle des pre-

miers. Que disent-ils? Le plus souvent ils ne disent rien, mais ils ont l'habileté en même temps de perdre l'occasion de se taire, de manière de ne dévoiler leurs pensées qu'à travers des choses si mesquines et vulgaires que la seule riposte adaptée est le mépris. Mais parfois ils expriment leur point de vue, même s'ils seraient bien embarrassés de dire ou se situe ce point... parmi les quatre points cardinaux. Parfois ils écrivent, et s'ils n'écrivent pas au moins démontrent-ils toute la fausseté de leur attitude.

Examinons seulement leur position sur le problème de la violence. Ils disent quelque chose du style: nous admettons la violence comme un moment nécessaire de l'action révolutionnaire, mais nous nions l'opportunité de la préconiser actuellement (les crocodiles rougissent sous leur peau cornée!) parce que la situation n'est pas mûre, parce que la bourgeoisie est forte, et que si elle se sent menacée elle attaquera la première.

Mais c'est précisément ce qu'ils ont fait. Ils ont prôné la nécessité de la violence jusqu'à hier, mais ils n'ont rien fait pour organiser la préparation des masses aux conséquences de leurs déclarations, en s'appuyant sur le fait que cette propagande avait eu comme résultat les 150 sièges parlementaires et les 2500 communes socialistes. Devant l'attaque bourgeoise qu'ils n'ont pas su repousser, ils préconisent le désarmement idéologique et matériel du prolétariat. Ils l'exposent dans des déclarations ignobles et sous la forme de tracts défaitistes dont la paternité serait sous un régime militaire - qu'il soit celui de la bourgeoisie ou celui du socialisme non évangélique - une faute plus que suffisante pour le peloton d'exécution. Dire: nous recourrons à la violence au moment suprême, quand les conditions extrêmes de la crise rendront logique et inévitable son usage, revient à une vision défaitiste de la révolution. En effet la bourgeoisie compte sur son appareil défensif démocratique pour arriver au résultat suivant: faire croire aux masses - avec l'aide de l'équivoque social-démocrate - qu'elles arriveront au pouvoir par la facile voie légale; puis quand la violence éclate, profiter de sa préparation et de son organisation armée étatique pour écraser les efforts d'un prolétariat s'insurgeant sans aucune préparation.

Donc, celui qui n'est pas un social-démocrate pur, celui qui arrive à comprendre que, quelle que soit la

façon dont les choses se déroulent, le heurt final armé aura lieu tôt ou tard, celui-là doit aussi comprendre que les conditions seront d'autant plus favorables à la révolution que le prolétariat se sera préparé à cette situation. La méthode communiste veut que même lorsque la situation n'est pas celle de l'assaut imminent, il faut dire au prolétariat que l'assaut sera nécessaire et que il ne pourra se mener que les armes à la main. En même temps qu'ils affirment cette nécessité, qu'ils créent dans les masses la conscience de devoir et de savoir l'affronter, les communistes doivent commencer à

organiser les forces prolétariennes contre celles de l'Etat bourgeois. C'est seulement à cette condition qu'il est possible aussi, lorsque la situation le demande, desuspendre des actions risquées ou défavorables.

Mais celui qui, face au déclenchement d'une période de conflits décisifs, devant l'éloquence du fait que la bourgeoisie jette le masque de la démocratie et de la légalité, veut répondre en couvrant le visage du prolétariat de ce même masque et en le sacrant gardien de la légitimité du régime civil parlementaire, dit aux masses de rejeter la perspective d'une

action armée et d'attendre l'arrivée mystérieuse de dieu sait quelles forces désincarnées et impondérables qui lui ouvriront l'avenir, celui-là ne peut échapper au dilemme: ou bien il est un militant du mensonge social-démocrate qui exclut la violence prolétarienne des voies de l'histoire, et alors le limbe des imbéciles lui suffira. Ou bien il est le partisan d'une nécessité même nébuleuse d'un épisode de lutte violente (et pire encore s'il a fait partie de ces déclamateurs de violence verbale à outrances), et alors il faut le jeter et le noyer dans la fosse des traîtres.

«Les Fondements du communisme révolutionnaire»

- En cours de ré-édition -

«Les fondements du communisme révolutionnaire» ont été publiés pour la première fois dans notre revue théorique «programme communiste» n° 1 d'octobre 1957 et paraîtra sous forme de fascicule en 1970. Ce texte est le compte-rendu d'un exposé d'une réunion générale du parti. Contre tous les coups portés contre le marxisme et son programme communiste révolutionnaire, il était nécessaire d'apporter une réponse

EXTRAITS

«Dans cette première partie de l'exposé, nous diviserons les ennemis de notre position en trois groupes: ceux qui nient, ceux qui falsifient et ceux qui prétendent mettre à jour le marxisme.

(...)

Le premier groupe, c'est-à-dire les **négateurs** du marxisme, n'ont encore subi qu'une défaite doctrinale (la défaite sociale viendra plus tard); mais celle-ci est confirmée par leur passage chaque jour plus massif dans le camp de ceux qui «volent» à Marx les vérités qu'il a découvertes: convaincus de ne pouvoir les réfuter quand elles sont fermement énoncées (chose que les révolutionnaires ne craignent pas de faire pour leurs thèses classiques), ils préfèrent encore les falsifier et rallient donc le second groupe, voire (pourquoi pas?) le troisième, celui des modernisateurs.

Les **falsificateurs** sont ceux qui ont été historiquement désignés comme «opportunistes», révisionnistes, réformistes; ce sont ceux qui éliminent du complexe des théories de Marx l'attente de la catastrophe révolutionnaire et l'usage de la violence armée, comme si cela était possible sans anéantir l'ensemble. Mais il existe une catégorie de falsificateurs en tous points semblables aux premiers (et

leurs égaux dans la superstition **acti-viste**) même parmi ceux qui acceptent ostensiblement la violence et la rébellion; il est en effet un point devant lequel aussi bien les uns que les autres reculent, un point qui appartient exclusivement à la théorie de Marx et en constitue l'élément discriminant: la revendication de la force armée maniée non plus par l'individu ou le groupe opprimé isolément considérés, mais par la classe victorieuse et libérée, c'est-à-dire de la **dictature** de classe, bête noire tant des anarchistes que des sociaux-démocrates. Aux alentours de 1917, nous avons pu nous imaginer que ce second et misérable groupe était lui aussi allé au tapis sous les coups de Lénine. Mais tout en considérant sa victoire doctrinale sur eux comme définitive, nous avons été les premiers, par la suite, à montrer que les conditions existaient pour la renaissance de cette infâme engeance que nous retrouvons aujourd'hui dans le stalinisme et le post-stalinisme russe tel que le XXème Congrès l'a mis en circulation.

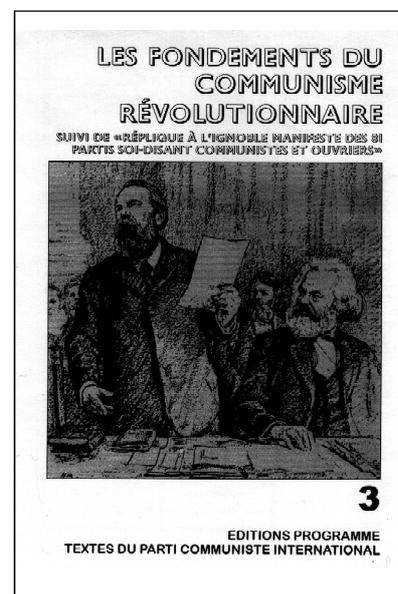
Dans la troisième catégorie, celle des gens qui prétendent mettre à jour le marxisme, nous rangeons les groupes qui, tout en considérant le stalinisme dont nous venons de parler comme une nouvelle forme de l'opportunisme classique battu par Lénine, attribuant le terrible malheur qui est

démontrant que toutes les attaques aussi diverses et multiformes soient-elles, avaient toujours leur origine dans trois attitudes face à l'histoire et aux conditions de l'émancipation de la classe ouvrière: nier, falsifier ou moderniser.

Cette ré-édition inclut aussi la «Réplique à l'ignoble manifeste des 81 partis soi-disant communistes et ouvriers». ce texte, exposé lors de la réunion générale du parti à Rome les 4-5 mars 1961, ripostait à la commémoration à Moscou en 1960 du 43ème anniversaire de la révolution d'Octobre par les représentants de 81 partis soit-disant communistes, tous autant **falsificateurs** de la révolution bolchévique les uns que les autres.

venu ainsi frapper le mouvement ouvrier révolutionnaire à des défauts et à des insuffisances de la doctrine marxiste originelle et, entreprenant de la rectifier, prétendent y parvenir en se servant des données de l'évolution historique postérieure à la formation de la théorie, évolution qui, à les en croire, aurait contredit celle-ci.»

(«Les fondements du communisme révolutionnaire», 88 pages, prix provisoire 4 €)



Éléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (2)

La première partie de cette étude est parue dans «Programme Communiste» n° 97. Nous y renvoyons le lecteur pour ce qui est du début de l'analyse très lucide de la Fraction sur la situation internationale au début des années trente.

Pour ce qui est de l'attitude par rapport à la possibilité de la guerre, la Résolution explique avec justesse: «*le devoir des communistes doit être de déclarer que comme la guerre est inévitable tant qu'existe un régime basé sur l'oppression de classe, toute la propagande en faveur du désarmement n'est que le véhicule pour préparer idéologiquement les masses à la guerre; que cette propagande pour le désarmement est destinée à désarmer idéologiquement les masses pour mieux désarmer la guerre civile quand la guerre éclatera; qu'elle est destinée à corrompre et à désarmer l'enthousiasme avec lequel le prolétariat mondial a salué les armées rouges de Russie, les années de la révolution russe et mondiale*».

Ces phrases pourraient passer pour banales car ce sont des choses que nous savons depuis bien longtemps; mais il faut se souvenir que c'était l'époque où recommençait à se développer à l'échelle internationale la propagande pacifiste, où commençaient les grandes conférences sur le désarmement. La Russie n'attendra pas longtemps pour participer à une de ces conférences et se mettre à prêcher aux prolétaires du monde entier que le désarmement est possible, qu'il pourrait empêcher l'éclatement d'une nouvelle guerre mondiale et qu'il faut donc se mettre d'accord avec les capitalistes pour y arriver.

La Résolution continue:

«*Contre la politique de zig zag de l'Internationale à gauche qui vise*

à détruire toutes les énergies prolétariennes et communistes en menant les partis communistes à se lancer sur le terrain difficile du mouvement des classes et de leur lutte en suivant une politique hasardeuse dans laquelle le jeu opportuniste consiste à se donner un vernis écarlate de pseudo-gauche». C'est le dit «tournant à gauche» avec sa théorie du «social-fascisme», qui voit les partis prendre à l'improviste des allures de gauche. La situation est présentée comme préévolutionnaire et on reparle de révolution prolétarienne. Il s'agit d'une autre réponse à l'éventualité de guerre, mais d'une réponse qui est tout aussi opportuniste dans la mesure où «*l'enjeu de la manœuvre réalisée par le capitalisme est de se lancer hardiment à l'offensive*». Alors que l'Internationale prétendait que la classe ouvrière était à l'offensive, c'était au contraire le capitalisme qui était partout à l'attaque.

Nous n'avons pas la place ici de nous étendre longuement sur cette période qui mériterait sans aucun doute un étude détaillée. Ce que nous avons cité suffit à montrer que de 1928 à 1930 la Fraction a maintenu une position tout à fait correcte face à l'évolution du stalinisme, dans l'Internationale communiste ou dans le parti italien, mais aussi une position qui tranche par rapport à celle des divers courants qui cherchaient tant bien que mal (et généralement plutôt mal) à reconstituer des organisations internationales de gauche. Il faut à ce sujet

examiner un peu les rapports de la Fraction avec Trotsky.

La Fraction et Trotsky

Une chose saute immédiatement aux yeux à la lecture des textes publiés sur **Prometeo** et plus tard sur **Bilan**: l'énorme patience manifestée par les camarades de la Gauche pour ne pas rompre les ponts avec les oppositions de gauche et en particulier avec le trotskysme. Bien conscients qu'une possibilité de lutte commune était possible jusqu'à un certain point, ils cherchaient autant que possible à éviter une rupture qu'à l'inverse les autres organisations consumaient régulièrement. Il faut souligner que les ruptures dans ce cas particulier n'ont jamais été de notre fait, mais du trotskysme et en particulier, on doit le dire, de Trotsky lui-même.

Il existe une série de correspondances entre Trotsky et la Fraction, sur lesquelles nous nous arrêterons brièvement; il y a aussi une série de lettres de la Fraction aux divers secrétariats internationaux qui se sont succédés dans l'organisation trotskyste avec de fréquents changements de militants, des luttes personnelles et des remplacements d'individus les plus volatils qui soient avec à chaque fois des regrets de Trotsky et la rechute dans les mêmes erreurs.

Mais avant d'en arriver là, nous voulons parler un moment de la lettre de réponse à la revue **Contre le courant**, publiée sur **Prometeo** le premier

septembre 1928, donc peu de temps après la fondation de la Fraction: c'est une lettre intéressante, peut-être la plus significative de cette période, la plus équilibrée et également la plus nette. **Contre le courant** était l'organe de l'un des regroupements en France (il s'était donné le nom de «L'Opposition communiste») qui cherchait à constituer un rempart contre le stalinisme, mais sans de claires positions de principe et en oscillant au gré des sollicitations contingentes. Il s'était mis en contact avec Trotsky et pendant un certain temps il y eut comme une lune de miel entre celui-ci et les époux Paz qui animaient ce groupe. Puis vint la rupture comme elle vint plus tard avec Rosmer, avec Molinier, avec les divers personnages dont malheureusement s'entourait Trotsky, jusqu'aux plus troubles, jusqu'à celui qui allait lui fracasser le crâne. Les Paz terminèrent leur carrière politique, comme tant d'autres, en rejoignant le bercail de la vieille social-démocratie.

Le 2 juin 1928 «Contre le courant» dans une «Lettre ouverte aux Communistes d'opposition» adressée à Marcel Body et ses camarades de Limoges, au «Cercle Marx-Lénine» (animé par Souvarine), au Groupe Barré-Treint, au Groupe lyonnais de l'Opposition (animé par Souzy), à «La Lutte de Classes» (Naville), au «Réveil Communiste», à Rosmer et ses camarades de la «Révolution Proletarienne» et à la «Fraction de gauche», proposait la tenue d'une Conférence Nationale des groupes d'opposition en vue de la création d'un organe commun aux divers groupes, comme prélude à leur unification (1). Les arguments avancés par «Contre le Courant» étaient de pure opportunité:

«La perspective prochaine d'une politique très agressive de la bourgeoisie contre le prolétariat impose aux communistes des tâches et des devoirs toujours plus importants. Dans l'incapacité et la carence du Parti, il appartient donc aux Communistes d'Opposition (...) de fournir un effort plus vigoureux et plus cohérent, en adoptant des modalités d'action nouvelles.

(...) Mais actuellement chacun de ces groupes agit isolément. Il existe plusieurs organes communistes d'Opposition: le militant qui s'oriente vers l'opposition ne pouvant les lire tous, choisit au hasard des relations personnelles qu'il a pu avoir avec tel ou tel camarade d'Opposition, ou encore s'abstient et renonce, au moins

provisoirement, à militer dans une Opposition morcelée... (...) Aucun des organes existant n'a les moyens matériels - rédaction, périodicité, diffusion - qui permettraient d'atteindre des résultats d'envergure. Chacun vit et progresse modestement, alors que la situation exige des progrès rapides et décisifs. N'est-il pas indispensable de créer ou de resserrer les liens entre les groupes? Le moment n'est-il pas venu de créer un organe unique, qui serait l'organe politique et doctrinal des communistes d'Opposition?

(...) Mais objectera-t-on, comment concevoir un journal unique sans accord préalable sur une plate-forme? La réponse est simple: l'organe commun sera tout d'abord, dans une certaine mesure, une juxtaposition des diverses tendances. Certes pareil état de choses ne saurait être tenu pour idéal, c'est le fait d'une période de transition telle que le Parti lui-même en a connu de semblables». La lettre ouverte rappelait ensuite que dans le parti avaient coexisté au début plusieurs tendances «dont l'une au moins était profondément social-démocrate», tendances qui se partageaient la rédaction de «L'Humanité» avec chacune tant de jours par semaine (!), et que les militants d'Opposition étaient, il y a encore peu de temps, tous membres du même parti. «Ce qui a été possible dans le Parti ne peut-il être réalisé dans l'Opposition, alors que nous avons l'avantage de ne pas compter dans nos rangs d'opportunistes à la Cachin et que sont écartés les oppositionnels d'occasion comme Suzanne Girault?

(...) Il n'est pas nécessaire d'insister sur les avantages politiques qui résulteraient d'un renforcement de notre cohésion. L'Opposition serait en mesure d'augmenter la force de son rayonnement et de toucher un nombre toujours plus considérable de communistes. De plus, les contacts établis pour la Direction collective d'un organe unique prépareront les voies de l'unité à travers la période provisoire où cet organe serait partagé entre les diverses tendances».

C'est une proposition typique de l'immédiatisme: les divergences politiques entre les divers groupes sont secondaires; réunissons nous, nous serons ainsi plus forts quantitativement, nous aurons plus de moyens et **par conséquent** nous pourrions obtenir des succès «rapides et décisifs», l'unité **politique** entre les différentes tendances étant la conséquence natu-

relle de l'unité **organisationnelle**. L'expérience malheureuse qu'avait justement constitué la constitution du PCF sur la base de la fusion de courants hétérogènes avec comme conséquence la crise permanente de l'organisation qui n'avait jamais réussi à devenir une authentique parti communiste, n'avaient rien appris à ces militants puisqu'ils faisaient de cette méthode le modèle à suivre!

Les camarades de la Fraction répondirent à cette demande de la même façon que Bordiga avait répondu à Korsch (2): il faut tout d'abord faire un **bilan** de toute cette période dramatique de la vie de l'Internationale si nous ne voulons pas retomber dans les mêmes erreurs. Leur lettre expliquait ainsi leur refus de participer à cette tentative sans principe:

«A l'avis de notre fraction de gauche, le devoir des communistes, c'est bien de tirer de toutes les expériences prolétariennes, et surtout des plus récentes, les leçons qu'elles comportent; c'est de former la condition indispensable afin que le processus de dégénérescence de l'Internationale, processus qui s'accompagnera de catastrophes, de luttes extrêmement aiguës dans le monde entier et dans la Russie elle-même, se résolve dans une réelle régénération du marxisme révolutionnaire de gauche, pour remettre l'avant-garde prolétarienne à la tête des combats décisifs. (...) Pas mal de groupes d'opposition croient devoir se borner au rôle d'un cénacle qui enregistre les progrès du cours dégénératif et ne présente au prolétariat que l'étalage de vérités qu'on présume avoir dites. Eh bien, nous, nous pensons que nous aurons les lendemains que nous aurons su préparer.

(...) Nous pensons que la crise de l'Internationale dépend de causes très profondes, de sa fondation apparemment uniforme mais substantiellement hétérogène, de l'absence d'une politique ferme et d'une tactique communiste, ce qui a causé une altération des principes marxistes et a conduit à des désastres révolutionnaires. (...) Il est inconcevable que tous les événements que nous avons vécu puissent se renfermer dans l'anti-stalinisme, et il est tout à fait sûr que cette base - l'anti-stalinisme - ne fournit aucune garantie pour la régénération du mouvement révolutionnaire».

C'est là un point fondamental: au cours de toute la période qui vient de s'écouler on a eu un rapproche-

ment, une fusion, puis une division de courants qui ne sont plus unis que par l'aspect négatif de l'anti-stalinisme. La fraction affirme que l'anti-stalinisme n'est pas un élément suffisant car par lui-même il ne suffit pas à résoudre les questions de principe, les questions politiques et tactiques qui ont conduit au désastre.

«Il y a beaucoup d'oppositions. C'est un mal», continue la lettre: on ne peut se réjouir en effet de la multiplication de tendances oppositionnelles au sein du mouvement prolétarien; «Mais il n'y a pas d'autre remède que la confrontation de leurs idéologies respectives, la polémique, pour aboutir ensuite à ce que vous allez nous proposer (c'est-à-dire l'unification). Si l'on met la charrue avant les boeufs, on freine et on dévie l'effort interne que les groupes d'opposition doivent faire, on reproduit la confusion dont les résultats ont été si lamentables. S'il existe plusieurs oppositions, c'est qu'il y a plusieurs idéologies qui doivent se manifester dans leur substance et non pas se rencontrer dans une simple discussion dans un organe commun. Notre mot d'ordre, c'est d'aller en profondeur dans notre effort sans nous laisser guider par la suggestion d'un résultat qui serait en réalité un nouvel insuccès.

Nous pensons qu'il est indispensable de se connaître réellement avant d'en arriver à affirmer si tel ou tel groupe fait une véritable critique de gauche. Des plate-formes d'abord, et pas de semblables à celle présentée par le groupe Treint-Girault (3) il y a quelques mois! La nôtre, vous le savez, a été présentée au IIIe Congrès du parti italien, au Congrès de Lille du parti français (4). Nous allons rééditer en français les articles les plus importants du camarade Bordiga, et nous avons déjà décidé d'éditer quelques numéros de notre journal, en français, afin que les camarades puissent être bien informés sur notre pensée.

Enfin, comme vous le savez, nous avons donné une solution très précise en constituant la fraction de gauche. Nous pensons que si l'Internationale, après avoir officiellement altéré ses programmes, a manqué à son rôle de guide de la Révolution mondiale, il n'en reste pas moins vrai que les partis communistes - étant donné la nature de la situation où nous vivons - sont les organes où l'on doit travailler pour combattre l'opportunisme, et - ce n'est pas du tout

exclu - pour en faire le guide de la révolution.

(...) Il se peut que les opportunistes nous exclurent tous; nous sommes convaincus que les situations imposent aux dirigeants de nous réintégrer, en tant que fraction organisée, à moins que les situations ne doivent voir l'éclipse totale des partis communistes. Dans ce cas aussi, que nous jugeons fort improbable, nous nous trouverions également dans la possibilité d'accomplir notre devoir communiste» (5).

Correspondance avec Trotsky

Il est intéressant de d'examiner la correspondance avec Trotsky qui est publiée sur un n° du Bulletin Interne de la Fraction (6). Dans sa première lettre (juin 1929), la Fraction envoie à Trotsky les Thèses de Lyon dans la version française rédigée pour le Congrès de Lille du PCF (1927); il s'agit du même texte que celui présenté pour le IIIe Congrès du PC d'I à Lyon (1926), à l'exception de quelques chapitres finaux plus spécialement consacrés à la situation française: démonstration que les positions de notre courant n'étaient pas celles d'une opposition **nationale**, mais avaient une valeur internationale et générale. Trotsky répondit à cet envoi par un commentaire très positif non seulement du texte mais aussi de la figure d'Amadeo Bordiga (on peut noter qu'à la même époque il lui dédia son ouvrage «L'Internationale Communiste après Lénine»).

Dans la lettre d'envoi des Thèses, il faut relever l'analyse que les camarades font de la situation russe. Ils partent d'un critère que Bordiga avait utilisé dans sa lettre à Korsch; c'est-à-dire qu'ils ne jugent pas la situation russe sur la base de l'examen de la structure économique, de la situation économique particulière de l'année 1929, mais du point de vue de la politique internationale menée par la Russie et du rôle joué par l'Internationale Communiste en fonction de la politique de l'Etat russe. Sur cette base, ils jugent que la situation est extrêmement grave et que le stalinisme au pouvoir représente une force qui tend non vers le socialisme, mais vers la défaite de la révolution et la démolition des conquêtes d'Octobre. C'est donc une attitude correcte, qui évitait de s'enliser, comme c'était typique des oppositions de l'époque, dans l'examen de la structure écono-

mique du moment, où l'on notait que se reconstituait la propriété privée, que les mesures en faveur des Koulaks faisaient reflourir le marché: elle se basait avant tout sur les conséquences de la situation sur l'organe dirigeant de la dictature prolétarienne - le parti - et sur la politique à l'échelle internationale que menait le parti dirigeant l'Internationale.

Mais nous devons dire que dans toute cette période de la Fraction il n'y a pas une analyse comme celle à laquelle ensuite arrivera le parti, grâce à Amadeo, de l'évolution de la structure économique et sociale russe. Sur ce point les camarades ont alors une position semblable à celle de Trotsky: ils pensent que le trait caractéristique de la Russie constitué par la possession par l'Etat des grands moyens de production, représente, sinon un aspect de socialisme effectif, du moins un aspect extrêmement favorable pour le développement de la révolution.

Après avoir reçu la réponse de Trotsky, la Fraction lui envoie une lettre où elle expose sa vision de la perspective de constitution d'un courant international unitaire de gauche. Son idée est toujours celle exprimée par Amadeo: la nécessité que dans les divers pays les militants communistes rescapés de l'offensive stalinienne tirent le bilan des événements et élaborent leur vision critique de ce qui s'est passé; à la suite de cela il sera possible de confronter les positions. Ce n'est que sur cette base qu'on pourra ensuite envisager une convergence ou une collaboration. La Fraction n'exclut pas que cela puisse se produire grâce au travail particulier de l'un des groupes nationaux de l'opposition internationale - peut-être la fraction russe, comme du reste c'était l'objectif et l'ambition (au bon sens du terme) de Trotsky. Les camarades n'excluent pas du tout que la fraction russe puisse être celle qui donnera à l'opposition internationale la base d'interprétation et des événements permettant aux autres groupes de travailler; à condition cependant que ce groupe national ne considère pas les problèmes d'un point de vue national, mais, à partir de ses expériences nationales, cherche à résoudre des problèmes de caractère essentiellement international, bref conserve un point de vue international. C'est ce que du reste notre mouvement a **toujours** fait dans l'Internationale: les divers problèmes qui se sont posés lors des Congrès ou des Exécutifs élargis ont toujours été des problèmes

d'**orientation internationale**, orientation internationale dont l'occasion, la confirmation ou, si l'on veut, le point de départ pour ce qui est de l'analyse, se trouvait dans une expérience vécue - par exemple l'énorme difficulté de libérer le prolétariat des mille illusions démocratiques dans un pays capitaliste avancé et aux traditions démocratiques.

La réponse de Trotsky est de dire que la Fraction a une curieuse conception de l'internationalisme; il lui reproche de concevoir la future Internationale comme une mosaïque de sections nationales, qui auraient élaboré chacune leur propre plateforme et qui auraient mis ensuite en commun le résultat de ce travail.

Il est évident que ce n'était pas du tout là l'idée de la Fraction; ce qu'elle défendait, c'était qu'**il fallait faire** ce qui n'avait pas été fait en 1919-1920, dans les divers pays où devait naître un mouvement qui était vraiment communiste. Si ce mouvement ne naissait pas, il était inutile de créer des organisations internationales faites de moignons ou d'avortons des partis communistes. Ce n'est qu'à la condition que se constituent dans les divers pays des courants communistes qui, sur ce terrain national arrivent à élaborer un programme international, un programme qui embrasse les principes généraux, programmatiques et tactiques du mouvement communiste, ce n'est qu'à cette condition qu'une nouvelle Internationale serait non seulement possible mais **viable**. Alors on pourrait éviter une réédition des circonstances de 1919-1920 où il était impossible de faire autre chose que ce qui avait été fait et où malheureusement l'Internationale est née comme un ensemble de partis communistes immatures, qui n'avaient rien pu produire en leur sein qui puisse constituer une plateforme, un programme communiste valide, y compris sur la base de leurs expériences de lutte et du bilan de leur combat.

Il est compréhensible que la Fraction s'insurge contre les accusations jugées injustes de Trotsky et qu'elle lui réponde amèrement qu'elle a toujours eu des positions internationalistes. Quoi qu'il en soit, cet aspect de la polémique ne nous intéresse guère.

Il est beaucoup plus intéressant, y compris pour comprendre certaines positions qui se sont affirmées alors et contre lesquelles nos camarade se sont âprement battus, de

voir comment la Fraction revient ensuite à la charge en soulignant le même principe fondamental à propos des divergences sur la façon de concevoir la naissance de la future Internationale. Ce que Trotsky a cherché à faire à cette époque, c'était en fait de **transporter telle quelle en Occident** la plate-forme de l'opposition russe. Pour lui, cette plateforme étroitement liée à la situation russe même si elle affirmait des principes de caractère international, devait devenir le patrimoine commun de toutes les diverses fractions nationales existantes ou encore à naître. Cela créait inévitablement dans les divers groupes des problèmes très compliqués, parce que tout le monde n'était pas d'accord sur certaines appréciations de tels ou tels événements ou de telles ou telles situations en Russie. Il en résulta que le mouvement trotskyste, né sur l'adhésion à la plateforme de l'opposition russe, ne cessa de se fragmenter, avec des groupes qui entraient dans la *Ligue*, ou en sortaient, selon qu'ils étaient d'accord ou non avec telle analyse particulière de la situation russe. Il y avait une espèce de *forcing* de Trotsky à ce sujet, qui ne cessa même de s'amplifier, si l'on songe à un thème qui prendra une importance décisive dans les années suivantes. Au milieu de son internationalisme incontestable, il y a en effet tout de suite quelque chose qui saute aux yeux: Trotsky, exilé, concentre toute son attention sur la Russie. Pour lui, le point central est la **défense de la Russie**, ce qui n'est peut-être pas faux en soi dans les circonstances de l'époque, mais qui devient obsessionnel au point que tous les autres problèmes lui sont sacrifiés.

Trotsky estime que l'URSS est en danger à l'échelle internationale au sens qu'il y aurait une espèce de coalition des Etats capitalistes se préparant à lancer une croisade antibolchevique contre elle. La situation véritable était bien différente et la Fraction avait compris qu'on allait dans la **direction opposée**, qu'on allait **vers un accord** entre la Russie et un bloc ou l'autre des alignements impérialistes. Trotsky par contre était en proie à cette obsession continue: il faut sauver la Russie et seule l'opposition de gauche peut y arriver. C'est ainsi qu'il finira par créer une organisation internationale qui, fondamentalement, est une **organisation de défense de l'URSS**. Sans le déclarer ainsi, et même «inconsciemment» si l'on veut, la position de Trotsky sera qu'il faut constituer la

IVe Internationale par tous les moyens et avec toutes les organisations, quelles qu'elles soient, pourvu qu'elles soient prêtes à défendre l'Union soviétique. Cette position de **défense à tout prix** de la Russie soviétique, par n'importe quel moyen, avec n'importe quel allié, prendra encore plus de poids après la victoire de Hitler, lorsque le danger deviendra effectivement pressant. Alors Trotsky se lancera dans la politique de l'entrisme dans les partis sociaux-démocrates, et il essaiera de susciter une espèce de mobilisation internationale des groupes socialistes de gauche.

C'est cette position qui est à la base de toutes les manoeuvres de Trotsky. Ce n'est évidemment pas le seul facteur, il y a aussi toute une vision politique à critiquer; mais il ne fait aucun doute que sur les tendances manoeuvrières existantes chez l'ancien chef de l'Armée Rouge, cette position a joué un rôle particulièrement négatif en le poussant à chercher des rapprochements avec des forces les plus confuses dans l'espoir de pouvoir y trouver des points d'appui éventuels pour la défense de l'URSS.

A l'inverse, la position de la Fraction maintient l'internationalisme dans son intégralité. Si la Russie doit être défendue, ce n'est que par le prolétariat révolutionnaire international et il faut travailler à la reconstitution de l'organe dirigeant de la révolution mondiale, sinon tout sera perdu. Ce n'est pas seulement la Russie, pas seulement l'Internationale, mais le sort de la classe ouvrière qui est en jeu: en cas d'échec elle sera précipitée dans une nouvelle guerre. Dans la troisième lettre de la Fraction on trouve donc la revendication de la nécessité de **travailler dans la perspective** de la reconstitution de forces **homogènes** du point de vue politique, indépendamment du fait que ces forces aient des possibilités immédiates d'influencer les situations. La condition pour qu'à un certain moment cette influence puisse se concrétiser et s'exercer dans une saine direction de classe est qu'elle ait une base homogène et surtout fondée sur une expérience réelle, sur une contribution réelle. Ce n'est que si ces forces - qui peuvent dites «nationales» dans le sens où elles sont nées dans une certaine région géographique, avec une certaine **tradition historique de lutte de classe** -, ont la possibilité de dresser un bilan politique de toute la période qui vient de s'écouler afin d'en faire profiter le

mouvement international, qu'il sera possible d'assurer une défense du prolétariat international et **donc** aussi de la Russie (et non de la Russie puis du prolétariat) face au danger d'une guerre qui menace tout le prolétariat et pas seulement la Russie soviétique.

Trotsky s'efforça de mettre sur pied des secrétariats internationaux dont il serait fastidieux de faire l'histoire, tant leur composition varia et fut hétérogène (à un certain moment l'un des membres fut Alfonso Leonetti dont tout le monde sait bien quel personnage il était et resta jusqu'à ce que la mort le retire de la circulation). Quoi qu'il en soit il y a de très nombreuses lettres de la Fraction à ces divers secrétariats internationaux successifs qui démontrent son insistance à maintenir tous les contacts possibles avec l'opposition de gauche. Il n'y avait aucun préalable ni aucune condition de sa part, si ce n'est la condition qu'il n'y ait pas de confusion, qu'on travaille avec calme, sérieux et prudence et avec le plus de clarté possible à la reconstitution d'une force internationale, et qu'on le fasse sur la base d'un bilan général des événements de la décennie écoulée. C'est ce qu'ils appelaient une **plate-forme**, c'est-à-dire un document fondamental qui aurait intégré les apports que les divers groupes auraient pu faire après une analyse sérieuse et réfléchie de ces événements.

Mais c'est Trotsky qui, à un certain moment, prendra l'initiative de la rupture. C'est lui qui déclare *«nous n'avons rien à faire avec la Fraction de gauche»*, nous n'avons aucun principe en commune avec eux. Ceci est lié à une polémique à la suite d'événements internationaux qui conduisirent la Fraction à prendre des positions très discutables; mais les positions de Trotsky sont, elles aussi, très discutables et peut-être encore davantage que celles de la Fraction. Nous allons essayer de comprendre **pourquoi** éclata cette polémique compétement négative et comment elle doit être interprétée.

Mais il nous faut d'abord rappeler un événement particulier; il n'est pas sans importance car il s'agit d'un phénomène récurrent qu'il faut bien avoir présent à l'esprit; c'est déjà arrivé entre notre sein et cela pourra nous arriver demain encore.

Au moment où naît la Fraction il y a déjà eu lieu une lutte interne dans l'émigration italienne qui a abouti à une scission. Un groupe en est né, dirigé par le camarade Pappalardi, qui publia pendant un an environ le jour-

nal **«Le réveil communiste»**, remplacé ensuite par **«L'Ouvrier communiste»**. Ce dernier journal est plus intéressant du point de vue des positions politiques et idéologiques qui s'y expriment. On y voit que le groupe Pappalardi avait en substance des positions proches de celle de Korsch, au moins sous certains aspects. Il soutenait non seulement que la révolution en Russie était arrivée au stade de prendre en charge la réalisation des tâches d'une révolution bourgeoise en abandonnant les tâches prolétariennes, mais aussi qu'elle n'avait jamais été, depuis le début, autre chose qu'une **révolution bourgeoise**. L'opposition à cette conclusion à laquelle arrivaient divers courants d'opposition internationale, est et a été une position fondamentale de notre courant et de la Fraction de gauche.

Le groupe Pappalardi tirait de ce renversement des perspectives classiques de l'Internationale communiste en ce qui concernait la Russie et le régime soviétique, des positions particulières: l'abandon en substance de la dictature du prolétariat exercée par le parti unique, remplacée par l'idée de la dictature oeuvre du prolétariat sans l'intervention d'aucune organisation intermédiaire et en particulier du parti. Il s'agissait en bref d'une conception ouvriériste comme il en existait à des degrés divers dans les divers courants d'opposition au stalinisme et que, **dans une certaine mesure**, la Fraction elle-même héritera dans sa phase de déclin.

Il existe en effet toute une littérature de la Fraction, dont nous ne pourrions parler ici, qui déboucha, non pas sur des positions identiques parce que jamais la Fraction n'abandonna la conception du rôle déterminant du parti dans la révolution et dans la dictature, mais sur la recherche de règles, disons constitutionnelles, pour empêcher que le parti abuse la classe ouvrière et au lieu d'être son guide, devienne en quelque sorte son «patron» qui l'exploite par l'intermédiaire de l'Etat. Il s'agit là d'une théorisation toute métaphysique.

Cela dit très brièvement, y compris pour rappeler comment certains phénomènes se répètent et ne doivent pas nous étonner, voyons un peu la réaction de la Fraction à certains événements dramatiques de cette période qui suscitèrent des réponses discordantes en son sein, certaines justes, certaines fausses et qui provoquèrent des réponses de Trotsky correctes sous certains aspects et par contre

sous beaucoup d'autres extrêmement discutables.

Au feu des événements historiques

Les événements dont nous parlons sont les suivants: d'un côté l'Espagne de 30 à 31 avec le passage de la monarchie plus ou moins dictatoriale à la république démocratique; puis l'accession d'Hitler au pouvoir et toute la période qui précède; et le tournant des Fronts populaires qui voit sa concrétisation en 36 en France et en Espagne, en dehors donc de la période que nous traitons ici.

Il faut souligner à nouveau, en particulier à propos de l'Allemagne, que l'on ne retrouve rien dans les textes de la Fraction qui rappelle la théorie du social-fascisme. Rien qui se rapproche des thèses de l'Internationale et du Parti communiste allemand qui ont eu une responsabilité énorme dans la venue de Hitler au pouvoir en divisant la classe ouvrière en deux tronçons occupés à se combattre au lieu de lutter contre les fascistes. Au contraire, dans toute la phase qui précède comme dans la phase qui suit la prise du pouvoir par les fascistes, la Fraction mène une **critique continue** des orientations de l'Internationale et appelle au Front unique - sur des bases syndicales et non évidemment sur la base de combinaisons politiques.

La Fraction rappelle **continuellement** que la seule force qui peut s'opposer à la victoire d'Hitler et en général au déchaînement de l'offensive anti-prolétarienne du nazisme soutenue par les forces légales de l'Etat, est le prolétariat mobilisé pour la défense de ses conditions de vie et de travail **indépendamment des positions politiques de ses divers secteurs**. C'est la perspective d'une extension très large à l'échelle générale de la lutte ouvrière, non seulement sur le terrain de la défense des conditions immédiates de vie de la classe ouvrière, mais aussi de la défense y compris armée du prolétariat contre l'attaque fasciste. Cette perspective découle directement des positions défendues par notre courant dans l'Internationale et qui sont **complètement** étrangères à l'indifférentisme et au schématisme typique des partisans des thèses sur le social-fascisme. En Italie le parti s'est battu les armes à la main contre les fascistes en même temps qu'il combattait - bien évidemment non par les armes mais par la

polémique - la social-démocratie et où il cherchait à rassembler tout le prolétariat **dans la défense commune** des intérêts immédiats de vie et de travail, et même politiques aussi dans une certaine mesure, avec un front unique de toutes les grandes organisations de masse.

C'est une position toujours revendiquée dans les articles que consacre la Fraction à la montée d'Hitler au pouvoir. Au même moment le Parti communiste allemand sous la direction de l'Internationale évidemment - mais il y avait une convergence parfaite entre ce parti et l'Internationale - soutenait non seulement des positions d'un infantilisme grossier, mais il sous-évaluait aussi complètement le danger nazi en niant la possibilité d'un passage du régime démocratique ou social-démocratique à un régime ouvertement fasciste. A l'inverse la Fraction affirme que les conditions économiques en Allemagne sont telles que la situation en est arrivée au point où le pouvoir bourgeois ne peut se sauver que par l'instauration d'une dictature ouverte qui détruira les organisations prolétariennes et, en ce sens, détruira aussi les forces de la social-démocratie qui sont à la tête de ces organisations prolétariennes, même si, comme nous le savons, celle-ci ouvre la voie au fascisme.

La position de Trotsky, surtout en ce qui concerne l'Allemagne, revient à considérer qu'il y a comme une **antithèse absolue** entre fascisme et social-démocratie et que le fascisme est contraint de détruire la social-démocratie pour des raisons de principe. Par conséquent la social-démocratie sera contrainte de se défendre et de **défendre donc dans cette mesure le prolétariat**.

Cela, la Fraction le **nie**. Elle sait parfaitement que la social-démocratie ne se défendra pas, comme elle ne s'est **jamais** défendue. Et surtout elle ne défendra pas le prolétariat. L'opposition entre eux n'est pas telle que fascisme et social-démocratie puissent être considérés comme se trouvant de part et de l'autre de la barricade. Mais la Fraction n'ignore pas que le prolétariat suit encore largement la social-démocratie. Il se pose alors le problème de **comment gagner** ces masses qui sont sous l'influence d'un parti qui ne les défendra pas face à la menace toujours plus pressante du fascisme. Il n'est pas possible de les gagner sinon à travers un intense tra-

vail d'intervention dans les luttes revendicatives qui deviennent de plus en plus aiguës parce que les conditions de la classe ouvrière allemande sont dramatiques - il y a un nombre vertigineux de chômeurs - et pour la **constitution** parmi les prolétaires qui se mettent en mouvement d'un **front unique de bataille** selon une direction classiste non capitularde. Et comme le parti tourne le dos à cette orientation, le rôle des communistes oppositionnels, organisé en Fraction, est primordial.

De l'ardente polémique de cette époque, nous citerons un article paru sur «**Prometeo**» le 5 février 1933, quelques jours donc après la venue au pouvoir de Hitler (7). A ce moment le Parti communiste allemand et l'Internationale professent une vision complètement optimiste de la situation selon laquelle on est en présence d'un gouvernement de coalition qui ne pourra pas durer pas et qu'on reviendra à un gouvernement bourgeois classique. A l'inverse la Fraction, sur la base de l'expérience italienne, est convaincue qu'un régime de coalition entre fascistes et partis dits libéraux ou radicaux est une **étape obligatoire** pour aller ensuite vers un régime monolithique où tout le pouvoir sera concentré en un seul parti comme cela est nécessaire pour la préservation de l'ordre établi.

L'article répète que *«démocratie et fascisme, bien que formes différentes de gouvernement et d'organisation sociale, répondent deux aux intérêts de la même classe capitaliste»* et c'est cela qui explique que *«le même personnel politique qui semble à un certain moment constituer le soutien ultime de la défense de la démocratie, appelle à un autre moment le fascisme au pouvoir»*.

Seuls des charlatans peuvent voir dans cette analyse, continue l'article, quelque chose d'analogue au social-fascisme. En effet *«le fascisme constitue une forme d'organisation sociale extrêmement plus grave pour la classe laborieuse et cette classe doit se mobiliser à temps pour défendre ses intérêts menacés; mais cette défense n'est possible qu'à une seule condition: refus net et décidé de s'appuyer sur les forces de la démocratie et sur les partis de la démocratie et de la social-démocratie, mais orientation de la lutte sur une base de classe pour relier à la défense des intérêts immédiats des travailleurs la défense des libertés conquises et menacées, en*

même temps que le parti du prolétariat dévoile aux masses le rôle de la démocratie qui engendre le fascisme et expose la nécessité de la lutte simultanée sur deux fronts, contre les deux formes d'organisation sociale de la même classe capitaliste».

L'article explique ensuite pourquoi le fascisme allemand a mis tant de temps pour arriver au pouvoir et a du suivre des voies différentes de celles du fascisme italien. En Allemagne il y a une plus grande connivence de la part de l'Etat - la connivence existait aussi en Italie, mais de façon plus masquée - et une moins grande intensité des actions illégales des chemises noires parce que les forces du prolétariat allemand étaient plus grandes que celles du prolétariat italien:

«L'accession extra-légale du fascisme italien a commencé bien avant son accession au pouvoir et il est possible de dire que la Marche sur Rome était la conclusion de toutes les actions extra-légales qui avaient déjà démolé les principales organisations de classe du prolétariat. En Allemagne ces actions extra-légales ne pouvaient être réalisées quand l'organisation étatique n'était pas encore dans les mains des fascistes: la prétendue neutralité des forces de l'Etat ne suffisaient pas pour donner l'assaut aux organisations du prolétariat, il fallait la participation active des forces étatiques. Pour prendre un exemple dans la situation italienne, il suffit de rappeler que les journées de décembre à Turin ont suivi et non précédé la marche sur Rome. Des centres prolétariens de l'importance de Turin ne peuvent être conquis que lorsqu'on peut mobiliser pleinement tout l'appareil d'Etat. Le prolétariat allemand était un Turin dans son ensemble, et cela que ce soit en raison de la part très importante du prolétariat dans sa population, par sa densité ou par la force de ses organisations» (...)

«Hitler au gouvernement est la réalisation de la prémisse indispensable pour le déchaînement de l'action spécifique du fascisme, des expéditions punitives, du massacre des organisations du prolétariat. Et le massacre des organisations du prolétariat allemand est la condition nécessaire pour passer demain à la phase plus avancée de la lutte contre-révolutionnaire».

La Fraction insiste sur le fait que le fascisme, qui avait face à lui un énorme prolétariat, a par conséquent

était contraint de suivre un chemin détourné, d'utiliser des méthodes indirectes pour arriver au pouvoir. Il pourra alors se déchaîner contre le prolétariat battu dès le départ, désarmé par le stalinisme et la social-démocratie, par le démocratisme et par le soit-disant extrémisme de gauche de l'Internationale. Après la victoire de Hitler celle-ci accomplira d'ailleurs un brusque tournant à 180°, proclamant qu'il faut se fier à la démocratie, que seule la démocratie peut conduire à l'émancipation du prolétariat. Et alors, après avoir tiré à boulets rouges sur la social-démocratie pendant des années, voilà qu'à l'échelle internationale, les staliniens tomberont dans ses bras et se mettront à lui dresser des lauriers...

Il n'y avait donc aucune chance que le fascisme cède le pouvoir à la social-démocratie ou laisse la place à une forme non dictatoriale de gouvernement. Au contraire il était certain qu'il resterait au pouvoir et que s'il restait une seule chance pour que le prolétariat puisse se défendre, l'heure avait sonné pour un front unique prolétarien sur la base des organisations syndicales qui regroupent tous les prolétaires. C'est ce qu'explique un article du n° suivant du journal «Prometeo» (8). Le centrisme (rappelons que ce terme était alors utilisé pour désigner les staliniens) qui a abandonné la perspective du front unique est un des responsables de la défaite de la classe ouvrière. Le centrisme qui a subordonné les organisations syndicales à la fameuse théorie selon laquelle le fascisme et social-démocratie sont des frères jumeaux, a affaibli la capacité de résistance de la classe ouvrière; il a dressé les prolétaires qu'il influençait contre les ouvriers sociaux-démocrates, et a donc créé ainsi les conditions pour la victoire **sans combat** du nazisme. Chacun sait qu'Hitler est arrivé au pouvoir pacifiquement, avec beaucoup moins de résistance prolétarienne qu'en Italie. Mussolini a fait la marche sur Rome en wagon-lit, Hitler est arrivé à Berlin en avion, ce qui est en pratique plus rapide. Les grandes actions contre le prolétariat se sont déchaînées après la venue au pouvoir.

On sait peut-être moins que l'Internationale est restée à peu près silencieuse face à cet événement - c'est ce que dénoncent avec raison nos camarades -, qu'elle ne donne aucun mot d'ordre à la classe comme si la défaite en Allemagne n'avait guère d'importance, alors que la Fraction affirme

qu'il s'agit d'une **défaite internationale de la classe ouvrière**.

Dans un article très intéressant sur la signification internationale de la venue au pouvoir de Hitler la Fraction insiste sur l'importance stratégique du point de vue révolutionnaire, et donc aussi du point de vue contre-révolutionnaire, de l'Allemagne. Il s'agit du maillon entre le monde bourgeois et le monde prolétarien victorieux en Russie; **centre** du continent européen capitaliste développé, donc coeur de la future révolution internationale l'Allemagne était aussi le **pont** vers la Russie soviétique révolutionnaire. L'importance internationale de la position de l'Allemagne et de son prolétariat aggravait donc en conséquence les répercussions de la défaite subie sur l'échiquier allemand.

* * *

Il existe toute une série de résolutions de la Fraction de gauche sur les tâches de la Fraction en Allemagne, avant comme après la prise du pouvoir par les nazis. Elles réaffirment ses positions fondamentales et s'opposent à toutes les manoeuvres réalisées par le parti allemand qui, tout en se livrant à une démagogie fausement de gauche, appliquait ensuite des méthodes complètement démocratiques. Par exemple un des mots d'ordre du Parti communiste allemand dans cette période était celui de la **révolution nationale**. Il s'agissait pour lui de réagir au traité de paix de Versailles en se posant sur un terrain d'une **défense populaire** contre les prévarications des puissances victorieuses. Il s'agit là de positions **démocratiques**, précisément démocratiques. Par ailleurs en même temps que se menait la campagne contre les sociaux-démocrates, le parti appelait les ouvriers à quitter les grands syndicats dirigés par ces derniers au lieu de rester en leur sein pour y combattre et, si possible, en expulser les bonzes socialistes. Il y avait aussi les grandes campagnes pour le **plébiscite rouge** en Prusse où il s'agissait de faire tomber le gouvernement de Severing; en renversant électoralement le gouvernement social-démocrate, on renversait aussi automatiquement, selon le Parti communiste allemand, les nazis... Toute cette démagogie fausement de gauche s'alliait donc en même temps à des positions qui annonçaient le tournant vers des positions crassement démocratiques et ultra-démocratiques comme jamais l'Internationale communiste n'en avait

connues.

* * *

Dans cette période, et surtout à propos de l'Allemagne on voit Trotsky prendre des positions vraiment incroyables.

Pour ce qui est de la situation espagnole, Trotsky en s'appuyant évidemment sur des données objectives y compris relativement justes, applique le schéma de la révolution permanente et plus particulièrement le schéma des révolutions doubles: il estime alors que va se reproduire en Espagne la **même situation** que celle de la révolution d'Octobre. Comme il s'agit d'un pays arriéré où subsistent, surtout à la campagne, de forts résidus pré-capitalistes, il voit le problème comme celui de la transformation d'une future révolution bourgeoise en révolution prolétarienne. Nous reviendrons plus loin sur cette question, et nous allons parler d'abord de l'Allemagne.

A ce propos Trotsky soutient qu'il y a une opposition fondamentale entre fascisme et social-démocratie et par conséquent le parti communiste allemand doit avoir une position de défense ouverte de la démocratie et de la social-démocratie. Il va jusqu'à prendre une position de **défense ouverte du stalinisme**. Trotsky arrive à dire - ce que la Fraction rappellera longtemps - qu'une victoire révolutionnaire en Allemagne est possible même **avec une politique erronée**, même avec la politique de Thälmann, le chef stalinien du parti. Thälmann sera candidat à la présidence de la République et à cette occasion il reçoit l'appui de l'opposition de gauche trotskyste: c'est l'appui au représentant des bourreaux de l'opposition de gauche en Russie, l'appui à l'Internationale qui a mené le prolétariat international à la défaite et qui prépare la défaite en Allemagne.

Nous allons donner quelques citations de Trotsky qui font frémir; mais il faut comprendre jusqu'où il pouvait aller et comprendre aussi comment certaines positions outrées de la Fraction ont été conditionnées jusqu'à un certain point par des positions opposées de Trotsky. Dans une brochure de février 1932 celui-ci assimile les conquêtes réalisées par la classe ouvrière au sein de la société bourgeoise dans une période démocratique (mais aussi dans une période qui pouvait ne pas être démocratique) à des noyaux de démocratie prolétarienne à l'intérieur de la démocratie bourgeoise:

«Au cours de plusieurs dizaines années les ouvriers ont construit à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, en l'utilisant tout en luttant contre elle, leurs bastions, leurs bases, leurs foyers de **démocratie prolétarienne**: les syndicats, les partis, les clubs de formation, les organisations sportives, les coopératives, etc. Le prolétariat ne peut arriver au pouvoir dans le cadre de la démocratie bourgeoise, mais seulement par la voie révolutionnaire: ceci est démontré aussi bien par la théorie que par l'expérience.» Nous sommes d'accord avec cette dernière phrase, mais voyons la suite:

«Mais c'est précisément pour cette voie révolutionnaire que le prolétariat a besoin des points d'appui de la démocratie prolétarienne à l'intérieur de l'Etat bourgeois. C'est à la création de telles bases que s'est réduit le travail de la IIe Internationale à l'époque où elle remplissait encore un rôle historique progressiste» (9) (souligné par nous).

Cette affirmation est proprement stupéfiante: elle ouvre la voie à toutes les conceptions réformistes selon lesquelles il est faux de dire que l'Etat bourgeois est l'instrument de la domination de la classe bourgeoise; sous la plume de Trotsky il devient, partiellement sans doute, un instrument de la classe ouvrière! La tâche des communistes n'est plus alors la destruction de l'Etat bourgeois, mais la défense d'une partie au moins de cet Etat contre l'offensive bourgeoise menée par les fascistes. Ce que Trotsky légitime ainsi c'est l'**antifascisme démocratique**, l'alliance avec les fameux secteurs bourgeois démocrates qui en Italie avait déjà scellé la défaite prolétarienne et qui servira par la suite à enchaîner le prolétariat à des objectifs strictement bourgeois, jusque et y compris la participation à la deuxième boucherie mondiale.

(...) «Le fascisme a pour fonction essentielle et exclusive de détruire tous les bastions de la démocratie prolétarienne jusqu'à leurs fondements. Est-ce que cela a ou non une "valeur de classe" pour le prolétariat?» Trotsky pose cette question pour tirer la conclusion. Comme il n'y a pas de doute que l'existence des organisations prolétariennes (que Trotsky baptise «de **démocratie ouvrière**», ce qui est un terme qui n'a aucun sens du point de vue scientifique marxiste mais ne sert qu'à brouiller les idées) a une valeur (y compris pour nous!),

puisque ces organisations et ces associations existent et sont reconnues sous le régime démocratique, il faut alors défendre la démocratie! La logique de ce raisonnement est très faible mais c'est bien celle que suit Trotsky.

Dans une autre brochure, écrite après la victoire de Hitler et adressée aux prolétaires sociaux-démocrates, il développe le même thème mais en tirant les conclusions jusqu'au bout:

«Si Hitler s'avise de liquider le Reichstag [c'est-à-dire le Parlement], et si la social-démocratie se montre décidée à combattre pour ce dernier, les communistes aideront la social-démocratie de toutes leurs forces» (10). Donc si l'institution parlementaire risque de s'effondrer, puisque cette institution est liée à l'existence de ces bastions de démocratie prolétarienne que sont les grandes organisations ouvrières - ou, mieux, puisque ces noyaux de démocratie prolétarienne ne peuvent vivre que s'il y a un Reichstag, alors les communistes défendront le parlement! Il est caractéristique que lorsque quelques jours plus tard le Reichstag sera incendié tous pleureront la destruction de ce temple de la démocratie bourgeoise et que notre Fraction sera la seule à défendre le malheureux Van der Lubbe; et elle le défendra pas seulement en tant que prolétaire accusé d'un acte terroriste même très discutable, mais aussi parce que l'incendie d'un parlement par un prolétaire ne pouvait que nous réjouir...

Plus loin il affirme:

«La mission du fascisme n'est pas tant d'achever les débris de la démocratie bourgeoise que d'écraser les premiers fondements de démocratie prolétarienne. Quant à notre mission, elle consiste à placer les éléments de la démocratie prolétarienne d'ores et déjà créés, à la base du système soviétique de l'Etat ouvrier. Dans ce but il faut briser l'écorce de la démocratie bourgeoise et en libérer le noyau de démocratie prolétarienne. Le fascisme menace le noyau vital de la démocratie ouvrière. Cela même dicte le programme du front unique» (11).

L'abus même du terme «démocratie ouvrière» qui englobe en réalité les partis et organisations **révolutionnaires** et les partis et organisations réformistes, c'est-à-dire **contre-révolutionnaires**, tout comme ce schéma caricatural de la révolution sociale qui fait disparaître toutes ses caractéristiques fondamentales sont déjà de très

graves concessions aux préjugés sociaux-démocrates. Mais Trotsky va plus loin; après avoir ainsi esquissé (ou plutôt défiguré) le but final, il termine:

«Nous sommes des matérialistes et c'est pourquoi nous ne séparons pas l'âme du corps. Tant que nous n'avons pas encore la force d'instaurer le système soviétique, nous nous plaçons sur le terrain de la **démocratie bourgeoise**» (souligné par nous) (12). Tout est dit.

* * *

Trotsky finit donc par identifier à la démocratie les organisations et institutions que le prolétariat a construits **malgré** et **contre** elle. Il n'est pas vrai en effet que les principes démocratiques comprennent la liberté d'organisation de la classe ouvrière. C'est l'inverse qui est vrai. La classe ouvrière a dû se battre pour conquérir ces fameux droits et ces fameuses libertés, alors que la célèbre **loi Le Chapelier** instituée sous la révolution interdisait l'association ouvrière. Il n'existe pas de lien logique ni métaphysique entre la démocratie et l'existence des organisations prolétariennes. Si le prolétariat a pu obtenir le droit de s'organiser dans la société bourgeoise ce n'est certainement pas parce que cela faisait partie des principes éternels de la démocratie, mais parce que la classe ouvrière s'est organisée et a lutté pour imposer la reconnaissance de ses organisations à la classe dominante. Bien entendu cette dernière a cédé sous cette pression avec l'objectif de corrompre et de mettre à son service ces mêmes organisations. Il n'y a pas de rapport de **dérivation** dialectique, mais plutôt, si l'on veut, d'**opposition** dialectique, entre la démocratie et les organisations ouvrières.

Dans cette période de montée de Hitler au pouvoir, Trotsky se laissera aller à dire que l'on passe de la démocratie au fascisme dialectiquement. C'est là une monstruosité car cela implique qu'il y a une opposition, une rupture, entre l'une et l'autre forme et que donc il soit possible et qu'il faille de défendre l'une (la forme démocratique avec ses noyaux de démocratie prolétarienne) contre l'autre.

En réalité ce n'est **jamais** en se plaçant sur le terrain de la démocratie bourgeoise, mais sur celui, **opposé**, de la **lutte de classe** qu'il est possible non seulement de résister réellement à l'of-

fensive capitaliste déchaînée dont le fascisme représente la pointe extrême, mais aussi d'arracher les prolétaires à l'influence de la social-démocratie et de toutes les organisations de collaboration des classes. On ne peut attendre pour quitter le terrain de la démocratie d'être devenu assez fort pour faire la révolution, parce qu'en restant sur ce terrain illusoire on se condamne à ne jamais se renforcer, on condamne le prolétariat à rester dispersé, paralysé et anesthésié par les mécanismes, les institutions, la propagande et les habitudes démocratiques conservatrices.

Il est intéressant de noter que dans cette même période, adhèrent à l'Opposition de gauche les fameux «Trois»-Leonetti, Tresso et Ravazzoli. Ces ex-dignitaires staliniens qui avaient participé à la purge contre notre courant adhèrent sur des positions démocratiques (c'est bien là aussi caractéristique de l'amalgame trotskyste) et représentent en réalité un courant de droite du parti communiste italien qui n'avait pas digéré le zig zag «à gauche» de la dite «Troisième période» et du social-fascisme; ils défendent la thèse de la revendication d'une Assemblée constituante en Italie pour combattre le fascisme.. Or Trotsky ne réfute pas cette position; il estime qu'on peut très bien lancer ce mot d'ordre, à condition d'analyser si c'est bien opportun dans la situation donnée. Il n'oppose pas de raison de principe à ce mot d'ordre de la Consti-

tuante qui, pas du tout par hasard, deviendra quelques années plus tard le cri de ralliement de la Résistance italienne et le drapeau de la reconstitution de la démocratie, c'est-à-dire de la défense du régime bourgeois en Italie contre tous les risques de débordements prolétariens à l'issue de la guerre.

(Suite et fin au prochain numéro)

(1) cf «Lettre ouverte aux communistes d'opposition», «Contre le courant. Organe de l'opposition communiste», n° 12, 28/6/28 (reprint Maspero 1971).

(2) cf Programme Communiste n° 68.

(3) Albert Treint et Suzanne Girault avaient été les dirigeants du PCF à l'époque de la «bolchévisation», période où ils s'étaient faits les exécutants zélés de tous les tournants de l'Internationale et où ils avaient expulsé les militants de gauche. La mise à l'écart de Zinoviev en Russie avait précipité leur chute. Alors qu'il avait été l'auteur de la célèbre définition du front unique: plumer la volaille socialiste, Treint, ironie ou plutôt logique implacable de l'histoire, réintégra quelques années plus tard... le poulailler social-démocrate.

(4) Il s'agit pour l'essentiel des

«Thèses de Lyon» présentées par la Gauche au IIIe Congrès du PCI, publiées dans notre brochure «Défense de la continuité du programme communiste», Textes du PC International n° 7.

(5) cf «Contre le courant» n° 13, 5/8/1928.

(6) Il s'agit du «Bulletin d'Information de la Fraction de Gauche italienne» n°2, septembre 1931, qui contient 3 lettres de Trotsky (25/9/29, 22/4/30 et 9/6/30) et les réponses de la Fraction.

(7) «Hitler al governo», «Prometeo» n° 84. Ce numéro contient aussi la très courte lettre de rupture de Trotsky avec la Fraction.

(8) «Il Fronte unico per la difesa del proletariato tedesco», «Prometeo» n° 85, 5/3/1933.

(9) cf «La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne», 8/12/1931 in Léon Trotsky, «Comment vaincre le fascisme», Ed. Buchet Chastel, Paris 1973, p. 102-103. Nous avons vérifié sur l'édition anglaise et sur l'original russe («Byuletin Opozitsyi») que Trotsky parle bien de points d'appui dans l'Etat bourgeois!

(10) cf «Entretien avec un ouvrier social-démocrate», 23/2/1933 in Léon Trotsky, Ecrits 1928-1940, Tome III, supplément à IVe Internationale, Paris 1959, p. 368.

(11) Ibidem, p. 372.

(12) Ibid.

Une nouvelle publication du parti: «The Proletarian»

Supplément en anglais du «prolétaire» -

L'objectif de ce bulletin - encore épisodique - est de faire connaître aux lecteurs de langue anglaise les positions théoriques et politiques de notre parti - le Parti Communiste International / Le Proletaire - Il Comunista - qui se caractérisent par la défense du programme communiste, c'est-à-dire du marxisme non falsifié, contre tout type de révisionnisme.

Au sommaire:

- Attacks against the U.S.A. : Only the Revolutionary Class' Struggle against Capitalism will end the Bourgeois Terror and Massacres ••• To our Readers ••• Capitalism is international and global. The anti-capitalist struggle must be international and global ••• The Struggle of the International Proletariat Against the Imperialist Strongholds, the Only Means to Help the Palestinian Proletarians and Masses ••• Against the Imperialist War in Chechnya. The Russian Workers Must Break with Their Bourgeois Chechnyan War by reviving the Daily Struggle in the Factories, the Cities and the Country ••• No to the imperialist action in Yugoslavia! Down with all nationalisms and all bourgeois oppressions! Leaflet published on March 1999 ••• Rover: Need of the Class Struggle ••• At the Editions Programme ••• The International Communist Party's Programme

Prix un exemplaire: 1,5€ - £ 1 - 3 CHF

the proletarian
Organ of the International Communist Party
Supplement to the proletarian Nr. 469

M2414 - 1 - £1 / US\$1,5 / €1,5

MUST NOT BE USED FOR PARTY - In printed circulation, this journal is not to be used for the purpose of propaganda or for the dissemination of the Party's programme. It is to be used for the purpose of the Party's programme only. It is not to be used for the purpose of the Party's programme. It is not to be used for the purpose of the Party's programme.	Programme International Communist Party 100, rue de Valenciennes 75013 Paris, France Telephone: 01 42 78 12 12 Fax: 01 42 78 12 13	A complete English edition of the journal is available from the International Communist Party 100, rue de Valenciennes 75013 Paris, France	the proletarian Nr. 1 December 2001
--	---	---	---

ONLY THE REVOLUTIONARY CLASS' STRUGGLE AGAINST CAPITALISM WILL PUT AN END TO THE BOURGEOIS TERROR AND MASSACRES

The attacks developed both...
 The attacks developed both...
 The attacks developed both...

Attacks against the U.S.A. : Only the Revolutionary Class' Struggle against Capitalism will end the Bourgeois Terror and Massacres...

To our Readers...

Summary...

The proletarian...

En défense de l'incendiaire du Reichstag

27 février 1933: le *Reischstag*, le parlement allemand, est en flammes. Aux alentours du bâtiment est arrêté Marinus Van der Lubbe, un maçon militant d'un groupe conseilliste. Le lendemain de l'attentat, le président Hindenburg signe un décret «*contre les actes de violence communistes qui menacent l'Etat*» qui autorise les forces répressives à agir «au-delà des limites légales prévues». Il est alors **minuit dans le siècle**: au triomphe de la contre-révolution en Russie, succède maintenant la victoire pacifique du nazisme dans le coeur industriel de l'Europe.

L'article de «Bilan» que nous publions n'est pas une curiosité d'antiquaire, destinée aux érudits et aux historiens du mouvement ouvrier, mais un message vibrant d'actualité que les générations révolutionnaires du passé nous transmettent. Il s'agit d'une splendide démonstration de la continuité de l'attitude marxiste devant le phénomène du terrorisme individuel. Qu'est-ce qui saute aux yeux du lecteur de ces pages?

Avant tout que la condition pour une critique en positif du terrorisme individuel est le refus des attitudes pleines de soit-disant «sagesse» et «responsabilité», typiques depuis toujours des réformistes, qui consistent à dénoncer comme des «provocations» tous ces actes. Innombrables sont en effet les prétendus révolutionnaires qui retombent à chaque fois dans ces attitudes.

Ensuite que pour définir une alternative marxiste à l'impasse du terrorisme individuel, il est indispensable de revendiquer la nécessité pour la révolution d'utiliser l'arme de la violence et du terrorisme, y compris minoritaire. C'est ce que fait l'article en rappelant l'oeuvre menée sur ce terrain par le Parti Communiste d'Italie dans le vif de la lutte contre les forces coalisées de l'appareil d'Etat bourgeois et des bandes fascistes, une lutte qui non seulement ne repoussait pas par principe les attentats contre les biens et les personnes appartenant à la classe ennemie, mais les **revendiquait** ouvertement, en appelant les prolétaires à généraliser de telles formes de lutte.

Enfin, que jamais les communistes ne doivent tomber dans une hypocrite position d'égale distance entre l'Etat bourgeois et les forces prolétariennes qui, même de façon confuse et erronée, se battent les armes à la main contre celui-ci. Il y a plus: la nécessité de combattre une telle tendance peut même conduire, dans certaines circonstances, à atténuer ou différer notre critique politique du terrorisme individuel. Quand se répand l'hystérie anti-terroriste et que la pression bourgeoise conduit nombre de formations dites d'«extrême gauche» à s'aligner objectivement dans le

front anti-terroriste derrière le masque d'une critique «marxiste» du terrorisme, le parti peut se trouver contraint pour ne pas se trouver confondu avec elles, à mettre au second plan, au moins dans **certaines** de ses déclarations publiques, sa critique théorique et politique fondamentale du terrorisme individuel.

Mais cette «atténuation» temporaire et relative de notre critique ne doit jamais tomber dans l'erreur inverse d'un soutien ou d'une adaptation politiques à des orientations qui constituent une impasse pour la lutte révolutionnaire. Elle impose au parti de reprendre avec une vigueur renouvelée sa lutte politique intransigeante contre toutes les fausses alternatives, y compris celles désespérées mais éventuellement fascinantes, du terrorisme individuel.

* * *

L'article de «Bilan» rappelle la position communiste vis-à-vis des actes de violence ou de terrorisme contre les bourgeois et leur Etat: non pas leur dénonciation comme «provocations», mais la compréhension que de tels actes sont inévitables et la claire conscience que le parti a pour tâche d'essayer de les «encadrer», de les organiser, de les centraliser, afin que les précieuses énergies de révolte qu'ils expriment puissent servir à la préparation révolutionnaire de la classe ouvrière au lieu de se dépenser en vain, voire même d'être utilisées par la classe dominante.

Dans un article de 1921 «Parti et action de classe» (reproduit dans notre brochure «Parti et classe»), Amadeo Bordiga écrivait ainsi: «*Nous considérons comme infantile la conception selon laquelle l'usage de la violence et les actions armées sont réservées au «grand soir» où sera déclenchée la lutte suprême pour la conquête du pouvoir. Il est dans la nature même du processus révolutionnaire réel que des heurts sanglants entre le prolétariat et la bourgeoisie se produisent avant la lutte finale, et il peut s'agir non seulement de tentatives prolétariennes non couronnées de succès, mais aussi des inévitables affrontements partiels et transitoires entre des groupes de prolétaires poussés à se soulever et les forces de la défense bourgeoise, ou encore entre des groupes de «gardes blancs» de la bourgeoisie et des travailleurs attaqués et provoqués par eux.*

Il n'est pas juste de dire que les partis communistes doivent désavouer de telles actions et réserver tous leurs efforts pour le moment final, car toute lutte nécessite un entraînement et une période d'instruction, et c'est dans ces actions préliminaires que la capacité d'encadrement révolutionnaire du parti doit

commencer à se forger et à s'éprouver».

L'attitude des staliniens (que l'article appelle «centristes», selon l'usage de l'époque) était absolument différente. Aligné sur l'idéologie et la praxis démocratiques, le mouvement qui se prétendait communiste dénonçait Van der Lubbe, qui avait commis le sacrilège de mettre le feu à un Parlement, comme un **provocateur** au service des Nazis: l'incendie du Reichstag aurait été un complot nazi pour détruire la démocratie, parachever la prise de pouvoir de Hitler et arrêter les dirigeants communistes. Cette thèse, défendue au procès par Dimitrov (dirigeant de l'Internationale arrêté à la suite de l'incendie et jugé avec les dirigeants du parti communiste), en opposition à la thèse de l'accusation selon laquelle c'était les communistes qui étaient responsables de l'incendie, popularisée dans le monde entier par un «contre-procès» organisé à Paris et à Londres et par un «Livre brun» diffusé à des millions d'exemplaires par les services de l'*agit-prop* stalinienne et les démocrates, devint par la suite la thèse officielle des historiens. Enseignée à l'école, elle est considérée encore aujourd'hui par la plupart des gens comme une vérité établie. Pourtant, depuis les années soixante, les historiens ne peuvent ignorer que cette légende est une fabrication de la propagande démocratico-stalinienne (1).

30 ans plus tôt «Bilan» démontrait l'absurdité de cette thèse et écrivait que Van der Lubbe mérite la **solidarité** les prolétaires. Si son geste ne pouvait qu'être impuissant contre les Nazis, il est au moins un acte réel de lutte, alors que les partis soit-disant «ouvriers», Parti Communiste en tête, ont, eux, organisé l'**inaction**, la passivité du prolétariat devant la montée du nazisme. Au procès, Dimitrov demande l'exécution de Van der Lubbe, alors qu'en tant que dirigeant de l'Internationale il n'avait jamais orienté le travail du parti vers l'exécution du capitalisme allemand ni même du nazisme. Les juges seront forcés de l'admettre et ils l'acquitteront avant de l'expulser (acquittés eux aussi de ce chef d'accusation, les dirigeants allemands du parti resteront quand même en prison d'où ils ne sortiront plus jamais). Le stalinisme célébra cette «grande victoire» remporté sur les Nazis, alors qu'il était responsable au premier chef de la **terrible défaite** subie sans combat par le prolétariat allemand...

Rares furent ceux qui osèrent alors prendre la défense de Van der Lubbe; parmi ces camarades d'idée, il faut signaler que le grand théoricien du conseillisme, Pannekoek, ne trouva rien de mieux que de les condamner parce qu'il s'agissait d'un *acte individuel* et parce que *la destruction* [n'était pas] *un moyen de lutte* (2) !

Nous faisons suivre cet article, comme dans le n° de «Bilan», d'un manifeste du Parti Communiste d'Italie aux travailleurs de Milan à la suite d'un sanglant attentat anarchiste en tant qu'illustration de la position correcte à adopter par les communistes, en reproduisant aussi l'introduction de «Bilan».

* * *

Les italianismes que l'on trouve dans le texte

s'expliquent par le fait que «Bilan» était rédigé en français par des militants italiens. Nous n'avons fait que quelques corrections très mineures et conservé le style original.

(1) cf. Tobias, «*Der Reichstagbrand. Legende und Wirklichkeit*», Rastatt, 1962. D'après G. Goriely, ce livre fut accueilli avec une hostilité comparable à celle recueillie par les négationnistes actuels et n'eut guère d'écho hors d'Allemagne, cf. «1933, Hitler prend le pouvoir», Ed. Complexe 1999, p. 132.

(2) cf. *Persmateriaal Internationale Communisten* n° 7, mars 1933.

L'ANTI-FASCISME DÉMOCRATIQUE: UN MOT D'ORDRE ANTIPROLÉTARIEN QUI A FAIT SES PREUVES

Sous ce titre est réédité un article de notre revue théorique «Programme Communiste» n° 56 (juillet 1972) rappelant à grands traits ce qu'est l'Etat démocratique, ce qu'est le fascisme et la nature **contre-révolutionnaire** et **anti-prolétarienne** de l'anti-fascisme démocratique. Le seul véritable anti-fascisme est l'anti-capitalisme et dans les pays capitalistes l'unique alternative historique n'est pas: démocratie ou fascisme, mais: **dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat**.

Une brochure de 17 pages: 1 €

« Communisme et fascisme »

«Dans le fascisme, nous ne voyons pas un changement de la politique de l'Etat italien, mais la continuation de la méthode employée par la démocratie. Nous ne ferons aucun crédit pour lutter contre le fascisme au complice naturel de la démocratie: le réformisme social-démocrate.»

«Dans le domaine de l'idéologie et du programme, le fascisme n'a rien apporté de nouveau. Sa supériorité réside dans son organisation, sa discipline, sa hiérarchie.»

«Le parti communiste doit souligner le rôle indépendant que la situation en Italie lui assigne; mais pour pouvoir faire une politique indépendante il faut qu'il n'y ait aucun défaitisme. Il ne faut pas aller raconter aux prolétaires italiens que les actions menées jusqu'ici ont fait faillite. Même si l'attitude des communistes italiens n'a pas toujours été approuvée, il sentent qu'ils n'ont rien à se reprocher devant la révolution et devant l'Internationale». (Extraits du texte)

Texte du Parti Communiste International
(Brochure 140 pages - 7 €)

VAN DER LUBBE

Les fascistes exécutent.

Socialistes et centristes applaudissent

« Bilan » n° 3 (Janvier 1934)

La tête de Van der Lubbe est enfin dans le panier: voilà le triste épilogue du procès de Leipzig et du contre-procès de Paris. Juges et contre-juges peuvent être satisfaits; le «provocateur a expié son crime». Ce n'est pas seulement dans l'indifférence générale que le bourreau a fait justice, «L'Humanité», organe central du Parti Communiste Français, n'avait-elle pas crié au «plus grand scandale judiciaire du siècle»? Le verdict a prouvé qu'il y a encore des juges et de la justice au monde, que la conscience universelle, que l'opinion publique mondiale, soulevée par la «fine fleur prolétarienne», siégeant au contre-procès de Londres, a déjoué la manoeuvre du ou des «provocateurs» et a empêché ce grand scandale judiciaire de se produire. Le couperet de la guillotine est là pour prouver à d'autres «provocateurs» que le jeu n'en vaut pas la chandelle et que si, demain, d'aucuns osaient lancer un nouveau défi à la conscience du monde entier, il se trouverait encore des juges, des contre-juges et des bourreaux pour châtier le coupable, et l'orchestre jouerait sans accroc: du fasciste au démocrate, du centriste à l'oppositional, jusqu'à l'anarchiste même s'élèverait le chœur unanime du «monde civilisé» qui s'insurge contre la provocation, le scandale judiciaire, l'idiotie du terrorisme, l'instrument inconscient du fascisme, le serviteur du «*morphinomane*» Goering.

La seule force avec qui le bourreau de Leipzig devait compter c'était le gouvernement des bourreaux des marins des «Sept provinces»: toutes les organisations de masse agissant au sein du prolétariat n'ayant cessé de montrer aux ouvriers de tous les pays que Van der Lubbe était un provocateur. D'autre part, les quelques groupes prolétariens - dont nous sommes - qui ne joignaient pas leur voix aux socialistes et aux centristes ou qui prenaient ouvertement la défense du maçon de

Leyde en revendiquant son geste, n'ayant aucune influence parmi les ouvriers.

Mais le «plus grand scandale judiciaire du siècle», selon «L'Humanité» n'a-t-il pas raté parce qu'il s'est produit, le «plus grand scandale du mouvement ouvrier»? Les conditions dans lesquelles est tombée la tête de Van der Lubbe ne signifient-elles pas que fascistes, démocrates, socialistes et centristes avaient déjà pu décapiter le prolétariat mondial qui, privé de son parti de classe, se trouvait dans l'impossibilité de réagir à la tragédie du procès de Leipzig et du contre-procès de Londres et de Paris.

Aussitôt la nouvelle de l'attentat répandue à l'étranger, le 27 février 1933, la presse socialiste, centriste et oppositionnelle, en accord avec la presse gouvernementale des pays démocratiques, a immédiatement parlé de la machination des Hitler et des Goering. Et pourtant personne ne connaissait quoi que ce soit de la personnalité de Van der Lubbe, ni de ses prétendues attaches avec les nazis. Le militant prolétarien «le plus à gauche» était celui qui mettait tout en oeuvre afin que le fascisme tombe cette fois-ci dans son propre panneau, celui qui mobilisait la conscience universelle contre cet attentat, afin de gagner à cette entreprise salutaire les sympathies de «tout le monde». L'indignation ne pouvait manquer de gagner «d'un bout du monde à l'autre», et le fascisme aurait été pris dans son lacet: le tout étant de bien préparer la campagne du «grand scandale qui était allé éclater». Voilà l'atmosphère qui fut créée autour de l'incendie du Reichstag et l'on ne peut nier que «Livre brun» et contre-procès de Londres n'aient pas atteint le sommet dans une campagne faite de scandales où la presse centriste s'est certainement classée, au premier rang, entre autres reportages à effet pour impressionner «l'homme de la rue».

Ce n'est donc pas sur des données de faits que se détermine une disposition générale pour attribuer à Hitler l'initiative de l'incendie, car Van der Lubbe aurait pu prendre les plus grandes précautions, en chargeant ses amis de révéler ses intentions véritables, rien n'aurait empêché que toute la campagne contre la «provocation» ne se déclenche quand même.

Il faudra donc analyser cette mentalité qui conduit directement à considérer que l'attentat, l'acte terroriste, ne soient et ne puissent être autre chose que des machinations indispensables au fascisme pour raffermir son pouvoir et écraser ses adversaires. Cette mentalité découle de deux attitudes centrales, dont l'une est parfaitement logique, et l'autre appartient, de plein droit, à la dégénérescence qui gangrène le mouvement communiste, après la victoire du centrisme au sein des partis communistes.

Pour les démocrates et social-démocrates, le fascisme ne représente pas un mouvement bourgeois; pour eux le capitalisme ne peut vivre sans la démocratie, et - à chaque instant - ils feront croire aux ouvriers, que sinon Brüning, ce sera Hindenburg, ou Von Papen, ou Hugenberg qui n'attendent que l'occasion propice pour passer à l'attaque contre l'invasion fasciste. La terrible expérience italienne ne signifiait pas, du fait de l'inexistence d'un véritable parti communiste en Allemagne, l'impossibilité pour la social-démocratie de répéter la fonction qu'elle occupa en Italie. Bien qu'en Allemagne, les conditions se trouvaient être beaucoup plus compliquées pour la réalisation de la fonction de la social-démocratie, celle-ci détenant le pouvoir en Prusse et étant un élément indispensable au jeu de Brüning à l'intérieur du Reichstag, les Severing, Braun et compagnie ont pu quand même s'acquitter honorablement de leur tâche de fossoyeur des organisations prolétariennes. Pendant

deux ans le problème, pour le capitalisme, consistait à éviter que les travailleurs emploient leur force et la force de leurs organisations pour livrer, en pleine crise économique, leurs combats de classe. La social-démocratie était à sa place pour défendre à nouveau le capitalisme. Elle disait aux ouvriers que la seule condition pour éviter le «pire» était l'abandon de toute lutte ouvrière, celle-ci ne pouvant que faire le jeu du fascisme.

Lorsque la social-démocratie engage les ouvriers à ne plus se défendre par la violence, à laisser l'initiative de la «violence criminelle» au fascisme, à laisser même se perpétrer les crimes des bandes fascistes, elle reste parfaitement logique avec la fonction historique qui lui revient. Suivant la haute sagesse du social-démocrate, les ouvriers n'auraient par conséquent aucune goutte de sang sur la conscience et pourraient rappeler les gouvernements bourgeois «au sens de leurs responsabilités».

Le capitalisme libéral et démocratique entendant les «voix» prolétariennes, parviendrait ainsi, grâce, à une investiture divine, à retrouver son «âme» malheureusement égarée. Et, en définitive, les prolétaires redeviendraient ces brebis du fidèle troupeau, rappelant leur gardien à l'ordre, pendant que le capitalisme continuerait à administrer les pilules de la liberté et de la démocratie. Cependant, l'histoire n'est pas faite de rencontres paisibles entre brebis sortant ou rentrant dans le troupeau et des gardiens, propriétaires, immuables de ce dernier. Mais l'histoire, et l'histoire du capitalisme, est celle des bouleversements économiques et de classe; et si, faute d'un parti de classe, la crise économique sans issue se rencontre avec une crise sans issue de la révolution, l'organisme social qui n'a pu se reconstituer sur une base prolétarienne, au travers de l'insurrection victorieuse du prolétariat, se reconstitue, se réorganise, relancé qu'il se trouve être dans une direction opposée, sur une base capitaliste pour apparaître désormais au travers du bourreau fasciste.

Les social-démocrates italiens d'abord, allemands en suite, n'ont-ils pas engagé les ouvriers à guetter la syphilis de Mussolini ou la morphinomanie de Goering, l'opposition du roi d'Italie, ou du président Hindenburg, du libéral Giolitti ou du nationaliste Hugenberg ou, enfin, le ressaisissement ou la révolte de la

bourgeoisie contre le fascisme? Ainsi les ouvriers se décideront à attendre que le capitalisme les délivre du fascisme: entre-temps les occasions, toutes les occasions, pour la lutte prolétarienne seront annulées et l'on arrivera enfin devant ces situations où la bourgeoisie pourra réaliser le bloc des ouvriers autour d'elle, pour le déclenchement de la guerre.

Lors de l'incendie du Reichstag, il était parfaitement concevable - et il ne pouvait en être autrement - que les social-démocrates parlent de la «provocation» contre le capitalisme qui, surpris en janvier 1933 par l'arrivée de Hitler au pouvoir, s'apprêtait à se libérer de cette force médiévale par le canal sans doute de M. Hugenberg ou de M. Von Papen. Le socialiste n'est-il pas celui qui prêche la nécessité de l'opposition permanente du prolétariat à la violence? N'est-il pas l'«anti-violent» par excellence, ainsi qu'il l'a si bien prouvé en Allemagne en 1920 par l'assassinat de milliers de spartakistes? Mais, sans aucun doute, l'appui à la violence de 1919-1920 avait sa raison, parce qu'elle s'opposait à la lutte d'émancipation des travailleurs, parce qu'elle garantissait le règne du capitalisme. La violence de Van der Lubbe, pouvant compromettre le «retour» (?) de ce capitalisme, devait être considérée comme une provocation. Aussi le geste de Van der Lubbe, voulant signifier la nécessité de la violence comme seule arme de lutte du prolétariat, devait-il se heurter à l'opposition acharnée de la social-démocratie, toute désignée pour occuper une place de premier plan dans la croisade contre le maçon de Leyde. Il avait osé commettre le sacrilège de donner au parlement allemand une mort héroïque, c'est dans les flammes qu'il voulut faire disparaître cette institution bourgeoise qui préserva le capitalisme de la révolution et qui, pendant quatorze ans, s'était démontrée indispensable pour permettre à la bourgeoisie d'extirper toutes les organisations de la classe ouvrière.

* * *

La montée du fascisme en Italie, l'instauration et le renforcement de la dictature des chemises noires, se sont heurtés à une série d'attentats et d'actes terroristes.

Ceux-ci ne se bornaient pas seulement à la personne de Mussolini, mais surtout avant la marche sur Rome, s'exprimaient différemment. Ainsi, il

y eut la période dite de «l'allumette» qui représente l'incendie d'énormes bois. Notamment à l'occasion de l'incendie des chantiers de St-Marc, le prolétariat de Trieste écrivit une des pages les plus glorieuses de sa lutte.

A aucun moment il ne fut question, de la part des communistes, de considérer qu'il s'agissait là d'actes de provocation. Et pourtant, au moment même où ces attentats se produisaient, les communistes avaient nettement la certitude que le fascisme en aurait profité pour passer à une lutte toujours plus violente contre son avant-garde. Lors de l'attentat du «Diana» en 1921, la panique fut générale et elle engloba même les anarchistes et leur chef incontesté, Malatesta, qui d'ailleurs a donné maintes preuves de courage et de fermeté personnelles. Mais les communistes n'ont jamais participé à ces concerts unanimes contre les attentats et - à chaque occasion - ils brisèrent le chœur des lamentations hypocrites et des disculpations peureuses pour en arriver, dans certaines circonstances, à ne pas revendiquer leur opposition de principe aux actes terroristes. Car cela pouvait faire le jeu de l'ennemi qui exploitait ces événements, pour extirper du cerveau de la classe ouvrière l'idée de la nécessité de la violence. Mais alors le centrisme n'était pas à la direction des partis communistes et, au point de vue de la doctrine, la divergence avec les anarchistes se plaçait nettement sur le terrain de la nécessité de la préparation de l'insurrection sur la base des mouvements de classe, contre leur thèse de la révolution pouvant résulter d'une multiplication de gestes individuels. De plus, sur le terrain concret, cette divergence se manifestait clairement au travers de la compréhension que les communistes avaient de la lutte ouvrière. Cette dernière ne se déroule pas suivant le schéma militaire d'armées contrôlées et disciplinées, se mouvant en réflexe des mouvements de classe. De ce fait, les communistes passaient ouvertement à l'explication des actes terroristes et des attentats, et s'efforçaient de les encadrer dans le processus de la lutte révolutionnaire du prolétariat. Les anarchistes, de leur côté, ne faisaient qu'exploiter ces gestes pour appeler les ouvriers à délaissier les organisations de classe et surtout l'action du parti de la classe ouvrière.

Lénine disait que Plekhanov n'avait rien compris de la politique communiste envers les anarchistes: sa

lutte contre eux en arrivait à suffoquer l'esprit de combat et de sacrifice de ces militants au lieu de les discipliner et de les coordonner dans l'ensemble du mouvement révolutionnaire. Pas mal de ces militants actuels, membres des différents groupes oppositionnels, orthodoxes ou hétérodoxes, feraient bien de relire ces pages de Lénine, et de ne pas se hâter dans leurs graves et solennelles sentences sur «l'idiotie» de tel ou tel geste (où ils rejoignent le réformisme), dans l'analyse, le jugement des événements d'Espagne, quant aux «responsabilités» des anarchistes faisant le jeu de la réaction monarchiste.

L'incendie du Reichstag nous permet de saisir sur le vif la dénatura-tion de la position communiste au sujet des gestes individuels de terrorisme. Au fond, l'on renonce à considérer que les situations dépendent des contrastes de classe et du plan de l'ennemi pour étrangler - à travers l'instauration du fascisme - toutes les organisations de classe du prolétariat, ou pour corrompre jusqu'à la moelle des organismes ouvriers, à l'aide d'une direction social-démocrate ou centriste qui les fera servir aux buts de la conservation du capitalisme. La social-démocratie, le centrisme diront que la classe ouvrière ne devra et ne pourra pas se regrouper dans les frontières de ses programmes pour résister à l'ennemi, mais sera forcée de chercher ailleurs les moyens de sa défense. L'incendie du Reichstag se produit en présence de la sainte indignation du capitalisme, de l'horreur - ah ! combien sincère du fascisme - contre les violences et contre l'attentat envers les institutions sacrées de la démocratie, devant le bouleversement des classes moyennes, de l'intellectualité à la recherche perpétuelle d'un pouvoir fort qui assure une tranquillité à leur vie économique misérable, qui va enfin trouver une planche de repos et de satisfaction car, dans les bureaux, les syndicats, les troupes d'assaut, il y aura enfin de quoi alimenter la sottise présomption de cette intellectualité qui pourra commander les ouvriers au nom de la patrie et de l'Etat fort; selon le socialiste et le centriste, en présence de la déconfiture des travailleurs contre qui se déchaîne l'attaque du capitalisme, le prolétariat n'a qu'une seule voie de salut: s'associer à cette répugnante mise en scène, repousser toute compromission avec l'incendiaire et affirmer bien haut que l'incendie du Reichstag est bien le fait de provo-

cateurs qui veulent favoriser le plan des fascistes, de «repris de justice» qui sont venus au pouvoir au mépris de toutes les lois de la société démocratique du capitalisme.

Le sort de la classe ouvrière à la merci d'un commissaire de police qui, sous l'instigation de Hitler ou de Goering, prépare et réalise le grand coup de l'incendie du Reichstag et a besoin de cela pour modifier de fond en comble la situation du prolétariat. Voilà comment a été considérée, dès le début, l'incendie du 27 février 1933. Comme si, sans cet incendie, la situation aurait été autre en Allemagne; comme si, enfin, pour neutraliser ou repousser l'attaque fasciste, l'on devait se baser sur la mobilisation de la «conscience universelle» qui aurait fini par révéler le scandale et déjouer la manoeuvre de Goering et Hitler au service desquels se serait trouvé Van der Lubbe.

La panique de la classe ouvrière, le bouleversement des classes moyennes, sont des faits réels auxquels il fallait donner une solution prolétarienne et il n'est nullement établi que le fascisme ait besoin de ces grands coups de scène pour réaliser son plan. Au contraire, si les masses ouvrières renoncent à mener leur lutte contre le capitalisme, si (hypothèse totalement abstraite) la bourgeoisie pouvait organiser et maintenir sa domination dans la «paix sociale», elle pourrait assurer une tranquillité absolue aux esclaves de son exploitation. Une comparaison entre l'expérience italienne et l'expérience allemande prouve d'une façon incontestable que les violences de Hitler ont été de beaucoup moindres et cela parce que la classe ouvrière italienne a pu opposer une résistance énergique et armée à la montée du fascisme. Cela évidemment ne dépend pas des qualités supérieures des ouvriers italiens à l'égard des ouvriers allemands, mais de facteurs positifs et historiques: la classe ouvrière italienne ne portait pas dans sa chair les plaies de trahisons répétées et elle pouvait compter sur une Internationale Communiste; alors que le prolétariat allemand rencontra, dans sa pénible et sanglante résistance à l'attaque fasciste, l'obstacle formidable représenté par le centrisme qui n'aura pas lancé, ne fût-ce qu'un appel, à la classe ouvrière mondiale pour se mobiliser aux côtés des prolétaires d'Allemagne. Nous avons établi cette comparaison, pour réagir contre cette mentalité pourrie, d'après laquelle l'incendie du

Reichstag devait être forcément, inéluctablement, naturellement, l'oeuvre de provocateurs et ne pouvait être un produit de la situation que traversait le prolétariat allemand après la victoire de Hitler.

Millions de voix aux élections, victoire socialiste qui assurait le triomphe de Hindenburg contre Hitler, victoire sur victoire du parti communiste selon les dires des centristes qui mettaient en évidence les «succès de la ligne politique juste et bolchévique»; et l'addition, la synthèse de toutes ces victoires, c'était le gouvernement de Hitler préparé directement par les cent jours du «général social» von Schleicher, de ce général qui, soi-disant, aurait poussé socialistes et communistes au déclenchement de la grève générale à la fin janvier pour éviter le gouvernement Hitler. Pour indiquer la déconfiture et la pourriture du mouvement communiste, il suffira de rappeler que certains dirigeants du S.A.P. (Parti Ouvrier Socialiste) qui veulent mettre en évidence le frottement ou l'opposition du capitalisme au fascisme, attribuent une valeur à cette démarche de von Schleicher auprès des dirigeants socialistes ou communistes.

Dans cette situation d'écroulement général des organisations et des partis traditionnels de masse, rien d'extraordinaire si des actes de terrorisme se déterminent. Et d'ores et déjà la perspective de la situation actuelle peut être fixée: de tels gestes ne feront que se répéter en Allemagne ainsi qu'il en a d'ailleurs été le cas en Italie. La position communiste en face de ces manifestations individuelles ne peut être que la suivante: expliquer ces gestes et essayer de les encadrer dans le problème de la lutte générale de la classe ouvrière. Les conditions dans lesquelles le triomphe du centrisme nous oblige à lutter rendent très difficile et presque impossible de donner une solution ferme à un problème nouveau qui est posé à la classe ouvrière par le mouvement fasciste. Doit-on, à l'occasion des mouvements de classe, ou en prévision d'une grève - dans les pays fascistes - passer à des actes de terrorisme individuel pour que les masses qui se disposent à la lutte pour leurs revendications immédiates, voient la nécessité et la possibilité de donner à ces luttes la forme armée et violente désormais indispensable pour obtenir le moindre succès en face d'un capitalisme qui est forcé - par des conditions économiques particulières

- de réduire les ouvriers à l'état d'esclaves qui ne peuvent plus songer à la possibilité de se défendre contre leur esclavage ?

En face du procès du Reichstag, les communistes devaient donc, d'une façon bien ferme, se refuser au traquenard qui leur était offert; ils n'avaient pas le devoir de se prononcer pour ou contre; ils avaient le devoir d'exprimer qu'en face des assassinats de prolétaires faits par des social-démocrates ou des fascistes, le geste d'un prolétaire contre le Reichstag n'avait en fait que la signification d'une brique qu'on lance en face d'une mer de sang ouvrier; ils avaient le devoir d'alerter la classe ouvrière d'opposer au scandale ennemi, la nécessité de défendre les institutions de la classe ouvrière, la seule possibilité de les défendre par l'exercice de la violence prolétarienne.

Le tournant unanime fait de scandales, autour du Reichstag, devait être brisé bien nettement, et les communistes devaient proclamer aux ouvriers que le parti de leur classe, loin de s'associer à la spéculation ennemie, repoussait toutes les canailles dans leur caverne; que le problème à résoudre n'était pas d'établir la provocation fasciste mais de mobiliser toutes les énergies pour permettre une résistance efficace. Le fascisme voulait-il profiter de l'incendie pour le tourner à son avantage, en se présentant comme le défenseur de l'ordre: le prolétariat avait le devoir d'affirmer qu'il entendait bien menacer cet ordre et qu'il s'appropriait à défendre ses institutions de classe pour le renversement de l'ordre capitaliste. Ainsi, même dans l'hypothèse d'une provocation, le prolétariat aurait affirmé qu'il n'est pas à la merci d'un commissaire de police, et l'éventuelle machination de celui-ci aurait trouvé le prolétariat décidé à ne pas se laisser prendre au piège. Même s'il n'avait eu que la possibilité d'éditer un seul tract polygraphié, le parti communiste aurait dû affirmer que le prolétariat a le devoir de multiplier les actes de violence - en connexion avec les mouvements de classe - pour la réalisation de l'attaque insurrectionnelle. Ceux qui disent que l'incendie du Reichstag était indispensable au fascisme, n'ont qu'à se demander si les assassinats d'Altona, de Cologne ou le plébiscite de novembre ont eu besoin d'autres incendies du Reichstag.

Mais n'est-ce pas la caractéristique de la mentalité actuelle de

groupes communistes qui prennent une attitude, essayent de l'expliquer et de lui donner la réponse et la solution «communiste» en l'isolant, en la situant en dehors de toute considération de principe, ou d'analyse comparée d'expérience, pour en arriver à cette conclusion: «Voilà la provocation, il s'agit de se lancer dans une course de vitesse pour la déjouer». L'épilogue de Leipzig est là pour prouver comment les contre-juges de Londres et de Paris ont su déjouer la provocation tout en laissant se renforcer le régime fasciste en Allemagne.

La position anticommuniste de départ devait inévitablement comporter ses conséquences. Le prolétariat mondial, ses organisations, ses luttes vont être délibérément mis de côté. Les appels que l'on lancera autour de l'incendie du Reichstag n'émaneront jamais des partis, mais entremêlés au fatras de signatures se trouvant au bas des appels lancés, il y aura à peu près tout: le groupe sportif ou féminin du parti, les Amis de l'U.R.S.S. ou les Amis de la Paix, mais il ne s'y trouvera jamais la mention d'un parti communiste. Et toutes ces organisations collatérales au parti (et qui loin d'être un appui au mouvement communiste, sont des appendices nécessaires au centrisme pour sa politique contre-révolutionnaire) lanceront des appels de soutien à l'oeuvre des contre-juges. Qui sont ces derniers? Nitti, bourreau en congé du prolétariat italien; MM. Darrow et Hays, les collègues des juges qui ont brûlé Sacco et Vanzetti; Mr Pritt, conseiller de la Cour royale d'Angleterre, Lord Marley, vice-président de la Chambre des Lords et d'autres éléments tout aussi «liés» à la lutte prolétarienne pour parfaire cette «cour de justice» éditant le «Livre brun de la vérité». Il faut immédiatement remarquer que le contre-procès de Londres a représenté l'axe de toute la campagne mondiale et non un élément d'appui pouvant être occasionnellement utile à l'action du prolétariat en faveur des accusés de Leipzig. Qu'il en soit ainsi, cela est prouvé non seulement par l'éclipse et la non-participation communiste, mais surtout par la thèse centrale autour de laquelle devait être mobilisée la «conscience universelle».

Il s'agissait d'une provocation, le responsable c'était Goering et Van der Lubbe était l'instrument de ce dernier. Dès lors, la classe ouvrière mondiale n'avait plus de poids spécifique, elle ne pouvait intervenir que

dans la mesure où elle épousait la thèse des contre-juges et s'associait aux manifestations pour le triomphe de la «justice». Le prolétariat aurait pu remplir son rôle spécifique seulement si on avait placé le problème tout autrement et s'il avait été appelé à défendre les accusés, tous les accusés. Van der Lubbe, Dimitrov, Popov, Tanev et Torgler. Alors, le fait évident que le fascisme avait voulu compromettre le parti communiste, au point de vue juridique, aurait apparu dans sa signification réelle: un geste de violence s'étant vérifié au cours du plan de l'organisation fasciste en Allemagne, pour empêcher que ce geste ne se généralise, il fallait frapper l'organisme historiquement appelé à réaliser la victoire violente et insurrectionnelle contre le capitalisme. Le centrisme pouvait immobiliser et anéantir cette fonction historique du parti communiste mais il ne pouvait pas faire l'impossible, soit empêcher la formation d'une fraction de gauche assurant la continuité du parti de classe du prolétariat. Sur cette base, l'inculpation de militants communistes aurait pris sa signification réelle: on aurait pu défendre ces militants au point de vue juridique, sans les présenter comme des «innocents politiques» mêlés à une entreprise de provocation.

Et le fascisme devait avoir le jeu facile; il devait permettre à Dimitrov ce qui ne fut permis ni à Altona, ni à Dusseldorf où il put exécuter des dizaines d'ouvriers pour qui le Livre Brun contenait à la fois les pages des assassinats fascistes et les exploits des contre-juges de Londres et de Paris.

Dimitrov, lui-même, qui - au début - devait avoir une attitude digne d'éveiller l'enthousiasme des masses ouvrières, devait, à la fin, descendre au niveau de bassesse des contre-juges, lorsqu'il déclara (voir «L'Humanité du 17 décembre 33): *«Je demande, en conséquence, que Van der Lubbe soit condamné comme ayant travaillé contre le prolétariat»*. Les bourreaux de Leipzig ont répondu: ils ont châtié Van der Lubbe et ils ont donc acquis un titre «prolétarien» de premier ordre en face du mouvement ouvrier.

* * *

Van der Lubbe a-t-il été un instrument inconscient dans les mains des fascistes? Il n'existe pas de preuves à ce sujet, alors qu'il existe - pour détruire cette hypothèse - le fait indis-

cutable suivant: si le fascisme voulait compromettre des militants du parti, il n'aurait pas agi d'une façon aussi idiote et, au lieu d'inculper des éléments qui ont pu produire des alibis irréfutables, aurait préparé beaucoup mieux la scène de l'incendie et les moyens ne pouvaient lui faire défaut à cet effet. Ce qui intéressait le fascisme c'était de profiter de l'incendie pour frapper politiquement le parti et nous avons déjà indiqué comment il aurait fallu réagir et se défendre.

Van der Lubbe s'est trouvé seul contre un monde d'ennemis. Au procès, il s'est trouvé devoir renoncer à revendiquer même son geste, car s'il l'avait fait, il aurait directement compromis le système défensif de ses

co-inculpés. Ces derniers ne disaient-ils pas qu'ils étaient les victimes d'une machination fasciste? Si Van der Lubbe avait osé revendiquer son geste, il lui aurait été répondu qu'il continuait son rôle de provocateur en détruisant la thèse de la défense et en disculpant les responsables fascistes.

Une tragédie d'une telle ampleur doit avoir fini par anéantir, bien avant que le bourreau n'arrive, la vie de Van der Lubbe. Son silence n'a été que le sacrifice même de sa vie morale dans une situation où, en face d'un monde d'ennemis, la vie de ses co-inculpés ne pouvait dépendre que d'une attitude d'atonie, d'insensibilité, qui devait se conclure par sa déclaration disant qu'il savait qu'il

exposait sa vie en incendiant le Reichstag et qu'il n'attendait que la mort, c'est-à-dire qu'il ne demandait que la fin du procès.

Maintenant que l'ennemi a pu avoir sa tête, il ne reste que des groupes prolétaires insignifiants pour défendre sa mémoire. Demain, lorsque le prolétariat pourra reconstruire son parti, au feu des batailles révolutionnaires juges, contre-juges, socialistes et centristes auront leur compte: le régime qu'ils ont défendu s'écroulera sous les coups de la classe ouvrière qui reconnaîtra un des siens dans le «provocateur» Van der Lubbe et le vengera dans la bataille insurrectionnelle pour l'instauration de la dictature du prolétariat.

Pour les funérailles des victimes du «Diana»

Le procès du Reichstag s'est déroulé dans une atmosphère de désaveu total des actions terroristes. Méprisant les enseignements de Marx et de Lénine à propos des actions terroristes de la «Volonté du Peuple» en Russie, toutes les organisations, y compris le centrisme, se sont empressées de se désolidariser de l'acte de Van der Lubbe, jusqu'à demander au fascisme la tête d'un prolétaire voulant, par son action désespérée, ranimer l'esprit de lutte du prolétariat allemand. Nous estimons opportun de publier aujourd'hui une résolution adoptée par le P.C.I. ayant à l'époque une direction de gauche à sa tête, à propos d'un attentat terroriste commis par des éléments anarchistes, jetant une bombe dans un théâtre de Milan, blessant et tuant des spectateurs. Cela se passait en 1921, sept mois après l'occupation des usines. Les fascistes étaient parvenus à cette époque, avec l'aide de l'appareil d'Etat, à conquérir des provinces agricoles et ils se préparaient à passer à l'attaque des villes rouges, bastions du prolétariat révolutionnaire. Immédiatement ils essayèrent d'exploiter cet acte désespéré, pour entraîner à leur suite les couches incertaines de la petite bourgeoisie et pour accentuer leur réaction antiprolétaire.

Le parti communiste qui s'était à peine fondé deux mois auparavant, n'hésita pas, malgré le vacarme fascis-

te, la panique de la social-démocratie, à prendre résolument des positions de classe, tout en s'efforçant d'expliquer les circonstances politiques qui déterminent les attentats terroristes. Les chefs de la social-démocratie, tels Turati et consort, préconisaient la non violence et exhortaient les classes à mener une lutte «civilisée», c'est-à-dire à rejeter solennellement tout emploi de la violence pour résoudre les antagonismes sociaux politiques, pour finalement conclure un pacte de pacification avec l'ennemi de classe, le fascisme, suivant les règles en vigueur dans la conclusion des traités diplomatiques. Le parti communiste, par contre, préconisa une attitude de résistance à toute velléité fasciste d'exploiter ce fait contre la classe ouvrière, et alerta ainsi les prolétaires pour préparer une offensive ultérieure. Cette position est en opposition flagrante avec l'attitude du centrisme en Allemagne, s'efforçant lamentablement de démontrer sa non-participation à l'incendie du Reichstag au nom de l'innocence politique de ses militants et du fossé profond qui séparerait son activité des actions terroristes. Le P.C.A. permit ainsi que le fascisme exploite ce fait en passant immédiatement à la répression féroce du mouvement ouvrier, qui, à cause aussi de la position politique du parti, recula et fut écrasé impitoyablement.

(«Bilan» n°3 - janvier 1934 - Introduction de l'article)

TRAVAILLEURS DE MILAN!

Les événements survenus ces derniers jours donnent aux partis de la classe bourgeoise l'occasion d'effectuer une spéculation manifeste et nous devons nous préparer à y riposter.

Des minorités audacieuses, or-

ganisées pour l'action contre-révolutionnaire et appelées à s'opposer à l'avance de la classe ouvrière vers les objectifs de la lutte fixés par le programme communiste, cherchent à exploiter un sentimentalisme facile pour drainer derrière elles les couches intermédiaires et tous les éléments in-

certaines et sans parti, afin de susciter, dans la soi-disant opinion publique de notre ville, un état d'esprit hostile au prolétariat révolutionnaire.

Cette manoeuvre qui, ailleurs, a réussi en partie à cause des insuffisances et des inepties de certains dirigeants des masses, ne peut pas et

ne doit pas réussir à Milan (1). Nous, communistes, certains de la conscience des masses ouvrières de Milan, sentons le besoin de mettre en évidence le jeu de nos adversaires et de signaler les erreurs dans lesquelles l'on pourrait tomber, si l'on agissait dans la circonstance de la façon erronée que déjà les dirigeants socialistes semblent vouloir adopter. On veut répéter ce qu'on a fait à Bologne après le meurtre du conseiller communal bourgeois par des inconnus. Les dirigeants du mouvement ouvrier de la ville, ressentirent le besoin de désavouer un acte dont ils étaient accusés uniquement pour permettre une spéculation politique sur un cadavre.

Ils crurent faire tomber cette spéculation en mettant en évidence la distance qui existait entre leurs méthodes politiques et celles de ceux qui commirent l'attentat. Mais ils ne réussirent qu'à semer le défaitisme parmi les travailleurs et à favoriser la manœuvre des adversaires. Ceux-ci, profitant de la désorientation et de l'absence de positions responsables des dirigeants des organisations ouvrières, prirent courage pour déclencher une offensive et, trouvant les ouvriers désorganisés, ayant perdu confiance en leurs organisations, ils obtinrent une facile victoire qui gifla la fierté de la classe ouvrière et brisa ses conquêtes.

Sur les victimes du «Diana», on veut répéter la spéculation cynique et vile, afin de briser la cohésion de la masse ouvrière. La bourgeoisie ne s'émeut certainement pas pour les morts et blessés du «Diana», elle ferme ses magasins à cause de l'imposition fasciste, mais elle continue, ses volets baissés, la chasse au profit qui représente toute sa moralité de classe. Mais entre-temps la spéculation continue. Mais entre-temps certains de vos dirigeants lancent les phrases que l'adversaire attend pour les exploiter, comme des conséquences de son action punitive qui brise et

qui repousse l'idéalité révolutionnaire.

PROLÉTAIRES COMMUNISTES!

Bien différente doit être notre, votre réponse. Le bruit fait à dessein par nos adversaires ne nous oblige pas à exprimer notre jugement sur des actes que ces derniers choisissent pour faire réussir leurs manœuvres. Notre programme est connu, nous ne cherchons pas à le modifier ou à l'excuser pour fournir des explications à l'insolence de la presse antiprolétarienne et de la propagande contre-révolutionnaire.

Le déclenchement d'une lutte, qui a pour conséquence de tragiques épisodes, ne dit pas être jugée par nous, en donnant ou en refusant une sanction. Nos responsabilités découlent clairement de nos positions programmatiques. Au reste nous croyons devoir réaffirmer la grande vérité historique proclamée par le communisme, qu'il n'y a pas d'autre issue à la situation que la victoire révolutionnaire des travailleurs, dans un nouvel ordre vraiment civilisé, ou l'engloutissement de toute la vie sociale dans la plus noire des barbaries.

La bourgeoisie, plutôt que de disparaître de l'histoire, veut la ruine totale de la société humaine. Les bandes blanches qui se constituent pour briser l'avance émancipatrice des travailleurs, travaillent pour cette seconde solution sinistre. Nous espérons et nous croyons que ces bandes seront écrasées par la force consciente du prolétariat. Mais même au cas où ce ne serait pas le cas, jamais elles ne pourront sauver de la chute finale, l'ordre pourri de la société bourgeoise. Le prolétariat de Milan ne doit donc pas aujourd'hui se laisser impressionner par une habile mise en scène et une commiseration simulée, qui doit se transformer en haine contre les travailleurs et en l'écrasement de leur

mouvement de classe.

L'adversaire ne doit pas avoir la satisfaction de voir le prolétariat milanais s'associer à une manifestation hypocrite, qui représenterait la première étape dans la voie de la violence qu'il se propose d'emprunter.

Qu'on fasse donc les funérailles des victimes. Nous serons absents d'une manifestation à laquelle on veut, bien à propos, donner un caractère anti-prolétarien et avec laquelle on veut, encore une fois, réaliser une solidarité de classes qui cache le guet-apens et l'envie effrénée de domination de la classe privilégiée. Mais si la manifestation faisait un seul pas dans la voie de l'agression au prolétariat et à ses institutions de classe, de l'outrage de notre, de votre idéalité révolutionnaire, alors, travailleurs de Milan, nous répondrons avec toute notre et votre énergie. La manœuvre des contre-révolutionnaires ne doit pas réussir. Le prolétariat de Milan, qui n'oublie pas son passé, se trouvera à son poste pour se défendre, pour défendre l'honneur de son drapeau rouge, le sort de l'offensive de demain au travers de laquelle il prendra place parmi les camarades de lutte de toute l'Italie et du monde entier, pour la victoire de la révolution mondiale.

(«Il Comunista», 30 mars 1921)

(1) De graves incidents se produisirent le jour de l'entrée en fonction de la municipalité socialiste à Bologne. Plusieurs coups de revolver furent tirés contre les représentants de la minorité bourgeoise du conseil municipal et l'un d'eux fut tué. Les fascistes s'empressèrent d'exploiter ce fait et les dirigeants socialistes, pris de panique, ne surent que se désolidariser publiquement, permettant ainsi la réussite de la manœuvre bourgeoise et la dégringolade du mouvement ouvrier à Bologne, qui fût la première grande défaite du prolétariat italien.

NOTE D'ACTUALITÉ

Réforme des allocations de chômage et réduction du temps de travail: LES GRANDES ESCROQUERIES DE LA BOURGEOISIE EUROPEENNE

Le 1er juillet 2001, le Plan d'Aide au Retour à l'Emploi (PARE) est entré en vigueur en France. Généralisation et officialisation d'une pratique déjà utilisée par les Agences Nationales Pour l'Emploi (ANPE) depuis quelques années contre certains chômeurs, il constitue une nouvelle attaque contre l'ensemble de la classe ouvrière de l'Hexagone. En effet, le PARE est une loi qui oblige une partie des prolétaires au chômage (ils ont, pour l'instant, encore le choix entre celui-ci et l'ancien système) à accepter tout emploi proposé quel que soit la branche, la durée, le lieu, les horaires et le taux horaire sous peine de se voir, après trois refus, donc rapidement, radiés des ASSEDIC et, par conséquent, de se retrouver sans allocations-chômage.

Ainsi, le PARE ne tombe pas du ciel. En effet, à l'instar de la réduction du temps de travail (r.t.t.), et comme

le montrent les exemples de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne, il s'insère dans une orientation générale des bourgeoisies internationales et plus particulièrement de l'Union Européenne (UE), qui a succédé de manière irréversible à l'orientation qui a accompagné la longue période d'expansion économique - époque bénie du capitalisme moderne qui avait trouvé en se trempant dans le sang de dizaines et dizaines de millions de victimes un véritable bain de jouvence, lui permettant de surmonter sa grave crise d'avant guerre, de redémarrer un puissant cycle d'accumulation et de faire disparaître la menace de la révolution prolétarienne en engluant la classe ouvrière dans les mailles serrées d'un réformisme tout puissant qui lui promettait une amélioration continue des conditions de vie et de travail et l'ascension sociale assurée pour ses enfants.

GRANDE-BRETAGNE

Pour comprendre les récents plans mis en place en Grande-Bretagne, il faut donc remonter à la fin de la 2ème Guerre Mondiale, quand le gouvernement mis en place le *Welfare State* (Etat providence). Supplantant les divers réseaux d'aides mutuelles et de solidarité gérés par des organisations issues du prolétariat mais engagées dans la collaboration des classes, ce système de mesures sociales institué par l'Etat bourgeois avait pour fonction de faire un pas supplémentaire dans l'intégration de la classe ouvrière afin de la mobiliser non plus dans l'effort de guerre, mais dans la reconstruction d'un pays dévasté. La menace de l'ennemi allemand n'étant plus là pour que les prolétaires acceptent de verser «du sang et des larmes» au profit en définitive de la classe dominante et de son système d'exploitation, il fallait leur donner maintenant une contrepartie si l'on voulait assurer le maintien de la paix sociale et empêcher la réapparition de la lutte de classe. Il importe de comprendre que cette «généreuse» contrepartie concédée par la bourgeoisie par l'intermédiaire des gouvernements travaillistes à ses es-

claves salariés n'était en réalité qu'une petite **miette** de ses profits. Inaugurée en Grande-Bretagne cette politique qui était inspirée des mesures sociales fascistes, fut adoptée rapidement par tous les grands pays bourgeois, de l'Europe au Japon, avec les mêmes effets bénéfiques pour le capitalisme.

Après quelques décennies (les fameuses «trente glorieuses» célébrées par les économistes bourgeois de tous les pays), les nuages commencèrent à s'accumuler sur l'ancien «atelier du globe» inexorablement ravalé au rang de puissance de deuxième ordre. Les caisses de l'Etat se vidaient et le prolétariat d'Albion allait en subir les conséquences. La crise de 1973-74 marqua, peut-être ici plus qu'ailleurs, réellement un tournant. Des grèves et mouvements sociaux se succédèrent alors, avec, en bouquet final, en 1978-79, l'«hiver de colère». Après avoir constaté l'incapacité des gouvernements travaillistes à rétablir la situation économique, même s'ils avaient réussi à calmer ou à désamorcer les grèves, la bourgeoisie fit appel à Thatcher. Ce fut le début d'une politique dite de «moins d'Etat» qui s'attaquait aux différentes mesures prises lors des décennies d'expansion économique,

devenues maintenant trop coûteuses et qui pesaient sur le taux de profit moyen du capitalisme britannique: de la dénationalisation de certaines entreprises insuffisamment rentables afin qu'elles puissent être «restructurées», «dégraissées», etc., c'est-à-dire que l'exploitation des prolétaires puisse s'y accroître sans être gênée par les rigidités d'entreprises d'Etat (ou au contraire la privatisation de certaines autres, rentables, convoitées par des capitalistes privés), à la liquidation de certains secteurs économiques traditionnels à bout de souffle (mines), à la suppression de diverses mesures sociales (au nom, par exemple, de la lutte contre «l'assistanat» qui favoriserait la fainéantise des prolétaires) ou de la place particulière prise par les syndicats dans la permanence de la paix sociale que les bourgeois jugeaient désormais exorbitante.

Une nouvelle fois la bourgeoisie britannique - la plus vieille et peut-être la plus expérimentée du monde - inaugurerait un tournant politique qui allait être repris par tous les pays, à commencer par les Etats-Unis de Reagan, et qui débouchait sur le démantèlement progressif et partiel du *Welfare State*. Véritable attaque de

grand style contre le prolétariat, mais menée encore de façon somme toute graduelle, elle fut marquée par de grands épisodes de luttes (il faut se rappeler la grande grève des mineurs britanniques); mais la classe ouvrière, en Grande-Bretagne comme partout, était encore trop anesthésiée par les décennies de collaboration des classes, encore trop engluée dans les filets du réformisme politique et syndical tissés à l'époque de la prospérité économique, pour pouvoir réagir de manière efficace à cette attaque en retrouvant les méthodes et les moyens de la lutte de classe. Le succès pour le capitalisme britannique fut à peu près complet au point que le taux de grèves est descendu à un niveau pratiquement jamais connu: la voie était libre pour rediscipliner la force de travail qui est une marchandise comme une autre, pour la plier aux nouvelles conditions de l'exploitation.

Différentes réformes et nombre de restructurations ont eu lieu que nous ne pouvons pas énumérer ici, en nous limitant à la question du chômage. Conséquence de ses difficultés économiques, le chômage est en même temps utilisé par la bourgeoisie pour éliminer certains ouvriers au niveau économique (les moins productifs, les plus âgés, ceux ayant des handicaps...) comme au niveau idéologique (les plus conscients politiquement, les plus combattifs, les «asociaux»...), pour geler les salaires sous la pression d'une armée industrielle de réserve croissante, et en général faire accepter aux prolétaires les exigences capitalistes. Le système de rémunération des sans-emploi sera réformé en ce sens, pour étrangler davantage financièrement les prolétaires et les obliger, à accepter de gré ou de force ce qu'on leur propose.

En effet, durant une assez longue période, les demandeurs d'emploi pouvaient toujours tenter d'obtenir des hauts salaires, le système d'allocations-chômage, lié à l'économie de la période au sein d'une des principales puissances impérialistes, leur permettant de vivre assez bien et donc d'attendre le moment opportun pour retrouver le chemin de l'exploitation; seule une minorité était alors vraiment reléguée à la misère dans ce pays de moins en moins compétitif. Cela donna d'ailleurs naissance à la fin des années 60 à une tendance refusant le travail et qui s'étendit dans les années 70. La marginalisation se développa donc, accentuant l'individualisme et engendrant la création de mouvements

politiques marginaux de tendances petites-bourgeoises du genre anarcho-écologistes vivant de leur militantisme et de ces allocations.

Dans les années 80, il y eut de nombreuses tentatives pour modifier le système de rémunération des chômeurs mais on a surtout vu le développement des petits boulots et des contrats précaires, notamment avec l'augmentation continue du travail en intérim (qui, bien que donnant aux travailleurs loués des droits identiques à leurs camarades embauchés, permet aux patrons de casser tout contrat du jour au lendemain sans préavis ni motif), représentant 4% de la population active en 2001 – la Grande-Bretagne étant le premier consommateur mondial en nombre de ce genre de main-d'œuvre -, qui abaisseront toujours plus le niveau de vie de tout le prolétariat. Puis, en 1996 c'est l'introduction du Job Seeker Allowances (JSA) qui entraînera la politique de Tony Blair.

Le J.S.A.

Le JSA a été mis en place afin de forcer les plus récalcitrants à rejoindre le marché du travail. Il entraîna un régime d'allocations plus sévère qui obligeait les chômeurs à rechercher et à trouver rapidement un emploi sous peine de se voir couper ces mêmes allocations. La bourgeoisie pouvait ainsi pousser l'armée industrielle de réserve à prouver sa volonté et son efficacité et donc à (re)devenir compétitive sur le marché du travail, ainsi qu'à accepter les salaires proposés.

Il y eut évidemment une opposition contre le JSA, issue de groupes plus ou moins politisés et de chômeurs. Marches, piquets et occupations de locaux permirent dans certaines villes la mobilisation d'une partie du personnel des Jobs Centers opposés au JSA pour deux raisons principales. D'un côté, le JSA renforçait la pression sur les chômeurs et poussait à appliquer des méthodes policières et, de l'autre, on leur imposait un salaire avec prime basée sur la performance, c'est-à-dire sur le nombre de chômeurs exclus ou casés. Mais ces quelques mouvements furent éphémères. La loi anti-grève et le fait que nombre d'employés des Job Centers ne sont pas fonctionnaires (travaillant souvent sous contrats avec de bas salaires) en furent notamment les causes. Le JSA fut finalement appliqué avec trois mois

de retard, en octobre 1996.

Les chômeurs continuèrent cependant à se battre, notamment pour obtenir une révision du Project Work obligeant certains d'entre eux à travailler pour des sociétés de bienfaisance où les rémunérations sont faibles (la philanthropie s'arrêtant où l'exploitation salariale commence!). Le JSA a amplifié l'individualisme déjà fort chez les sans-emplois, par leur élimination du monde du travail, en leur faisant adopter des « solutions » individuelles, mais ce plan restait insuffisant pour la bourgeoisie car il ne poussait pas encore assez les chômeurs à rejoindre avec empressement le marché du travail. Il y eut alors le New Deal.

Le New Deal

Les Tories s'étaient attaqués aux indemnités chômage lorsqu'ils étaient au pouvoir. Le Labour Party clama qu'il allait réviser le système. Evidemment, petits-bourgeois et gauchistes divers crurent que ce parti, parce que de gauche, allait le faire dans le sens des chômeurs! Mais voilà, le Labour Party gagna les élections avec un programme intitulé Welfare to Work (c'est-à-dire de l'Etat-providence au retour au travail) incarnant les valeurs du «New» Labour et il mit sur pied le New Deal (ND) consistant en un menu d'offres d'emploi pour les jeunes chômeurs et des subventions pour le patronat. Ce ND ressemblait à peu de choses près au système antérieur des Tories puisqu'il y avait un partenariat avec le patronat et qu'il consistait à un échange «équitable» : obtenir des allocations en échange de l'acceptation de n'importe quel emploi «offert». Bien évidemment, il créa non des emplois permanents mais précaires et durcit les sanctions contre les chômeurs peu motivés.

Mais le ND a aussi ses origines dans des programmes de créations d'emplois du «vieux» Labour Party. On a donc fait du neuf avec du vieux. Mais ça contentait les défenseurs d'un service public en totale décomposition, la plupart de ces jobs lui étant destinés du fait d'un besoin de main d'œuvre à moindre coût. Avec le JSA et le ND, on a rendu les allocataires «responsables» en les poussant dans une «guerre de tous contre tous» toujours plus féroce sur le marché du travail.

Depuis, le prolétaire au chômage n'a guère d'alternatives: accepter

le job proposé ou n'être plus rémunéré et donc être exclu socialement. C'est donc un «marche ou crève» modifié en «crève-toi au boulot ou crève dans ta misère»! Tout cela a développé et fait accepter la précarité, la flexibilité et les bas salaires, même dans les emplois qualifiés. Le chômeur doit dorénavant prouver qu'il recherche un emploi; il est rediscipliné car obligé de se lever le matin au lieu de vaquer à d'autres occupations. Ces plans ont aussi permis aussi le turnover dans des secteurs économiques, comme par exemple l'informatique, pour y baisser les salaires et a permis également d'attaquer les familles monoparentales ou les prolétaires en maladie, en les obligeant à rejoindre le marché de l'emploi coûte que coûte afin de réduire les dépenses de l'Etat en aides sociales diverses, ce qui prouve que c'était bien tout le prolétariat qui était visé. De plus, certains employés des Job Centers ayant subi une privatisation, comme les agents-conseil sont maintenant souvent issus de sociétés privées dont le rôle est de placer la «clientèle» dans diverses catégories (secteurs, métier, formation...) avec des options.

Il faut bien comprendre que le faible taux de chômage dont se vante la Grande-Bretagne est au moins en partie fictif et qu'on ne peut guère se fier aveuglément aux chiffres officiels qui varient d'ailleurs selon les régions et les secteurs économiques. Ainsi, si le Sussex a un taux inférieur à la moyenne nationale, le nord de l'Angleterre est gangrené par un taux énorme. Faut-il chercher ailleurs la cause profonde des émeutes à caractère racial – le prolétariat immigré ou d'origine immigrée, surtout lorsqu'il n'a pas la peau bien blanche, étant toujours le premier bouc-émissaire du système – qui éclatent de temps à autre (Bradford, théâtre de telles émeutes lors de l'été 2001 où, sous peu, la population sera à majorité originaire du sous-continent indien, connaît un taux de chômage de 75 % dans certains quartiers; idem à Liverpool ou dans le Great Manchester avec Oldham...)?

Le JSA et le ND ont donc bel et bien été créés pour intensifier la production et tenter de rendre plus qualitative et plus maniable la force de travail afin que le Royaume-Uni reste compétitif face à ses principaux concurrents. Et ce n'est pas le salaire minimum, institué au printemps 1999, de £ 3,60 de l'heure (pas accordé aux prolétaires de moins de 21 ans), qui a

empêché les coupes dans les salaires et les allocations de toutes sortes. Bien au contraire, chaque plan et chaque réforme en ont engendré d'autres: tous ces programmes n'ont pas été mis en place par hasard et sans être étudiés auparavant par la bourgeoisie quelque soit la couleur du gouvernement en place.

ALLEMAGNE

En Allemagne, les réformes entreprises depuis deux décennies n'ont pas eu la même origine qu'en Grande-Bretagne en raison des différences d'évolution historique, économique et sociale entre les deux pays. En effet, on n'y a pas attaqué le prolétariat en s'en prenant d'abord à ses chômeurs mais en s'en prenant à sa partie insérée dans la production, à ses esclaves salariés.

En RFA, la crise de 1973-74 secoue comme partout l'économie. Le million de chômeurs est alors officiellement atteint. Tous les secteurs sont touchés dont la métallurgie qui connaît 40 000 suppressions d'emplois entre 1975 et 78. Il y a des grèves mais elles restent bien encadrées par les syndicats qui revendiquent alors la semaine de 35 heures comme solution. Puis en 1980-82, nouvelle crise et taux officiel de 2 millions de chômeurs, les syndicats répondent en prônant de nouveau la r.t.t. Des négociations sont entamées entre leaders syndicaux qui, en bons serviteurs de la bourgeoisie, expliquent que la r.t.t. permettra le plein emploi et une économie plus productive, et patronat dont une partie va prendre de court ses partenaires sociaux, comme celui de BMW qui introduit avant la fin de ces mêmes négociations la semaine de 35 heures dans son usine de Regensburg car il avait compris qu'il faut passer par cette réduction et que la plus-value perdue en durée pourra, de toute façon, être regagnée en efficacité grâce à l'intensification du travail.

Mais, ailleurs, les syndicats, dont le mot d'ordre «r.t.t. = plein emploi» signifie «r.t.t. = paix sociale», doivent utiliser la grève, non plus comme une arme de lutte mais comme une simple protestation pacifique et soumise à une partie de la bourgeoisie, pour arracher leurs revendications et rester cohérents dans leur fonction de partenaires sociaux d'un côté et dans leur travail de sape de l'autre. Finalement, ils réduisent ce mouvement à des *Schwerpunkstreik* (1) dans certain-

nes régions, et «trionphent» puisque la bourgeoisie accepte et signe un accord pour une r.t.t. par étapes. On passera de 40 à 38,5 heures par semaine. Cela n'empêche pas le chômage de progresser et apporte même de l'eau au moulin du capitalisme allemand pour accentuer l'exploitation du prolétariat actif et «motiver» les oisifs en réduisant leurs aides afin de les pousser à accepter n'importe quel emploi sous n'importe quelles conditions.

Ainsi, des changements ont lieu au fil des ans mais leur processus va être accéléré du fait d'une nouvelle crise économique en 1992-93. Ces changements vont s'opérer dans la composition de l'armée industrielle de réserve, les relations d'exploitation, les formes de précarité (comme l'intérim qui représente une forme – qui s'est banalisée – d'émigration économique à court terme sur un secteur géographique intra-muros déterminé) et la planification du temps de travail, tout cela accentué par la politique d'une sociale-démocratie arrivée récemment au pouvoir avec la bénédiction de la bourgeoisie pour reconsidérer l'économie et le social et tenter d'atténuer des antagonismes de classes et des problèmes sociaux de plus en plus visibles.

L'époque des réformes anti-prolétariennes

Tout commence donc en 1975, année où le pays connaît 4 millions et demi de chômeurs mais avec un turnover qui donnait un taux réel d'un million car, à cette époque, en RFA, on restait au chômage en moyenne 3 mois par an. Evidemment, l'Etat indemnisait confortablement ces privés d'emploi – toujours le privilège d'appartenir à une grande puissance impérialiste – qui pouvaient trouver un côté positif dans leur exclusion car elle leur permettait de se requalifier et de sortir quelque peu de la routine du système de production. Une partie de ces chômeurs vont alors prôner le refus du travail – la période étant encore propice à cela – devenant plus tard, évidemment, les premiers à revendiquer le maintien de l'Etat-providence afin de pouvoir vivre décemment dans ce système qui amortit les antagonismes de classes et sert de rempart aux explosions sociales et qui représente la mainmise de la bourgeoisie sur des systèmes de secours mutuels et d'entraide ouvrière qui étaient auparavant gérés par le prolétariat lui-même com-

me cela a été également le cas en France et dans d'autres pays.

Mais, avec les crises successives, le capitalisme allemand doit aussi revoir sa copie. L'Etat bourgeois ne peut accepter de rémunérer de cette façon les prolétaires «oisifs» dont une partie glisse progressivement vers le lumpen-prolétariat; la paix sociale a un prix mais il ne faut pas exagérer. Pour maintenir cette paix, il va multiplier les attaques contre toute la classe ouvrière en amputant les revenus des chômeurs par la mise en place d'un système de plus en plus répressif pour les pousser à rejoindre le marché du travail et pousser les actifs à faire des sacrifices (alors que, dans le même temps, on «invite» des prolétaires immigrés contre qui on adopte des lois toujours plus répressives). Au début des années 80, il y a une modification incessante de l'organisation du travail dans le pays, notamment avec le développement de la précarité comme en 85 avec l'adoption du *Beschäftigungsforderungsgesetz* (2) qui ouvre la boîte de Pandore: travail temporaire, contrats précaires de courtes durées - on n'achète plus toute la force de travail, on en loue une partie en fonction du marché et donc de l'économie (production à flux tendu) - et agences intérimaires se développent à vitesse grand v, engendrant flexibilité et intensification du travail et baisse ou gel des salaires et autres revenus puisqu'à cette époque, le taux des allocations-chômage est diminué sauf pour les plus vieux afin de les écarter du marché du travail pour des raisons évidentes d'intensification de la production et de mises en places de nouvelles technologies. Ensuite, on mettra en place un nouveau système d'allocations-chômage et, pour ceux qui travaillent souvent, un système d'assurances privées. Ainsi, en plus de diviser le prolétariat en autochtones et immigrés, en actifs et oisifs et en embauchés et précaires, la bourgeoisie divise aussi les chômeurs tout en réduisant les dépenses de son Etat.

Et si entre 1985 et 92, 3 millions d'emplois sont créés, ils le sont dans les secteurs liés aux nouvelles technologies. Dans les usines où la main d'œuvre diminue sans cesse, les pertes d'emplois sont principalement comblées par l'arrivée de nouveaux travailleurs immigrés (les emplois les plus pénibles, et donc les moins payés, pour les derniers arrivants ; telle est la devise du capitalisme) pour baisser les salaires et intensifier la production.

Puis arrive la crise de 1992-93 amplifiée par la réunification des deux Allemagne. Le taux de chômage passe de 3 à 4 millions alors que les emplois à temps partiel (15 heures par semaine - 630 DM par mois plus complément d'allocations-chômage) se développent. Durant ces années, les salaires sont bloqués et les coupes dans les diverses allocations-chômage se succèdent faisant perdre toute rémunération à de plus en plus de chômeurs, certains alors n'ayant plus que des primes d'aide pour subsister.

Avec les restructurations dans l'ex-RDA où les salaires sont également gelés suite à des accords entre partenaires sociaux et malgré, évidemment, des promesses de hausses lors des premiers jours de la réunification, le prolétariat d'Allemagne se retrouve alors avec du chômage et une intensification du travail à l'est - «*le surmenage des uns détermine le chômage des autres*» comme l'écrivit Engels - et la fin du travail à temps plein bien payé et quasiment assuré jusqu'à la retraite à l'ouest. Quant à l'arrivée du gouvernement Schröder au pouvoir, elle va vite mettre fin aux croyances en une sociale-démocratie teintée de vert.

En effet, à cette époque, les politiciens débattaient pour mettre en place un revenu minimum garanti du fait de la hausse incessante du chômage et du nombre de chômeurs n'ayant plus d'indemnités ou de couverture sociale. Finalement, les sociaux-démocrates, à l'instar de leurs pairs britanniques, vont reprendre le programme de leurs prédécesseurs le dépassant même grâce à la collaboration des syndicats qui vont participer à l'Alliance pour l'Emploi dont le but est de mettre en place des expérimentations sociales; les dirigeants du syndicat IG Metal déclaraient ouvertement qu'«*il n'y a pas d'autre alternative pour la jeunesse que de la forcer à travailler en fonction des besoins de l'économie*». Ce qui ressortira finalement de ces débats, c'est la création de nouveaux emplois pour alléger les coûts et accroître la flexibilité. Et cela grâce à la r.t.t. qui va être le produit d'une dégradation des conditions de travail et de vie pour tout le prolétariat dans le pays. Car le revenu minimum garanti offert par l'Etat allemand sera la fameuse semaine de 35 heures revendiquée depuis longtemps par les bonzes syndicaux.

La réduction du temps de travail

ou la grande désillusion

La semaine des 35 heures fut donc un appel à l'aide des syndicats à l'Etat bourgeois dont les prolétaires vont être les victimes. En effet, la r.t.t. n'a pas stoppé les heures supplémentaires (h.s.), le chômage, la précarité et la flexibilité. Au contraire, elle apporta une certaine paix sociale en plus de l'intensification du travail et des coupes dans les salaires. Mais, contrairement à la France - la Grande-Bretagne n'ayant pas de temps de travail hebdomadaire légal -, il y eut en Allemagne une grève de 7 semaines pour «gagner» cette r.t.t. à l'évolution anarchique et sporadique.

Les prolétaires de la métallurgie qui travaillaient 48 heures par semaine en 1956 puis 40 en 1975 seront les premiers à obtenir le premier janvier 95 la semaine de 35 heures. Néanmoins, comme il faut produire toujours davantage, on intensifie la production plus rapidement qu'on abaisse le temps de travail et cela sans h.s. alors qu'à cette même date... une loi repousse la fin des h.s. de 2 ans. On nage dans le flou mais pas de problème, les machines ont un temps de fonctionnement plus long en Allemagne qu'ailleurs malgré un temps de travail légal plus court que le patronat avait, bien sûr, réaménagé au fil des réformes.

En effet, dans les années 80, on avait baissé le prix du travail aux pièces; on avait modifié les horaires et les salaires des équipes de nuit; les douches pour les ouvriers effectuant des travaux salissants dans les grandes entreprises n'étaient plus incluses dans le temps de travail donc payées; et en 1985, le recours aux agences intérimaires n'était plus limité comme prévu et on augmenta la durée maximale des CTT (Contrats de Travail Temporaire) à 18 mois puis à 24 mois, en 1996, pour récemment la limiter à 12 mois mais, grâce à une législation plus souple permettant au patronat de renouveler à l'infini ces CTT de 12 mois maximum s'il y a une période de 3 mois de chômage minimum entre chacun d'eux, la bourgeoisie allemande créant ainsi le temporaire à perpétuité. Entre 1983 et 93, le nombre de travailleurs à temps plein va baisser officiellement de 4 % alors que l'absentéisme diminuera également de 4 % suite aux pressions du patronat bien secondé par les syndicats.

Mais la plus importante r.t.t., et

donc la plus grande arnaque, va avoir lieu chez VW (Volkswagen) en 1994. Tout commence en octobre 1993 parce que la production automobile avait subi de plein fouet une crise en 1992-93 comme jamais elle n'en avait subie auparavant. Le patronat de VW veut alors virer 31 000 de ses 108 000 employés pour rester compétitif au niveau mondial. L'IG Metal, qui comme tous les syndicats du pays connaissait pour la première fois depuis la fin de la 2ème guerre mondiale une perte d'adhérents, va alors intervenir et négocier pour «sauver l'emploi». Finalement, une r.t.t. drastique est adoptée puisque le temps de travail va passer à 28,8 heures par semaine, mais avec des conditions au bénéfice évidemment du patronat.

En effet, si des emplois furent sauvés, ce fut seulement pour deux ans et cela ne concernait que les emplois «garantis». Ainsi, en 1995, il ne restait plus que 94 000 emplois car on ne remplaçait plus les départs en retraite et on avait «remercié» les prolétaires en CTT en ne renouvelant pas leurs contrats, sans oublier qu'on avait largement diminué les primes de licenciement. Grâce à la r.t.t., VW avait pu restructurer en douceur et même créer sa propre agence d'intérim GIZ (les licenciements d'intérimaires, peu auparavant, avaient aussi servi à cela) en collaboration avec l'Etat fédéral de Basse-Saxe et... l'IG Metal. Par ailleurs, elle put employer durant les périodes de vacances des étudiants et des intérimaires payés 25 % en-dessous du salaire couramment pratiqué (3). Et en multipliant les équipes, VW n'a pas seulement réduit la communication entre travailleurs ou désaxé leur système de vie, elle a aussi rogné sur le temps disponible (4) afin d'intensifier le temps de montage d'un véhicule qui est passé de 30 heures en 1993 à 20 heures en 98.

La semaine de 28,8 heures était bel et bien de la propagande comme le prouve le cas de l'usine VW de Hanovre qui fabrique des camions: on y travaillait 37,5 heures par semaine payées 35; 1,2 heures étant donnée à la firme en échange d'un «emploi garanti» et 1,3 heures étant compensée en temps libre! Par contre, en cas de congés ou de maladie, on était payé sur la base de la semaine de 28,8 heures. Quant aux h.s., elles n'étaient rémunérées en tant que telles que lorsque le travailleur dépassait les 38,8 heures par semaine. Et il y avait dorénavant 12 dimanches travaillés par an

et la réduction des temps de pause. En 1998, VW augmentait encore la production. Et à Wolfsburg, usine principale et siège de la firme, VW mit en place un nouveau plan de travail avec de nouvelles équipes et de nouveaux horaires étalés sur 4, 5 ou 6 jours adaptés aux besoins de la production. La r.t.t. avait donc permis la modulation.

Il y a eu aussi le cas de Daimler-Benz qui fit courir une rumeur sur l'éventuelle délocalisation de son usine de camions de Wörth – la précarité ne se limitant pas à la seule force de travail – vers la République Tchèque. Son patronat put ainsi négocier en toute tranquillité avec les syndicats qui firent nombre de concessions. Finalement, DB abaissa les coûts de production de 30% en réduisant le temps d'assemblage de 20% et la force de travail de 33% puisqu'il ne restait que 10 000 employés. Par ailleurs, on réadoptait une loi de 1938 (preuve que la démocratie n'hésite pas à adopter des lois fascistes quand elle en a besoin!) qui permettait de réguler le temps de travail et les congés en fonction des besoins de la production. On revenait aux journées de 8 heures pouvant être étendues jusqu'à 10 heures et à des semaines pouvant être étalées sur 6 jours, le dimanche compris devenant un jour comme les autres. La modulation était passée comme une lettre à la poste et les autres constructeurs prirent exemple en l'imposant dans la plupart de leurs usines. Evidemment, les équipementiers modulèrent aussi avec égalité des exceptions comme chez le fabricant de pneus Pirelli où en échange de ne pas licencier jusqu'en... 2001, on fit passer en janvier 1999 la semaine de travail de 37,5 à 40 heures, permettant une hausse de 20% de la production, cela revenant au même puisque le bourgeois a deux solutions: ou réduire le temps de travail et intensifier la production ou allonger le temps de travail car, comme l'écrivit Marx, *«l'ouvrier cherche à conserver la masse de son salaire en travaillant davantage, soit en faisant plus d'heures, soit en fournissant davantage dans la même heure. (...) Le résultat (étant) que plus il travaille, moins il reçoit de salaire (...).»* (5) et moins il reçoit de salaire, plus le profit monte car *«profit et salaire sont (...) en raison inverse l'un de l'autre».* (6)

Tout cela confirme bien que la r.t.t. n'a fait qu'empirer à tout point de vue les conditions des prolétaires en Allemagne où on évalue à 3 M le

nombre de ceux qui ont un second job ou qui font au moins 10 h.s. par semaine pour avoir un revenu correct; sans compter le développement du travail en intérim qui a progressé de 25% de janvier 2000 à fin 2001 et de celui à mi-temps ou avec des horaires très flexibles (les familles monoparentales et donc principalement les femmes y étant poussées dans un pays où les crèches ferment tôt). Dans le même temps, dans d'autres secteurs, on augmenta le temps de travail hebdomadaire jusqu'à 50 voire 60 heures comme à IBM où les h.s. n'étaient plus rémunérées comme telles, et les services publics subissaient des coupes dans les salaires et les primes comme dans les effectifs. L'Allemagne est donc loin d'être un modèle social: elle montre au contraire que la r.t.t. imposée n'est qu'une vaste escroquerie et que le prolétariat de la première puissance économique européenne est passé du rêve au cauchemar. C'est pourquoi elle a fait un émule sur ce sujet: la France qui a également pris exemple sur la Grande-Bretagne au sujet du système répressif contre l'armée industrielle de réserve.

FRANCE

Le PARE est donc passé après quelques petits problèmes de divergences entre bourgeois, son achèvement étant prévu pour juillet 2002, après les élections présidentielle et législatives. Remplaçant en partie le principe d'indemnisation déjà modifié au cours des deux dernières décennies et notamment en 1994, il a été créé non pour emmerder les chômeurs mais pour être intégré à une stratégie bien en place appliquée depuis des années par les bourgeoisies des Etats dominants de l'UE pour faire face à une période historique qui connaît nombre de bouleversements importants et des crises économiques successives avec, en conséquence, un développement technologique effrénée sans précédent.

Bien que le régime d'assurances-chômage (UNEDIC-ASSEDIC) soit né en 1958 et l'ANPE en 1967, la France ne rencontra des problèmes économiques majeurs qu'en 1974, même si le mouvement de Mai 1968 annonçait, comme d'autres mouvements politiques ou sociaux dans bien des pays à la même époque, cette crise qui mettait fin aux décennies d'expansion économique. Dès lors, le nombre de chômeurs augmenta considérable-

ment et des lois et des accords se succédèrent non sans anicroches. Alors, la bourgeoisie se tourna vers le Parti Socialiste afin que ce parti réformiste et anti-prolétarien de longue date gagne les élections, organisant par la suite l'alternance politique à intervalles réguliers pour ne pas le discréditer et le remettre sur le devant de la scène à chaque moment opportun.

Dès la victoire de Mitterrand, la bourgeoisie a commencé à reprendre tous les avantages sociaux qu'elle avait accordés ou concédés encore peu auparavant, d'abord anarchiquement puis méthodiquement pour que ces attaques en amènent d'autres touchant ainsi tout le prolétariat. Et si le gouvernement de Mauroy, où se trouvent des ministres du Parti Communiste Français, instaure la 5e semaine de congés payés, la semaine légale de 39 heures ou la retraite à 60 ans, il va dans le même temps tenter une déréglementation dans le milieu du travail qui sera vouée à l'échec car confrontée à des mouvements sociaux. Néanmoins, le travail est réorganisé d'une manière détournée car quelques lois ouvrent la voix à des réformes calquées sur les Anglo-Saxons mais de façon plus sournoise. Ainsi, par exemple, on réduit le temps de travail d'une heure par semaine alors que, dans le même temps, on permet l'augmentation du nombre d'heures travaillées dans les services publics.

En conséquence, cela va engendrer une première attaque en 1985 pour assouplir les lois sur le travail à temps partiel et le travail précaire en simplifiant l'emploi des CDD et en étendant leur usage et leur durée maximale. La flexibilité est en route. En 1987, durant la première cohabitation politique, une loi sur l'aménagement du temps de travail est votée, tout comme une réforme sur l'apprentissage. Mais la fin des années 80 est surtout marquée par la naissance et le développement d'une multitude d'aides sociales et de «petits boulots» ou de contrats à temps partiels, principalement dans les administrations et services publics, comme le RMI (Revenu Minimum d'Insertion payé par la Caisse d'Allocations Familiales, c'est-à-dire par l'Etat et non l'UNEDIC), ou les ASS (Allocations Spécifiques de Solidarité), dont le but est de donner quelques miettes à des chômeurs de longue durée, c.-à-d. suffisamment pour leur consommation immédiate et donc leur éviter de crever de faim « pour permettre la classe ouvrière de

se perpétuer et de conserver l'effectif dont on a besoin » et d'avoir à faire face à d'éventuelles explosions sociales, mais pas trop afin de les préparer à rejoindre éventuellement et à tout moment le marché du travail, tout en les mettant sous la totale dépendance de l'Etat bourgeois (prouvant que la situation n'allait qu'empirer); et de divers contrats cachant derrière leurs différents sigles (TUC, SIVP...) une tactique bien définie et créés pour les prolétaires au chômage entrant dans certaines catégories (âge, temps d'inscription à l'ANPE...) en les poussant à entrer ou à revenir dans un monde du travail en constante mutation, en faisant miroiter une éventuelle embauche par la suite et en donnant un complément financier (pour ceux y ayant droit) variant selon le type de contrat permettant à la fois d'équilibrer plus ou moins les offres et les demandes dans l'emploi et de réduire la durée des droits et le taux des allocations-chômage.

Tout cela sera le prélude aux réformes des gouvernements successifs de Cresson, Balladur ou Juppé dont certaines provoqueront des mouvements sociaux de contestation (lycéens contre le CIP de Balladur, mouvement de novembre-décembre 1995) et seront remises à plus tard sous d'autres formes, plus vicieuses, par un nouveau gouvernement de gauche puisque la bourgeoisie va demander à Chirac de dissoudre l'Assemblée afin de permettre le retour du PS (vainqueur non par les votes mais par le découpage électoral) avec plusieurs alliés cette fois allant du MdC au PCF, en passant par les Verts qui vont vite faire tous leurs efforts pour démontrer que l'écologie est bien une idéologie bourgeoise et réactionnaire. Le prolétariat, paralysé par les directions syndicales, va subir une nouvelle dégradation de ses conditions de vie et de travail.

La réduction du temps de travail (r.t.t.)

La r.t.t. fut avancée comme une panacée contre le chômage d'abord par la CFDT - véritable laboratoire du réformisme à cette époque - à la fin des années 70, puis reprise comme promesse électorale lors de la campagne de Mitterrand en 1981. Ce «remède miracles» se limita alors à une réduction d'une heure (les 39 heures). Il faudra attendre les années 90 et la loi du député de droite de Robien pour

voir cette promesse commencer à devenir réalité. Cette loi ouvrit la voie à d'autres plus agressives contre la classe ouvrière et, de ce fait, aux lois Aubry.

Les lois Aubry vont donc passer après la mise en place des «petits boulots», qui avaient accéléré le processus de réaménagement des horaires et de la production de certains secteurs et mêmes de certaines usines (avec les SIVP), de lois facilitant l'usage d'emplois précaires et de celle de de Robien. Le patronat qui rechignait d'abord à la r.t.t., va s'en accommoder lorsqu'il se rendra compte que les lois ont été rédigées afin de lui donner le plus de latitude possible pour que leur mise en place se révèle en définitive bénéfique pour lui.

En outre les lois Aubry vont avoir pour conséquences: la fin d'une législation sociale uniforme, la division du monde du travail puisque la r.t.t. ne va pas se faire au même rythme et de la même façon selon plusieurs critères (secteur public ou entreprises privées de plus ou moins 20 employés, secteur restauration-hôtellerie, etc...), la création d'un second SMIC (si on écarte le SMIC hôtelier, le «SMIC jeune» et le système de paiement des agences de travail temporaire) basé sur 35 heures en gelant les salaires évidemment. Mais aussi l'annualisation du temps de travail permettant aux entreprises de produire en fonction de la demande d'où fin des temps de travail maximum légaux qu'ils soient journaliers, hebdomadaires ou mensuels; et une nouvelle application du travail de nuit (les femmes n'en étant plus exemptées) et de celui de week-end. Elles généralisent la modulation et la flexibilité permettant aux patrons d'un côté de ne plus avoir, ou très rarement et seulement après avoir «dégraissé» la totalité ou la majorité des intérimaires, ces coûteuses périodes de chômage-technique, et de l'autre de faire travailler au maximum les prolétaires dans les périodes où la production l'exige, sans payer d'heures supplémentaires.

Ces lois et leurs antécédents ont entraîné l'accroissement rapide du recours aux sociétés de travail temporaire (7), qui fonctionnent aujourd'hui avec les moyens des grandes entreprises - elles font maintenant partie des premiers employeurs privés du pays - et gérant à la manière des ANPE (dont ils sont les concurrents privés) la main-d'œuvre «réserviste» lors de «coups durs» dans la guerre économique quo-

tidienne afin d'accroître la production et intensifier la flexibilité creusant davantage, sur le fond mais pas sur la forme, le fossé entre prolétaires embauchés et non-embauchés dont une partie rejoint régulièrement le lumpen-prolétariat alors que, dans le même temps, la barrière entre les mondes du travail et du chômage se réduisent à vue d'œil comme celle entre salaires et allocations. Elles ont permis également d'expulser plus facilement les travailleurs les plus âgés de la production afin d'accélérer perpétuellement la productivité, les Emplois-Jeunes (tenant ainsi les jeunes prolétaires avec des contrats de 5 ans) comblant ces «dépôts». Mais aussi pour tenter de réguler le chômage en fonction non des chômeurs mais de divers critères comme par exemple l'âge, toujours pour produire davantage - un «jeune» étant plus productif qu'un «vieux» (8) – et en (ré)insérant (pour reprendre le vocabulaire policier de la bourgeoisie) la jeunesse prolétarienne; celle sans diplôme pour l'obliger à travailler coûte que coûte et celle aux diplômes dévalorisés (pour des études toujours plus coûteuses pour ceux qui ne sont pas nés dans la classe exploiteuse; d'ailleurs, environ un tiers des nouveaux inscrits dans les agences d'intérim sont des étudiants) démonstration que ces diplômés ne servent qu'à deux choses: réguler le marché du travail tout en faisant miroiter leur bien fondé qui cache, en réalité, un besoin pour la bourgeoisie d'adapter ses nouveaux contingents de prolétaires aux technologies actuelles dans l'éternelle guerre économique qu'elle livre, de manière toujours plus violente, contre ses concurrentes.

La r.t.t. n'est pas le résultat d'une lutte du prolétariat; il s'agit d'une mesure imposée par les serviteurs du capitalisme dans le but explicite de consolider la paix sociale, c'est-à-dire de consolider la soumission des prolétaires à leurs maîtres bourgeois en échange d'une concession de ceux-ci: l'augmentation du nombre d'emplois. Cette «concession» des bourgeois était payé par les prolétaires, comme on l'a vu ci-dessus par une intensification de l'exploitation sous forme de gel des salaires, du réaménagement des horaires de travail qui s'est traduit systématiquement par la suppression des petits avantages pouvant exister (pauses, etc.), et de la suppression des limites légales à la durée hebdomadaire du temps de travail (annualisation du temps de travail), etc. Si cette «aug-

mentation de la productivité», objectif affiché lui aussi par le gouvernement, s'est bien réalisée à la grande satisfaction du patronat, par contre le nombre d'emplois réellement créés a été bien inférieur à ce qu'annonçait le gouvernement. Du coup, il s'est mis à parler plutôt d'«emplois sauvegardés»! Mais les derniers mois ont ramené, avec la ralentissement économique, les licenciements massifs, en dépit des 35 heures... En définitive la grande réforme des 35 heures s'est révélée n'être qu'une escroquerie pour les prolétaires. C'est la démonstration que dans la société bourgeoise les prolétaires ne peuvent rien attendre de bon de la bourgeoisie et de ses valets réformistes et qu'ils ne peuvent compter sur leurs luttes pour se défendre. Et sur ce point les grèves qui ont accompagné à chaque fois ou presque la mise en place des 35 heures sont un signe encourageant de l'existence d'une certaine combativité, même si leur caractère limité montre tout le pas qui reste à franchir pour que la classe ouvrière puisse mener une lutte efficace de résistance contre l'offensive bourgeoise;

Le PARE et le PAP

Une des conséquences de la r.t.t. a été la création du PARE, validé en juillet 2001 par le Conseil d'Etat à la grande satisfaction du MEDEF et au grand désarroi de ceux qui comme les dirigeants du syndicat SUD croyaient trouver dans le recours aux institutions de l'Etat bourgeois un substitut commode à la lutte prolétarienne. Avec ce plan de retour à l'emploi, le chômeur a dorénavant un engagement à respecter (nouvelle manifestation de l'accroissement de la pression totalitaire que fait poser la société bourgeoise sur le prolétariat): rechercher activement et rapidement d'un emploi s'il veut percevoir des allocations-chômage, à condition qu'il y ait droit bien sûr, mais dans ce cas, elle dureront moins longtemps.

Même si le PARE n'est pas encore officiellement obligatoire, il est accompagné du PAP (Projet d'Action Personnalisé) qui se signe à l'ANPE et qui est, lui, quasiment obligatoire, même lorsque le nouveau demandeur d'emploi n'a pas droit à des indemnités pour diverses raisons. On se retrouve donc avec des demandeurs d'emploi sous l'ancien système, pour ceux inscrits jusqu'en juin 2001, et d'autres inscrits depuis le premier

juillet 2001 que l'on divise en deux groupes: sous l'ancien système ou sous celui du PARE mais qui ont signé le PAP servant à faire une synthèse entre les souhaits des chômeurs et les besoins des entreprises. Et si le PARE a du mal à faire vraiment recette auprès des nouveaux inscrits, son adhésion se fait sournoisement car elle n'explique pas les conséquences néfastes pour les prolétaires inscrits aux ASSEDIC, ne montrant que le «bon» coté de la chose - la fin de la dégressivité des allocations-chômage -, ni les «ratés» comme avec les plans de formation jugés trop courts et de reconversion non adaptés prouvant le vrai rôle de ce plan.

C'est ainsi qu'on trouve dans les droits et obligations un article où il est dit que «*le versement des allocations et l'accès aux services (...) sont consécutifs à la signature du PARE*». Et si le refus du demandeur d'emploi à signer le PARE et le PAP ne permet pas, pour l'instant, la suppression ou la suspension de ses droits aux allocations-chômage, il doit donc dorénavant mener une recherche active d'emploi et prouver celle-ci, accepter tout contrat d'apprentissage proposé, se soumettre aux visites médicales et répondre à toute convocation des agents de l'ANPE. Quant à l'Allocation Formation Reclassement, elle est remplacée par une allocation versée seulement pendant la durée couvrant le temps d'indemnisation du chômeur, attaquant du même coup – et c'est ce qui fait rebuter certains chômeurs à adhérer à ce nouveau système – toutes formations de longue durée car n'étant plus rémunérées. Et si, pour l'instant, des chômeurs en Allocations Uniques Dégressives restent encore sous l'ancien système, ils devront adhérer obligatoirement au plan dans le futur comme 250 000 chômeurs pris dans les méandres de l'ASS (payée par le Ministère du Travail) et 600 000 RMIstes; les plus jeunes (il faut un âge minimum pour toucher le RMI et au moins 5 ans de travail jour pour jour – le calcul étant basé en heures pour les intérimaires, ce qui les pénalise surtout depuis la mise en route des 35 heures car les calculs se font toujours sur la base de semaines de 39 heures - sur les 10 dernières années pour les ASS sans parler d'autres conditions) ayant un nouveau plan également: le Trace, dont on n'a guère d'échos. Et si la date pour mettre tous les sans-emploi dans le même bateau, n'est pas encore fixée, c'est parce que le gou-

vernement Jospin voulait laisser passer la période électorale: le gouvernement Raffarin a repris le flambeau, nul doute qu'il continuera dans la voie tracée par ses prédécesseurs de gauche...

Quant au personnel des ASSEDIC, il a déjà subi des restructurations, il y a plusieurs mois, du fait d'une recentralisation de cette administration par régions, ce qui a valu quelques mouvements sociaux vite sabotés par les syndicats. Et pour celui de l'ANPE, c'est le flou total car il ne sait s'il subira des privatisations partielles. En attendant, il va connaître des bouleversements dans ses fonctions et même toucher, selon certaines rumeurs, des primes d'intéressement pour son rôle de flic comme cela se pratique outre-Manche. Et ce ne sont pas les quelques petites grèves ici et là par un personnel de plus en plus précaire, à l'instar des prolétaires qu'il gère, et connaissant une surcharge de travail due à la fois à la mise en place du PARE et du PAP et au passage aux 35h, qui changeront quoi que ce soit; d'autant plus que la bourgeoisie n'a pas à l'heure actuelle les moyens humains et matériels- le recrutement de 4 500 agents supplémentaires n'étant pour l'instant qu'une promesse – ni la volonté de mettre en place tout ce qu'elle a décidé, ce qui provoque entre les chômeurs et ce même personnel des tensions de plus en plus virulentes qui peuvent aller parfois jusqu'à l'agression physique.

En fait, le PARE et le PAP vont pousser les chômeurs de longue durée au même titre que les autres à accepter rapidement n'importe quel emploi sous n'importe quelles conditions et ne vont absolument pas résoudre le problème des prolétaires sans emploi fixe (après le Sans Domicile Fixe, le Sans Emploi Fixe?) mais amplifier le système actuel basé sur l'intérim, la précarité et la flexibilité à outrance, la formation professionnelle non choisie et rémunérée jusqu'à un certain point, des allocations faibles et courtes et sous conditions, le renforcement des contrôles et de la répression, la mobilité géographique, etc... Par ailleurs, ils permettent au patronat d'obtenir de nouvelles baisses de cotisations de la part de l'Etat tout en ayant réussi à faire croire que tout cela fut obtenu après une longue bataille...

En outre l'Etat bourgeois va pouvoir continuer à renflouer ses caisses et celles de l'UNEDIC comme il l'a déjà fait depuis l'instauration de

l'AUD en 1994 (100 Milliards de francs d'excédent annoncés en 2001 après des années de vaches maigres) au détriment des chômeurs dont seuls 40 % sont actuellement indemnisés mais aussi des prolétaires partiellement ou «totalement» occupés qui en sont les principaux cotisants.

* * *

Le PARE et le PAP ne sont donc qu'une étape dans un processus que la bourgeoisie française a entamé il y a 20 ans et qui subit des modifications continues toujours plus nombreuses et agressives contre l'ensemble du prolétariat, élaborées et modifiées en fonction de l'évolution de la situation économique. En fait, la bourgeoisie des pays dominant l'UE a mis en pratique des programmes politiques, économiques et sociaux sur ses propres terres en copiant ceux de ses voisins en les adaptant en fonction des coutumes d'exploitation du prolétariat de son pays et en rivalisant d'ingéniosité pour les «perfectionner», évidemment dans un sens anti-prolétarien.

Si le PARE et le PAP sont l'étape suivant la r.t.t. en France, les petits contrats et la dégressivité ont été celles qui amenèrent cette r.t.t. copiée sur l'Allemagne; la Grande-Bretagne étant copiée sur la rémunération et la gestion des chômeurs. Dans l'avenir, ces trois pays plus, évidemment, l'Italie, parce que ce sont les locomotives de l'UE, se copieront pour opprimer davantage leur propre prolétariat, les autres pays suivant ces «modèles» même s'ils en ont été parfois des précurseurs comme la Belgique dans les années 80 avec son système très contraignant à l'encontre des chômeurs, qui servit quelque peu d'exemple par la suite.

La R.T.T. et les nouvelles mesures pour les chômeurs sont donc intégrées à la stratégie de la bourgeoisie de l'Hexagone pour tenter d'atténuer les contradictions toujours plus criantes d'un système capitaliste confronté à des crises qui se succèdent de plus en plus rapidement. Ce sont des plans bien établis pour servir la bourgeoisie dans l'affrontement économique qui l'oppose perpétuellement à ses rivales, véritable guerre qui « *a ceci de particulier que les batailles y sont moins gagnées par le recrutement que par le congédiement de l'armée ouvrière* », bref qui se traduit par une guerre de classe perpétuelle

contre le prolétariat.

C'est pourquoi contre chaque attaque de la bourgeoisie, les prolétaires doivent réagir et riposter en surmontant tous les antagonismes (autochtone / étranger, embauché / précaire, actif / chômeur, travailleur du privé ou du public, secteur économique ou géographique, ancienneté, sexe, âge, religion...) qui ne peuvent que l'affaiblir. Mais pour cela, ils ont une chose primordiale à faire: couper les liens qui les enchaînent à la bourgeoisie, rompre avec tous les opportunistes, des réformistes traditionnels aux militants de l'extrême-gauche centriste et de la gauche qui pullulent à la tête de divers groupes petits-bourgeois et réformistes comme AC! et Attac, pour s'organiser sur des bases indépendantes de classe. Le retour aux méthodes et aux moyens de classe, à l'organisation de classe est une nécessité y compris pour les luttes de défense les plus élémentaires contre l'exploitation patronale et l'oppression étatique. C'est en fait la reprise de la lutte de classe, la reprise de la lutte prolétarienne anti-capitaliste que cherchent objectivement à empêcher (qu'ils en aient ou non conscience importe peu) non seulement les grandes organisations collaborationnistes de l'opportunisme politique et syndical classique, mais aussi toute la faune diverse de prétendus «soutiens» des travailleurs qui n'ont d'autre perspective que la démocratisation, l'amélioration, la réforme du capitalisme, et qui ne sont donc qu'une variété new-look du réformisme contre-révolutionnaire.

Pour les communistes, le travail parmi les chômeurs, qui « *constituent un réservoir où les capitalistes puisent pour augmenter la production* » (Engels) et contre les attaques qu'ils subissent est fondamental non seulement parce qu'il s'agit d'une fraction du prolétariat qui est plutôt vouée à voir son nombre augmenter qu'à disparaître, mais aussi parce que les chômeurs, plus difficiles à mobiliser et à organiser que les prolétaires disposant d'un poste de travail, peuvent plus facilement tomber sous l'influence du clientélisme bourgeois ou même de forces réactionnaires intéressées à les dresser contre leurs frères de classe lorsque ceux-ci n'arrivent pas à exprimer une véritable solidarité de classe.

L'union de tous les prolétaires, actifs ou non, est essentielle pour pré-

parer les luttes contre les licenciements et les plans sociaux, le développement de la précarité et de la flexibilité, les bas salaires, l'intensification du travail ou tous les plans politiques et économiques mis en place contre le prolétariat embauché, précaire ou au chômage. Car la situation économique va se dégrader encore et d'autres lois et réformes toujours plus agressives contre le prolétariat vont se succéder à cadences toujours plus rapides pour les besoins d'une bourgeoisie en guerre ouverte contre ses concurrentes, de la même façon qu'on a fait appliquer les «petits boulots», le RMI, la dégressivité des allocations-chômage, la loi de Robien puis la r.t.t. et enfin le PARE et le PAP sans trop de remous avec la comédie de soit-disant virulents désaccords entre les partenaires sociaux ou en détournant les attaques par de subtiles manœuvres comme dans l'Education Nationale avec la semaine de 4 jours d'école dans l'enseignement primaire (9).

Chaque réaménagement de l'organisation du travail et chaque modification des systèmes contre les chômeurs doivent donc être combattus par l'ensemble du prolétariat si ce dernier ne veut pas voir ses conditions de vie continuer à se détériorer car, comme les plans de la bourgeoisie entraînent d'autres, les revendications des prolétaires réagissent les unes sur les autres. Ainsi, par exemple, la lutte pour la r.t.t. doit contenir les questions de l'intensité du travail car «*dès que la loi abrège la journée de travail, la machine se transforme aussitôt entre les mains du capitaliste en moyen systématique d'extorquer à chaque moment plus de labeur*» comme l'écrivait Marx (10) - et du salaire horaire (en cas de r.t.t., les salaires doivent rester les mêmes d'où augmentation du taux horaire) sans oublier celle de l'embauche, conséquence des deux premières.

Par ces différentes mesures la bourgeoisie aggrave les conditions des prolétaires, rendant toujours plus creuse l'illusion que cette société peut leur garantir un emploi, un salaire et une vie décente; en réalité il n'y a jamais rien d'acquis pour les prolétaires au sein du mode de production capitaliste. Mais en recréant à une échelle générale ce qu'Engels définissait comme la caractéristique de la condition prolétarienne - l'instabilité des conditions de vie et de travail - la bourgeoisie

des grands pays capitalistes recrée aussi les conditions objectives, matérielles, de la reprise de la lutte de classe prolétarienne.

(1) *Schwerpunktstreik*: grève avec piquet qui ne paralyse que les grandes unités de production des grandes entreprises.

(2) *Beschäftigungsforderungsgesetz*: loi promouvant l'emploi.

(3) En Allemagne, les travailleurs intérimaires ont un salaire de 10 à 20% inférieur à celui des travailleurs embauchés pour la même fonction et ils n'ont droit à aucune indemnité de congé.

(4) Le patronat a toujours rogné sur les pauses quand il a réduit le temps de travail. Prenons deux exemples: à l'usine Citroën à Aulnay, l'accord sur les 35 heures a été basé sur le travail effectif, le prolétaire y assurant une présence de 39 heures 15 par semaine, sa pause cantine quotidienne de 35 min. étant payée contrairement aux pauses physiologiques (16 min. par jour pour notamment aller aux toilettes). A l'usine SP Métal en Seine-Maritime, où on n'est pas encore passé aux 35h, il y a pourtant eu une r.t.t. d'une heure et, de ce fait, les prolétaires embauchés ou en CDD devraient y travailler théoriquement 38 heures payées 39. Eh bien non! Le patronat a su y faire. La r.t.t. a engendré une réduction du temps de pause de 5 minutes par jour. Avant, chaque semaine, les prolétaires travaillaient 39 heures - 2 heures 30 de pause (30 min. par jour.) soit 36 heures 30; aujourd'hui, ils travaillent 38 heures - 2 heures 05 (25 min. par jour) soit 35 heures 55. Il n'y a eu que 35 min. de r.t.t. alors que la production a été intensifiée pour rattraper l'heure «perdue». Comme l'écrivait Marx dans «Le Capital» (Ed. Soc., livre 1er, 4ème section, chap. XV, III 3, p. 292) «*Dès lors, on a commencé à évaluer la grandeur du travail doublement, d'après sa durée ou son extension, et d'après son degré d'intensité, c'est à dire la masse qui en est comprimée dans un espace de temps donné, une heure, par exemple. L'heure plus dense de la journée de 10 heures contient autant ou plus de travail, plus de dépense en force vitale, que l'heure poreuse de la journée de 12 heures. Une heure de celle-là produit, par consé-*

quent, autant ou plus de valeur qu'une heure et un cinquième de celle-ci. Trois heures et un tiers de surtravail sur six heures et deux tiers de travail nécessaire fournissent donc au capitaliste au moins la même masse de plus-value relative qu'auparavant quatre heures de surtravail sur huit heures de travail nécessaire».

Par ailleurs, la réduction ou la suppression des temps de pause brise, au même titre que la multiplication des équipes aux effectifs toujours plus réduits, de nombreux liens et la communication entre les travailleurs rendant difficile voire parfois impossible le travail militant et la circulation de l'information sur les sujets les intéressants et les touchants. Tout est donc bien orchestré pour compartimenter et individualiser davantage les prolétaires dont les relations internes sont de plus en plus exécrables avec le stress et les cadences, surtout entre équipes.

(5) K. Marx, «Travail salarié et Capital», Œuvres choisies en 2 vol., Ed. Progrès, 1955, Tome I, p. 98.

(6) K. Marx, op. cit., p. 93.

(7) Le syndicat des Entreprises de Travail Temporaire dénombrait en l'an 2000, 604 335 intérimaires à plein temps en France, soit 2% de la population active.

(8) Avec le PARE-PAP, l'Allocation Chômeurs Agés versée aux chômeurs de - 60 ans ayant cotisé 40 ans risque d'être abolie le 1er janvier 2003 après avoir failli passer à la trappe le 1er janvier 2002.

(9) Derrière ce système inauguré il y a quelques années et expérimenté dans de plus en plus d'écoles, se profile la r.t.t. pour le personnel concerné. Par ailleurs, si cela permet aux enfants d'avoir un week-end complet, cela tombe, comme par hasard, au moment où les parents qui sont prolétaires, se retrouvent sous l'annualisation du temps de travail et donc dans une organisation du travail modifiée où il est souvent devenu impossible de faire des projets à court, moyen ou long terme car ils peuvent être appelés à travailler à tout moment, surtout dans l'industrie sous-traitante. A noter aussi qu'on a préféré ce système à celui où les cours du samedi matin seraient déplacés au mercredi matin, cela afin de ne pas froisser le clergé dans un pays où la religion est «séparée» de l'Etat !

(10) K. Marx, «Le Capital», Ed. Sociales, livre I, 4ème section, chap. XV, III 3, p. 293.

Notes de lecture

«Marxist»

n°5 (2004)

Revue politico-scientifique

443002, Samara, a/1264, Russie
603122, Nijny-Novgorod, a/58,
Russie

«Marxist» (pas besoin de traduire ce titre en français!), revue théorique du **Parti Ouvrier Marxiste** (Russie) est réapparu après plusieurs années (le n° 3-4 était sorti en 1996). Ce n° très copieux est divisé en plusieurs rubriques: - «*L'impérialisme actuel*», qui contient un article sur la Russie et le FMI, et «pour une discussion sur la question nationale», 2 articles de Lénine. - «*Théorie*», qui contient un article sur la propriété sociale, et le programme du parti bolchevik de 1919 - «*Sur le chemin de l'Internationale communiste*», qui contient une présentation de divers groupes dits de «communistes de gauche»: les «marxistes-humanistes» américains de «News and letters», le CCI, la Communist Workers Organization britannique (liée à «Battaglia Comunista»), nous-même, et les «Groupes léninistes de la gauche communiste italienne» (plus connus sous le titre de leur journal: «Lotta Comunista»)- «*Notre héritage*», qui contient un article de Plekhanov, «Le blanquisme russe» (tiré de son ouvrage: «Nos divergences»), et un article d'Einstein, «Pourquoi le socialisme?» - un courrier des lecteurs, une partie consacrée à des polémiques sur la question du capitalisme d'Etat, une partie nécrologique, une partie littéraire, etc.

Enfin, un chapitre intitulé «*Notre histoire*», contient notre texte «Révolution et contre-révolution en Russie», ainsi qu'un autre texte théorique d'analyse de la révolution russe: «L'anatomie marxiste d'Octobre et le temps présent», rédigé par le «Bureau méridional» du P.O.M. Avant de revenir sur cet article, disons quelques mots de ce parti.

Il a été fondé à Moscou en mars

1990, de façon semi-clandestine, sous le nom de «Parti de la Dictature du prolétariat», en opposition au parti «communiste» officiel (un petit groupe scissionna aussitôt en défendant la position que l'URSS était encore un Etat féodal qui devait passer par une révolution bourgeoise). A propos de la nature de l'URSS, la plupart des membres étaient partisans de la thèse du capitalisme d'Etat, tandis qu'une minorité parlait de «féodalisme industriel», tout en écartant l'éventualité d'une révolution bourgeoise avant la révolution socialiste. Il s'y trouvait également des staliniens, qui soutenaient que Kroutchev avait interrompu la «construction du socialisme» et changé la nature du pays. Au deuxième congrès, en septembre 90, la nature capitaliste de l'URSS fut réaffirmée, ce qui provoqua le départ des staliniens et des partisans du «Féodalisme industriel» qui, depuis, animent un «Parti de la Dictature du prolétariat» à Samara. C'est à ce moment que fut adopté le nom actuel. En 1996 une fraction qui défendait l'existence d'un «mode de production néo-asiatique» en URSS fit scission et fusionna, pour un temps, avec un groupe trotskyste.

Il semble qu'au début de l'année 2002 le POM, dont l'homogénéité politique paraît avoir toujours été précaire, a connu une scission entre le «Bureau méridional» qui publie le journal «Lévy Povorot» («Tournant à gauche») à Krasnodar et a gardé le site internet (1), et le reste de l'organisation. Il s'agit cependant encore probablement de la force politique organisée, numériquement la plus importante parmi ceux qu'on appelle en Russie les «Goscap» (acronyme russe pour capitalisme d'Etat), c'est-à-dire ceux qui soutiennent que l'URSS n'était pas socialiste mais capitaliste. L'examen de ses positions revêt donc une importance indéniable.

Le programme du P.O.M. (encore revendiqué, d'après ce que nous en savons, par les deux ailes de la scission) affirme, entre autres, le caractère non mercantile du socialisme, la nécessité du parti et de la dictature

du prolétariat; mais il précise qu'il doit s'agir de la dictature **précisément des ouvriers urbains de la production** et non de la dictature de «tous les travailleurs», ni de la dictature du parti de classe: Dictature de la classe et dictature du parti ne sont pas du tout la même chose pour le POM. On peut lire dans la section 1.3 du programme («Le pouvoir soviétique et le capitalisme d'Etat»):

«En procédant à la construction économique après la guerre civile, les bolcheviks réalisèrent qu'en Russie, où prédominait l'élément petit-bourgeois, on ne pouvait aller de l'avant qu'en passant par ce qu'il y a de commun entre le capitalisme d'Etat et le socialisme (...). Il se créa une situation où les capitalistes avaient été chassés du pouvoir, mais où n'existaient pas encore les bases du pouvoir des Conseils de députés ouvriers, bases qui auraient correspondu au capitalisme d'Etat (...). Dans ces circonstances, pour sauvegarder les résultats de la révolution d'Octobre, il était nécessaire de ne pas permettre le retour de la bourgeoisie au pouvoir et ce fait conduisit le parti bolchevik - la seule force centralisée capable de réaliser ces tâches - à prendre en charge la fonction de gouverner directement la société et de définir le cours vers le capitalisme d'Etat. Inévitablement il se développa une confusion croissante du parti et des structures économiques et étatiques, la consolidation de la direction personnelle des entreprises, le bureaucratisme et le renforcement de la division du travail.

Les bolcheviks devaient ainsi faire face à une tâche compliquée: d'un côté ils devaient renforcer le rôle de l'appareil bureaucratique de gestion de l'économie afin de surmonter les forces économiques petites-bourgeoises, et de l'autre côté, soumettre cet appareil aux structures du pouvoir soviétique à mesure que se renforçait le capitalisme d'Etat, et ensuite transmettre le pouvoir aux Conseils des députés ouvriers. Mais le renforcement objectif du rôle de

l'appareil bureaucratique de gestion dans la période de la politique transitoire du capitalisme d'Etat, mena à la victoire à l'intérieur du parti de l'illusion selon laquelle cet appareil, pourvu qu'il reste sous la direction du parti ouvrier mais sans qu'il y ait un véritable pouvoir des Soviets, pourrait créer le Socialisme dans la société.

Le parti devint l'otage d'un Etat non-ouvrier. Les bolcheviks ne détruisirent pas l'Etat, c'est l'Etat qui détruisit les bolcheviks en tant que le parti politique qui était né en 1903. De tournant tactique du Parti Communiste de Russie (bolchevik), le capitalisme d'Etat, arbitrairement baptisé «socialisme», devint une fin en soi du Parti Communiste de Toute l'Union. Le pays entra dans la phase non-socialiste de son développement. (...) Après que l'élément petit-bourgeois dans l'économie ait été vaincu, nous sommes arrivés à cette structure de la société qui s'est maintenue en gros jusqu'en 1985. Le mode de production de cette époque était capitaliste. Les capitalistes en tant que classe avaient disparu, mais les rapports capitalistes ne furent pas abolis; au contraire ils furent poussés à l'extrême, jusqu'au maximum. C'était une situation de capitalisme d'Etat.

(...) Le POM doit se souvenir de l'erreur principale des bolcheviks - l'erreur qui conduisit à l'anéantissement des acquis d'Octobre 1917, à la transformation du PCR (b) en PCUS non bolchevik, anti-ouvrier. Le parti prolétarien ne doit pas lutter pour le pouvoir dans le seul but de devenir le parti dirigeant. Il lutte pour le pouvoir de façon à organiser la classe ouvrière elle-même en classe dirigeante de la société à travers le système des Conseils ouvriers. C'est pourquoi le principal slogan du parti est: «Vive la dictature du prolétariat!».

A la lecture de cet extrait significatif, il est possible de se rendre compte que, si le POM semble avoir saisi avec justesse le sens général de l'évolution économique et politique et compris les déterminations matérielles qui contraignaient le parti bolchevik à agir de la manière qu'il a fait, il en tire une leçon parfaitement contradictoire - à savoir que la défaite n'est plus due à ces déterminations matérielles extraordinairement pesantes et à la longue écrasantes, en l'absence de victoire socialiste dans les pays capitalistes développés -, mais à une «erreur» des bolcheviks, c'est-à-dire à

une mauvaise conception chez eux du rôle du parti. Celui-ci devrait prendre le pouvoir de façon à organiser la classe à travers les Conseils pour qu'elle prenne le pouvoir; il devrait être en quelque sorte un intermédiaire au service de la classe ouvrière, agissant dans une phase transitoire entre le renversement de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature du prolétariat.

C'est au fond une variété de la conception banale, professée par d'innombrables courants politiques, qui met le parti au-dessous de la classe. Il s'agit d'une incompréhension de la conception marxiste de la question du rapport entre parti et classe: le parti, organisation de l'avant-garde sur la base des enseignements historiques de la lutte des classes - le marxisme -, est l'**organe** indispensable du prolétariat, sans lequel celui-ci ne peut agir en tant que classe, ne peut ni mener victorieusement la lutte révolutionnaire et prendre le pouvoir, ni exercer sa dictature. Tout affaiblissement du rôle du parti est un affaiblissement de la classe et de sa lutte.

Si en Russie le Parti bolchevik avait refusé d'assumer le rôle dirigeant que lui imposait la situation dans la révolution, dans la direction de la dictature, dans la guerre civile, dans les efforts de réorganisation économique, etc., cela n'aurait pas le moins du monde évité la contre-révolution, mais entraîné au contraire sa victoire encore plus rapide, par l'avortement ou la défaite immédiate de la révolution! La victoire de la contre-révolution n'a pas été causée par l'accapement du pouvoir par les bolcheviks, comme le proclament depuis 80 ans tous les libertaires et tous les démocrates, mais par l'**affaiblissement** politique et programmatique du parti bolchevik contraint d'oeuvrer à la renaissance d'une économie capitaliste alors que s'épuisait la vitalité prolétarienne, par sa **dégénérescence** interne en tant que parti de classe au fur et à mesure qu'il identifiait ses tâches à la simple promotion du nouveau capitalisme et qu'il était absorbé par un appareil d'Etat répondant aux besoins objectifs de ce dernier - phénomène dont la traduction était la mise à l'écart progressive et la paralysie des éléments qui s'obstinaient à rester sur les positions communistes, puis leur expulsion et leur répression impitoyable. Ce n'est pas par hasard si, par la voix de Staline, les forces politiques représentant le capitalisme d'Etat naissant se manifestèrent pour la première fois de façon

autonome en affirmant contre Zinoviev que la dictature du prolétariat n'est pas la dictature du parti: elles signifiaient ainsi que leur adversaire n'était pas la dictature en soi, mais la **dictature du parti de classe**, du parti marxiste. Si l'aile restée fidèle aux positions marxistes de classe avait pu se maintenir à la tête du parti bolchevik, la contre-révolution capitaliste aurait emprunté, comme elle y était prête, la voie social-démocrate classique de l'opposition démagogique de la classe au parti.

On sait que la vieille garde bolchevique n'eut pas, dans son ensemble, la force politique et programmatique de résister aux suggestions des tendances pro-capitalistes et que les éléments marxistes furent noyés dans le flot massif des nouveaux adhérents lorsque, contrairement aux indications de Lénine qui voulait une purge sévère de la masse des éléments incertains, les portes du parti leur furent ouvertes en grand. Victorieuse, la contre-révolution put exalter la dictature du parti parce que, vidé de sa nature de classe, chassant impitoyablement de son sein et réprimant féroce tous ceux qui n'avaient pas complètement abjuré toute sympathie, même vague et lointaine, avec le véritable communisme, il était devenu le **parti de la contre-révolution**.

Mais ce n'est pas parce que la contre-révolution a pu s'emparer du parti, qu'il faut jeter le bébé avec l'eau du bain, c'est-à-dire en tirer la conclusion qu'il faut désormais se passer de parti ou réduire son rôle au maximum; ce n'est pas parce que l'ennemi peut s'emparer de nos armes, que nous devons aller au combat désarmés ou avec des armes inoffensives! Nous devons y aller avec des armes plus affûtées, plus solidement tenues, et en étant mieux préparés à leur emploi. Tel est fondamentalement la leçon que notre courant a tiré de la défaite, à l'inverse de tous les courants antistalinien, du trotskysme sous ses mille facettes aux différentes variétés d'«ultra-gauches», semi-libertaires en réalité: non pas la révision plus ou moins grande du programme, des principes, des méthodes ou de la théorie marxistes, mais la confirmation de la validité pleine et entière du marxisme, la défense acharnée contre toutes les illusions novatrices de son intégrité, de son **invariance**. Mettre la classe au-dessus du parti, disait justement Trotsky, ce n'est pas seulement faux, c'est **réactionnaire**, car c'est mettre la classe en

soi, les larges masses encore non dégagées de l'influence de l'idéologie et des organisations bourgeoises, au-dessus de la classe en train de se regrouper pour ses propres buts historiques et révolutionnaires, au-dessus de l'avant-garde apparue au feu des affrontements sociaux et organisée autour du programme qui est la synthèse des enseignements des luttes prolétariennes passées et qui en déduit l'orientation à suivre dans les luttes actuelles et futures.

* * *

Venons en maintenant au texte théorique sur l'anatomie d'Octobre du «Bureau méridional du POM» publié aux côtés de notre «Révolution et contre-révolution en Russie» (2). Une traduction en anglais et des extraits en français en ont été publiés par le CCI (3), nous pouvons donc nous contenter ici d'en citer ou d'en résumer les points essentiels.

Il s'agit sans aucun doute d'un effort sérieux pour élaborer une explication de la nature capitaliste de l'ancienne URSS sur la base de l'étude des textes classiques de Marx, Engels et Lénine, et sur bien des points les auteurs sont arrivés à des conclusions correctes. Ils affirment que, contrairement à ce que prétendaient les staliniens, il n'y avait pas (et il n'y a jamais eu) de socialisme en URSS, et que contrairement à ce qu'affirment les trotskystes, l'URSS n'était pas non plus un «Etat ouvrier dégénéré»; ils rappellent que la structure de classe de la société russe n'a pas disparu, que la propriété d'Etat des entreprises n'a jamais signifié le socialisme et que l'existence du salariat est au contraire la preuve de l'existence du capitalisme. Malheureusement, malgré ses mérites, le texte n'évite pas une série de contradictions et tombe dans de graves erreurs qui débouchent sur des positions politiques erronées.

Pour le Bureau Méridional, la révolution d'Octobre a été en définitive une révolution **bourgeoise**: «*Ces faits* [la fusion des comités d'usine - organismes de lutte nés dans les semaines et mois précédant octobre en opposition aux organisations syndicales dirigées par les mencheviks et qui auraient dû, selon lui, être la base du pouvoir soviétique - avec les syndicats, la fusion des soviets d'ouvriers et de soldats avec les soviets paysans, l'absence de soviets d'ouvriers agri-

coles] *et beaucoup d'autres, nous montrent que le Grand Octobre n'a pas été en réalité une révolution socialiste comme le croyaient les bolcheviks, mais simplement la deuxième étape, ultime, de la révolution démocratico-bourgeoise en Russie dont l'une des tâches fondamentales était la résolution de la question agraire en faveur de la paysannerie. En dépit de toute l'activité de la classe ouvrière et de la révolution prolétarienne politique dans les capitales, il n'y a jamais eu de révolution socialiste en Octobre 17 dans la Russie arriérée du point de vue capitaliste*».

Le BM reconnaît bien qu'il y a eu une «révolution politique ouvrière dans les capitales» (seulement dans les capitales, c'est-à-dire Moscou et St Petersburg?) et l'instauration de la «dictature du prolétariat»; mais, selon lui, il ne s'agissait pas d'une véritable «dictature socialiste du prolétariat», mais d'une «dictature démocratique du prolétariat» car elle n'était pas basée sur la seule classe des ouvriers de l'industrie, mais sur une alliance de ceux-ci avec les paysans pauvres. En outre cette dictature démocratique du prolétariat n'aurait existé que d'octobre 17 à janvier-février 18, puis de nouveau de l'été 18 au début de 1919 (période de l'existence de comités de paysans pauvres regroupant les ouvriers agricoles et les semi-prolétaires paysans). Mais le BM considère surtout que cela n'a été au fond qu'un épisode secondaire dans le cours de la révolution russe et il s'appuie sur Marx:

«*Karl Marx avait prévu en 1847 la possibilité d'une telle situation. Il écrivait: "Si le prolétariat renverse le pouvoir politique de la bourgeoisie, sa victoire n'est que passagère, qu'un élément au service de la révolution bourgeoise elle-même comme ce fut le cas en l'an 1794. Il en est ainsi tant qu'au cours de l'histoire les conditions matérielles ne sont pas créées pour rendre nécessaire l'élimination du mode de production bourgeois..."*». La révolution politique ouvrière en Russie n'aurait donc été qu'un élément passager au service de la révolution bourgeoise, dans le style de la dictature plébéienne des jacobins en 1794: pour le BM, les marxistes russes ont joué en fait le rôle de «*sociaux jacobins*», tout en s'illusionnant sur les possibilités de faire une révolution socialiste:

«*La force motrice de la révo-*

lution d'Octobre était les ouvriers et les paysans sous l'uniforme et le prolétariat détenait l'hégémonie sous la direction du parti bolchevik. Les "néo-bolcheviks" [par rapport au courant dit des «vieux bolcheviks» qui, restant fidèle à la lettre du programme bolchevik, ne voyaient pas la nécessité d'une nouvelle révolution après février] crurent qu'avec cet acte la révolution socialiste elle-même commençait en Russie. Cependant les événements ultérieurs ont démontré que le développement de la révolution politique du prolétariat au-delà des limites du processus révolutionnaire démocratique bourgeois (c'est-à-dire "la révolution au sens étroit du terme") n'a jamais eu lieu. L'élimination de l'argent, l'introduction de la production sur une base communiste, la distribution directe des produits, la gestion directe, ces tentatives et d'autres mesures de "communisme de guerre" furent considérées comme sans intérêt. Les bolcheviks ne réussirent pas à échanger des produits entre la ville et la campagne. L'élément petit-bourgeois demandait des marchés, la loi de la valeur demandait des rapports marchands».

Pour le BM donc, la révolution en Russie ne serait jamais **politiquement** allée au-delà des limites démocratiques bourgeoises - alors même qu'ils admettent, en passant, l'existence d'une révolution **politique** ouvrière et de la dictature du prolétariat! Il est vrai que, selon le BM, cette dictature du prolétariat, d'une part est à éclipses puisqu'elle disparaît et réapparaît de façon mystérieuse, et d'autre part est «démocratique», c'est-à-dire pluriclassiste... Le BM serait bien en peine d'expliquer quelle classe prend le pouvoir, à la suite de quelles luttes politiques et sociales quand disparaît la dictature du prolétariat, et comment cette classe est ensuite chassée du pouvoir pendant quelques mois quand réapparaît la dictature prolétarienne; dans son analyse il suffit de quelques décrets pris par le gouvernement pour que change la nature de classe de ce même gouvernement: cela veut-il dire que si les bolcheviks l'avaient voulu (ou s'ils avaient compris leur erreur), il aurait été réellement possible d'instaurer le socialisme dans la Russie paysanne arriérée?

Le texte ne va jamais jusque à répondre positivement à cette question (ce qui reviendrait à abandonner le matérialisme historique pour un crasse subjectivisme) et il dit même

l'inverse, mais c'est pourtant la conclusion logique de ce qui est affirmé dans ce passage et dans d'autres.

Mais en général le texte débouche sur une conclusion différente, quoique tout aussi fautive, qui est la suivante:

Puisque, selon tous les marxistes, les conditions économiques et sociales objectives de la Russie n'étaient mûres que pour le passage au plein capitalisme, la révolution ne pouvait y être que bourgeoise. Tout ce qui semblait sortir de ce cadre n'était qu'une illusion, et, par conséquent, tous ceux qui préconisaient d'aller au-delà et même tous ceux qui luttaient pour le rôle dirigeant du prolétariat ne pouvaient être que de dangereux démagogues: dans le cadre de la révolution bourgeoise «au sens large» (c'est-à-dire la période historique au cours de laquelle le mode de production capitaliste remplace le mode de production antérieur), les révolutions «au sens étroit» (les journées révolutionnaires au cours desquelles un régime est renversé et un autre institué) sont au fond de nature bourgeoise, indépendamment de ce que s'imaginent leurs participants et quelles que soient la classe ou les classes qui en sont le moteur.

Il y a là un problème que notre texte «Le marxisme et la Russie» (4) pose ainsi:

«Peut-on définir comme socialiste une révolution qui, comme Lénine l'avait prévu, crée un pouvoir obligé d'administrer, en attendant de nouvelles victoires internationales, des formes sociales d'économie privée, dès lors que ces victoires ne sont pas venues?» et il répond positivement avec les arguments suivants:

«La révolution d'Octobre ne doit pas être considérée en premier lieu sous l'angle de transformations immédiates ou très rapides des formes de production et de la structure économique, mais comme une **phase de la lutte politique internationale du prolétariat**. Elle présente en effet une série de puissants caractères qui sortent totalement des limites d'une révolution nationale et purement antiféodale, et qui ne se réduisent pas au fait qu'elle fut dirigée par le parti prolétarien.

a) Lénine avait établi que la guerre européenne et mondiale aurait un caractère impérialiste «y compris pour la Russie» et que le parti prolétarien devait en conséquence pratiquer ouvertement le défaitisme.

(...) *La révolution d'Octobre triompha contre [les traîtres au socialisme révolutionnaire] de la guerre et de l'impérialisme mondial; et ce fut là une conquête purement prolétarienne et communiste.*

b) *En l'emportant sur ces négats, Octobre revendiqua les principes oubliés de la révolution et restaura la doctrine marxiste dont ils avaient comploté la ruine. Pour toutes les nations, il définit la voie de la victoire sur la bourgeoisie: emploi de la violence et de la terreur révolutionnaire, mépris des "garanties" démocratiques, application sans limites de ce qui est la catégorie essentielle du marxisme: la dictature de la classe ouvrière exercée par le parti communiste. (...)*

c) *Bien que la classe ouvrière semble se présenter sur la scène politique ou pire, parlementaire, comme divisée en plusieurs partis, la leçon d'Octobre, jamais démentie, a montré que la voie révolutionnaire ne passe pas par l'exercice du pouvoir en commun avec tous ces serviteurs du capitalisme, mais par leur liquidation violente, les uns après les autres, jusqu'au pouvoir total du parti unique. (...) Ce que la voie russe confirma, à la terreur ou l'enthousiasme du monde, ce fut au contraire la voie unique et mondiale tracée par la doctrine universelle du marxisme, dont à aucun moment, ni dans la pensée ni dans l'action, Lénine et avec lui, l'admirable parti des bolcheviks, ne s'écarta.*

Quelques mois après la révolution, pour faire comprendre aux «communistes de gauche» la situation présente, Lénine utilisa la formule suivante:

«L'histoire a suivi des chemins si particuliers qu'elle a donné naissance en 1918 à deux moitiés de socialisme, séparées et voisines comme deux futurs poussins sous la coquille commune de l'impérialisme international. L'Allemagne et la Russie incarnent en 1918, avec une évidence particulière, la réalisation matérielle des conditions du socialisme, des conditions économiques, productives et sociales d'une part, et des conditions politiques d'autre part. Une révolution prolétarienne victorieuse en Allemagne briserait d'emblée, avec la plus grande facilité, toutes les coquilles de l'impérialisme (...) et assurerait à coup sûr la victoire du socialisme mondial» (5).

En Allemagne et dans l'Europe capitaliste développée existaient

les bases **économiques** et sociales pour le passage au socialisme, mais le pouvoir politique restait encore dans les mains de la bourgeoisie; dans la Russie soviétique, il existait les conditions **politiques**: le pouvoir politique aux mains du prolétariat, mais économiquement, tant que la révolution européenne n'avait pas triomphé et mis à la disposition du pouvoir prolétarien russe les forces productives nécessaires, il était impossible de faire plus que mener la lutte contre la petite production marchande en direction du capitalisme d'Etat. Tout simplement parce la condition élémentaire pour que soit possible une transformation socialiste de la société est que cette société soit déjà pleinement capitaliste: on ne peut socialiser les entreprises, développer tous les avantages du travail associé, supprimer l'argent, etc., que si il existe des entreprises, que si le développement du salariat a déjà généralisé le travail associé, que si la circulation monétaire et l'échange mercantile sont la règle, etc.

Il ne pouvait donc rien y avoir de socialiste sur le plan des réalisations économiques que devait prendre le pouvoir russe; il ne pouvait y avoir de socialisme que sur le plan **politique**, sur le plan de la lutte antibourgeoise des prolétaires et d'avantage encore au niveau international (reconstitution du parti de classe international, efforts d'extension de la révolution) qu'au niveau national après l'expropriation des capitalistes, où le compromis avec la paysannerie était indispensable. Il s'agissait d'une révolution **double: prolétarienne, internationaliste et socialiste** d'un côté, en tant que première bataille et première victoire de la révolution prolétarienne internationale, **paysanne, antiféodale, donc bourgeoise et nationale** de l'autre. L'échec au moins temporaire de la révolution prolétarienne internationale laissa le pouvoir prolétarien seul face au développement spontané et irrésistible du capitalisme provoqué par la disparition des entraves féodales. La seule issue dans cette situation tragique était de tout faire pour conserver ce premier pouvoir prolétarien jusqu'au retour de la révolution internationale, en tentant d'orienter ce développement capitaliste vers un capitalisme d'Etat qu'il serait possible de «contrôler» - et qui de toute façon représentait la base d'une future transformation socialiste. C'est ce que nous avons essayé de résumer dans une formule

lapidaire pour caractériser la révolution russe: **socialiste en politique, capitaliste en économie.**

De son côté, la tentative d'analyse marxiste de la révolution d'Octobre faite par le BM échoue en raison de la confusion entre les plans politiques, économiques et sociaux, mais aussi de l'oubli de la dimension internationale des événements. En faisant complètement abstraction de cette dimension, en se limitant au cadre de la seule Russie, il n'est pas difficile de ne voir dans les bolcheviks que des sortes de révolutionnaires bourgeois hallucinés par des rêves de socialisme. Et alors on conclut qu'il aurait mieux valu s'abstenir d'appeler le prolétariat à prendre le pouvoir, parce qu'en prenant le pouvoir celui-ci s'est condamné à la défaite, voire même qu'il a détruit les éléments évolués de capitalisme existant, amenant sans le vouloir le pays à connaître la domination des formes capitalistes arriérées, «asiatiques», qui s'incarnèrent dans le régime dictatorial de Staline. Le BM écrit ainsi:

« (...) *Et c'était le même Oulianov-Lénine qui avait écrit en 1905: "La révolution complète, c'est la prise du pouvoir par le prolétariat et les paysans pauvres. Or, ces classes, une fois au pouvoir, ne peuvent pas ne pas tendre vers une révolution socialiste. Par conséquent: La prise du pouvoir, qui ne sera d'abord qu'un acte de la révolution démocratique, deviendra, par la force des choses, contre la volonté (et la conscience parfois) de ses participants, une révolution socialiste. Dès lors l'effondrement est inévitable. Et si l'effondrement des tentatives de révolution socialiste est inévitable, nous devons (comme Marx qui prévoyait en 1871 l'inévitable défaite de l'insurrection parisienne) recommander au prolétariat de ne pas s'insurger, d'attendre, de s'organiser, de reculer pour mieux sauter"* (6).

Le pronostic marxiste de Lénine théoricien (à la différence de ses espoirs non-marxistes de praticien et politicien social-jacobin) s'est pleinement réalisé. Le Parti Communiste connut une lutte interne acharnée et l'anéantissement de la plus grande partie de la vieille garde, et l'URSS représente la faillite de la tentative de révolution socialiste dans un seul pays, pris à part et arriéré du point de vue capitaliste».

Mais ce que le BM appelle sans sourciller le pronostic marxiste

de Lénine et qui s'oppose effectivement à toute son activité révolutionnaire, jugée par lui non-marxiste, est en réalité la position que Lénine dans un article polémique attribue au leader menchevik Martynov, celui-ci n'osant pas affirmer ouvertement qu'il est opposé à une révolution complète!

Il ne s'agit donc pas du tout de son pronostic marxiste (!), mais de la position qu'il combat, la position **défaitiste** des mencheviks qui s'opposaient à tout ce qui pourrait effrayer la bourgeoisie et la détourner de la révolution: ils voulaient que le prolétariat se contente de faire pression sur les bourgeois, ne cherche surtout pas à prendre la tête de la révolution et à s'emparer du pouvoir, même si, en conséquence la révolution devait rester incomplète, avorter ou se contenter de restreindre le pouvoir impérial. Martynov n'osait pas dire le fond de sa pensée, c'est Plekhanov qui l'exprimera quelques mois plus tard, après l'insurrection, en décrétant sentencieusement: «*Il ne fallait pas prendre les armes!*». Suivre le judicieux conseil des mencheviks - solution qui semble avoir les préférences rétrospectives du BM - aurait sans doute évité la défaite de la révolution prolétarienne, mais c'est tout simplement parce qu'il n'y aurait pas eu de révolution! On reconnaît là la vieille «sagesse» selon laquelle la meilleure solution pour ne pas être vaincu dans la bataille, c'est encore de ne pas se battre.

Quant à Marx, qui avait effectivement essayé de mettre en garde les prolétaires parisiens contre une insurrection prématurée - mais prématurée de quelques semaines ou de quelques mois! -, il répliqua à un correspondant qui estimait que la défaite de l'insurrection du printemps 1871 risquait de priver les ouvriers de leurs chefs et que le prolétariat avait plus besoin d'éducation que de lutte les armes à la main: «*[les canailles bourgeoises] placèrent les Parisiens devant l'alternative, ou de relever le défi ou de succomber sans combat. Dans le dernier cas la démoralisation de la classe ouvrière serait un malheur bien plus grand que la perte d'un nombre quelconque de "chefs". Grâce au combat livré par Paris, la lutte de la classe ouvrière contre la classe capitaliste et l'Etat capitaliste est entrée dans une phase nouvelle. Quelle qu'en soit l'issue, nous avons obtenu un nouveau point de départ d'une importance*

universelle» (7).

C'est donc bien à tort que les mencheviks essayaient de s'accrocher à Marx pour défendre leur politique!

Jamais les bolcheviks n'ont cru qu'il était possible d'instaurer le socialisme dans la Russie arriérée et prise à part, avant que ne surgisse cette théorie en 1925. Dire que «l'URSS représente la faillite de la tentative de révolution socialiste dans un pays pris à part» revient à prendre pour argent comptant cette position boukharinostalinienne qui servit en fait de camouflage idéologique de la **construction du capitalisme**. Expression des forces pro-capitalistes en Russie, elle constituait un **renversement complet** de la position bolchevique classique selon laquelle le sort du pouvoir prolétarien et la possibilité du passage au socialisme dépendaient étroitement de la révolution prolétarienne internationale. Ne pas saisir le sens crucial de ce renversement de perspective, c'est ne pas comprendre ni les causes ni même l'existence de la contre-révolution connue sous le nom de stalinisme: puisque, selon le BM, la révolution d'Octobre n'a jamais été autre chose qu'une révolution bourgeoise, la seule contre-révolution qui aurait pu avoir lieu, c'est celle qui aurait restauré le tsarisme et les grands propriétaires terriens. Toutes les luttes politiques dans la Russie révolutionnaire sont assimilées par le BM aux luttes politiques dans la France d'après 1789; le stalinisme n'est qu'une sorte de réédition de la **réaction thermidorienne** française qui avait vu le passage du pouvoir des mains des éléments bourgeois (ou petits-bourgeois) révolutionnaires s'appuyant sur les masses (tout en combattant l'aile plébéienne extrême, l'ancêtre du prolétariat moderne), aux couches bourgeoises conservatrices: un changement politique qui avait eu sans aucun doute de profondes conséquences sociales et qui s'était accompagné d'une répression brutale, mais qui s'était accompli au sein d'une même classe et en tout cas dans le cadre d'une même révolution. Ce qui disparaît dans cette vision, c'est la **frontière de classe** qui sépare les communistes internationalistes bolcheviks des «nationaux-communistes» staliens. En opposition à ce qu'affirme le programme du PMO cité plus haut (le parti bolchevik a été détruit en tant que parti ouvrier), le BM voit ainsi une continuité entre bolcheviks et staliens.

Le stalinisme a sans doute joué un rôle révolutionnaire ou au moins progressif **du point de vue bourgeois** en implantant le capitalisme dans tout le territoire de l'immense Russie; mais il a représenté un facteur éminemment **contre-révolutionnaire** du point de vue prolétarien en Russie et dans le monde entier en détruisant l'Internationale Communiste en tant que parti ouvrier international et en entraînant partout le prolétariat à remplacer ses buts de classe par des buts bourgeois. Cela le BM n'arrive pas à le voir parce qu'il ne comprend pas la **dualité** de la nature du stalinisme, de même qu'il ne comprend pas en réalité la **dualité** de la révolution russe.

C'est dire qu'il n'arrive pas à tirer réellement de leçon de cette formidable expérience, autre que la conclusion suivante, contradictoire avec son affirmation de la nécessité d'un parti fort, de syndicats de classe, etc.: la dictature doit être celle d'une partie du prolétariat seulement - la partie «organisée par la production à grande échelle et éduquée de façon marxiste» ou «classe ouvrière socialiste» - et «Tant que la classe ouvrière aura besoin d'un Etat de cette sorte, le pouvoir [dans cet Etat] doit lui appartenir sans intermédiaire et sans partage - telle est l'une des leçons fondamentales de la défaite du léninisme».

Pour nous au contraire la défaite de la révolution d'Octobre n'a pas été la défaite du «léninisme» - compris au sens des positions marxistes incarnées et défendues par Lénine et non du répugnant léninisme institué par la contre-révolution; nous ne tirons pas la conclusion qu'il faut restreindre le rôle du parti, et chercher dans des facteurs sociologiques ou culturels une garantie contre la contre-révolution. La seule «garantie» qui peut exister se trouve dans la réaffirmation intégrale et l'utilisation sans hésitation et sans restriction de toutes les catégories du marxisme et tous les éléments du programme communiste, à commencer par l'**organe-parti**. Ou pour reprendre le texte de parti déjà cité et en réponse au paragraphe final de l'article du BM qui évoque la perspective d'une guerre apocalyptique (en se demandant si les conditions objectives de la révolution socialiste auront le temps de mûrir avant que les bourgeois russes ne lancent l'humanité dans une troisième guerre mondiale):

«Pour pouvoir éviter une nouvelle défaite prolétarienne, il est

indispensable que la restauration théorique n'attende pas pour se faire que le troisième conflit mondial ait déjà regroupé les travailleurs derrière tous ses drapeaux maudits (...), mais qu'elle puisse se développer bien avant, avec l'organisation d'un parti mondial n'hésitant pas à proposer sa propre dictature» (8).

C'est cette perspective qui est la seule féconde.

(1) www.mlp.nm.ru.

(2) La publication de ces deux textes est précédée d'une note de la rédaction qui souligne les points communs aux deux articles tout en indiquant qu'ils ont été écrits indépendamment l'un de l'autre, les auteurs de «L'anatomie marxiste...» ignorant au moment où ils l'ont écrit jusqu'à l'existence du courant bordiguiste et de notre article. La rédaction dit ne pas partager forcément les positions qui sont exprimées dans ces articles (où elle a inséré des notes critiques) et elle se propose de poursuivre la discussion sur ces textes, en invitant les lecteurs à y participer, sur le prochain n° de la revue.

En ce qui concerne notre texte, la rédaction de Marxist, outre des remarques de moindre importance, a inséré une note révélatrice à propos de la phrase: «La montée de la révolution en Europe aurait permis d'accentuer encore cette prééminence [celle du prolétariat dans l'Etat soviétique], d'accorder de moins en moins de droits politiques à la paysannerie russe, d'appuyer toujours plus directement l'Etat soviétique sur le prolétariat international, et d'arriver ainsi à une pure dictature du prolétariat».

Marxist écrit: «La rédaction ne partage pas l'idée que les bolcheviks aspiraient à une "pure" dictature du prolétariat. Sinon le prolétariat aurait dû considérer toute la société comme son ennemi, puisque la paysannerie constituait la majorité de la population.

Le chef des bolcheviks, Lénine, partait d'une autre conception de la dictature du prolétariat: comme l'union du prolétariat et d'autres classes de travailleurs sous le rôle d'avant-garde du prolétariat; comme pour la première fois véritablement une démocratie complète garantissant la participation la plus totale de tous les travailleurs au gouvernement.

Et il comprenait trop bien la fragilité particulière de la dictature prolétarienne dans la Russie paysanne arriérée pour se résoudre à ce suicide du pouvoir ouvrier qu'aurait constitué la privation des droits civiques à la paysannerie, même seulement en paroles. Bien plus, Lénine considérait la rupture de l'union du prolétariat avec la paysannerie comme mortelle pour l'existence de la dictature du prolétariat, et il luttait pour le maintien de cette union (NEP) jusqu'au bout (cf «Lettre au Congrès», OC, 5e édition russe T. 45 [Il s'agit du fameux «testament» de Lénine, dans lequel celui-ci dit, entre autres, que le parti s'appuie sur deux classes et que la rupture entre ces classes entraînerait sa chute].

De manière générale, la rédaction estime peu probable dans la société actuelle l'existence d'une dictature prolétarienne "pure", étant donné qu'il n'existe pas dans le monde un seul Etat où le prolétariat formerait la majorité de la population. Ce qui n'empêche pas la possibilité de réalisation de cette dictature en union avec d'autres classes de travailleurs et avec l'organisation de l'avant-garde du prolétariat en parti politique.

Si dans de telles conditions sociales on songeait à une "pure" dictature prolétarienne "mono-classiste", c'est-à-dire à une dictature d'une minorité, privant toutes les autres classes des droits politiques, alors il conviendrait d'estimer que Staline et ses partisans ont réalisé la plus pure dictature du prolétariat de la façon la plus radicale en réduisant les droits des paysans jusqu'à supprimer complètement en pratique tout droit, c'est-à-dire en supprimant dans les faits l'union du prolétariat et de la paysannerie en même temps que la dictature du prolétariat».

Ainsi donc pour la rédaction, la dictature du prolétariat ne pas doit pas être la dictature d'une seule classe (la classe ouvrière) contrairement même à ce qui est affirmé dans le programme du POM, mais de plusieurs, et d'ailleurs ce ne doit pas être une dictature mais une démocratie complète! En suivant ce raisonnement il faut penser que si cette revue s'appelle «Marxist», c'est parce qu'elle défend des positions antimarxistes...

Notre article se termine par une phrase où il est dit que la seule «garantie» qui puisse exister dans la victoire comme dans la défaite, réside

dans la fermeté et la solidité théoriques, politiques et organisationnelles du parti. La rédaction de Marxist ajoute une note: «Selon nous, la fermeté et la solidité théoriques, politiques et organisationnelles du parti sont indispensables, mais elles ne peuvent garantir le succès de la révolution socialiste qu'avec les libertés démocratiques pour la première fois réellement effectives, [alors qu'elles sont] proclamées mais jamais réalisées pour les classes opprimées dans la société bourgeoise (liberté de parole, de réunion, d'association, etc.), par la voie du développement toujours plus profond de la démocratie prolétarienne qui constituera le fondement de l'Etat ouvrier: en impliquant des masses toujours plus larges de travailleurs dans la gestion des affaires de la société, ce qui signifie l'extinction graduelle de l'Etat».

Ces notes montrent la force des préjugés démocratiques (qui l'empêchent de comprendre la signification et l'ampleur de la révolution socialiste) dans la rédaction de cette revue qui se dit marxiste. Sur le plan politique, si le prolétariat fait la révolution, ce n'est pas pour obtenir la réalisation effective des libertés démocratiques, la liberté de parole, le droit de réunion, etc. (toutes choses qui n'ont de sens que dans un Etat bourgeois et par rapport à une classe exploiteuse et dominante), mais pour prendre **tout le pouvoir!**

C'est dans la mesure où il arrivera à organiser et à défendre solidement ce pouvoir, son Etat prolétarien dirigé par son organe-parti et reposant sur la **mobilisation générale de la classe**, en privant de droits politiques démocratiques les classes exploiteuses autrefois dominantes, en faisant tous ses efforts pour l'extension de la révolution, en commençant, sans attendre, les premiers pas de la transformation économique et sociale permis par la situation, que le prolétariat aura les meilleures chances de victoire dans la **lutte révolutionnaire internationale** qui fera rage jusqu'au renversement du dernier Etat bourgeois - ou de l'écrasement du dernier bastion prolétarien. La victoire des armes une fois acquise, ce n'est pas l'approfondissement constant de la **démocratie** politique qui sera la garantie de la réussite, mais l'approfondissement de la transformation **économique et sociale**, le déracinement du capitalisme, la suppression

graduelle des rapports marchands, la liquidation progressive de l'exploitation et du salariat, qui écarteront les risques de dégénérescence du pouvoir dans la mesure où seront ainsi écartés les risques de renaissance du mode de production capitaliste et du privilège social.

(3) Voir la «Revue Internationale» n°111, 4e trimestre 2002.

(4) cf «Programme Communiste» n°68, p.20.

(5) cf «Sur l'infantilisme de gauche et les idées petites bourgeoises», Oeuvres, Tome 27, p. 355.

(6) cf «Révolution du type de 1789 ou du type de 1848?», Oeuvres, Tome 8, p. 258.

(7) Voir la lettre de Marx à Kugelmann du 17/4/71. «Lettres à Kugelmann», Ed. Anthropos, Paris 1968, p.164. Kugelmann lui avait écrit «L'insurrection parisienne me semble absolument manquée (...). Au lieu de s'organiser, de s'implanter solide-

ment face au gouvernement, de gagner dans les grandes villes de l'influence dans l'administration (sic!), par une dictature qui porte atteinte au pays, on provoque une défaite. (...) Si Paris s'oppose au pays (c'est-à-dire aux paysans) il sera inévitablement vaincu par la population paysanne» (5/4/71). Marx lui avait répondu qu'il avait déjà écrit dans le «18 Brumaire» qu'il ne fallait pas s'emparer de l'appareil d'Etat, mais le **détruire**; le 15/4/71 Kugelmann répliqua: «La défaite privera de nouveau les ouvriers de leurs chefs, pour un temps assez long. Ne sous-estimez pas ce malheur! A mon avis le prolétariat a beaucoup plus besoin pour le moment d'éducation que de lutter les armes à la main» (15/4/71). Où l'on voit que la «sagesse» sentencieuse des mencheviks vis-à-vis des bolcheviks avait eu des précurseurs...

(8) cf «Le marxisme et la Russie», PC n°68, p. 25.

«L'Internationaliste»

(33, rue du Sergent Bauchât, 7512 Paris)

Depuis deux ans environ paraît en France «L'Internationaliste» (sous-titré: «Journal d'analyse marxiste» et «Opposition prolétarienne à l'impérialisme européen et à l'impérialisme unitaire»). Ce mensuel se consacre à la publication d'articles de «Lotta Comunista», organe du groupe italien connu sous le même nom (mais dont la véritable appellation est «Groupes léninistes de la Gauche communiste»).

«L'Internationaliste» est construit à l'image de son grand frère d'outre-Alpes: de grands articles d'analyse de tel ou tel point particulier des relations internationales, de la vie socio-économique de tel ou tel pays ou de la structure économique de tel ou tel grand groupe économique, un peu à la manière du «Monde Diplomatique», mais... en moins politique (!). La politique, au sens marxiste du terme et non dans le sens de vagues analyses à la façon des politologues bourgeois, est en effet de manière frappante la grande absente des pages des organes de ce groupe qui se prétend «communiste» et «léniniste»!

Pour se différencier des petits groupes sans influence qui ne valent même pas la peine d'être critiqués comme elle le dit, «Lotta Comunista»

aime bien se présenter comme une grande organisation, diffusant son journal à des milliers d'exemplaires, ses livres à des centaines d'exemplaires et jouant un rôle important dans des grèves (1) - et il semble qu'on peut trouver des militants de cette organisation jusque dans les échelons élevés de la bonzerie syndicale; mais, et ceci explique cela, le lecteur serait bien en peine de découvrir à la lecture de ses journaux quelles sont ses positions politiques précises sur n'importe quel sujet, quelles sont ses orientations et les directives qu'elle donne à ses militants, quelle lutte elle mène contre les courants anti-prolétariens et les forces réformistes, etc., en un mot quelle est l'activité qu'elle mène dans n'importe quel domaine (mis à part le domaine éditorial) (2).

Il arrive cependant de temps en temps que l'actualité mette «Lotta Comunista» en demeure de prendre position publiquement: c'est ce qui arrivé en France avec les péripéties électorales du printemps 2002 et les manifestations diverses qui les ont rythmées. «L'Internationaliste» a répondu à sa façon en publiant dans son n° 27 (mai 2002) un article intitulé: «Antiparlementarisme et stratégie léniniste», précédé de l'introduction

suyante, que nous citons dans sa totalité :

«*Nous nous occuperons, dans les prochains numéros de L'Internationaliste, de l'analyse des résultats des élections présidentielles et des nombreuses réactions qui ont fini par influencer en profondeur la psychologie et les attitudes politiques en France et ailleurs. Dans l'attente de recueillir des éléments plus complets permettant de remplacer la passion émotionnelle par une étude scientifique, nous nous poursuivons la publication de l'élaboration du groupe de Lotta comunista à propos de l'abstentionnisme stratégique. La tendance à la réduction du nombre de votants - que cette échéance électorale a amplement confirmée - nous incite à approfondir l'examen d'une position politique partant aussi de ce phénomène spontané pour le rendre au moins en partie conscient et en faire le premier pas d'un positionnement révolutionnaire envers la démocratie impérialiste.*»

Les militants de «L'Internationaliste», qui sont sans doute des scientifiques rassis et pondérés ayant en horreur la passion et l'émotion, affirment donc qu'il leur faut «recueillir des éléments plus complets» (?) avant de pouvoir faire leur analyse des événements qui ont agité le pays et obligé tout le monde à prendre position. A défaut de pouvoir dire quoi que ce soit sur ces événements, ils publient un article de Lotta Comunista (d'il y a 17 ans!) où est expliquée leur position qui cherche à rendre «en partie conscient» (ce qui revient à admettre que cette position le laisse, au moins en partie, **inconscient!**) le phénomène spontané de l'abstention croissante et à faire **de ce phénomène** le début d'une position révolutionnaire envers la démocratie bourgeoise de notre époque. En trois phrases, «L'Internationaliste» démontre ainsi que ses références pompeuses à la science et au léninisme ne servent qu'à camoufler un **empirisme** foncier qui le laisse inévitablement désarmé par rapport aux événements qu'il est incapable d'analyser et de comprendre.

C'est à l'inverse parce qu'il a des orientations politiques et programmatiques claires, précisément définies à l'avance, que le parti de classe peut ne pas être dérouteré par les événements les plus «inattendus» et qu'il est capable, même et surtout dans ces cas-là, de définir la position révolutionnaire et d'appeler les prolétaires à s'y ral-

lier- au lieu de les prier d'attendre qu'il ait fait on ne sait quelle longue étude «scientifique». Dans le cas qui nous occupe, la position envers la «démocratie impérialiste» est fixée sans équivoque théoriquement et programmatiquement depuis presque un siècle; c'est-à-dire depuis la rupture avec la IIe Internationale social-démocrate infectée de démocratisme et la formation de la IIIe Internationale communiste qui, **revenant aux positions authentiques du marxisme**, expliquait que la démocratie n'était qu'une des formes de la domination de la bourgeoisie.

Alors que l'accord programmatique était total avec les dirigeants de l'Internationale, sur le plan **tactique** par contre notre courant était en désaccord avec l'orientation du «parlementarisme révolutionnaire». Celle-ci entendait détruire de l'intérieur du Parlement les illusions démocratiques et électoralistes répandues dans les masses prolétariennes: nous estimions que cette tactique gênait la lutte contre ces illusions et ces pratiques héritées du réformisme et présentes y compris dans le parti, au lieu de la faciliter.

L'article de «Lotta Comunista» (LC) est précisément une attaque contre notre courant sur ce point; mais nous allons voir que sous couvert de critique des positions «de Bordiga» au nom du «léninisme», c'est la conception matérialiste, marxiste, et donc léniniste, de la tactique qui est visée.

Evoquant «un éditorial fondamental de mars-avril 1968» L.C. écrit que «selon cet article, la tactique ne pouvant procéder des principes, la bataille de Lénine pour l'utilisation révolutionnaire du parlementarisme en 1920 devait être considérée comme une application spécifique de la stratégie». Selon L.C., le premier Congrès de l'Internationale Communiste (1919) avait porté sur la nécessité et l'urgence d'une rupture avec toute forme de centrisme; le deuxième Congrès se consacrait à «doter les divers partis communistes qui s'étaient constitués en tant que sections nationales du Parti mondial d'une structure homogène» en appliquant l'expérience bolchevique («Que Faire?»). «C'est la raison pour laquelle [Lénine] critiqua vigoureusement l'intransigeance formelle de l'extrême gauche (...): une différenciation théorique ayant déjà eu lieu, elle n'est plus nécessaire; il est par contre nécessaire de pouvoir mener une lutte politique, d'acquérir

une capacité d'action, même sur le plan tactique, dans le but de conquérir la direction effective du mouvement ouvrier dans une phase révolutionnaire».

Rappelons d'abord que contrairement à ce que croit L.C., au moment du deuxième Congrès ni le Parti Communiste d'Italie, ni celui de France n'avaient encore été fondés: la différenciation non seulement théorique, mais aussi pratique, c'est-à-dire **politique** et **organisationnelle** avec le centrisme qui était à la tête des partis socialistes français et italiens était encore à faire (laissons ici de côté le cas allemand). Et si c'est en Italie que cette différenciation allait se faire de la manière la plus complète et la plus profonde, ce n'est pas par hasard, mais grâce à l'intransigeance tout sauf formelle de la Gauche!

Remarquons en passant que L.C. a pointé le bout de son museau opportuniste en écrivant (attribuant faussement à Lénine sa propre position) que lorsque la différenciation théorique a été faite, elle n'est plus nécessaire, il n'y a plus à y revenir: en réalité la «différenciation», c'est-à-dire le maintien et la défense de l'indépendance pas seulement théorique, mais aussi politique et organisationnelle, par la critique théorique, politique et pratique des positions et attitudes adverses, n'est jamais acquise une fois pour toute mais doit être en permanence réaffirmée et consolidée face à l'action multiforme et capillaire de toutes les organisations et tous les partis liés au maintien de la société existante, face à la puissance de toutes les institutions et de tous les canaux de propagande bourgeois. Cette «différenciation» est la condition **nécessaire** pour que le parti de classe puisse influencer réellement dans un sens révolutionnaire sur le cours de la lutte des classes, pour qu'il constitue un point d'appui solide aux prolétaires en train de se «différencier» de la soumission à l'ordre bourgeois et qu'il oeuvre à arracher le reste des prolétaires à cette soumission. Il est d'autant plus important de répéter cette vérité élémentaire qu'elle est complètement incompréhensible pour tous les soi-disant révolutionnaires qui présentent l'art du camouflage ou du déguisement politique comme le summum de la tactique scientifique et léniniste. Critiquant en 1928 les «épigones de la stratégie bolchevique» (dont L.C. a repris en réalité l'héritage) qui «présentent aux jeunes partis communistes

l'esprit de manoeuvre et la souplesse comme la quintessence de la stratégie», Trotsky écrivait: «Ce n'est pas la souplesse qui fut la caractéristique fondamentale du bolchevisme (...), c'est sa fermeté d'airain (...). Non pas optimisme béat, mais intransigeance, vigilance, défense révolutionnaire, lutte pour chaque pouce de son indépendance: voilà les traits essentiels du bolchevisme» (3).

Le deuxième Congrès fut en réalité le véritable Congrès constitutif de l'Internationale Communiste non seulement parce qu'il rassemblait pour la première fois des délégués de tous les pays capitalistes les plus importants et de nombre de pays coloniaux, mais surtout parce qu'il discuta et trancha les questions politiques et programmatiques les plus urgentes et brûlantes pour l'admission de nouveaux partis communistes, leur structure, la tactique parlementaire, la question coloniale, etc. (4). Bien loin de la critiquer, Lénine **s'appuya** sur l'intransigeance de la Gauche par exemple dans la fameuse question des conditions d'admission dans l'Internationale où, sur l'insistance de Bordiga, il maintint une de ses conditions qu'il était prêt à retirer face à l'opposition d'éléments centristes et accepta la condition supplémentaire proposée par celui-ci (5).

Les divergences sur certaines questions de **tactique** existaient bel et bien et c'était notamment le cas dans la question parlementaire. Les thèses de la Gauche communiste italienne furent défendues par Bordiga dans son rapport et dans la discussion. Pour lire ces thèses ainsi que celles officielles du «Parlementarisme révolutionnaire» présentées par Boukharine, nous renvoyons le lecteur à notre brochure sur «La question parlementaire dans l'Internationale Communiste» que nous venons de rééditer.

LC affirma dans son article que Lénine avait raison contre Bordiga sur cette question: «*La critique de Lénine s'est avérée méthodologiquement et stratégiquement (?) fondée parce qu'elle a saisi, derrière le problème stratégique (?) contingent de l'abstentionnisme électoral soutenu par Bordiga une carence stratégique (?) substantielle. Ce que perçut Lénine dans les argumentations du communiste italien était une somme de déterminisme (!) et de moralisme, à la manière de la Seconde Internationale, qui conduira Bordiga à théoriser l'abandon de la lutte politique après*

la défaite de 1926».

Il serait bien intéressant que LC nous dise où, quand et comment Bordiga a théorisé cet abandon, et en quoi la position de notre courant avait un rapport quelconque avec la position social-démocrate, sur cette question comme sur toutes les autres! Il est vrai que Bordiga, constamment et étroitement surveillé par la police fasciste lorsqu'il revint de déportation en 1930, n'a eu aucune activité politique organisée pendant presque 15 ans, c'est-à-dire tant que la modification de la situation politique ne permit pas une reprise de cette activité. Ce genre de choses est arrivé à d'autres, à commencer par Marx et Engels, et il s'est trouvé aussi à l'époque des gens pour y trouver prétexte à condamnation de leurs orientations théoriques et politiques au nom de l'anti-déterminisme et du volontarisme. Jamais ni Marx, ni Lénine, ni Bordiga, ni aucun révolutionnaire marxiste n'ont théorisé l'abandon de la lutte politique (comme cela est arrivé à certains héros de la Seconde Internationale, par exemple Bernstein à propos des Communards ou Plekhanov à propos de la révolution de 1905); mais en matérialistes, ils ont toujours reconnu et soutenu que la possibilité, le rayon et les résultats de cette lutte étaient **déterminés** par les conditions objectives (et subjectives) de la situation.

Mais après avoir donné raison à Lénine, LC apprend à ses lecteurs qu'elle préconise pourtant non seulement une tactique différente, mais une **stratégie** différente: «*Nous ne refusons pas par principe le parlementarisme révolutionnaire; au contraire nous répétons que les thèses de Lénine de 1920 sont valables. Nous pensons pourtant qu'elles ne peuvent pas être utilisées dans l'actuelle phase historique en tant que solution stratégique (?) aux problèmes de la lutte de classes. Ceci non dans un sens absolu, mais en Italie, sur la base d'une analyse concrète*». Alors encore valables ou plus valables ces thèses? - thèses que les bolcheviks n'auraient jamais eu l'idée baroque de présenter comme solution stratégique à la lutte de classe: si «solution stratégique» il y a, elle ne peut être que constituée par la constitution du parti de classe international, non par une **tactique** particulière de ce parti.

Après avoir ainsi plongé le lecteur dans des abîmes de perplexité, l'article se termine abruptement: «*Dans l'article de 1968 déjà cité, nous*

disions que doivent être toujours analysés tous les aspects d'une question tactique pour choisir la solution la plus avantageuse: "tous les aspects, et donc même ceux que Lénine ne pouvait considérer et souligner parce qu'ils ne s'étaient pas encore développés comme ils l'ont fait au cours des cinquante dernières années". Lénine insérait sa tactique dans une vision plus large que nous avons décrite (où?). Aujourd'hui, nous corrélons et soulignons différemment des facteurs objectifs et subjectifs du long cycle de lutte (?), et tout cela nous permet de conclure à l'abstentionnisme stratégique». Point final.

Que signifie cet abstentionnisme non plus tactique mais «stratégique», quels sont les aspects nouveaux que Lénine n'avaient pu connaître et qui sont apparemment apparus, en Italie, au cours des derniers 50 ans, quelle est cette fameuse analyse concrète, etc., le lecteur de L'Internationaliste qui n'a pas la chance de posséder le n° d'avril-juin 68 de Lotta Comunista n'en saura rien.

* * *

Au-delà de la seule question parlementaire dont l'exposé se termine en queue de poisson, regardons de plus près comment L'Internationaliste/Lotta Comunista voit ce qu'ils appellent le «formalisme», le «moralisme» «de Bordiga» - pour ces gens tout se ramène à des individus: «la gauche italienne de Bordiga», les thèses de Bordiga, «le secrétaire du PC d'I qui mena efficacement la campagne électorale de 1921», etc.: vieille idée bourgeoise selon laquelle ce sont quelques individus d'exception qui font l'histoire, dictant à des troupeaux d'abrutis ce qu'ils doivent faire et penser - alors que c'est l'inverse qui se passe dans la réalité: ce sont de grands mouvements collectifs des masses, de grands heurts de classes, qui font l'histoire et qui se trouvent les instruments humains adéquats (précisons en outre que Bordiga n'a jamais été «secrétaire» du parti: c'est avec Staline que s'instaura la prédominance des «secrétariats» - organismes qui par définition devraient être essentiellement techniques - dans les partis communistes bureaucratés). Ils citent des extraits des Thèses de Rome (adoptées en 1922 au IIe Congrès du Parti Communiste d'Italie); voici le passage (reproduit par nous un peu plus largement):

«Avant d'en arriver à la tactique proprement dite, il faut examiner quels éléments l'étude de la situation du mouvement peut apporter à sa détermination. Le programme du parti communiste prévoit qu'au cours du développement qu'on lui attribue généralement, celui-ci accomplira une série d'actions correspondant à des situations successives. Il y a donc une étroite connexion entre directives programmatiques et règles tactiques. L'étude de la situation apparaît donc comme un élément complémentaire de la solution des problèmes tactiques, puisque dans sa conscience et son expérience critiques, le Parti avait déjà prévu un certain développement des situations, et donc délimité les possibilités d'action correspondant à chacune d'elles. L'examen de la situation permettra de contrôler l'exactitude de la perspective de développement que le Parti a formulé dans son programme (...). [Le Parti] doit donc s'efforcer de prévoir le développement des situations afin de déployer dans chacune d'elles tout le degré d'influence qu'il sera possible d'exercer; mais les attendre et se laisser indiquer et suggérer par elles des attitudes éclectiques et changeantes est une méthode caractéristique de l'opportunisme social-démocrate. Si les Partis communistes se laissaient jamais imposer, il souscriraient à la ruine du communisme en tant qu'idéologie et action militantes (...).

En un certain sens, le problème tactique consiste non seulement à choisir la bonne voie pour une action efficace, mais aussi à éviter que l'action du Parti ne sorte des limites opportunes pour revenir à des méthodes qui, répondant à des phases dépassées, arrêteraient le développement du Parti et, bien pis, lui feraient perdre sa préparation révolutionnaire (...). Le Parti et l'Internationale ne peuvent accorder la plus grande liberté et élasticité de tactique aux centres dirigeants et remettre la détermination de celle-ci à leur seul jugement après examen de la situation. Le programme du Parti n'a pas le caractère d'une simple but que l'on pourrait atteindre par n'importe quelle voie, mais celui d'une perspective historique dans laquelle les voies suivies et les objectifs atteints sont étroitement liés. Dans les diverses situations, la tactique doit donc être en harmonie avec le programme et, pour cela, les règles tactiques générales pour les situations successives doi-

vent être précisées dans certaines limites, sans doute non rigides, mais toujours plus nettes et moins fluctuantes à mesure que le mouvement se renforce et approche de la victoire finale. C'est seulement ainsi qu'on parviendra au centralisme maximum dans les Partis et l'Internationale» (Thèses de Rome) (6).

L'article de L'Internationaliste/LC commente ironiquement: «Cela semble être la solution idéale, l'oeuf de Colomb: dans le programme immuable du communisme est déjà contenu l'impossibilité de se détourner de lui-même. Mais il n'en est rien: ce n'est que du pur formalisme, ce n'est pas de la dialectique. Cette théorie entend résoudre un problème politique en le momifiant et en le mettant de côté».

Puis il continue avec une citation de leur fameux éditorial de 1968: «... une tactique ne peut découler simplement d'une considération théorique; mais sur la base de la théorie, elle doit résoudre une série de problèmes concernant la lutte des classes. La tactique communiste n'a d'autre fin que de renforcer la lutte de la classe ouvrière dans la perspective de la stratégie de la révolution et de la dictature du prolétariat. La validité de la tactique ne peut être vérifiée que dans la perspective de la stratégie. Puisque la tactique est un instrument de la lutte des classes, en aucun cas elle ne peut se dissocier de celle-ci, car si la tactique n'exprime pas les pointes les plus avancées de la lutte ouvrière, elle finit par devenir une tactique de la lutte capitaliste. Il n'y a pas de voie moyenne, pas de tactiques "neutre"»,

Tout cela est extraordinairement confus. La tactique n'est pas quelque chose en soi, ce n'est pas «l'instrument de la lutte des classes» en général, mais l'instrument d'une organisation, d'un syndicat, d'un parti pour la réalisation de ses objectifs, partiels ou généraux, dans telle ou telle situation. La tactique communiste, c'est-à-dire la tactique du parti communiste, n'a pas forcément comme rôle d'«exprimer les pointes les plus avancées de la lutte ouvrière»; il peut arriver parfois qu'elle prescrive de freiner ces pointes avancées pour qu'il n'y ait pas de coupure avec les masses moins avancées, comme l'ont fait en juillet 17 les bolcheviks alors qu'une fraction importante des prolétaires de Petrograd voulaient renverser le gouvernement: si l'on prend au sé-

rieux ce qui est dit dans cette citation, faut-il conclure que les bolcheviks ont alors suivi une tactique capitaliste? Ou que les partisans de l'absurde théorie de l'offensive selon laquelle les PC devaient en permanence se lancer et lancer les prolétaires à l'attaque, avaient raison en 1921? Quoi qu'il en soit, L'Internationaliste/LC commente:

«Bordiga pense que les variantes tactiques sont déjà "délimitées" dans le programme et d'une façon "de plus en plus nette et de moins en moins oscillante" au fur et à mesure que monte la phase révolutionnaire. Pour nous, la tactique ne peut "découler simplement" du programme (...). Pour Bordiga, l'analyse de la situation permet de "contrôler l'exactitude" du programme. Pour nous l'analyse est indispensable pour élaborer une stratégie permettant la réalisation historique de ce programme».

Les choses ne sont pas exprimées ni très clairement ni très objectivement, mais il apparaît cependant que la divergence porte sur les liens de la tactique, en clair de l'activité, avec le programme général du parti. Notre courant a effectivement toujours insisté sur le principe que la tactique, qui règle l'action du parti, doit découler le plus étroitement possible du programme général, qu'il doit y avoir la plus grande cohérence possible entre la tactique et le programme, entre l'action du parti et le programme. Ce n'était pas là une lubie tombée du ciel, mais une douloureuse leçon tirée de l'expérience historique de l'opportunisme social-démocrate, caractérisé par la coupure entre les deux, entre le «programme maximal», révolutionnaire, dont la fonction était essentiellement décorative ou consolante, et l'action quotidienne, réformiste, minimaliste, gradualiste, adaptée tout à fait concrètement aux opportunités du moment.

Tout n'est pas possible du point de vue de l'action si on veut rester fidèle à l'orientation générale qui est définie dans le programme; toute tactique, «souple», «élastique», etc., qui entre en contradiction avec ce programme, dévalorise celui-ci et affaiblit donc politiquement le parti parce qu'il ébranle les bases programmatiques qui le définissent: ce n'est pas le bon parti qui fait la bonne tactique (autrement dit: si «on a» le parti, on peut lui faire suivre n'importe quelle tactique), mais la bonne tactique qui

fait le bon parti (autrement dit: c'est en suivant une bonne tactique, une tactique conforme à ses objectifs et à son programme révolutionnaires, que le parti se renforce, se solidifie, se développe). Une tactique opportuniste, sans principes, fera dégénérer le meilleur parti, doté du meilleur programme, en parti opportuniste. C'est la raison pour laquelle notre courant, redoutant que s'amorce une pareille dérive, manifestait l'exigence et demandait instamment à l'Internationale que **les règles tactiques générales soient précisées dans certaines limites**, bien évidemment conformément et sur la base du programme communiste et selon les situations qu'il faut analyser et dont il faut s'efforcer de prévoir l'évolution.

Assimiler cette exigence à un tour de passe-passe, à un pur formalisme, à un refus de résoudre les problèmes politiques, c'est manifester un étonnant aveuglement devant les ravages irrémédiables causés par le possibilisme débridé en matière tactique qui s'imposa dans l'Internationale avec ses manœuvres hardies et ses zigzags brutaux décidés du jour au lendemain qui allaient jusqu'à contredire les positions programmatiques fondamentales (par exemple la funeste tactique du gouvernement ouvrier qui envisageait la formation de gouvernements en union avec les réformistes, ressuscitant la voie parlementaire condamnée programmatiquement et dont les

tentatives d'application en Allemagne furent évidemment désastreuses). L'analyse historique montre de manière irréfutable qui a eu alors raison, de notre courant ou de ceux qui dénonçaient son «schématisme», son refus de comprendre les bienfaits du manœuvrisme et de la créativité tactiques. Zinoviev comparait plaisamment Bordiga à un poteau indicateur, qui reste toujours là où on l'a planté. Mais un poteau indicateur a l'avantage d'indiquer toujours la même direction, alors que l'Internationale oscillant de plus en plus au gré des situations changeantes se transformait en girouette et égarait complètement le mouvement prolétarien et communiste. Quand Zinoviev lui-même finit par s'en rendre compte, c'était trop tard.

Si presque 80 ans plus tard, LC ne s'en n'est pas rendu compte, c'est qu'elle ne le pourra jamais. Il ne s'agit pas en réalité d'un aveuglement, d'un manque de discernement ou d'une myopie qui pourraient se corriger; mais c'est le signe que Lotta Comunista/ L'Internationiste fait partie des éternels semeurs de confusion pour qui le mouvement est tout et le programme pas grand chose, pour qui la tactique doit être la plus libre possible et modifiable à volonté, selon les analyses expertes (que le bas peuple n'a pas à connaître sans doute parce qu'il ne pourrait les comprendre) de grands chefs qualifiés, qui ne jurent que par le concret et l'immédiat, à qui fait hor-

reur tout ce qui évoque le déterminisme; en un mot que ce groupe partie de la trop nombreuse bande du centrisme, obstacle objectif à la reconstitution du parti prolétarien de classe.

(1) D'après une présentation publiée sur la revue russe «Marxist» dont nous parlons ailleurs sur ces colonnes.

(2) Sous l'appellation Editions Science Marxiste, cette organisation a publié des recueils d'articles de ses dirigeants, Cervetto et autres, ainsi qu'une édition savante du Manifeste de Marx et Engels, et dernièrement un recueil d'articles de Trotsky sur les guerres balkaniques.

(3) cf Trotsky, «L'Internationale Communiste après Lénine», Tome 1, p. 254.

(4) Voir l'étude sur le IIe Congrès de l'IC dans le cadre de l'*Histoire de la Gauche communiste*, parue sur Programme Communiste n° 59 et 60: «Le deuxième congrès de l'Internationale communiste: un sommet et une croisée des chemins».

(5) Voir «Les conditions d'adhésion à l'Internationale communiste», Programme Communiste n° 43-44.

(6) Voir notre brochure «Défense de la continuité du programme communiste», pp 48 et 50-51.

«La question parlementaire dans l'Internationale Communiste»

(80 pages - 2 €)

Au sommaire de la brochure

- **Présentation**
- Introduction à l'édition de 1967
- **Première partie**
- Position du problème: l'année 1919 / · Le parlementarisme et la lutte pour les Soviets (Lettre circulaire du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, Zinoviev, 5-9-1919) / · Jean Longuet: déchéance du parlementarisme (Trotsky, le 18-12-1919)
- **Deuxième partie**
- Au IIe Congrès de l'Internationale Communiste / · Discours du rapporteur sur la question parlementaire (Boukharine) / · Discours du représen-

tant de la fraction abstentionniste italienne (Bordiga) / · Discours de Lénine / · Réplique du représentant de la fraction abstentionniste italienne (Bordiga) / · Introduction de Trotsky et Thèses de Boukharine-Lénine adoptées par le Congrès: / · I. La nouvelle époque et le nouveau parlementarisme: · II. Communisme, lutte pour la dictature du prolétariat et utilisation des parlements bourgeois · III. La tactique révolutionnaire / · Thèses sur le parlementarisme présentées par la fraction communiste abstentionniste du parti socialiste italien

- **Troisième partie**
- A l'épreuve des grandes batailles de classe (1913-1926) / · Contre l'abstentionnisme («Avanti!», 13-7-1913). Ou élections, ou révolution («Il Soviet», 28-6-1919) / · Préparation révolutionnaire ou préparation électorale («Avanti!», 21-8-1919) / · Elections («Il Comunista», 14-4-1921) / · Manifeste pour les élections («Il

Comunista», 21-4-1921) / · Nostalgies abstentionnistes? («Stato Operaio», 28-2-1924) / · Bilan de l'aventin antifasciste («Thèses de Lyon», III - Question italiennes)



AUX EDITIONS PROGRAMME

EN FRANCAIS

Série «Les textes du Parti Communiste International»

1. Communisme et fascisme	7 €
2. Parti et classe	3 €
3. Les Fondements du communisme révolutionnaire. En cours de republication (prix provisoire 4 €)	
4. Eléments d'orientation marxiste	2 €
5. «La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme»)	2 €
6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe	épuisé
7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours)	7,5 €
8. Dialogue avec Staline (réfutation des théories stalinienne sur le socialisme en URSS)	4,5 €
9. Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe)	9 €
10. Elements de l'économie marxiste	9 €
Brochures « le prolétaire »	
5. Question féminine et lutte de classe (1977)	1 €
6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois (1980)	1 €
7. La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan)(1977)	1 €
8. Violence, terrorisme et lutte de classe (1977)	1 €
9. Elections et gouvernement de gauche, mystifications bourgeoises (1977)	1 €
10. Postiers en lutte (grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri) (1978)	1 €
11. Auschwitz ou le grand alibi (Texte de 1960)	1 €
12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration (1980)	1 €
13. Le marxisme et l'Iran (1980)	1 €
14. Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de 1 ans de lutte (1981)	1 €
15. Contre la farce électorale, pour la lutte de classe, pour la révolution (1981)	1 €
16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale)(1981)	1 €
17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. International - 1981)	1,5 €
18. Vive la lutte des ouvriers polonais!(1982)	1 €
19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste	2 €
20. Ex-Yougoslavie [Textes repris dans brochure 23]	
21. Lénine sur le chemin de la révolution (1921 - Texte de 1924, discours après la mort de Lénine)	1,5 €
22. Marxisme et science bourgeoise	1,5 €
23. Yougoslavie. L'opposition réelle aux interventions militaires et aux actes de guerre réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat et dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise et de nationalisme (1999)	10€
24. Mai-Juin 68: Nécessité du parti politique de classe	1 €
25. Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne (Mai 2001)	1,5 €
26. A propos de la polémique sur notre texte «Auschwitz ou le grand alibi»: Ce que nous nions et ce que nous affirmons	1,5 €
27. Algérie: Seule la lutte de classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois!	1,5 €
28. Swissair. De la faillite du fleuron suisse à la défaite sans combat des travailleurs. Quel bilan tirer?	1,5 €
Suppléments au « prolétaire »	
• Mouvements revendicatifs et socialisme	1 €
• Nouvelle-Calédonie: indépendance immédiate et	

sans condition !	1 €
• Pour un anti-racisme prolétarien	1 €
• Révolution et contre-révolution en Russie	1 €
• L'antifascisme démocratique un mot d'ordre anti-prolétarien (1995 - Texte de 1972)	1 €
• Algérie: Les enseignements du «Mouvement de Printemps» (1981)	1€
Série «Les cahiers d'el-Oumami»	
1. Le syndicalisme en Algérie (1919-1979)	12€
2. La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires (1981)	1 €
3. Critique de la théorie de la «Révolution nationale-démocratique de type nouveau»	1 €
Revue théorique « Programme communiste»	
••• Numéros 1 à 50 (disponibles uniquement en photocopies): 2 à 3 € le numéro ••• Numéros 51 à 57: 2 € ••• Numéro 58 (112 pages): 4 € ••• Numéros 59 à 88: 2 € ••• Numéro 89: 3 € ••• Numéros 90 à 97: 4 € ••• Numéros 98: 8 €	
EN ITALIEN	
• Storia della Sinistra Comunista: vol. I (1912-1919)	15 €
vol. I bis (racolta di scritti 1912-1919)	4,5 €
vol. II (1919-1920)	18 €
vol. III (1920-1921)	épuisé
• Struttura economica e sociale della Russia d'oggi	23 €
• Classe Partito Stato nella teoria marxista	10€
• O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale	épuisé
I testi del partito comunista internazionale	
1. Tracciato d'impostazione. I fondamenti del comunismo rivoluzionario	2 €
2. In difesa della continuità del programma comunista	épuisé
3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico	épuisé
4. Partito e classe	2 €
5. «L'estremismo, malattia infantile del comunismo», condanna dei futuri rinnegati	2 €
6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti	épuisé
7. Lezioni delle controrivoluzioni	2 €
Quaderni del Programma Comunista	
• Il mito della pianificazione socialista in Russia	1,5 €
• Il «rilancio dei consumi sociali » ovvero l'elisir di lunga vita dei dottori dell'opportunismo. Armamenti: un settore che non andrà mai in crisi	1,5 €
• Il proletariato e la guerra	1,5 €
• La crisi del 1926 nel partito russo e nell'Internazionale	1,5 €
Reprint « il comunista »	
• Marxismo e scienza borghese	2 €
• La lotta di classe dei popoli non bianchi	1,5 €
• La successione delle forme di produzione nella teoria marxista	6 €
• Trotsky: Insegnamenti dell'Ottobre. Insegnamenti della Comune	5 €
• La funzione storica delle classi medie e dell'intelligenza (1925)	2 €
• Abaco della economia marxista	2 €
• Lotta di classe e questione femminile	2 €
• La teoria marxista della moneta	2 €
• Il proletariato e la seconda guerra mondiale	1,5 €
• Antimilitarismo di classe e guerra	3 €
• Sulla lotta immediata e gli organismi proletari indipendenti	3 €
• P.C. d'Italia, sezione dell'Internazionale comunista: Relazione del Comitato Centrale al 2° Congresso Nazionale, Roma 20-24 - marzo 1922	5 €
• Auschwitz, o il grande alibi	1 €
Altri opuscoli	
• Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe	1,5 €
• La lotta di classe ridivampa in Europa col poderoso moto proletario polacco (1980)	1,5 €
• Il marxismo e l'Iran (1980)	1,5 €
• Dalla crisi della società borghese alla rivoluzione	

comunista mondiale (Il manifesto del P.C. Internazionale, 1981)	2 €
• Punti di orientamento e direttive pratiche di azione sindacale	1,5 €
• Avanti verso la rivoluzione comunista mondiale (1981)	1,5 €
• Non pacifismo, antimilitarismo di classe!	1,5 €
• Punti base di adesione per l'organizzazione, 1952	1,5 €
• Chi siamo e che cosa vogliamo (1969)	2 €
• Punti di azione sindacale (1972)	2 €
• Solidarietà di classe col proletariato cileno (1974)	2 €
• Neofascismo, opportunismo e comunismo rivoluzionario (1974)	2 €
• Fascismo e antifascismo, strumenti gemelli del rafforzamento dell'ordine costituito (1975)	1,5 €
• Il Portogallo dopo il 25 Aprile (1975)	2 €
• Elezioni e proletariato (1975)	1,5 €
• Dopo le elezioni: cos'è cambiato per i proletari? (1975)	1,5 €
• Orientamenti pratici di azione sindacale (1975)	1,5 €
• Il programma comunista del movimento dei soldati (1975)	1,5 €
• Chimici e contratti (1975)	2 €
• Lotte dei ferrovieri e pubblico impiego (a proposito di «corporativismo» e lotta di classe) (1975)	1,5 €
• Risposta di classe al riformismo nella scuola (sui decreti delegati) (1975)	2 €
• Innocenti: lotta contro i licenziamenti e risposta di classe organizzata (1975)	1,5 €
• A caccia di «governi operai» si smarrisce la via della rivoluzione proletaria (1976)	1,5 €
• Le ragioni del nostro astensionismo (1976)	2 €
• Dove conduce la via parlamentare? (1976)	1,5 €
• La scheda elettorale non è l'arma del proletariato (1976)	1,5 €
• Elezioni e proletariato (1976)	1,5 €
• Il proletariato nella IIa guerra mondiale e nella «resistenza» antifascista (1976)	3 €
• Gli investimenti, false risorse dell'opportunismo sindacale (1976)	2 €
• Cronologia, Bibliografia, Indice del lavoro di partito 1951-1975 (1976)	2 €
• Distingue il nostro partito (1977)	2 €
• Analisi della ideologia delle BR: dallo spontaneismo al terrorismo (1978)	2 €
• Dalla fondazione del PCd'I alla questione del Partito oggi (1978)	2 €
• All'insegna di obiettivi e metodi di classe, gli ospedalieri hanno rotto l'apace sociale (1978)	1 €
• Per la costituzione di una vera opposizione di classe nelle lotte proletarie immediate (1979)	1 €
• Iran: quale rivoluzione? (1979)	1,5 €
• No al lavoro nero! (1980)	1,5 €
• Lottiamo uniti per la casa (1980)	1 €
• Droga: un disperato tentativo di evadere dalla realtà capitalistica (1980)	2 €
• È la società borghese che produce emarginazione (1981)	1,5 €
• Difesa proletaria e repressione (1981)	1 €
• La casa è un diritto che si difende con la forza (1981)	1 €
• Contro la preparazione della guerra imperialista, preparare la rivoluzione proletaria (1981)	1 €
• Chi ha paura della scala mobile? (1982)	1 €
• Il nemico delle masse sfruttate palestinesi è anche il nostro nemico (1982)	1,5 €
• Elezioni?... No grazie! (1983)	1,5 €
• Una prospettiva per le lotte dei disoccupati (1983)	1,5 €
• Chi ci guadagna con la mafia? (1983)	1,5 €
• Carlo Marx, teorizzatore e formidabile combattente della rivoluzione proletaria e del comunismo (1983)	1,5 €
EN ANGLAIS	
• The fundamentals of Revolutionary Communism	5 €
• Party and Class	5 €
• Communist Program (Organ of the International Communist party) Ns 1 to 7	3 €
• The Party's Programme	1,5 €
• The proletarian (Nr. 1) (Febr. 2002)	1 €
EN ESPAGNOL	
1. Los fundamentos del comunismo revolucionario	4 €
2. Fuerza, violencia, dictadura en la lucha de clase	4 €
3. Partido y clase	épuisé

El Programa Comunista

••• N°1 à 38, n°40 : 2 € ••• N°39 (Manifesto del P.C.I.: De la crisis de la sociedad burguesa a la revolución comunista mundial): 4 € ••• N° 41, 42, 43, 44: 3 €

• La epopeya del proletariado boliviano (la lucha de clase en Bolivia hasta 1981)

1,5 €

EN ALLEMAND

1. Die Frage der revolutionären Partei

3 €

2. Revolution und Konterrevolution in Russland

3 €

3. Der Kampf gegen den alten und heutigen Revisionismus

2 €

4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus

3 €

5. Was heisst, den Marxismus zu verteidigen?

4 €

6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf

3 €

Kommunistisches Programm (Theoretische Zeitschrift der IKP, bis Nummer 28)

3 €

Broschüren

• Auschwitz oder das grosse alibi

1 €

• Klassensolidarität mit dem Chilenischen proletariat (1975)

4 €

• Portugal: Rausch und Katzenjammer einer Scheinrevolution (1976)

5 €

EN ARABE

• Pour le parti ouvrier indépendant

5 €

• Thèses caractéristiques du parti

1,5 €

• Les communistes et la question de la liberté politique

1,5 €

• Manifeste du P.C. International

2 €

• Ce qui distingue notre parti

5 €

EN PORTUGUAIS

1. Teses características do partido

1,5 €

2. Lições das contra-revoluções

1,5 €

3. Os fundamentos do comunismo revolucionario

1,5 €

• As lutas de classe em Portugalde 25 de Abril a 25 de Novembro

1,5 €

EN TURC

• Karl Marx, Friedrich Engels: Komünist partisi manifestosu

1,5 €

• Rusya'da devrim ve karsi-devrim

5 €

• Bulletin **Internationalist Proleter** (3 N°, 1981-83)

5 €

EN HOLLANDAIS

• Het democratisch principe

5 €

EN POLONAIS

• W Polsce tak samo walka klasy robotniczej

1,5 €

EN PERSE

• Retour au programme communiste révolutionnaire. Ce qu'est et ce que veut le PCInt.

1,5 €

• Les fedayins et la question de l'Etat

5 €

EN GREC

• Parti et classe

3 €

EN DANOIS / SUEDOIS

1. Marxismens grundtraek-Partiets karakteristiske teser

3 €

2. Vad är och vad vill det Internationella Kommunistiska Partiet

3 €

AUTRES TEXTES DANS LA BIBLIOTHEQUE DE LA GAUCHE COMMUNISTE

En italien

• A. Bordiga: Economia marxista ed economia controrivoluzionaria (263 p.) - Ed. Iskra

9 €

• A. Bordiga: I fattori di razza e nazione nella teoria marxista (175 p.) - Ed. Iskra

6 €

• A. Bordiga: Imprese economiche di pantalone (153 p.) - Ed. Iskra

6 €

• A. Bordiga: Proprietà e capitale (202 p.) - Ed. Iskra

6 €

• A. Bordiga: Mai la merce sfamerà

9 €

l'uomo (306 p.) - Ed. Iskra

9 €

• Lettere di Engels sul materialismo storico (1889/95) (130 p.) - Ed. Iskra

6 €

• Plechanov: Contributi alla storia del materialismo (198 p.) - Ed. Iskra

6 €

• Trotsky, Vujovic, Zinoviev: Scritti e discorsi sulla rivoluzione in Cina 1927 (299 p.) - Ed. Iskra

9 €

• Relazione del P.C. d'Italia al IV congresso dell'Internazionale comunista, nov. 1922 (124 p.) - Ed. Iskra

6 €

• William D. Haywood: La storia di Big Bill (L'autobiografia del principale rappresentante degli IWW)

9 €

(376 p.) - Ed. Iskra

9 €

• A. Bordiga: Drammi gialli e sinistri della moderna decadenza

9 €

sociale - Ed. Iskra	4 €
• N. Bucharin-L. Trotsky: Octobre 1917: Dalla dittatura dell'imperialismo alla dittatura del proletariato	4 €
• A. Bordiga: Dialogato con Stalin - Ed. Sociali	5 €
• A. Bordiga: Dialogato coi Morti - Ed. Sociali	épuisé
• O. Perrone: La tattica del Comintern 1926 - 1940 - Ed. Sociali	épuisé

• La sinistra comunista nel camino della Rivoluzione - Ed. Sociali	8 €
En français	
• Léon Trotsky: Terrorisme et communisme - Ed. Prométhée	8 €
• A. Bordiga: Facteur de race et de nation dans la théorie marxiste - Ed. Prométhée	épuisé

«PROGRAMME COMMUNISTE» (Revue théorique du parti communiste international) Sommaire des numéros parus

No 1 (octobre-décembre 1957)

Présentation de la revue / **Les fondements du communisme révolutionnaire** / Les grands tournants du capitalisme russe / En mémoire d'Ottorino Perrone.

No 2 (janvier-mars 1958)

La paix des sputniks / **Le marxisme devant la Russie** / Physiologie sociale des révolutions coloniales / Triviale résurrection de l'illuminisme / L'Est européen dans la perspective révolutionnaire / **Eléments de l'économie marxiste (1)**.

No 3 (avril-juin 1958)

En marge de notre appel / **Appel pour la réorganisation internationale du mouvement révolutionnaire marxiste** / A propos de Marcel Cachin / **Eléments de l'économie marxiste (2)** / **Le principe démocratique**.

No 4 (juillet-sept. 1958)

L'enfant légitime de la démocratie / **Les causes historiques du séparatisme arabe** / La question nationale: un premier bilan / **La tactique du Komintern de 1926 à 1940 (1)** / Chronique syndicale: réponses à certains confusionnistes / «L'expérience polonaise» des conseils ouvriers / La récession américaine annonce-t-elle un nouveau 1929? / **Eléments de l'économie marxiste (3)**.

No 5 (octobre-décembre 1958)

Le capitalisme français au tournant / La question algérienne / **Le rôle du parti dans la révolution russe (1)** / **Eléments de l'économie marxiste (4)** / Notes d'actualité.

No 6 (janvier-mars 1959)

Editorial / La déchéance du parlementarisme / A propos de la polémique russo-yougoslave / **Le rôle du parti dans la révolution russe (2)** / Notes d'actualités.

No 7 (avril-juin 1959)

Edito / Droit au travail? pouvoir sur le capital! / Particularités de l'évolution historique chinoise / **Le rôle du parti dans la révolution russe (3)** / **Eléments de l'économie marxiste (5)** / Notes d'actualités (Aspects de la révolution africaine / Sidérurgie, pétrole et sous-développement / etc) / Notes de lecture

No 8 (juillet- septembre 1959)

Dialogue avec Staline

No 9 (octobre-décembre 1959)

Edito / Qui fait les frais de la grandeur nationale? / Remarques sur la question nationale / **Le rôle du parti dans la révolution russe (4)** / **Sur la méthode dialectique** / Notes d'actualités.

No 10 (janvier-mars 1960)

Edito / **Antagonisme dans les rapports de classe en Russie (1)** / **Formulaire économique** / La longue impasse algérienne / Notes d'actualités

No 11 (avril-juin 1960)

Edito / Paix sociale et guerre impérialiste / **Le communisme et les partis algériens (1)** / **Antagonismes dans les rapports de classe en Russie (2)** / **Les 3 phases du capitalisme** / Notes d'actualités

No 12 (juillet-septembre 1960)

Edito / **Lénine sur le chemin de la révolution** / Les staliniens et la religion / **Le communisme et les partis algériens (2)** / Notes d'actualité / Notes de lecture.

No 13 (octobre-décembre 1960)

L'Afrique devant l'ONU / La vocation politique du pacifisme anticolonialiste / **Le communisme et les partis algériens (3)** / La dissolution de la morale bourgeoise est l'oeuvre du capitalisme / **Cours historique du mouvement prolétarien** / Notes d'actualité / Notes de lecture.

No 14 (janvier-mars 1961)

L'équivoque / Bien creusé, vieille taupe! Désarmement de l'impérialisme ou désarmement du prolétariat? Le parti prolétarien et communiste et les mouvements nationaux et démocratiques / Notes d'actualité / Notes

de lectures.

No 15 (avril-juin 1961)

Retour à la légalité, victoire du capital (Belgique) / **Mouvements revendicatifs et socialisme** / Le marxisme contre l'utopie / **L'économie soviétique d'octobre à nos jours (1)** / Bases et perspectives économique-sociales du conflit algérien / Notes d'actualité.

No 16 (juin-septembre 1961)

Victoire et misère de l'opportunisme / A bas le programme de l'opportunisme / **L'économie soviétique d'octobre à nos jours (2)** / Notes d'actualité.

No 17 (octobre-décembre 1961)

Tous fils: de la Sainte Eglise, de la Propriété et du Capital / Quand nos «communistes» défendent la petite propriété / La société communiste / **La tactique du parti communiste (Thèses de Rome)** / **L'économie soviétique d'octobre à nos jours (3)** / Notes d'actualité

No 18 (janvier-mars 1962)

«C'est généreux la France» / Au XXII^e congrès les fossoyeurs du communisme avouent / Tous contre les monopoles / **L'économie soviétique d'octobre à nos jours (4)** / Notes d'actualité.

No 19 (avril-juin 1962)

La Paix? / La galère / Marché commun et «Europe unie» / Le néo-capitalisme n'a rien de neuf / **L'économie soviétique d'octobre à nos jours (5)** / Notes d'actualité.

No 20 (juillet-septembre 1962)

Proletariat et expansion / **L'économie soviétique d'octobre à nos jours (6)** / La révolution algérienne est-elle une révolution? / **Révolution et contre-révolution en Chine (1)** / A propos de l'Europe unie / Notes d'actualité.

No 21 (octobre-décembre 1962)

Il n'y aura pas de désarmement / La révolution algérienne est-elle une révolution? (2) / Le développement historique de la production capitaliste / **Révolution et contre-révolution en Chine (2)** / Notes d'actualité.

No 22 (janvier-mars 1963)

Kennedy est grand et Kroutchev est son prophète / Petits contre gros / **Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (1)** / **L'économie soviétique d'octobre à nos jours (7)** / Notes d'actualité.

No 23 (avril-juin 1963)

La grève des mineurs / **Le principe démocratique / Dictature prolétarienne et parti de classe / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (8)** / **Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (2)** / Syndicalisme révolutionnaire ou vulgaires réformistes?

No 24 (juillet-septembre 1963)

La grande idylle Kremlin-Vatican / Thorez invoque Lénine et imite Kautsky / La planification démocratique / «Compétition pacifique» et pays sous-développés / Gaspillage capitaliste et communisme / **Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (3)** / Notes d'actualité / Nos tracts.

No 25 (octobre-décembre 1963)

Communistes des temps meilleurs / **Bases pour l'adhésion au Parti communiste internationaliste (programme communiste)** / **Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (4)** / Notes de lecture / Notes d'actualité.

No 26 (janvier-mars 1964)

Mort au service du capital / «La Chine fara' da se» / **La légende du Piave / Invariance de l'opportunisme (1)** / **Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (5)** / Notes d'actualité.

No 27 (avril-juin 1964)

Le marxisme n'est pas à vendre / **Le mouvement social en Chine (1)** / Textes du marxisme révolutionnaire: **Eléments d'orientation marxiste / Invariance de l'opportunisme (2)**.

No 28 (juillet-septembre)

La croissance économique, pourquoi faire? / **Le mouvement social en Chine (2)** / Les leçons de la polémique russo-chinoise / Textes du marxisme révolutionnaire: **Parti et classe / Histoire de la gauche communiste** / Alfred Rosmer.

No 29 (octobre-décembre 1964)

Un siècle après / **Les leçons de la polémique russo-chinoise (2)** / Textes du marxisme révolutionnaire: **Nature, fonction et tactique du**

parti révolutionnaire de la classe ouvrière / **Histoire de la gauche communiste (2)** / A propos d'une brochure sur la «naissance du parti communiste français».

No 30 (janvier-mars 1965)

L'inde bourgeois, poudrière de l'Asie / **Le mouvement social en Chine (3)** / **Les leçons de la polémique russo-chinoise (3)**.

No 31 (avril-juin 1965)

Bilan de faillite du «socialisme au détail» / **Le mouvement social en Chine (4)** / Hegel, Staline et ... les machines à coudre / **Organisation et discipline communiste** / **Histoire de la gauche communiste (3)** / Enseignements de la scission de Tours.

No 32 (juillet-septembre 1965)

Textes du marxisme révolutionnaire: **Force, violence et dictature dans la lutte de classe** / A bas l'anti-impérialisme bourgeois! (Thèses sur la question chinoise) / **Histoire de la gauche communiste (4)** / Le 35^e congrès de la CGT: les dernières coquetteries de la «vielle dame».

No 33 (octobre-décembre 1965)

La question parlementaire dans l'Internationale communiste / **Le mouvement social en Chine (5)** / **Histoire de la gauche communiste (5)**.

No 34 (janvier-mars 1966)

Le parti, sa nature, sa fonction, son organisation.

No 35 (avril-juin 1966)

La philosophie du «dialogue» / Le nouveau statut des entreprises d'Etat en Russie (copie de la «Charte du travail» fasciste) / **Le mouvement social en Chine (6)** / **Sur un autre chapitre inédit du «Capital»** / Le XXII^e congrès du PC russe.

No 36 (juillet-septembre 1966)

L'Europe, aujourd'hui citadelle du capital, demain base de la Révolution mondiale et de la guerre / **Questions de l'impérialisme** / Matérialisme ou idéalisme? (A propos de la «Critique de la raison dialectique» de J.-P. Sartre).

No 37 (octobre-décembre 1966)

Wall Street-Moscou, via Turin / Socialisme ou proudhonnaiseries? / **L'impérialisme dans la critique marxiste** / **Le mouvement social en Chine (fin)**.

No 38 (avril-juin 1967)

L'impérialisme et le Vietnam / Impérialisme et militarisme / Comment ils fêteront le 50^e anniversaire d'Octobre 17 / **Thèses de la Gauche au III^e congrès du PC d'Italie (Lyon, 1926)** / Vie du parti.

No 39 (juillet-septembre 1967)

Mensonges progressistes et réalité capitaliste / **Révolution culturelle: révolution bourgeoise** / Les thèses d'avril 1917, programme de la révolution prolétarienne en Russie / Vie du parti / A une lectrice algérienne, partisan de la stratégie anti-impérialiste de «Che» Guevarra / Qu'est-ce que l'internationalisme prolétarien? / Du droit démocratique à l'inconséquence.

No 40-41-42 (octobre 1967-juin 1968)

En marge du cinquantenaire d'Octobre 1917, **BILAN D'UNE REVOLUTION**.

No 43-44 (janvier-juin 1969)

Le «parti de la peur» / Le «gauchisme» n'est que l'autre face de l'opportunisme réformiste (A propos du livre de MM. Cohn-Bendit frères: «le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme») / **Théorie marxiste de la monnaie** / Marxisme et science bourgeoise / **Les conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste**.

No 45 (juillet-septembre 1969)

Luttes partielles et lutte générale / **Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (1)** / **Théorie marxiste de la monnaie**.

No 46 (octobre-décembre 1969)

Parti et organisation de classe dans la tradition de la gauche communiste / **Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (2)** / La méthode du «Capital».

No 47 (juillet-septembre 1969)

Garaudy ou la révolution pacifique de Don Quichotte / Les derniers exploits du marxisme universitaire (A propos des ouvrages de MM Baran et Sweezy) / **Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (3)** / Bilan de l'automne chaud en Italie.

No 48-49 (avril-septembre 1970)

A bas la démocratie salariale et hiérarchique! / L'opportunisme à l'épreuve des luttes / Bilan politique du gauchisme / Impérialisme et sous-développement / **Economie marxiste: principaux résultats du Livre I du «Capital»** / **Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (4)** / Le stalinisme, cet anti-communisme / Amadeo Bordiga: une vie exemplaire au service de la révolution.

No 50 (octobre 1970-mars 1971)

Guerre impérialiste ou révolution mondiale / **Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (5)** / **En mémoire**

d'Amadeo Bordiga: la Gauche communiste sur le chemin de la révolution (1).

No 51-52 (avril-septembre 1971)

La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être, non par ce que ses partisans ont voulu qu'elle soit / Le premier éveil du prolétariat polonais et ses causes / En Angleterre aussi, le capital veut faire porter au prolétariat le poids de la crise / Trotsky et la Gauche italienne / **En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche communiste sur le chemin de la révolution (2)**.

No 53-54 (octobre 1971-mars 1972)

Textes de la gauche: **Invariance historique du marxisme** / **Fausse ressource de l'activisme** / **Le parti devant la question syndicale** / Marxisme et sous-développement / **En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche communiste sur le chemin de la révolution (3)** / Gorter, Lénine et la Gauche.

No 55 (avril 1972)

Textes de la gauche: Pour mettre les points sur les i / Marxisme et classes moyennes / M. Althusser ou les limites de l'entendement petit-bourgeois / **En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche sur le chemin de la révolution (4)** / A propos du cinquantenaire des scissions de Tours et de Livourne

No 56 (juillet 1972)

L'antifascisme démocratique: un mot d'ordre antiprolétarien qui a déjà fait ses preuves / Sur Anton Pannekoek: Marxisme contre idéalisme ou le parti contre les sectes / **En mémoire d'Amadeo Bordiga: la gauche sur le chemin de la révolution (5)**.

No 58 (avril 1973)

La tragédie vietnamienne confirme les positions classiques du communisme / Sur «Le hasard et la nécessité»: comment M. Monod terrasse la dialectique / **Histoire de la Gauche communiste: la Gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international (6)**.

No 59 (juin 1973)

Paix universelle ou antagonismes croissants entre Etats / **Histoire de la Gauche communiste: le II^e congrès de l'International communiste: un sommet et une croisée des chemins (7)**.

No 60 (septembre 1973)

Histoire de la Gauche communiste: le II^e congrès de l'International communiste: un sommet et une croisée des chemins (8) / Sur Paul Mattick: l'idéalisme révolutionnaire du socialisme d'entreprise.

No 61 (décembre 1973)

La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme (1) / **Cours de l'impérialisme mondial (1)** / Note de lecture: les lauriers de la social-démocratie autrichienne.

No 62 (mars 1974)

Crise et révolution / La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme (2) / La «pensée de Mao», expression de la révolution démocratique bourgeoise en Chine et de la contre-révolution anti-prolétarienne mondiale (1) / **La Gauche communiste d'Italie et la résolution de Bâle (1912) sur la riposte prolétarienne à la guerre**.

No 63 (juin 1974)

Trajectoire du travaillisme / **Leçons des contre-révolutions** / La «pensée de Mao», expression de la révolution démocratique bourgeoise en Chine et de la contre-révolution anti-prolétarienne mondiale (2) / Les «réformes agraires» des jeunes bourgeoisies ex-coloniales dans le miroir de la «révolution» tunisienne / Inflation, profits et salaires.

No 64 (octobre 1974)

L'heure des petits-fils de Staline / The historical path of british Labourism / Cours de l'impérialisme mondial (1) / **Marx - british Commerce / Marx - Le commerce britannique** / **Sur le fil du temps: Réformisme et socialisme - Capitalisme et réformes** / Les lauriers de la social-démocratie autrichienne: Otto Bauer ou la révolution chez les autres / The International Communist Party. Some publications of the I.C.P.

No 65 (décembre 1974)

A bas l'ancien et le nouveau contrat social. / Party and Class / **Frédéric Engels. La question paysanne en France et en Allemagne** / Le long du fil de l'histoire: sur les rapports entre le parti communiste et les autres organisations / Stratégie et tactique révolutionnaires dans les polémiques Lénine - Rosa Luxembourg: 1. La question de l'autodétermination / The conditions of admission to the Communist International Party / **Cours de l'impérialisme mondial: les développements de la concentration capitaliste (2)**.

No 66 (avril 1975)

Encore sur crise et révolution / «Proletarian Dictatorship» and «Socialist Society» in the new chinese Constitution / Stratégie et tactique dans les polémiques Lénine - Rosa Luxembourg: 2. Guerres impérialistes et guerres nationales / Parliamentarism at the second Congress of the Comintern / Inde: la révolution verte annonce la couleur / Note de lecture: Gramsci, Bordiga et ... «Lotta Continua»

No 67 (juillet 1975)
Cours de l'impérialisme mondial (3) / Projet de programme d'action du P.C. d'Italie, 1922 / Portugal: du 25 avril à l'austérité / Mise au point à propos de certains «dépasseurs du marxisme».

No 68 (octobre 1975)
Le mythe portugais du double pouvoir / Le marxisme et la Russie / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (1): Introduction; lettre de A. Bordiga à K. Korsch (oct. 1926), etc.** / La «relance de la consommation populaire» ou l'élixir du Dct. Marchais.

No 69-70 (mai 1976)
1926-1976: du socialisme dans un seul pays à la démocratie dans tous / La question agraire. Rapports du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution communiste / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (2); Le VI exécutif élargi de l'IC: Introduction; intervention de A. Bordiga (février-mars 1926)** / En marge du Xè plan quinquennal. Le mythe de la «planification socialiste» en Russie.

No 71 (septembre 1976)
Après les élections italiennes: polarisation ou convergence? / La fonction contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne / **Gramsci, «l'Ordine nuovo» et «Il soviet» (1)** / Vérité et mensonges dans la constitution cubaine

No 72 (décembre 1976)
Chine: la révolution bourgeoise a été faite, la révolution prolétarienne reste à faire / Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1934-1938) / **Gramsci, «l'Ordine nuovo» et «Il soviet» (2) / Cours de l'impérialisme mondial (4).**

No 73 (avril 1977)
Shanghaï, avril 1927: le bain de sang du prolétariat chinois arrose la victoire du stalinisme / Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1934-1938) / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (3)** / Idole de la «compétitivité», religion du taux de profit.

No 74 (septembre 1977)
La nouvelle constitution soviétique: un nouveau pas dans l'aveu de la nature capitaliste de l'URSS / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (4) / Gramsci, «l'Ordine nuovo» et «Il Soviet» (3)** / Parti révolutionnaire, ou cénacle de «marxologues»?

No 75 (décembre 1977)
L'internationale des flics au travail / **Sur le fil du temps: Espace contre ciment** / Facteurs économiques et sociaux de la révolution en Amérique latine / En mémoire de «Che» Guevarra / Note de lecture: L'Internationale Communiste et la révolution chinoise de 1927.

No 76 (mars 1978)
Sur la voie du parti compact et puissant de demain / L'Afrique, proie des impérialismes (1) / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (5) / Fastes de la domination impérialiste: la Mauritanie- l'Irlande / Notes de lecture: Jiri Pelikan ou le stalinisme à visage humain - Les contorsionnistes du PCF circus.

No 77 (juillet 1978)
L'agression française en Afrique aura son retour de flamme / Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe (1) / **L'Afrique, proie des impérialismes (2) / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (6)** / Sur la révolution en Amérique latine

No 78 (décembre 1978)
Pathologie de la société bourgeoise - nécessité de la révolution communiste / Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise de la lutte de classe (2) / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (7) / Cours de l'impérialisme mondial (5)** / Parabole du trotskisme dégénéré: la IVè Internationale et la dictature du prolétariat. Les trotskistes et la social-démocratie: de l'entrisme à l'adhésion.

No 79 (avril 1978)
Défendre le marxisme, c'est défendre l'arme de la lutte d'émancipation du prolétariat / **Sur le fil du temps; Le prolétariat et la guerre: Socialisme et nation - Guerre impérialiste et guerre révolutionnaire / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (8) / L'Afrique, proie des impérialismes (3)** / Nouvelles des faux socialismes: A l'Est comme à l'Ouest, la course à la productivité accroît l'exploitation - Socialisme ou production individuelle?

No 80 (juillet 1979)
L'Europe dans la perspective révolutionnaire communiste / Il y a 60 ans naissait la Troisième Internationale / **Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires** / La paix israélo-égyptienne et le nouvel ordre impérialiste au Moyen-Orient / Les «revendications transitoires» dans la tactique communiste (1) / **Sur le fil du temps; Le prolétariat et la guerre: La guerre révolutionnaire prolétarienne- Le roman de la guerre sainte. État prolétarien et guerre.**

No 81 (décembre 1979)
Souviens-toi des deux guerres impérialistes! / Les revendications

transitoires dans la tactique communiste (2) / **L'Afrique, proie des impérialismes (4)** / Le programme des «Fedayin» iraniens, ou les limites du démocratisme / Marcuse, prophète du bon vieux temps

No 82 (avril 1980)
L'Ère des guerres et des révolutions / Le rôle de la nation dans l'histoire / **L'Afrique, proie des impérialismes (5)** / L'Ulster, dernière colonie anglaise.

No 83 (juillet 1980)
La lutte de classe est plus vivante que jamais! / **La Gauche italienne et la tactique de l'Internationale (projet de Thèses présenté au Vè congrès de l'IC)** / Le rôle contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne et en Amérique latine / **La fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le «Tiers-Monde»** / Note de lecture; Léon Trotsky: terrorisme et communisme - P. Frank manipule l'histoire.

No 84-85 (mars 1981)
La Pologne confirme: besoin de l'organisation - besoin du parti / **Les perspectives de l'après-guerre** / Les communistes et les luttes ouvrières («Que faire?» hier et aujourd'hui) / Trotsky, la fraction de gauche du PC d'Italie et les «mots d'ordre démocratiques» / L'extrême-gauche «antisioniste» et la question palestinienne / Un mythe usé: le socialisme à l'Est.

No 86 (août 1981)
Mitterrand président / La Pologne, point névralgique de l'impérialisme mondial / **Cours de l'impérialisme mondial (6)** / Les bases du militantisme communiste / **Histoire de la Gauche communiste: le processus de formation des sections nationales de l'I.C. (1. le PCA)** / Les «trotskistes» contre Trotsky.

No 87 (décembre 1981)
La guerre impérialiste et la lutte de classe frappent à la porte de l'Europe / Les populations immigrées en Grande-Bretagne / **Le processus de formation des sections nationales de l'I.C. (2. le PCF)** / Après l'assassinat de Sadate / A propos de la révolution sandiniste / Dernière minute: l'état de siège en Pologne.

No 88 (mai 1982)
Après la Pologne, où est la reprise de classe internationale? / La signification de la tentative avortée d'ouverture démocratique en Pologne / Cronstadt: une tragédie nécessaire / Le mouvement syndical en France de 1900 à 1908 / Aperçus de la situation au Brésil.

No 89 (mai 1987)
«Programme communiste» reprend sa publication / Nous aurons les lendemains que nous aurons su préparer / **Rapport du centre international à la Réunion Générale de juillet 1982** / La religion: appui ou obstacle à la lutte de classe? (Considérations à propos de la théologie de la libération - prêtres et marxisme - Théologie de la libération - En marge du synode des évêques)

No 90 (septembre 1988)
Impérialisme, chauvinisme et anti-impérialisme de classe / **La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (1)** / La reconquête du patrimoine théorique et politique de la Gauche communiste passe aussi par la réappropriation de la praxis de parti correcte / Histoire et conditions de la classe ouvrière japonaise dans le second après-guerre.

No 91 (juin 1990)
A l'Est: derrière l'omniprésente revendication de la démocratie, mûrit malgré tout la reprise de la lutte prolétarienne de classe / **Cours de l'impérialisme mondial (7) / La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (2) / Sur le fil du temps; Capitalisme classique et socialisme romantique - L'Ours et son grand roman.**

No 92 (novembre 1991)
La guerre du Golfe démontre que les Etats bourgeois sont de plus en plus poussés à résoudre leurs contradictions par la guerre / Le capitalisme soviétique en crise / **Points sur la question de la lutte immédiate et des organismes prolétariens indépendants (1) / La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (3).**

No 93 (mars 1993)
Marxisme et écolo-socialisme: deux conceptions antagoniques de classes aux intérêts opposés / Histoire de la Gauche Communiste. Vers le Parti Communiste d'Italie, section de l'Internationale Communiste / Vers le parti communiste / **Le capitalisme soviétique en crise (2) / Points sur la questions de la lutte immédiates et des organismes indépendants (2)** / La portée de la scission de 1952 dans le Partito Comunista Internazionalista

No 94 (mai 1995)
Le nouveau désordre mondial. De la guerre froide à la paix froide et, en perspective, vers la troisième guerre mondiale / **Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie (1) / La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Donà - déc. 1992) (1) / Le**

capitalisme soviétique en crise (Fin) / C'est ainsi qu'est codifié le marxisme agraire / A la mémoire d'un camarade de la vieille garde: Ricardo Salvador / Sur le fil du temps: La batrachomyomachie

No 95 (mai 1997)

Aux prolétaires d'aujourd'hui, Aux combattants de demain / **Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie (2) / La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Donà - déc. 1992) (2)** / Sur le fil du temps: Parodie de la praxis / Question kurde: Emancipation populaire ou prolétarienne / Mysticisme florentin / Notes de lecture

No 96 (octobre 1998)

La perspective du communisme trouve dans l'Octobre bolchévique une formidable confirmation. Leçon historique et internationale de la révolution prolétarienne et de la contre-révolution bourgeoise / *Les grandes questions historiques de la révolution en Russie.* La Russie dans l'histoire mondiale, dans la Grande Révolution et dans la société contemporaine / Repli et déclin de la révolution bolchévique / Annexe. Rapport de Zinoviev au XIVe Congrès du P.C.R. (décembre 1925) / Sur

le fil du temps. Danse des fantoches: de la conscience à la culture / **La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Donà - déc. 1992) (fin)** / Notes sur les thèses sur les questions d'organisation (1964) / *Les trotskystes et la nature de l'URSS.* La charlatanerie des Spartacistes / *Notes de lecture.* Parution du quatrième tome de la Storia della Sinistra Comunista

No 97 (mars 2000)

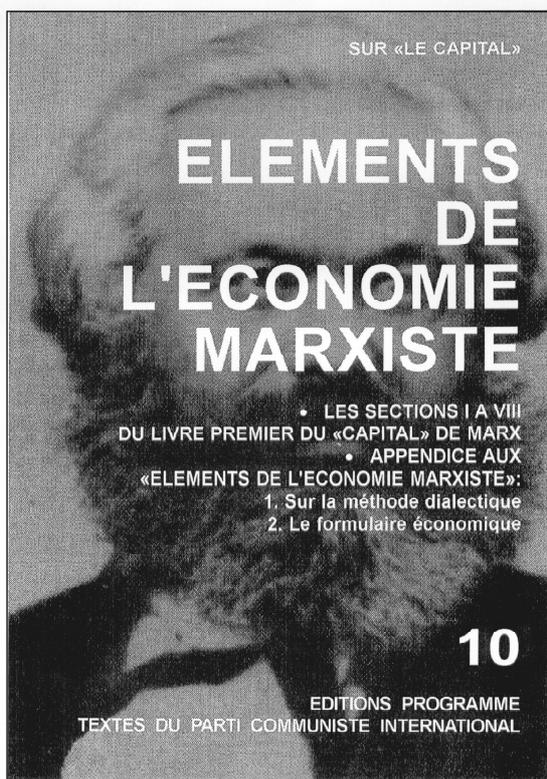
Le rôle contre-révolutionnaire de l'opportunisme / **Propriété et capital (1) - Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde contemporain / Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (1) / Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie (3) / Annexes à l'«Histoire de la Gauche Communiste» - Les abstentionnistes et la fraction communiste: la valeur de la discipline («Il Comunista» n° 3 - 28/11/1920) - L'opportunisme international («Il Comunista» n° 9 - 9/1/1921) - Les unitaires ne sont pas communistes («Il Comunista» n° 7 - 26/12/1920) / Notes de lecture - «Aufheben» - Marc Laverne et le Courant Communiste International - «(Dis)continuité»**

«ÉLÉMENTS DE L'ÉCONOMIE MARXISTE»

Le 10e n° de la série des «Textes du Parti Communiste International», «**Éléments de l'économie marxiste**» vient de sortir. Il s'agit d'un texte écrit par Amadeo Bordiga en 1929, lorsqu'il était «relégué», avec d'autres prisonniers politiques du fascisme, sur l'île de Ponza. Ce texte, qui s'intégrait dans les cours de formation politique organisés par les déportés communistes, a été écrit pour faciliter l'étude du «Capital» de Marx dont il résume et ré-expose le Premier Livre. Publié dans les années cinquante sur les premiers n° de «Programme Communiste», il était depuis longtemps inaccessible en français.

En appendice aux «Eléments...» nous avons ajouté deux autres textes postérieurs: «*Sur la méthode dialectique*» et «*Le formulaire économique*».

PRIX DE L'EXEMPLAIRE: 9 €



«Auschwitz ou le grand alibi»

Ce qui frappe avant tout c'est l'ignoble hypocrisie de la bourgeoisie et de ses laquais, qui voudraient faire croire que ce sont le racisme et l'antisémitisme qui sont, en eux mêmes, responsables de souffrances et des massacres, et en particulier qui ont provoqué la mort de 6 millions de juifs lors de la dernière guerre. L'article que nous reproduisons met à nu les racines réelles de l'extermination des juifs, racines qu'il ne faut pas chercher dans le domaine des idées, mais dans le fonctionnement de l'économie capitaliste. Et il montre aussi que si l'Etat allemand a été le bourreau des juifs, tous les Etats bourgeois sont co-responsables de leur mort, sur laquelle ils versent maintenant des larmes de crocodile (extrait de l'introduction).

BROCHURE «LE PROLÉTAIRE» N°11 - 1 €

PAIEMENT . Par mandat ou chèque à l'ordre de: DESSUS (sans autre mention), à envoyer à notre adresse de Lyon, ci-dessous.

Commandes à notre adresse: Editions Programme, 3 Rue Basse Combalot, 69007 Lyon (France)

FRAIS DE PORT NON COMPRIS (tarif économique: 10% en sus; par avion: nous consulter)

AVERTISSEMENTS:

- LES TEXTES EPUISÉS OU EN VOIE D'ÉPUISÉMENT NE PEUVENT ÊTRE FOURNIS QU'EN PHOTOCOPIES; NOUS CONSULTER..

- LES PRIX INDIQUÉS DANS CE CATALOGUE N'ONT VALEUR QUE POUR L'ANNÉE EN COURS.

- LES PRIX DIRECTEMENT IMPRIMÉS SUR LES BROCHURES, JOURNAUX ET LIVRES, COMPTE TENU DE LA DATE D'ÉDITION, PARFOIS ANCIENNE, NE FONT PAS TOUJOURS FOI.

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des

plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévique, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les insuccès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

